PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL
HAUT-JURA SAINT-CLAUDE

4. Règlement (pièces écrites)

DOSSIER ARRÊT

Transmis en sous-préfecture en annexe de la délibération du Conseil communautaire en date du 4 mars 2026, arrêtant les dispositions du PLUi Haut-Jura Saint-Claude.

Communauté de communes
Haut-Jura Saint-Claude

Pour la Présidente, Le Vice-Président,
M. Phillipe PASSOT

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES HAUT-JURA SAINT-CLAUDE

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL
HAUT-JURA SAINT-CLAUDE

4.1 Règlement écrit

DOSSIER ARRÊT

Transmis en sous-préfecture en annexe de la délibération du Conseil communautaire en date du 4 mars 2026, arrêtant les dispositions du PLUi Haut-Jura Saint-Claude.

Communauté de communes
Haut-Jura Saint-Claude

Pour la Présidente, Le Vice-Président,
M. Phillipe PASSOT
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES HAUT-JURA SAINT-CLAUDE

Le présent règlement est organisé en sept parties :

Partie I : Introduction

Partie II : Dispositions générales

Partie III : Prescriptions graphiques applicables en toutes zones

Partie IV : Dispositions communes écrites applicables en toutes zones

Partie V : Dispositions particulières applicables en zones urbaines, à urbaniser, naturelles et agricoles

Partie VI : Lexique

SOMMAIRE

SOMMAIRE **4**

I. INTRODUCTION **10**

Champs d'application du PLUi 11
Division du territoire en zones et contenu des documents graphiques 11
Articulation du règlement avec les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) 12
Organisation et contenu du présent règlement 12

II. DISPOSITIONS GÉNÉRALES **13**

1. RÈGLEMENT NATIONAL D'URBANISME 14
2. SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE 14
3. CODE DU PATRIMOINE - ARCHÉOLOGIE PRÉVENTIVE 14
4. AUTRES LÉGISLATIONS (RAPPELS) 14
5. RÈGLEMENT LOCAL DE PUBLICITÉ INTERCOMMUNAL 14
6. ADAPTATIONS MINEURES 14
7. APPLICATION DU REGLEMENT AUX LOTISSEMENTS 15
8. CONSTRUCTIONS EXISTANTES NON CONFORMES AU PLU 15
9. PERMIS DE DEMOLIR 15
10. LES CLOTURES 15
11. RECONSTRUCTION APRÈS SINISTRE OU DÉMOLITION 16

III. PRESCRIPTIONS GRAPHIQUES APPLICABLES À TOUTES LES ZONES ET SECTEURS **17**

1. DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE **18**
1.1. INTERDICTION ET LIMITATION DE CERTAINS USAGES ET AFFECTATIONS DES SOLS, CONSTRUCTIONS ET ACTIVITES 18
1.1.1. Périmètre de réciprocité indicatif autour des bâtiments agricoles (L.111-3 du Code rural) 18
1.1.2. *Emplacement réservé* 18
1.1.3. Bâtiment pouvant faire l'objet d'un changement de destination 18
1.1.4. Secteur à usage exclusif de *résidence principale* 19
1.1. MIXITE FONCTIONNELLE ET SOCIALE 19
1.1.1. Linéaire de mixité d'activité au titre du L. 151-16 du Code de l'urbanisme 19
2. VOLUMETRIE ET *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS **19**
2.1. ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENT ET DE PROGRAMMATION 19
3. QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE **20**
3.1. Bâti patrimonial au titre du L. 151-19 du Code de l'urbanisme 20
3.2. Petit élément patrimonial au titre du L. 151-19 du Code de l'urbanisme 21
3.3. *Façade* à protéger au titre du L. 151-19 du Code de l'urbanisme 21
3.4. *Murger* à protéger au titre du L. 151-19 du Code de l'urbanisme 21
3.5. Vue à protéger au titre du L. 151-19 du Code de l'urbanisme 22
4. TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS **23**
4.1. Espace écologique et paysager stricts à protéger au titre de l'article L. 151-23 du Code de l'urbanisme 23
4.2. Espace écologique et paysager à protéger au titre de l'article L. 151-23 du Code de l'urbanisme 23
4.3. Réservoirs de biodiversité à protéger au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme 23
4.4. Alignement d'*arbres* et haies identifiés au titre du L. 151-23 du Code de l'urbanisme 24
4.5. Arbre remarquable identifié au titre du L. 151-23 du Code de l'urbanisme 25
4.6. Plan d'eau et *Cours d'eau* à protéger identifiés au titre du L. 151-23 du Code de l'urbanisme 25
4.7. Zone humide identifiée au titre du L. 151-23 du Code de l'urbanisme 26
4.8. Source à protéger au titre du L. 151-23 du Code de l'urbanisme 26
4.9. Continuité écologique à protéger au titre du L. 151-23 du Code de l'urbanisme 26
4.10. Espace boisé classé au titre du L. 113-1 du Code de l'urbanisme 28
5. EQUIPEMENT ET RESEAUX **29**
5.1. Sente, *voie* et chemin à préserver ou à créer au titre du L. 151-38 du Code de l'urbanisme 29
5.2. Pistes et remontées mécaniques du domaine skiable identifiées au titre du L. 151-38 du Code de l'urbanisme 29

IV. DISPOSITIONS COMMUNES ECRITES APPLICABLES EN TOUTES ZONES 30

1. DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE 31
1.1. INTERDICTION ET LIMITATION DE CERTAINS USAGES ET AFFECTATIONS DES SOLS, CONSTRUCTIONS ET ACTIVITES 31
1.1.1. Occupations et utilisations des sols interdites 31
1.1.2. Occupations et utilisations des sols autorisées sous conditions 31
1.1.3. Secteur avec interdiction de constructibilité pour des raisons environnementales, de risques, d'intérêt général 32
2. VOLUMETRIE ET *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS 33
2.1. Volumétrie et *implantation* des éléments techniques 33
2.2. Volumétrie et *implantation* des *abris légers* 33
2.3. *Implantation* des *piscines* 33
2.4. *Extension* et *surélévation* des constructions existantes non conformes aux règles d'*implantation* et d'*emprise au sol* 34
2.5. Dérogation pour équipements publics et d'intérêt collectif 35
3. QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 36
3.1. Aspects extérieurs des constructions 36
3.2. Performance énergétique et environnementale 37
4. TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS 38
4.1. Traitement des espaces non bâtis 38
5. STATIONNEMENT 40
6. EQUIPEMENT ET RESEAUX 44
6.1. Desserte par les *voies* publiques ou privées 44
6.2. Desserte par les réseaux 45
6.3. Gestion des déchets 46

V. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES EN ZONES URBAINES, À URBANISER, NATURELLE ET AGRICOLE 48

ZONE UA, UASC ET UAH – CŒUR HISTORIQUE 49
1. DESTINATIONS ET SOUS DESTINATIONS DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE 50
2. VOLUMETRIE ET *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS 53
2.1. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT A L'*ALIGNEMENT* 53
2.2. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX *LIMITES SEPARATIVES* 54
2.3. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS SUR UN MEME TERRAIN 54
2.4. *EMPRISE AU SOL* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS 54
2.5. *HAUTEUR* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS 54
3. QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 56
1.1. *Toitures* 56
1.2. *Façades* 57
1.3. Clôtures 58
4. TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON-BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS 59
5. STATIONNEMENT 59
6. EQUIPEMENT ET RESEAUX 60
ZONE UB – HABITAT INDIVIDUEL ORGANISE 60
1. DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE 61
2. VOLUMÉTRIE ET *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS 64
2.1. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT À L'*ALIGNEMENT* 64
2.2. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX *LIMITES SEPARATIVES* 65
2.3. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS SUR UN MEME TERRAIN 66
2.4. *EMPRISE AU SOL* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS 66
2.5. *HAUTEUR* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS 67
3. QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 68
1.1. *Toitures* 68
1.2. *Façades* 69
1.3. Clôtures (toutes les communes sauf les communes des Hautes-Combes) 70
1.4. *Clôtures* et haies (communes des Hautes-Combes uniquement) 71
4. TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON-BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS 71
5. STATIONNEMENT 72
6. EQUIPEMENT ET RESEAUX 72
ZONE UC – HABITAT INDIVIDUEL SPONTANÉ 73
1. DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE 74
2. VOLUMETRIE ET *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS 77

2.1. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT A L'*ALIGNEMENT* 77
2.2. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX *LIMITES SEPARATIVES* 77
2.3. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS SUR UN MEME TERRAIN 78
2.4. *EMPRISE AU SOL* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS 79
2.5. *HAUTEUR* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS 79
3. QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 80
1.1. *Toitures* 80
1.2. *Façades* 81
1.3. Clôtures (toutes les communes sauf les communes des Hautes-Combes) 82
1.4. Clôtures et haies (communes des Hautes-Combes uniquement) 83
4. TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON-BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS 83
5. STATIONNEMENT 84
6. EQUIPEMENT ET RESEAUX 84
ZONE UR – HABITAT COLLECTIF 85
1. DESTINATIONS ET SOUS DESTINATIONS DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE 86
2. VOLUMETRIE ET *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS 88
2.1. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT A L'*ALIGNEMENT* 88
2.2. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX *LIMITES SEPARATIVES* 88
2.3. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS SUR UN MEME TERRAIN 88
2.4. *EMPRISE AU SOL* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS 89
2.5. *HAUTEUR* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS 89
3. QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 89
1.1. *Toitures* 90
1.2. *Façades* 91
1.3. Clôtures (toutes les communes sauf les communes des Hautes-Combes) 92
1.4. Clôtures et haies (communes des Hautes-Combes uniquement) 93
4. TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON-BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS 93
5. STATIONNEMENT 93
6. EQUIPEMENT ET RESEAUX 94
ZONE UE – EQUIPEMENT 95
1. DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE 96
2. VOLUMETRIE ET *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS 99
2.1. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT A L'*ALIGNEMENT* 99
2.2. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX *LIMITES SEPARATIVES* 99
2.3. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS SUR UN MEME TERRAIN 99
2.4. *EMPRISE AU SOL* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS 99
2.5. *HAUTEUR* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS 100
3. QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 101
1.1. *Toitures* 101
1.2. *Façades* 101
1.3. Clôtures 102
4. TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON-BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS 102
5. STATIONNEMENT 102
6. EQUIPEMENT ET RESEAUX 103
ZONE UY – ACTIVITES ECONOMIQUES MIXTES 104
1. DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE 105
2. VOLUMÉTRIE ET *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS 108
2.1. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT À L'*ALIGNEMENT* 108
2.2. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX *LIMITES SEPARATIVES* 108
2.3. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS SUR UN MEME TERRAIN 109
2.4. *EMPRISE AU SOL* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS 109
2.5. *HAUTEUR* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS 109
3. QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 111
1.1. *Toitures* 111
1.2. *Façades* 111
1.3. Clôtures 112
4. TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON-BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS 112
5. STATIONNEMENT 112
6. EQUIPEMENT ET RESEAUX 113
ZONES UT ET UTC – ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES TOURISTIQUE 114
1. DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE 115
2. VOLUMETRIE ET *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS 118

2.1. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT A L'*ALIGNEMENT* 118
2.2. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX *LIMITES SEPARATIVES* 118
2.3. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS SUR UN MEME TERRAIN 118
2.4. *EMPRISE AU SOL* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS 118
2.5. *HAUTEUR* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS 119
3. QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 120
1.1. *Toitures* 120
1.2. *Façades* 120
1.3. Clôtures 121
4. TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON-BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS 121
5. STATIONNEMENT 121
6. EQUIPEMENT ET RESEAUX 122
ZONE AUB – ZONE À URBANISER RÉSIDENTIELLE 123
1. DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE 124
2. VOLUMETRIE ET *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS 126
2.1. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT A L'*ALIGNEMENT* 126
2.2. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX *LIMITES SEPARATIVES* 126
2.3. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS SUR UN MEME TERRAIN 127
2.4. *EMPRISE AU SOL* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS 128
2.5. *HAUTEUR* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS 128
3. QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 129
1.1. *Toitures* 129
1.2. *Façades* 130
1.3. Clôtures (toutes les communes sauf les communes des Hautes-Combes) 131
1.4. Clôtures et haies (communes des Hautes-Combes uniquement) 132
4. TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON-BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS 132
5. STATIONNEMENT 133
6. EQUIPEMENT ET RESEAUX 133
ZONE AUE – À URBANISER POUR ÉQUIPEMENTS 134
1. DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE 135
2. VOLUMETRIE ET *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS 138
2.1. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT A L'*ALIGNEMENT* 138
2.2. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX *LIMITES SEPARATIVES* 138
2.3. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS SUR UN MEME TERRAIN 138
2.4. *EMPRISE AU SOL* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS 138
2.5. *HAUTEUR* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS 139
3. QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 140
4. TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON-BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS 140
5. STATIONNEMENT 140
6. EQUIPEMENT ET RESEAUX 140
ZONE AUY – ZONE À URBANISER POUR ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES 141
1. DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE 142
2. VOLUMÉTRIE ET *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS 145
2.1. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT À L'*ALIGNEMENT* 145
2.2. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX *LIMITES SEPARATIVES* 145
2.3. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS SUR UN MEME TERRAIN 146
2.4. *EMPRISE AU SOL* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS 146
2.5. *HAUTEUR* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS 146
3. QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 148
1.1. *Toitures* 148
1.2. *Façades* 148
1.3. Clôtures 149
4. TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON-BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS 149
5. STATIONNEMENT 149
6. EQUIPEMENT ET RESEAUX 150
ZONE A – AGRICOLE 151
1. DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE 152
2. VOLUMETRIE ET *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS 159
2.1. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT A L'*ALIGNEMENT* 159
2.2. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX *LIMITES SEPARATIVES* 159
2.3. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS SUR UN MEME TERRAIN 160
2.4. *EMPRISE AU SOL* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS 161

2.5. *HAUTEUR* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS 162
3. QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 163
1.1. Constructions annexes 164
1.2. Clôtures et haies (toutes les communes sauf les communes des Hautes-Combes) 164
1.3. Clôtures et haies (communes des Hautes-Combes uniquement) 165
1.4. Constructions à usage agricole 165
1.5. Constructions à usage d'habitation 165
4. TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON-BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS 166
5. STATIONNEMENT 166
6. EQUIPEMENT ET RESEAUX 166
ZONE N – NATURELLE 167
1. DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE 168
2. VOLUMETRIE ET *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS 174
2.1. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT À L'*ALIGNEMENT* 174
2.2. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX *LIMITES SEPARATIVES* 175
2.3. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS SUR UN MEME TERRAIN 175
2.4. *EMPRISE AU SOL* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS 176
2.5. *HAUTEUR* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS 177
3. QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE 179
1.1. Constructions annexes 179
1.2. Clôtures et haies (toutes les communes sauf les communes des Hautes-Combes) 180
1.3. Clôtures et haies (communes des Hautes-Combes uniquement) 180
1.4. Constructions à usage agricole 180
1.5. Constructions à usage d'habitation 181
4. TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON-BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS 182
5. STATIONNEMENT 182
6. EQUIPEMENT ET RESEAUX 182

VI. LEXIQUE 183

Abris légers 184
Accès 184
Acrotère 185
Alignement 185
Annexe 186
Arbre 186
Balcon 186
Bardage en tavaillons 187
Bardage en tôle 187
Chemin d'accès 187
Clôture 187
Coche 188
Construction annexe 188
Construction existante 188
Construction principale 189
Cour commune 189
Cours d'eau et plans d'eau 190
Demi-croupe 190
Destination et sous-destination des constructions 190
Égout / égout du toit 196
Emplacement réservé 196
Emprise au sol 196
Espace libre 197
Espace vert de pleine terre 197
Extension 198
Façade 198
Faîtage 199
Front bâti 199
Grenier fort – grenier à sel 199
Hauteur 199
Implantation 200

Levée de grange 200
Limites séparatives 200
Linteau 201
Lisière 201
Maison en « A » 202
Marge de retrait 202
Murger (mur de pierres sèches) 202
Ouverture / élément constituant des vues / élément ne constituant pas de vue 203
Piscine 203
Recul 204
Résidence mobile de loisirs (mobil-homes) 204
Résidence principale 204
Saillie 204
Surface de plancher 205
Surélévation 205
Résidence démontable (exemple : tiny house) 206
Tavaillon 206
Toiture à pente(s) 206
Toiture terrasse 206
Unité foncière ou terrain 207
Voie 207

I. INTRODUCTION

Champs d'application du PLUi

Le présent plan local d'urbanisme (PLUi) s'applique à l'ensemble du territoire de la communauté de communes du Haut-Jura-Saint-Claude regroupant les communes de : Avignon-lès-Saint-Claude, Bellecombe, Chassal-Molinges, Choux, Coiserette, Coteaux-du-Lizon, Coyrière, La Pesse, La Rixouse, Lajoux, Larrivoire, Lavans-lès-Saint-Claude, Les Bouchoux, Les Moussières, Leschères, Ravilloles, Rogna Saint-Claude, Septmoncel-Les Molunes, Villard-Saint-Sauveur, Viry et Vulvoz. Certaines règles sont spécifiques aux communes des Hautes-Combes suivantes : Bellecombe, La Pesse, Lajoux, Les Moussières, Septmoncel-Les Molunes.

Il est établi conformément aux dispositions des articles L.151-8 à L.151-42 du Code de l'urbanisme.

Les renvois à la codification des articles du Code de l'urbanisme sont à la date d'approbation du règlement et peuvent évoluer postérieurement.

Division du territoire en zones et contenu des documents graphiques

Les documents graphiques présentent la division du territoire en :

- **zones urbaines (U)**
- Zone UA – cœur historique et sous-secteur
- Zone UB – habitat individuel organisé et sous-secteur
- Zone UC- habitat individuel spontané
- Zone UR – habitat collectif et sous-secteur
- Zone UE – équipements
- Zone UY – activités économiques, et sous-secteurs
- Zone UT – activités économiques touristiques

- **zones à urbaniser (AU)**
- Zone AUB – secteur d'urbanisation future à dominante résidentielle
- Zone AUY - secteur d'urbanisation future à dominante économique
- Zone AUE - secteur d'urbanisation future à dominante d'équipements

- **zone agricole (A),** et STECAL A*
- **zone naturelle et forestières (N),** sous-secteurs Nl et STECAL N*

Les documents graphiques comportent également des inscriptions graphiques relatives :

- Traitement environnemental et paysagers des espaces non bâtis et abords des constructions
- Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère
- Protection des itinéraires
- Mixité fonctionnelle et sociale
- Volumétrie et *implantation* des constructions
- Interdiction et limitation de certains usages et affectation des sols, constructions et activités
- Emplacements réservés

Articulation du règlement avec les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)

Les orientations d'aménagement et de programmation viennent compléter les dispositions réglementaires. Elles peuvent, par exemple :

- préciser l'application spatiale de dispositions réglementaires écrites (par exemple, la localisation des destinations des constructions),
- renseigner des sujets sur lesquels le règlement est muet.

Les projets sont, alors, à la fois compatibles avec les OAP et conformes au règlement.

Les OAP peuvent être thématiques (applicables à l'ensemble du territoire) ou sectorielles (applicables à l'échelle d'un secteur).

Les OAP sectorielles sont matérialisés sur les documents graphiques du règlement d'urbanisme.

Organisation et contenu du présent règlement

Le règlement fixe, en cohérence avec le Projet d'Aménagement et de Développement Durables, les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs mentionnés aux articles L. 101-1 à L. 101-3.

Le présent règlement est organisé en sept parties :

- **Partie I** : Introduction
- **Partie II** : Dispositions générales
- **Partie III :** Prescriptions graphiques applicables en toutes zones
- **Partie IV** : Dispositions communes écrites applicables en toutes zones
- **Partie V** : Dispositions particulières applicables en zones urbaines, naturelles et agricoles
- **Partie VI :** Lexique : chaque mot figurant dans le règlement *en italique* fait l'objet d'une définition au sein du lexique.

II. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. RÈGLEMENT NATIONAL D'URBANISME

Demeurent applicables, en plus des règles du PLU, les articles du règlement national d'urbanisme, à l'exception des articles R. 111-3, R. 111-5 à R. 111-19 et R. 111-28 à R. 111-30 du Code de l'urbanisme.

Par ailleurs, sont et demeurent applicables sur le territoire communal, les articles législatifs du Code de l'urbanisme relatifs :

- aux périmètres de travaux publics,
- aux périmètres de déclaration d'utilité publique (DUP),
- à la réalisation de réseaux.

2. SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE

Des servitudes d'utilité publique s'imposent au présent règlement. Les dispositions applicables figurent en annexe.

3. CODE DU PATRIMOINE - ARCHÉOLOGIE PRÉVENTIVE

Au titre de la règlementation sur l'archéologie préventive (article L. 521-1 du Code du patrimoine et article R. 425-31 du Code de l'urbanisme), toute découverte fortuite de vestiges susceptibles de présenter un caractère archéologique doit faire l'objet d'une déclaration immédiate au maire.

Les opérations d'aménagement, de construction d'ouvrages ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance, affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique ne peuvent être entreprises que dans le respect des mesures de détection et, le cas échéant, de conservation et de sauvegarde par l'étude scientifique ainsi que des demandes de modification de la consistance des opérations d'aménagement.

Se reporter aux annexes pour identifier les zones de prescription archéologie préventive.

4. AUTRES LÉGISLATIONS (RAPPELS)

Règles de construction : tout *bâtiment* créé, étendu ou modifié en application du présent règlement doit respecter les dispositions du Code de la construction et de l'habitation et du Code civil (notamment ses articles 653 à 710 relatifs aux vues, droit de passage, servitude de *Cour commune*, mitoyenneté, plantations, etc.), ainsi que les normes d'accessibilité pour autrui.

Accessibilité des personnes handicapées : en application de l'article L. 152-4 du Code de l'urbanisme, l'autorité compétente pour délivrer le permis de construire peut, par décision motivée, accorder des dérogations à une ou plusieurs règles du plan local d'urbanisme pour autoriser des travaux nécessaires à l'accessibilité des personnes handicapées à un logement existant. Il est également rappelé que pour tout *logement* construit pour autrui, les règles d'accessibilité doivent être conformes aux articles R. 6111-5, et L. 111-1-7 et suivants du Code de la construction et de l'habitation.

5. RÈGLEMENT LOCAL DE PUBLICITÉ INTERCOMMUNAL

Le règlement local de publicité intercommunal (RLPi) s'applique sur le territoire intercommunal. Il permet de gérer les enseignes et préenseignes. Le RLPi est annexé au présent dossier de PLUi (7.3 annexes informatives.

6. ADAPTATIONS MINEURES

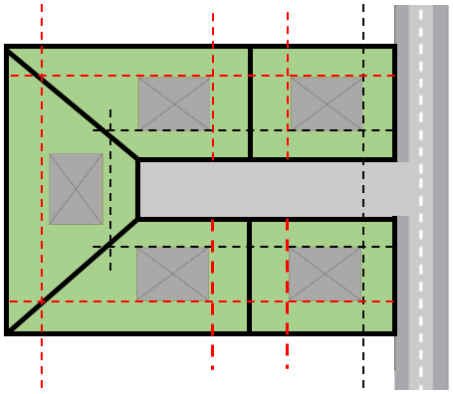
Conformément à l'article L 152.3 du Code de l'urbanisme

Les règles et servitudes définies par le Plan Local d'Urbanisme ne peuvent faire l'objet d'aucune dérogation, à l'exception des adaptations mineures (lorsque l'écart par rapport à la règle est faible) rendues nécessaires par :

- la nature du sol,
- la configuration des terrains
- le caractère des constructions avoisinantes.

7. APPLICATION DU REGLEMENT AUX LOTISSEMENTS

L'ensemble des dispositions du présent règlement s'appliquent aux parcelles et/ou unités foncières, et/ou à l'échelle de lots à bâtir (qu'ils soient issus d'un lotissement, d'une division en propriété ou en jouissance, etc.), par dérogation à l'article R.151-21 du code de l'urbanisme.



Dans le cas de création d'un lotissement, ou de division en plusieurs lots d'une seule unité foncière, les dispositions du présent règlement s'appliquent à chacun des lots.

Schéma illustratif

8. CONSTRUCTIONS EXISTANTES NON CONFORMES AU PLU

Lorsqu'un immeuble bâti existant n'est pas conforme aux dispositions édictées par le présent règlement, un permis de construire ne peut être accordé que pour des travaux, qui ont pour objet d'améliorer la conformité de cet immeuble avec lesdites règles ou qui sont sans effet à leur égard. (Conseil d'État, no 79530 du 27/05/88).

9. PERMIS DE DEMOLIR

La démolition de tout ou partie des bâtiments existants doit faire l'objet d'une demande de permis de démolir sur les communes ayant fait l'objet d'une délibération en conseil municipal et annexé au présent PLUi (Annexe informative).

10. LES CLOTURES

Doit être précédée d'une déclaration préalable l'édification d'une *clôture* située :

a) Dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable classé en application de l'article L. 631-1 du code du patrimoine ou dans les abords des monuments historiques définis à l'article L. 621-30 du code du patrimoine ;

b) Dans un site inscrit ou dans un site classé ou en instance de classement en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement ;

c) Dans un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 ou de l'article L. 151-23 ;

d) Dans une commune ou partie de commune où le conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme a décidé de soumettre les *clôtures* à déclaration.

11. RECONSTRUCTION APRÈS SINISTRE OU DÉMOLITION

L'article L111-15 du code de l'urbanisme prévoit que lorsqu'un bâtiment régulièrement édifié vient à être détruit ou démoli, sa reconstruction à l'identique est autorisée dans un délai de dix ans nonobstant toute disposition d'urbanisme contraire, sauf si la carte communale, le plan local d'urbanisme ou le plan de prévention des risques naturels prévisibles en dispose autrement.

Par dérogation à l'article L 111-15 du code de l'urbanisme, dans le cadre du présent règlement, la reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit est autorisée uniquement s'il s'agit d'une destruction par un sinistre depuis moins de 10 ans, et sauf si le plan de prévention des risques d'inondation en dispose autrement, et dès lors que le bâtiment a été régulièrement édifié.

Dans tous les autres cas, toute reconstruction doit respecter les règles du PLUi.

III. PRESCRIPTIONS GRAPHIQUES APPLICABLES À TOUTES LES ZONES ET SECTEURS

1. DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE

1.1. INTERDICTION ET LIMITATION DE CERTAINS USAGES ET AFFECTATIONS DES SOLS, CONSTRUCTIONS ET ACTIVITES

1.1.1. Périmètre de réciprocité indicatif autour des bâtiments agricoles (L.111-3 du Code rural)

La distance d'éloignement d'un bâtiment d'élevage et de ses annexes vis-à-vis des habitations occupées par des tiers est soumis au règlement sanitaire départemental (RSD) et en application de l'article L.111-3 du code rural, la même distance d'éloignement doit être imposée à ces derniers à toute nouvelle construction et à tout changement de destination à usage non agricole nécessitant un permis de construire, a l'exception des *extension*s de constructions existantes. Les élevages soumis au Règlement Sanitaire Départemental.

Le principe de réciprocité repose sur les distances d'éloignement imposées par le règlement sanitaire départemental. Sans préjudice de l'application des documents d'urbanisme existant dans la commune ou de cahiers des charges de lotissement, l'*implantation* des bâtiments renfermant des animaux doit respecter le règlement sanitaire départemental.

Ces périmètres figurent à titre indicatif sur le plan de zonage. Les données sont fournies par la chambre d'agriculture, elles dépendent du type d'élevage (bovin, ovin, caprin…) et de la fonction des constructions.

1.1.2. *Emplacement réservé*

Sur les emprises foncières classées en *Emplacement réservé* sur les documents graphiques du règlement d'urbanisme au titre de l'article L. 151-41 du Code de l'urbanisme ne sont autorisées que les occupations et utilisations du sol correspondant à la destination de cet emplacement telle qu'elle est mentionnée sur le tableau figurant sur le document graphique.

Pour rappel : le Conseil d'État introduit un tempérament à ce principe d'inconstructibilité et considère que peut être délivrée une autorisation portant à la fois sur l'opération seule susceptible d'être autorisée compte tenu de la réserve et sur un autre projet, pourvu que celui-ci soit compatible avec la destination assignée à l'*Emplacement réservé*. Il faut néanmoins qu'il s'agisse d'un projet unique (CE 20 juin 2016, n° 386978).

1.1.3. Bâtiment pouvant faire l'objet d'un changement de destination

Les bâtiments identifiés sur les documents graphiques en zones A et N du règlement d'urbanisme au titre de l'article L151-11 peuvent faire l'objet d'un changement de destination. Leurs identifications ainsi que les sous-destinations susceptibles d'être autorisées figurent en annexe du présent règlement.

Ce changement de destination est uniquement possible s'il ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.

Le changement de destination est soumis, en zone agricole, à l'avis conforme de la commission départementale de la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers (CDPENAF) et, en zone naturelle, à l'avis conforme de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS).

1.1.4. Secteur à usage exclusif de *résidence principale*

Dans les secteurs identifiés sur les documents graphiques du règlement d'urbanisme au titre de l'article L151-14-1, les constructions nouvelles de logements doivent obligatoirement être à usage exclusif de *résidence principale*.

1.1. MIXITE FONCTIONNELLE ET SOCIALE

1.1.1. Linéaire de mixité d'activité au titre du L. 151-16 du Code de l'urbanisme

Le long d'un « linéaire de mixité d'activité » identifié sur le document graphique au titre des dispositions de l'article R151-37 du Code de l'urbanisme, les locaux à rez-de-chaussée sur rue, lors d'un changement de destination, ou créés dans le cadre d'une restructuration lourde ou d'une construction nouvelle (hors locaux techniques nécessaires à *l'accès* et à la desserte de l'immeuble), doivent relever :

- des destinations « commerces et activités de services », et/ou « d'équipements d'intérêt collectif et services publics »,
- et/ou des sous-destinations bureaux et/ou industrie.

2. VOLUMETRIE ET *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS

Le présent règlement ne comporte pas de dispositions graphiques liées au présent chapitre.

2.1. ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

Les secteurs soumis à des orientations d'aménagement et de programmation devront respecter les principes d'aménagement et les orientations définies dans le document « OAP ».

3. QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

3.1. Bâti patrimonial au titre du L. 151-19 du Code de l'urbanisme

L'*« Annexe architecturale et paysagère»* du présent règlement (pièce 4.2 du PLUi) présente les principes d'intégration paysagère et architecturale à travers notamment un cahier de bonnes pratiques, des guides de couleurs et matériaux et un guide sur les haies. Cette annexe s'applique, suivant la rédaction de ses différents items, dans un rapport de prescription (c'est-à-dire valeur de règle) ou de conseil /recommandation.

Dispositions relatives aux travaux sur le patrimoine bâti

Tous les travaux réalisés sur le bâti patrimonial doivent être conçus dans le respect des caractéristiques à préserver ou à restaurer et doivent notamment :

- Respecter la volumétrie du bâti patrimonial existant. En particulier, les *surélévation*s sont interdites, sauf exception mentionnée dans l'annexe du règlement relative au patrimoine bâti remarquable ;
- Respecter et mettre en valeur les caractéristiques architecturales du bâti, et notamment la forme des *toiture*s, les modénatures et tout élément habillant la *façade* (garde-corps, ferronnerie, *balcon*s, volets…), les baies en *façade*, les lucarnes, les menuiseries extérieures et les devantures ;
- Les motifs décoratifs, sculptés ou moulurés seront conservés. En cas d'altération profonde, ces motifs seront consolidés ou remplacés à l'identique ;
- Mettre en œuvre des matériaux et des techniques permettant de conserver ou de restituer l'aspect d'origine du bâti dans le cas de requalification et réhabilitation ;
- Traiter les installations techniques de manière à ne pas altérer la qualité patrimoniale.

La restauration de ces bâtiments doit conserver ou restituer les dispositions architecturales spécifiques à leur époque, sans exclure certains aménagements mineurs concourant à l'amélioration des conditions d'usages.

La réfection de *toiture* doit respecter le style de la construction patrimoniale existante. La couverture des *toiture*s et les *façade*s des bâtiments remarquables doivent conserver ou retrouver la richesse d'origine et de leur mise en œuvre, notamment l'aspect des matériaux suivants : plâtres moulurés, la pierre et la brique ainsi que le bois, les moellons ou la céramique, le cas échéant.

Les travaux de restauration ou d'entretien (avec ou sans changement de destination) seront réalisés en maintenant les percements ou en restituant, le cas échéant, les percements d'origine.

Ils seront exécutés avec des matériaux d'apparence analogue à ceux d'origine et avec les mêmes mises en œuvre notamment en ce qui concerne les *façade*s, les couvertures, les souches de cheminée, les lucarnes et les menuiseries.

La modification de ces bâtiments doit respecter l'harmonie générale en s'accordant avec les volumes et les matériaux d'origine, sans exclure un projet adoptant des formes et matériaux de l'architecture contemporaine, propre à souligner la qualité du bâtiment originel. Lorsqu'un mur de *clôture* accompagne un bâtiment remarquable mais n'est pas repéré en tant que tel, il pourra être reconstruit dans les mêmes proportions. Le traitement paysager, des *constructions annexes* et des *extension*s doit s'accorder avec un aménagement harmonieux des abords du bâtiment remarquable. En particulier, les nouvelles

constructions et *extension*s ne doivent pas masquer la totalité d'un bâtiment remarquable visible depuis l'espace public.

Condition de démolition du patrimoine bâti

La démolition des constructions ou parties de constructions à valeur patrimoniale identifiées au titre de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme est autorisée, dans les seuls cas suivants :

- Démolition(s) partielle(s) rendue(s) nécessaire(s) pour des travaux de mise en conformité avec des normes impératives (sécurité incendie, accessibilité pour des personnes handicapées, etc..).
- Démolition(s) partielle(s) ou totale rendue(s) nécessaire(s) pour les cas suivants :
    - les constructions menaçant ruine en application du code de la construction et de l'habitation,
    - ou d'immeuble insalubre en application du code de la santé publique,

Ces dispositions conditionnant la démolition ne s'appliquent pas aux *extension*s et autres ajouts postérieurs à la construction initiale qui n'adoptent pas une harmonie avec la c*onstruction principale*.

Isolation du patrimoine bâti

Les travaux d'isolation par l'extérieur sont interdits sur les bâtiments patrimoniaux identifiés au titre du L. 151-19 du Code de l'urbanisme.

Insertion des constructions à proximité du patrimoine bâti et *extension*s

Lorsqu'il existe sur l'*unité foncière* ou sur l'une des unités foncières contigus une construction repérée au titre de l'article L 151-19, les projets situés à proximité immédiate des bâtiments doivent être élaborés dans la perspective d'une mise en valeur de ce patrimoine. Pour les éléments de patrimoine bâti repéré au titre de l'article L.151-19 du Code de l'urbanisme, toute *extension* ou construction nouvelle doit être implantée de façon à préserver les caractéristiques qui ont prévalu pour son recensement.

3.2. Petit élément patrimonial au titre du L. 151-19 du Code de l'urbanisme

Les petits éléments patrimoniaux repérés sur les documents graphiques du règlement d'urbanisme au titre de l'article L. 151-19 du Code de l'urbanisme (bornes, fontaines, puits, madones, croix, ...) sont à conserver, restaurer et/ou rénover, en évitant toute dénaturation des caractéristiques leur conférant leur intérêt.

Insertion des constructions à proximité des petits éléments patrimoniaux

Lorsqu'il existe sur l'*unité foncière* ou sur l'une des unités foncières contigus des petits éléments patrimoniaux repérés au titre de l'article L 151-19, les projets situés à proximité immédiate doivent être élaborés dans la perspective d'une mise en valeur de ce petit patrimoine.

3.3. *Façade* à protéger au titre du L. 151-19 du Code de l'urbanisme

Les *façade*s à protéger repérés sur les documents graphiques du règlement d'urbanisme au titre de l'article L. 151-19 du Code de l'urbanisme sont à conserver. La démolition est interdite ainsi que les travaux et ravalement dénaturant les caractéristiques leur conférant leur intérêt (fresque...).

3.4. *Murger* à protéger au titre du L. 151-19 du Code de l'urbanisme

Les *murger*s repérés sur les documents graphiques du règlement d'urbanisme au titre de l'article L. 151-19 du Code de l'urbanisme sont à conserver. Toute modification est interdite sauf pour des raisons de sécurité ou pour la création d'un unique *accès*, à condition de conserver la composition d'origine. En cas

de création d'un *accès*, les parties du *murger* démolie doivent être restituées à proportion égale sur l'*unité foncière* et en continuité du *murger* existant.

Les *murger*s ne peuvent pas être doublés d'un mur maçonné. Ils doivent être entretenus et/ou reconstruits selon les techniques d'origine en respectant le guide de conseils pour la réhabilitation des murets en pierre sèche publié par le PNR du Haut Jura annexé à ce règlement.

3.5. Vue à protéger au titre du L. 151-19 du Code de l'urbanisme

Sur les secteurs identifiés sur les documents graphiques du règlement d'urbanisme au titre de l'article L. 151-19 du Code de l'urbanisme comme vues à protéger, toute construction y est interdite.

4. TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS

4.1. Espace écologique et paysager stricts à protéger au titre de l'article L. 151-23 du Code de l'urbanisme

Les espaces écologiques et paysagers à protéger et figurant comme tels sur les documents graphiques du règlement d'urbanisme sont soumis aux dispositions de l'article L. 151-23 du Code de l'urbanisme. Il s'agit de sites à protéger ou à mettre en valeur pour des motifs d'ordre esthétique, historique ou écologique.

Toute construction ou aménagement y est interdit, y compris les annexes, *abris légers*, serres, *piscine*s.

4.2. Espace écologique et paysager à protéger au titre de l'article L. 151-23 du Code de l'urbanisme

Les espaces écologiques et paysagers à protéger et figurant comme tels sur les documents graphiques du règlement d'urbanisme sont soumis aux dispositions de l'article L. 151-23 du Code de l'urbanisme. Il s'agit de sites à protéger ou à mettre en valeur pour des motifs d'ordre esthétique, historique ou écologique.

Toute construction ou aménagement y est interdit. Les *piscine*s sont également interdites.

Seuls sont autorisés :

- Les annexes et *abris légers* dans la limite maximale de 20 m^2 d'*Emprise au sol* et de 3,5 mètres de *hauteur* au point le plus haut à condition que l'*unité foncière* comporte déjà une c*onstruction principale* existante.
- Les serres démontables en pleine terre et sans fondation, dans la limite de 20 m^2 d'*emprise au sol*.

4.3. Réservoirs de biodiversité à protéger au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme

Les secteurs identifiés comme réservoirs de biodiversité au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme, et repérés au document graphique, sont inconstructibles à l'exception des projets concernés par une prescription "réservoirs de biodiversité" en zone U ou STECAL qui doivent disposer d'une attention particulière au caractère du lieu où il s'implante, une volonté d'exemplarité environnementale et énergétique des futures constructions, et une limitation forte des emprises au sol et de l'artificialisation, afin de garantir au maximum le maintien des espaces non bâti.

Pour les autres secteurs identifiés au titre des réservoirs de biodiversité (hors zones urbaines et STECAL) :

<u>Y sont interdits :</u>

- toutes nouvelles constructions, installations, *extension*s et toute imperméabilisation des sols à l'exception de celles autorisées ci-après ;
- tous changements d'occupation ou d'utilisation du sol de nature à porter atteinte à la protection, à la mise en valeur ou à la restauration des habitats naturels caractéristiques de ces réservoirs ;
- les affouillements, exhaussements de sols, stabilisation de terrains, nivellements, déboisements et coupes rases, sauf lorsqu'elles constituent des mesures de restauration prévues par un plan de gestion (ONF ou communes) ;
- les dépôts de toute nature ;
- la création ou l'élargissement de pistes ou *accès* motorisés ;

Y sont autorisés :

- les constructions à destination d'exploitation agricole et forestière à condition qu'elles ne soient pas réalisables en dehors de la présente trame.
- la réhabilitation, l'*extension* ou le changement de destination des bâtiments existants repérés par le document d'urbanisme si les travaux sont justifiés par le maintien ou l'installation d'une activité agricole et /ou touristique et dans la mesure où les équipements prévus ne compromettent pas la qualité et la fonctionnalité des milieux, habitats et la quiétude des espèces et permettent le maintien ou la remise en l'état d'un patrimoine bâti local traditionnel,
- les constructions liées aux bâtiments ou installations dont l'utilité publique et collective aura été démontrée par une DUP. Ces mesures doivent rechercher autant que possible une équivalence en surfaces et fonctionnalités écologiques aux milieux à compenser et se situer au plus proche des espaces impactés, dans le périmètre communal ou intercommunal.
- les travaux et installations légères nécessaires à l'entretien, l'exploitation ou la restauration de la couverture végétale sous réserve que leur impact dans le paysage soit limité ou temporaire, qu'ils ne perturbent, ni n'entravent la circulation de la faune, et qu'ils ne détruisent pas les habitats naturels présents ;
- les changements d'occupation ou d'utilisation du sol permettant la réouverture des paysages, la restauration des milieux ouverts et/ou l'entretien de ces milieux par des animaux, en veillant à la préservation de continuités écologiques et en maintenant une mosaïque paysagère ;
- les interventions de gestion écologique prévues par un plan de gestion ;
- les travaux, coupes et abattages d'*arbres*, sur des surfaces limitées qui ont pour objet la préservation ou la restauration de la trame verte, et qui contribuent à améliorer les continuités écologiques. Ils sont soumis à déclaration préalable ;
- les aménagements légers et démontables directement liés à la découverte et la valorisation écologique, paysagère et pédagogique des milieux à condition que leur localisation et leur aspect ne portent pas atteinte à la préservation des milieux et que les aménagements soient conçus de manière à permettre un retour du site à l'état naturel (cheminements piétonniers, cyclables réalisés en matériaux perméables et non polluants, aménagements démontables etc.) ;
- les travaux, constructions et installations nécessaires à la prévention contre les risques naturels ;
- les abris agricoles pour animaux, dans la limite d'une *Emprise au sol* de 30 m^2 par *unité foncière* ;
- les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif à condition qu'elles ne soient pas réalisables en dehors de la présente trame.

4.4. Alignement d'*arbres* et haies identifiés au titre du L. 151-23 du Code de l'urbanisme

Les documents graphiques du règlement d'urbanisme identifie les *alignement*s d'*arbres* à protéger au titre de l'article L. 151-23 du Code de l'urbanisme. Une demande d'autorisation préalable est obligatoire pour tous travaux ayant pour effet d'abattre ou de porter atteinte à un *alignement* d'*arbres* repéré sur les documents graphiques du règlement d'urbanisme.

Sont interdits les coupes et abattages d'*arbres* d'*alignement*s identifiés au titre de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme sur le document graphique, sauf pour des motifs phytosanitaires ou de sécurité des personnes et des biens dûment justifiés par un diagnostic phytosanitaire réalisé par un organisme

indépendant. En cas d'abattage, la protection au titre du L. 151-23 du Code d'urbanisme s'applique également à l'emplacement de l'*arbre* abattu, dans la perspective d'une éventuelle replantation.

Il est interdit d'impacter le houppier ou le système racinaire de l'*arbre* ni de nuire à terme à son développement. Sont cependant admis les élagages justifiés pour des motifs phytosanitaires ou de sécurité des biens et des personnes, dans le strict respect des règles de la profession, sans altération de la pérennité de l'*arbre* et de son développement futur.

En cas d'intervention pour le remplacement d'installations de communications électroniques, de lignes électriques, de réseaux d'éclairage public à basse tension, de réseaux de distribution d'eau potable, et de réseaux aériens situes à moins de deux mètres de l'axe du tronc des *arbres* existants, ceux-ci devront être déplacés à plus de 2 mètres du tronc de l'*arbre*.

Par ailleurs, les *accès* aux propriétés doivent expressément prendre en compte la présence des *arbres* ou plantations existantes. La localisation des *accès* des véhicules doit être choisie pour ne pas impacter des plantations. Toutefois s'il s'avère qu'il n'existe pas de solution alternative, même onéreuse, l'abattage devra être autorisé par le gestionnaire du domaine public.

4.5. Arbre remarquable identifié au titre du L. 151-23 du Code de l'urbanisme

Sont interdits les coupes et abattages d'*arbres* remarquables identifiés sur les documents graphiques du règlement d'urbanisme sauf pour des motifs sanitaires dûment justifiés par un diagnostic phytosanitaire ou de sécurité des personnes et des biens ou dans le cadre de travaux liés à la mise en œuvre d'une opération poursuivant un motif d'intérêt général.

En cas d'abattage, ils doivent être remplacés par un sujet de développement comparable à maturité et de même essence. Une essence différente peut être admise si elle présente une meilleure résistance ou une meilleure adaptation au contexte. Toute demande d'abattage doit faire l'objet d'une déclaration préalable

Sont cependant admis les élagages sous conditions et dans le respect des règles de la profession.

Toute construction ou travaux réalisés à leur proximité sont conçus pour garantir leur préservation. Sauf sur l'espace public, les constructions et aménagements sont interdits dans un rayon de 5 mètres mesuré depuis la base du tronc de l'*arbre*.

4.6. Plan d'eau et *Cours d'eau* à protéger identifiés au titre du L. 151-23 du Code de l'urbanisme

Pour les éléments identifiés sur le document graphique en tant que « *plans d'eau* et *Cours d'eau* à protéger au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme » sont interdits, en dehors des ouvrages de franchissement qui par nature ne sont pas soumis à la présente règle :

- Tous travaux, toute occupation et utilisation du sol, ainsi que tout aménagement susceptible de compromettre l'existence, la qualité hydraulique et biologique des éléments identifiés
- Les comblements, affouillements, exhaussements des sols
- Le drainage, le remblaiement
- Les dépôts divers
- Toute suppression de la végétation existante des berges, sauf pour des recompositions d'aménagement arborés et végétalisés.
- Les constructions et *extension*s nouvelles dans une bande de 15 mètres par rapport aux berges de *Cours d'eau* (réservoirs biologiques SDAGE, *Cours d'eau* classés et cous d'eau dans l'APB

Ecrevisses), *plans d'eau* et des fossés existants ou à modifier. Cette distance de retrait est portée à 5 mètres dans les zones urbaines.

Toute intervention soumise à déclaration ou autorisation, réalisée dans le lit mineur des *Cours d'eau* reportés sur le document graphique et relative à la constitution d'obstacle à l'écoulement, la modification du profil en long ou en consolidation des berges (techniques autres que végétales vivantes) et l'entretien du cours d'eau, est autorisée uniquement si :

- elle est liée à une Déclaration d'Utilité Publique (DUP) ou Déclaration d'Intérêt Générale (DIG) ;
- elle contribue à l'atteinte du bon état ou à la protection des personnes et des biens ;
- elle contribue à des travaux de renaturation et de gestion des risques menés en lien avec un organisme de gestion de l'eau.

4.7. Zone humide identifiée au titre du L. 151-23 du Code de l'urbanisme

L'arrêté du 24 juin 2008 précisant les critères de définition et de délimitation des **zones humides identifiées** en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du Code de l'environnement, permet de déterminer si un milieu est de type « zone humide ». Afin de ne pas porter atteinte aux zones humides identifiées sur les documents graphiques du règlement d'urbanisme, des dispositions particulières sont applicables dès lors qu'une étude a pu justifier du caractère humide de la zone au sens de l'arrêté du 24 juin 2008. Dans les zones humides identifiées sur le document graphique, il est interdit :

- de créer tout remblai susceptible de porter atteinte à la zone humide
- de réaliser des caves et sous-sols et aménagements de niveaux enterrés ou semi-enterrés
- d'implanter toute construction susceptible de gêner le fonctionnement de la zone humide, en particulier les *clôtures* pleines sont interdites
- de réaliser quelque affouillement ou exhaussement de sol.

Toute zone humide repérée ou non est protégée.

Les opérations de restauration ou de recréation des zones humides sont autorisées.

4.8. Source à protéger au titre du L. 151-23 du Code de l'urbanisme

Sont interdits les occupations ou aménagements (y compris les murs de *clôture* pleins) de nature à altérer les sources identifiées aux documents graphiques du règlement au titre du L. 151-23 du Code de l'urbanisme.

Toute nouvelle construction doit être implantée à une distance minimum de retrait de 15 mètres à compter des berges des sources.

4.9. Continuité écologique à protéger au titre du L. 151-23 du Code de l'urbanisme

Les documents graphiques du règlement d'urbanisme identifie les continuités écologiques à protéger au titre de l'article L. 151-23 du Code de l'urbanisme.

<u>Continuité de la trame verte L151-23 du code de l'urbanisme</u>

Sont interdits :

- toutes nouvelles constructions et installations et toute imperméabilisation à l'intérieur de ces espaces à l'exception de qui est autorisés ci-après ;

- tous changements d'occupation ou d'utilisation du sol de nature à porter atteinte à la protection, à la mise en valeur ou à la restauration des espaces contribuant aux continuités écologiques ;
- les affouillements, exhaussements de sols, et les dépôts de toute nature ;
- les *clôtures* qui feraient obstacle à la libre circulation de la faune ;

Sont cependant autorisés sous conditions :

- Les travaux d'entretien ou d'exploitation de la couverture végétale sous réserve que leur impact dans le paysage soit limité ou temporaire, qu'ils ne perturbent, ni n'entravent la circulation de la faune, et qu'ils ne détruisent pas le milieu présent ;
- Les changements d'occupation ou d'utilisation du sol permettant la réouverture des paysages, la restauration des milieux ouverts et/ou l'entretien de ces milieux par des animaux, en veillant à la préservation de continuités écologiques et en maintenant une mosaïque paysagère ;
- La réhabilitation l'*extension* limitée (ne dépassant pas 30 % de la surface initiale) ou le changement de destination des bâtiments existants, repérés par le PLUi. Les travaux devront être justifiés par le maintien en l'état ou l'amélioration du patrimoine bâti local de qualité. Le changement de destination ne devra pas compromettre l'activité agricole, la pérennité d'une exploitation agricole (en activité ou ayant cessé depuis peu) ou la qualité paysagère du site ;
- La construction, la réhabilitation et l'*extension* de bâtiments agricoles dans les conditions limitées du PLUi ;
- Les *clôtures* à condition d'être nécessaires à l'usage du sol et de permettre la libre circulation de la faune sauvage : *hauteur* de 1,20 mètre maximum, *espace libre* de 15 cm entre le sol et le bas de la *clôture*, hors *clôtures* agricoles ;
- Les travaux et installations légers nécessaires à la préservation ou la restauration des espaces contribuant aux continuités écologiques ;
- Les travaux, coupes et abattages d'*arbres*, sur des surfaces limitées qui ont pour objet la préservation ou la restauration de la trame verte, et qui contribuent à améliorer les continuités écologiques. Ils sont soumis à déclaration préalable ;
- Les aménagements de voiries, de pistes et de cheminements, y compris les espaces de stationnement, en lien avec l'usage du site et sa mise en valeur, à condition qu'ils soient perméables ;
- L'adaptation et la réfection des constructions existantes à condition que cela n'entraîne pas une augmentation de *l'emprise au sol* du bâtiment et, pour les constructions établies préalablement à la date d'approbation du PLUi qui ne respectent pas les dispositions du présent règlement, sans aggravation de la situation initiale, ni création de nouvelles non-conformités ;
- Les aménagements légers et démontables directement liés à la découverte et la valorisation écologique, paysagère et pédagogique des milieux ;
- Les travaux, constructions et installations nécessaires à la prévention contre les risques naturels ;
- Les *constructions annexes* de type équipements pastoraux pour la protection des troupeaux contre la prédation et abris pour animaux, dans la limite de 30 m^2 d'e*mprise au sol* par *unité foncière* ;
- Les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif à condition qu'elles ne soient pas réalisables en dehors de la présente trame ;
- Les projets d'intérêt général dans la mesure où ils ne remettent pas en cause la qualité et la fonctionnalité écologique des espaces de la trame verte et bleue.

4.10. Espace boisé classé au titre du L. 113-1 du Code de l'urbanisme

Les espaces boisés classés figurant aux documents graphiques du règlement sont soumis aux dispositions des articles L. 113-1 et L. 113-2 du Code de l'urbanisme.

Le classement interdit tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements. Y sont notamment interdits, les recouvrements du sol par tout matériau imperméable et artificiel.

Les coupes et abattages d'*arbres* sont soumis à la déclaration préalable prévue par l'article L. 421-4 du code de l'Urbanisme (hors coupes et abattages d'*arbres* dangereux, chablis ou morts). Les défrichements sont interdits.

5. EQUIPEMENT ET RESEAUX

5.1. Sente, *voie* et chemin à préserver ou à créer au titre du L. 151-38 du Code de l'urbanisme

Les sentes, *voie*s et chemins à préserver sont identifiés sur les documents graphiques du règlement d'urbanisme au titre de l'article L151-38 du Code de l'urbanisme. Les *accès* et cheminements doivent y être préservés. Toute construction et/ou *clôture* est interdite.

5.2. Pistes et remontées mécaniques du domaine skiable identifiées au titre du L. 151-38 du Code de l'urbanisme

Les zones identifiées aux documents graphiques comme « pistes du domaine skiable » et « remontées mécaniques du domaine skiable » peuvent être aménagées en vue de la pratique du ski et pourront supporter des équipements et aménagements correspondant en remontées mécaniques, aux aires de remontées mécaniques, et pistes, sous réserve du respect des autres prescriptions législatives et réglementaires.

Sur le linéaire des « pistes du domaine skiable » et « remontées mécaniques du domaine skiable », ne sont autorisées que les *clôtures* démontables, avant et durant toute la saison d'ouverture du domaine skiable, qui ne créent pas d'obstacle pour les skieurs.

Dispositions spécifiques au ski alpin

Le *recul* des constructions nouvelles par rapport aux pistes du domaine skiable alpin ne doit pas être inférieur à 8 mètres. Celui-ci pourra être aménagé en fonction des contraintes d'exploitation de la piste (configuration des terrains) et des conditions de sécurité nécessaire pour les skieurs. Les *clôtures*, plantations diverses et aménagements divers ne doivent pas constituer un obstacle, un danger ou un risque pour la sécurité des skieurs.

Dispositions spécifiques au ski nordique et autres sports de glisse ou de promenade

La largeur de l'emprise des pistes du domaine skiable nordique et des autres sports de glisse ou de promenade est fixée à 5 mètres. Le *recul* des constructions nouvelles est fixé à 3 mètres de cette emprise et de celle des pistes de jonction ou d'itinéraires de ski alpin. Les *clôtures*, plantations diverses et aménagements divers ne doivent pas constituer un obstacle, un danger ou un risque pour la sécurité des skieurs.

IV. DISPOSITIONS COMMUNES ECRITES APPLICABLES EN TOUTES ZONES

1. DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE

1.1. INTERDICTION ET LIMITATION DE CERTAINS USAGES ET AFFECTATIONS DES SOLS, CONSTRUCTIONS ET ACTIVITES

1.1.1. Occupations et utilisations des sols interdites

Sont interdites les installations, constructions et activités ou usages du sol :

- de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la salubrité publique ;
- susceptibles de provoquer des gênes, nuisances ou pollutions incompatibles avec la vocation de la zone ou du secteur concerné ;
- les dépôts à ciel ouvert de ferrailles, de matériaux ou de déchets, à l'exclusion de ceux nécessaires à une activité admise dans la zone ou du secteur, des points de collecte publique des déchets et du compostage domestique ;
- les dépôts de véhicules hors d'usage, à l'exception des dépôts temporaires de véhicules anciens destinés à la vente ou à la réparation lorsqu'ils sont liés à un garage existant ou nécessaires à une activité admise dans la zone ou du secteur concerné.

1.1.2. Occupations et utilisations des sols autorisées sous conditions

Dans les zones urbaines définies sur le plan de zonage, seuls les établissements à usage d'activités comportant ou non des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), soumises à enregistrement ou à déclaration sont autorisés à condition qu'ils correspondent à des besoins strictement nécessaires à la vie courante des habitants et que soient mises en œuvre toutes dispositions pour les rendre compatibles avec les milieux environnants, sauf dans les zones UY et UE où les établissements à usage d'activités comportant ou non des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), soumises à enregistrement ou à déclaration et à autorisation, sont autorisées

Les affouillements et exhaussements des sols sont autorisés à condition :

- que leur réalisation soit liée aux destinations ou utilisations des sols admises par la zone dans laquelle ils se situent ;
- ou qu'ils soient directement nécessaires à la mise en œuvre de travaux de construction ou d'aménagement autorisés ;
- ou qu'ils correspondent à des aménagements paysagers ou hydrauliques ;
- ou qu'ils soient menés en perspective ou en accompagnement de travaux d'ouvrages ou d'infrastructures routières, de transports collectifs, de circulations douces ou d'aménagement d'espaces publics ;
- ou qu'ils contribuent à la mise en valeur des paysages, des sites ou de vestiges archéologiques ;
- ou qu'ils soient liés à la gestion écologique d'un espace ou participent à la réduction de nuisances (merlons, etc.) ;
- ou qu'ils soient nécessaires à la réalisation de recherches archéologiques ;
- ou qu'ils n'entrainent pas une différence d'altimétrie de plus de 2 mètres avec les terrains environnants dans le cas de terrains à forte pente (>15 %) et de plus de 1 mètre avec les terrains environnants dans le cas de terrain à faible pente (<15 %) dans le cadre de création d'*accès* et *voie*s.

Les résidences mobiles de loisirs :

Sont interdites sauf mention contraire dans les dispositions du Chapitre V. Applicables en zones urbaines, à urbaniser, naturelle et agricole.

Dispositions propres à l'installation de caravanes (article R. 421-23 du code de l'urbanisme)

Dans le cas où la caravane sur terrain nu privé perd ses moyens de mobilité, elle est considérée comme une construction sans fondation. De fait, elle est soumise a permis de construire ou déclaration préalable.

Doivent être précédées d'une déclaration préalable :

L'installation pour une durée supérieure à trois mois (consécutifs ou non) par an d'une caravane :

- sur un terrain situé en dehors d'un parc résidentiel de loisirs, d'un terrain de camping, d'un village de vacances classé en hébergement léger au sens du code du tourisme ou d'une dépendance de maison familiale de vacances agréée au sens du code du tourisme ;
- sur un emplacement d'un terrain de camping, d'un village de vacances classé en hébergement léger au sens du code du tourisme ou d'une dépendance de maison familiale de vacances agréée au sens du code du tourisme qui a fait l'objet d'une cession en pleine propriété, de la cession de droits sociaux donnant vocation à sa propriété en attribution ou en jouissance ou d'une location d'une durée supérieure à deux ans renouvelables.

Pour le calcul de la durée de trois mois par an, toutes les périodes de stationnement, consécutives ou non, sont prises en compte.

1.1.3. Secteur avec interdiction de constructibilité pour des raisons environnementales, de risques, d'intérêt général

Toute c*onstruction principale* à destination d'habitation est interdite à moins de 30 mètres de la limite des bois et forêt du territoire. Les annexes et abris sont toutefois autorisées dans cette *lisière*. Les *lisière*s forestières doivent être entretenues de façon à limiter la propagation des éventuels feux de forêt, et faciliter *l'accès* des engins de lutte contre les incendies le cas échéant.

La *lisière* n'est pas cartographiée. Elle s'apprécie au cas par cas par des critères physiques sur le terrain.

Afin de protéger les constructions du massif forestier et inversement, il est recommandé la mise en place d'une bande de roulement périmétrale (circulable pour les engins) d'une largeur de 4 mètres et des accotements de part et d'autre de 1 mètre de large, hors fossés, englobant l'ensemble des constructions ou ouvrages projetés et disposant d'un *accès* normalisé à la forêt tous les 500 mètres.

2. VOLUMETRIE ET *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS

2.1. Volumétrie et *implantation* des éléments techniques

Les climatiseurs et/ou les pompes à chaleur et/ou éoliennes à usage domestique posés sur la *façade* du bâtiment doivent être implantés en retrait des *limites séparatives*. La distance minimale entre l'installation et tout point de la *limite séparative* doit être au moins égale à 3 mètres.

Les climatiseurs et/ou les pompes à chaleur doivent être intégrés au bâti ou à l'annexe et faire l'objet d'une protection phonique et être non visible depuis l'espace public.

Les aménagements ou constructions destinés à *l'accès* des PMR sont autorisés dans la distance de retrait.

Les installations techniques (antennes, cheminées, cabines d'ascenseur, chaufferies, climatisation) sont exclues du calcul de la *hauteur* dans la limite de 3 mètres de *hauteur* et être situées en retrait du plan de la *façade* en cas de *toiture* terrasse avec un retrait au moins égal à la *hauteur* de l'élément technique.

2.2. Volumétrie et *implantation* des *abris légers*

Implantation par rapport à l'*alignement* :

Les constructions de type *abris légers* peuvent être implantés soit à l'*alignement* soit en *recul* de l'*alignement*.

Implantation par rapport aux *limites séparatives* :

Les constructions de type *abris légers* peuvent être implantés soit en *limite séparative* soit en retrait des *limites séparatives*.

Implantation entre deux constructions sur une même *unité foncière* :

Il n'est pas fixé de règle entre un *abri léger* et une construction, sauf disposition particulière figurant en zone N et A.

Emprise au sol maximale autorisée :

Le nombre d'abris léger est fixée à 3 maximum par *unité foncière*.

Hauteur maximale autorisée :

La *hauteur* maximale des *abris légers* est fixée à 4 mètres.

2.3. *Implantation* des *piscines*

Les *piscines* non couvertes doivent respecter une *marge de retrait* telle que leur bassin et les aménagements type margelles périphériques et terrasses entourant le bassin soient situés à une distance au moins égale à 3 mètres des *limites séparatives* et de fond.

Les *piscines* non couvertes ne sont pas soumises aux règles d'*implantation* des constructions les unes par rapport aux autres sur une même *unité foncière*.

Les *piscines* couvertes (dont la *hauteur* est supérieure ou égale à 1,8 mètre) doivent respecter les dispositions qui s'appliquent aux constructions principales.

2.4. *Extension* et *surélévation* des constructions existantes non conformes aux règles d'*implantation* et d'*emprise au sol*

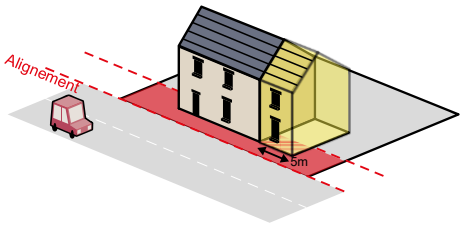
Pour les *extension*s (transformation limitée) ou *surélévation*s, les règles particulières suivantes ne sont valables qu'une seule fois à partir de la date d'approbation du PLUi en vigueur et sous réserve de respecter les autres règles du présent règlement.

Implantation par rapport à l'*alignement*

Une *implantation* différente de celle autorisée est possible (sous réserve de respecter les autres règles du présent règlement) pour les *extension*s et *surélévation*s de constructions existantes non conformes aux dispositions (*implantation* par rapport à l'*alignement*) du présent règlement, afin d'harmoniser les *implantation*s avec la *construction existante* et l'environnement paysager immédiat. Dans ce cas, les constructions, ou parties de constructions à édifier doivent être réalisées, avec un *recul* par rapport à l'*alignement* au moins égal à celui de la c*onstruction existante* à la date d'approbation du présent règlement.

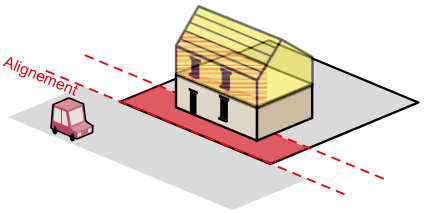
Dans ce cas, aucune ouverture constituant une vue en vis-à-vis des *limites séparatives* ne peut être créée ou agrandie sans respecter la règle de retrait fixée dans le règlement de la zone.

Le linéaire de *façade* créé dans la marge de *recul* ne doit pas excéder 5 mètres.



Règle de retrait du présent règlement

Extension autorisée dans la limite de 5 mètres de linéaire, dans le prolongement de la construction existante



Règle de retrait du présent règlement

Surélévation autorisée dans le prolongement de la construction existante

Schéma illustratif à titre informatif

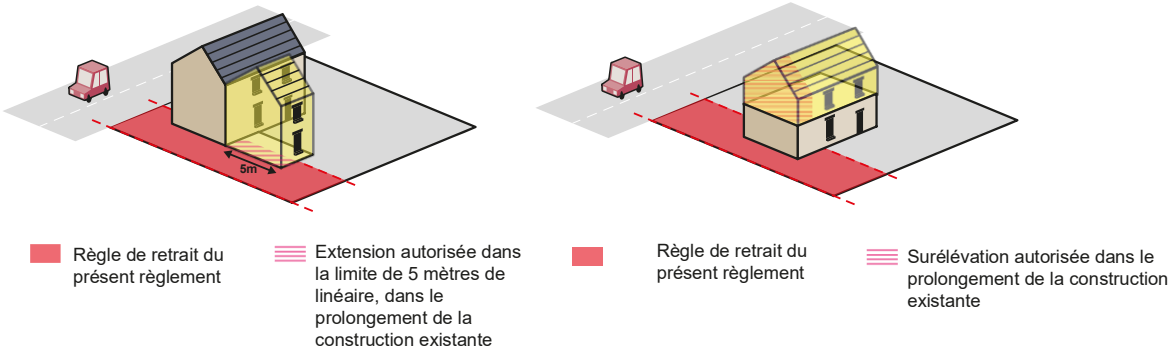
Implantation par rapport aux *limites séparatives*

Une *implantation* différente de celle autorisée est possible (sous réserve de respecter les autres règles du présent règlement) pour les *extension*s et *surélévation*s de constructions existantes non conformes aux dispositions (*implantation* par rapport aux *limites séparatives*) du présent règlement, afin d'harmoniser les *implantation*s avec la *construction existante* et l'environnement paysager immédiat. Dans ce cas, les constructions, ou parties de constructions à édifier doivent être réalisées, avec un *recul* par rapport aux *limites séparatives* au moins égal à celui de la c*onstruction existante* à la date d'approbation du présent règlement.

Dans ce cas, aucune ouverture constituant une vue ne peut être créée ou agrandie sans respecter la règle de retrait fixée dans le règlement de la zone.

L'*extension* réalisée dans la *marge de retrait* est limitée à la *hauteur* maximale autorisée dans la zone.

Le linéaire de *façade* créé dans la *marge de retrait* ne doit pas excéder 5 mètres.



Emprise au sol

La *surélévation* d'une *construction existante* non conforme avec la règle d'*emprise au sol* maximale fixée dans la zone concernée est autorisée.

2.5. Dérogation pour équipements publics et d'intérêt collectif

En toutes zones, sauf en zone UE, N et A, les constructions et installations à destination d'équipements d'intérêt collectif et services publics ne sont pas soumises aux règles d'*implantation* des constructions (par rapport à l'*alignement*, aux *limites séparatives* et aux constructions entres elles sur une même *unité foncière*), d'e*mprise au sol*, de *hauteur* et de traitement environnemental et paysager des espaces non-bâtis fixées dans les différentes zones concernées :

- Si les dispositions ou les contraintes propres au fonctionnement du service public rendent difficile le respect de ces règles
- Si cela permet une meilleure intégration dans le contexte environnant

En toutes zones, les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés (les lignes de transport d'électricité, transformateurs électriques, ainsi que pour les travaux de maintenance ou de modification de ces ouvrages pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques) ne sont pas soumis règles d'*implantation* des constructions, d'*emprise au sol*, de *hauteur* et de traitement environnemental et paysager des espaces non-bâtis.

3. QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

3.1. Aspects extérieurs des constructions

L'*« Annexe architecturale et paysagère»* du présent règlement (pièce 4.2 du PLUi) présente les principes d'intégration paysagère et architecturale à travers notamment un cahier de bonnes pratiques, des guides de couleurs et matériaux et un guide sur les haies. Cette annexe s'applique, suivant la rédaction de ses différents items, dans un rapport de prescription (c'est-à-dire valeur de règle) ou de conseil /recommandation.

Rappel : les dispositions de l'article R 111-21 du Code de l'urbanisme sont applicables :

« le projet peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales, si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, au site, au paysage naturel ou urbain, ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales. »

Tout pastiche d'architecture régionale étrangère, ainsi que les éléments d'architecture notoirement étrangers à la région sont interdits. Exemple : les conteneurs nus ou le *bardage* vertical en *façade* sont interdits.

Tout projet, qu'il soit de facture contemporaine ou traditionnelle visera à s'intégrer avec le bâti et les paysages environnants : effet d'harmonie ou effet de contraste. Dans tous les cas une harmonie des volumétries pourra être imposée entre le projet et le bâti existant et/ou le site afin de respectant la morphologie des lieux. En particulier l'*implantation* des constructions devra s'intégrer dans l'ordonnancement de la structure urbaine.

En règle générale, les constructions respecteront les principes suivants :

- Adaptation au terrain naturel, ce qui interdit les buttes, *surélévation*s ou enrochements artificiels excessifs dénaturant le caractère de la zone et ayant un impact paysager fort. Dans tous les cas les talus doivent avoir un aspect végétalisé. L'*implantation* des constructions doit respecter le sens du *faîtage* dominant, généralement parallèle à la voirie,
- Simplicité et compacité des formes et des volumes, en cas de grandes longueurs (supérieures à 25 mètres), le bâtiment sera fractionné en plusieurs volumes ou présenter des décrochés.
- Harmonie des teintes : la teinte blanche, les teintes vives ne permettant pas une bonne intégration du bâtiment dans son environnement, sont interdites sur les *façade*s et les toits, elles ne peuvent être utilisées que sur des éléments d'ornement.
- Optimisation des apports solaires : l'*implantation* des constructions privilégiera une orientation favorable à un ensoleillement maximum en prenant en compte le confort d'été (éviter les surchauffes).

Toute construction aura pour objectif affirmé de valoriser l'espace urbain dans lequel elle s'insèrera, d'en affirmer l'identité telle quelle est décrite dans l'article « caractère de la zone ». Les *extension*s de bâtiments se feront en harmonie avec l'existant, les annexes seront le complément naturel des constructions existantes ; elles seront réalisées avec des matériaux et un choix de coloris faisant un ensemble cohérent et harmonieux.

3.2. Performance énergétique et environnementale

Qualité bioclimatique

Les constructions doivent intégrer les principes de l'architecture bioclimatique.

Les dimensions des surfaces vitrées et des baies doivent être adaptées en fonction de l'exposition des *façade*s au rayonnement solaire dans le respect des rythmes architecturaux de ces dernières.

Performances énergétiques

Les performances en besoin bioclimatique (Bbio) des constructions soumises à la Réglementation Environnementale en vigueur doivent respecter la RE 2020 (à la date d'approbation du présent règlement). Les travaux de réhabilitation des constructions existantes doivent permettre une amélioration significative des performances énergétiques des bâtiments.

Les constructions doivent favoriser au maximum, pour leur fonctionnement, le recours aux énergies renouvelables (panneaux solaires, géothermie…) et prendre en compte d'éventuelles installations futures dans le calcul de structure.

Les nouveaux équipements publics doivent satisfaire à des exigences renforcées en matière de performance énergétique, pouvant inclure la réalisation de bâtiments à énergie positive.

Confort d'été et d'hiver

Les parties vitrées des *façade*s doivent, lorsqu'elles sont exposées au rayonnement solaire, comporter des dispositifs extérieurs de protection contre le rayonnement solaire (débords de toits, auvents, casquettes, contrevents, persiennes, brise-soleil…) dimensionnés, positionnés et conçus de façon adaptée à leur exposition.

Les parties vitrées des *façade*s doivent comporter des baies ouvrantes. Le confort d'hiver et d'été doit être recherché prioritairement au moyen de dispositifs passifs.

Isolation thermique par l'extérieur

En cas d'isolation par l'extérieur pour les constructions existantes, les distances de retrait relatives aux règles d'*implantation* par rapport à l'alignement, aux *limites séparatives* et entre les constructions sur un même terrain, peuvent être minorées de 30 cm, dès lors que la mise en œuvre de cette isolation permet de respecter les normes fixées par la RE 2020.

Toute isolation débordant au-delà des *limites séparatives* ou de l'*alignement* est interdite, sauf accord des parties (conformément à l'article L113-5-1 du Code de la construction et de l'habitation).

En cas d'isolation par l'extérieur, la *hauteur* maximale fixée dans le règlement de la zone peut être majorée verticalement jusqu'à 30 cm sur les constructions existantes, dès lors que la mise en œuvre de cette isolation permet de respecter les normes fixées par la RE 2020.

4. TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS

4.1. Traitement des espaces non bâtis

Les espaces libres, et en particulier la marge de *recul*, doivent faire l'objet d'une composition paysagère soignée comprenant des éléments végétaux et/ou minéraux participant à l'insertion de la construction dans le site, à l'amélioration du cadre de vie, au renforcement de la biodiversité et à la gestion de l'eau pluviale.

Selon leur nature ou leur vocation (espaces de circulation, jardins, terrasses, bassins ...), le traitement paysager des espaces libres doit :

- tenir compte de l'échelle du terrain et de l'organisation du bâti et être conçu comme un accompagnement ou un prolongement des constructions ;
- s'adapter à la nature du terrain (topographie, géologie, configuration, ...), y compris pour répondre à des problématiques de ruissellement ;
- privilégier les espaces verts d'un seul tenant et la contiguïté avec les espaces libres végétalisés des terrains voisins ;
- intégrer la gestion des eaux pluviales ;
- permettre une amélioration du confort thermique du bâti.

Plantations existantes

Les projets de constructions doivent être étudiés dans le sens d'une conservation maximale des plantations existantes sur l'*unité foncière*. Les *arbres* de grande ampleur existants avant le dépôt d'une autorisation d'urbanisme, doivent être impérativement maintenus. Leur abattage ne peut être motivé que :

- par des impératifs de sécurité ou phytosanitaires justifiés par une étude spécifique ;
- s'ils sont implantés à moins de 3 mètres d'une *limite séparative* ;
- s'ils sont implantés dans *l'emprise au sol* du futur projet, augmenté d'un rayon de 5 mètres.

Les *arbres* d'*alignement*, publics ou privés, doivent être maintenus ou remplacés par des plantations équivalentes, plantées en cohérence paysagère de l'*alignement* préexistant, conformément aux dispositions du Code de l'Environnement.

Densité et diversité de plantations/végétalisation

Les espaces de pleine terre doivent être plantés de différentes strates végétales (*arbres* de grand, moyen et petit développement, arbustes, plantes herbacées, grimpantes) dès lors que leur configuration et le caractère des espaces le permet. L'annexe du présent règlement présente une liste des essences d'*arbres* et d'arbustes à privilégier (pièce 4.3 du PLUi), ainsi qu'une liste des espèces envahissantes à proscrire (pièce 4.4 du PLUi). Cette liste est susceptible d'évoluer notamment au regard des changements climatiques ou de crise sanitaire.

Les *arbres* plantés sur les espaces publics et pour les opérations d'ensemble doivent, au moment de la plantation, avoir une *hauteur* d'au moins 2 mètres. La géométrie et la surface des espaces végétalisés doivent permettre le développement des plantations en port libre. Sauf sur les espaces publics, les plantations d'*arbres* nouveaux ou l'*implantation* des constructions neuves à proximité d'*arbres* existants doivent respecter une distance minimale de 5 mètres aux *façade*s.

Les *arbres* doivent être répartis sur le terrain et plantés dans un espace de pleine terre au moins égal à un cube de 2,50 mètres de côté, ou 12 m^3. Les *arbres* doivent être plantés à plus de 3 mètres des *limites*

séparatives, et entretenus dans des conditions leur permettant de se développer normalement. Cette disposition ne s'applique pas aux constructions à destination « d'équipement d'intérêt collectif et services publics ».

Les plantations maintenues à un maximum de 2 mètres de *hauteur* à maturité peuvent être implantées jusqu'à 0,5 m des *limites séparatives*.

Dans le secteur des Hautes-Combes, les haies sont interdites. Les plantations doivent laisser les paysagers ouverts.

Aires de stationnement

Il est préconisé que les aires de stationnement extérieur comportant plus de 6 emplacements soient plantées à raison d'1 *arbre* minimum par tranche de 6 places de stationnement, et que les leur revêtement soient perméables, sauf incompatibilité avec les exigences du déneigement. Cette disposition ne s'applique pas aux constructions à destination « d'équipement d'intérêt collectif et services publics ».

Dans le secteur des Hautes-Combes, il n'est pas conseillé de planter les aires de stationnement pour des raisons de facilité de déneigement.

5. STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations nouvelles doit être assuré en dehors des *voie*s publiques.

Pour les cas où le nombre de places de stationnement à réaliser dépend des besoins de la construction ou de la nature de l'équipement, le pétitionnaire doit fournir une notice pour justifier du nombre de place à réaliser.

Lorsqu'un projet comporte plusieurs destinations, les normes afférentes à chacune d'entre elles seront appliquées au prorata de la *surface de plancher* ou du nombre de logements qu'elles occupent. Il en va de même lorsque le projet de construction se situe sur plusieurs zones, le nombre est calculé en fonction du nombre de logements situés dans chaque zone.

En cas de division en volume :

Toute création de nouveau logement, même par division d'un logement existant en volume, doit respecter les présentes règles de stationnement.

Suppression d'emplacements existants :

La suppression de places de stationnement existantes est interdite si cela a pour effet de porter le nombre de places en-deçà des obligations ci-dessous, sauf si elles sont remplacées par de nouvelles places obligatoirement réalisées sur l'*unité foncière* ou si le projet comporte la mise en place d'un autopartage, ou de réduction réel des besoins automobiles (exemple : résidence adaptée PMR ou sénior).

Lorsqu'une *unité foncière* bâtie fait l'objet d'une division détachant un ou plusieurs lots à bâtir, la nouvelle *unité foncière* supportant la *construction existante* doit impérativement disposer, a minima, du nombre de places de stationnement pour cette construction selon les règles ci-dessous. Si de nouveaux logements sont créés sur cette *unité foncière*, les règles ci-dessous s'appliquent en plus.

Changement de destination :

Pour les changements de destination, les normes de stationnement exigées correspondent à la nouvelle destination.

Dimensionnement des places de stationnement et des *voie*s d'*accès* aux places :

Pour le stationnement automobile, chaque emplacement doit répondre aux caractéristiques minimales suivantes (hors poteaux) :

- Longueur : 5,00 m
- Largeur : 2,50 m

Pour les opérations visant à créer 3 logements et plus, le nombre de places réservé aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR) est :

- d'au minimum 5 % du nombre total de places prévues pour les occupants ;
- d'au minimum 2 % du nombre total de places prévues pour le public dans le cas d'établissements recevant du public. Pour connaître les caractéristiques des places de stationnement aux normes PMR, se référer aux annexes du règlement.

La largeur des *voie*s d'*accès* aux places de stationnement doit être de minimum 5,5 mètres.
Les places de stationnement doivent être conçues de manière à permettre une fonctionnalité réelle pour leur utilisateur en matière d'usage et de manœuvrabilité (sans gêne les unes par rapport aux autres).

Rampes d'*accès* :

Les rampes d'*accès* ne doivent pas entraîner de modification du niveau du trottoir. Leur pente dans les 4 premiers mètres à partir de l'*alignement* ne doit pas excéder 5 %, sauf en cas d'impossibilité technique.
Les rampes d'*accès* ne doivent pas avoir une pente supérieure à 18 % et présenter une *hauteur* minimale de 2 m libre de tout obstacle.

Places commandées :
Les places commandées sont autorisées uniquement pour les opérations d'un logement où l'une des places est couverte, et que l'autre est à l'extérieur.

Rappel du Code de la construction et de l'habitation concernant les véhicules électriques :

Conformément au Code de la construction et de l'habitation, une part des places à réaliser doit être pré-équipée pour faciliter l'accueil d'une borne de recharge de véhicule électrique, dotée d'un système individuel de comptage des consommations.

Aires de stationnement

Conformément à l'article L.151-33 code de l'urbanisme, lorsque le règlement impose la réalisation d'aires de stationnement pour les véhicules motorisés, celles-ci peuvent être réalisées sur le terrain d'assiette ou dans son environnement immédiat.

Lorsque le bénéficiaire du permis ou de la décision de non-opposition à une déclaration préalable ne peut pas satisfaire aux obligations résultant du premier alinéa, il peut être tenu quitte de ces obligations en justifiant, pour les places qu'il ne peut réaliser lui-même :

- soit de l'obtention d'une concession à long terme (de plus de 15 ans) dans un parc public de stationnement existant ou en cours de réalisation et situé à proximité de l'opération,
- soit de l'acquisition ou de la concession de places dans un parc privé de stationnement répondant aux mêmes conditions.

Lorsqu'une aire de stationnement a été prise en compte dans le cadre d'une concession à long terme ou d'une acquisition dans un parc privé de stationnement, elle ne peut plus être prise en compte, en tout ou en partie, à l'occasion d'une nouvelle autorisation.

La situation des places dans le voisinage immédiat doit permettre leur utilisation. La distance à parcourir à pied par les chemins praticables en tenant compte du tracé des rues ne pourra par conséquent pas excéder 300 m et de faible dénivelé.

Nombre minimal de places de stationnement :

Destinations	Sous-destinations	Règles de stationnement
HABITATION	**Logement**	Une place par tranche de 50 m² de *surface de plancher*, arrondie au nombre supérieur. L'article L123-1-13 du code de l'urbanisme s'applique pour les logements sociaux. (1 place maximum par logement social). En toutes zones, sauf UAsc : il n'est pas imposé de place de stationnement en cas de réhabilitation et de restauration du volume existant, sans création de niveau supplémentaire, ou en cas de faible *extension* du volume existant, et si le terrain d'assiette avant travaux est insuffisant. En toutes zones, sauf UAsc : dans le cas d'opérations de réhabilitation de plus de trois logements, la règle de stationnement s'impose à l'ensemble des logements de l'opération. La dérogation de l'obligation pour les opérations de 1 à 2 logements ne s'applique qu'en cas d'impossibilité technique démontrée de créer du stationnement.
	Hébergement	

Destinations	Sous-destinations	Règles de stationnement
		En zone UAsc uniquement, Il n'est pas imposé de place de stationnement en cas de réhabilitation de logements existants.
COMMERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES	**Artisanat et commerce de détail**	1 place de stationnement par tranche de 50 m² de *surface de plancher* arrondie au nombre supérieur.
	Restauration	
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle	
	Hébergement hôtelier et touristique	1 place de stationnement pour 3 chambres
	Cinéma	Le nombre de places à réaliser doit répondre aux besoins nécessaires à la nature de l'équipement, son mode de fonctionnement, le nombre et le type d'utilisateurs et sa localisation dans la commune (existence ou non de parcs publics de stationnement à proximité…).
AUTRES ACTIVITES DES SECTEURS SECONDAIRES ET TERTIAIRES	**Industrie**	Le nombre de places à réaliser doit répondre aux besoins nécessaires à la nature de l'équipement, son mode de fonctionnement, le nombre et le type d'utilisateurs et sa localisation dans la commune (existence ou non de parcs publics de stationnement à proximité…).
	Entrepôt	Le nombre de places à réaliser doit répondre aux besoins nécessaires à la nature de l'équipement, son mode de fonctionnement, le nombre et le type d'utilisateurs et sa localisation dans la commune (existence ou non de parcs publics de stationnement à proximité…).
	Bureau	1 place de stationnement maximale par tranche entamée de 50 m² de *surface de plancher*
ÉQUIPEMENTS D'INTERET COLLECTIF ET SERVICES PUBLICS		Le nombre de places à réaliser doit répondre aux besoins nécessaires à la nature de l'équipement, son mode de fonctionnement, le nombre et le type d'utilisateurs et sa localisation dans la commune (existence ou non de parcs publics de stationnement à proximité…).

Pour rappel, concernant les normes de place de stationnement pour les deux-roues non motorisés (vélos), le décret n°2022-930 du 25 juin 2022 et l'arrêté du 30 juin 2022 fixent la surface par emplacement et le

nombre minimal d'emplacements destinés au stationnement sécurisé des vélos en fonction de la catégorie et de la capacité du bâtiment.

6. EQUIPEMENT ET RESEAUX

6.1. Desserte par les *voie*s publiques ou privées

Accès

Pour être constructible, un terrain doit avoir *accès* à une *voie* publique ou privée ouverte à la circulation publique, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur fonds voisin.

Lorsque le terrain est riverain de deux ou plusieurs *voie*s, *l'accès* sur une de ces *voie*s, qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation, peut être interdit.

Les *accès* doivent permettre de satisfaire aux règles minimales de desserte. Ils doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique et à garantir un bon état de viabilité. La largeur des *accès* pour les nouvelles constructions ne peut être inférieure à 3 mètres (largeur de l'ouverture hors largeur des poteaux de portail).

La délivrance des autorisations d'urbanisme peut être subordonnée à la réalisation d'aménagements particuliers concernant les *accès* et tenant compte de l'intensité de la circulation et du déplacement piéton, cycle et des personnes à mobilité réduite.

Toute opération doit prendre le minimum d'*accès* sur les *voie*s publiques. Ainsi, le nombre des *accès* sur les *voie*s publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité publique. Notamment, dans le cas d'un terrain desservi par plusieurs *voie*s, les constructions pourront n'être autorisées que si *l'accès* est établi sur la *voie* où la gêne sera la moindre. La localisation des *accès* des véhicules doit être choisie pour ne pas impacter des plantations ou espaces verts publics, des dispositifs de signalisation, d'éclairage public, de supports de réseaux ou de tout autre élément de mobilier urbain situés sur l'emprise de la voirie.

Sauf impossibilité technique, *l'accès* doit être situé à une distance d'au moins 10 m des intersections des *voie*s de desserte.

Un seul *accès* véhicule par *unité foncière* est autorisé, sauf s'il existe un impératif technique ou de sécurité qui justifie de réaliser plusieurs *accès*, notamment la déclivité du terrain ou le nombre de logements desservis.

Les espaces ou *accès* pour livraison doivent être localisés et conçus en prenant en compte l'organisation fonctionnelle du site dans lequel la construction s'inscrit afin qu'ils soient le moins perturbants possible pour la circulation des *voie*s.

Les créations et les modifications de *voie* se raccordant sur la voirie départementale sont soumises à l'accord préalable du gestionnaire de voirie. Des prescriptions particulières peuvent notamment être imposées si les *accès* présentent un risque pour la sécurité des usagers des *voie*s publiques ou pour les personnes utilisant ces *accès*. Un *recul* des *accès* par rapport à la voirie départementale pourra ainsi être imposé.

Des prescriptions particulières pourront être imposées en cas de dénivelé, pour faciliter *l'accès* aux *voie*s, notamment en période hivernale.

Voirie et *chemin d'accès*

Les caractéristiques des chemins d'*accès* et des voiries pour les nouvelles constructions doivent permettre de satisfaire aux exigences de la sécurité, de la défense contre l'incendie, de la protection civile, de l'accessibilité des personnes à mobilité réduite et de l'enlèvement des ordures ménagères.

Ils doivent être adaptés aux normes techniques de raccordement à la voirie et respecter les critères de sécurité d'insertion sur la *voie* publique. Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des *voie*s doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

Lorsqu'elles desservent 4 logements et plus, les *voie*s se terminant en impasse et les chemins d'*accès* doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent faire demi-tour. Dès lors qu'une opération comporte un *chemin d'accès* en impasse desservant 2 ou 3 logements ne permettant pas le ramassage des déchets en porte à porte, un espace ou un local non visible depuis l'espace public doit être aménagé pour accueillir les différents containers d'ordures ménagères et de tri des déchets qui ne pourront demeurer visibles depuis la rue.

Les voiries et chemins d'*accès* à créer doivent être dimensionnées afin de pouvoir supporter le trafic nécessaire à la desserte des parcelles :

- Lorsqu'elles desservent un seul logement, les *voie*s et chemins d'*accès* doivent avoir une largeur minimale de 3 mètres.
- Lorsqu'elles desservent 2 logements, les *voie*s et chemins d'*accès* doivent avoir une largeur minimale de 4,5 mètres.
- Lorsqu'elles desservent 3 et plus, les *voie*s et chemins d'*accès* doivent avoir une largeur minimale de 5,5 mètres.

En cas de *voie* terminant en impasse, celles-ci ne pourront pas excéder 30 mètres de longueur et doivent avoir une aire de retournement. Dans le cas de plan d'ensemble, la possibilité de prolonger cette *voie* au-delà de la partie lotie aménagée doit être dépourvue de toute construction et réservée à l'usage d'une potentielle *voie* future. L'emprise correspondante peut faire l'objet d'une occupation temporaire.

Les *voie*s créées doivent être revêtues d'un matériau infiltrant, sauf impossibilité technique dûment justifiée.

Les *voie*s doivent intégrer les aménagements nécessaires à garantir l'accessibilité PMR et les circulations douces.

La largeur et la configuration des *voie*s doit intégrer les obligations de gestion du déneigement et du stockage de la neige.

6.2. Desserte par les réseaux

Eau potable

Toute construction ou installation le nécessitant, doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable.

Assainissement

Toute construction ou installation le nécessitant doit être raccordée au réseau public d'assainissement des eaux usées, s'il existe, conformément au zonage d'assainissement et dans le respect des normes en vigueur.

Un dispositif d'assainissement individuel ou collectif est autorisé, dans le respect des normes en vigueur (SPANC).

Il devra être conçu de façon à pouvoir être mis hors circuit et raccordé obligatoirement au réseau collectif d'assainissement lorsqu'il sera réalisé.

Les résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs, lorsqu'elles sont autorisées dans la zone, peuvent être autonome et ne pas se raccorder aux réseaux existants en application de l'article L. 111-11 du code de l'urbanisme.

Les eaux usées ne doivent pas être déversées dans le réseau d'eaux pluviales ou dans les rivières et fossés

Toute construction et installation à usage d'activité doit s'équiper d'un dispositif de traitement des eaux usées adapté à l'importance et à la nature de l'activité, assurant une protection efficace du milieu naturel.

Gestion des eaux pluviales

Infiltration

Les eaux pluviales seront recueillies et infiltrées sur le terrain autant que possible. Le rejet dans le réseau public d'eaux pluviales ne peut être accepté que dans la mesure où aucune autre solution n'est techniquement possible.

L'infiltration in situ dans des ouvrages privés non rétrocédables devra être systématiquement étudiée sans rejet au réseau public.

Toute construction et installation à usage d'activité doit s'équiper d'un dispositif de traitement des eaux pluviales adapté à l'importance et à la nature de l'activité, assurant une protection efficace du milieu naturel

Récupération des eaux pluviales

La récupération des eaux de pluie est encouragée

Les installations de type récupérateur d'eau de pluie ou fosse doivent rester accessibles à tout moment pour leur contrôle. Ces installations doivent être conformes à la réglementation en vigueur et feront l'objet d'une déclaration en mairie pour tout contrôle et notamment pour vérifier l'absence de connexion avec le réseau d'eau potable et pour la facturation de la redevance assainissement en cas de rejet au réseau d'eaux usées pour les usages autorisés à l'intérieur des bâtiments (WC, lavage des sols et lave-linge sous conditions).

Electricité, téléphone et autres réseaux de télécommunication

Toute construction ou installation nouvelle doit être raccordée aux réseaux d'électricité, de téléphonie et aux autres réseaux de communication électronique ou numérique dès lors qu'ils existent et réalisés en souterrain, sauf impossibilité technique.

6.3. Gestion des déchets

En l'absence de système de gestion collective des déchets (type conteneurs semi-enterrés) chaque logement doit disposer d'un local (pouvant être commun aux différents logements d'un même immeuble) ou d'un emplacement permettant de soustraire les bacs aux vues depuis les espaces publics.

Toute construction à vocation d'activité doit être équipée de systèmes de stockage des différentes catégories de déchets que son occupation et son activité seront susceptibles de produire. Les dispositifs de stockages doivent être techniquement compatibles avec le matériel utilisé pour la collecte et être intégrés par tout dispositif adapté – construction, végétation... de manière à ne pas créer de nuisance visuelle et concourir à l'amélioration de la qualité paysagère du quartier où la construction est implantée.

Rappel : toutefois, pour l'application des dispositions des paragraphes ci-dessus, si compte tenu de la destination de la construction projetée, les réseaux publics ne sont pas de capacité suffisante, l'autorisation d'urbanisme pourra être refusée ou être soumis à des prescriptions spéciales permettant de pallier l'insuffisance des réseaux. Les dispositions de l'article L 111-4 du Code de l'Urbanisme, notamment, sont applicables.

V. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES EN ZONES URBAINES, À URBANISER, NATURELLE ET AGRICOLE

ZONE UA, UAsc et UAh – CŒUR HISTORIQUE

Cette zone regroupe les cœurs historiques des communes, caractérisés par une mixité de fonctions.

Elle comprend les sous-secteurs suivants :

- UAsc, spécifique à la commune de Saint-Claude
- UAh, pour les secteurs de hameau

Illustration de la zone UA





1. DESTINATIONS ET SOUS DESTINATIONS DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE

Rappel :
Les dispositions figurant, dans les parties III. et IV. au Chapitre 1 Destination des constructions, usages des sols et natures d'activité, s'appliquent en complément.

Dispositions particulières transversales :

- Lorsqu'une sous-destination de COMMERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES ou AUTRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECONDAIRE ET TERTIAIRE est autorisée ou autorisée sous conditions, elle ne doit pas engendrer de dommages ou de nuisances incompatibles avec le caractère dominant de la zone.
- Lorsqu'une disposition figure dans les parties III et IV au Chapitre 1 Destination des constructions, usages des sols et natures d'activité, elle s'applique nonobstant les dispositions inscrites dans le tableau des destinations ci-dessous.

Légende applicable au tableau prescriptif des destinations / sous-destinations :

Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…

Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…
HABITATION			
Logement	UA, UAsc, UAh		
Hébergement	UA, UAsc, UAh		
COMMERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES			
Artisanat et commerce de détail	UA et UAsc		En zone UAh, les constructions à destination d'artisanat et commerce de détail sont autorisées à condition de ne pas dépasser 300 m² de *surface de plancher*.
Restauration	UA, UAsc, UAh		
Commerce de gros	UAsc	UA, et UAh	
Activités de services avec accueil d'une clientèle	UA, UAsc, UAh		
Hôtel	UA et UAsc	UAh	
Autre hébergement touristique	UA, UAsc, UAh		

Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…
Cinéma	UA et UAsc	UAh	
AUTRES ACTIVITES DES SECTEURS PRIMAIRE, SECONDAIRE ET TERTIAIRE			
Industrie	UAsc		En zone UA et UAh, les constructions à destination d'industrie sont autorisées à condition de ne pas dépasser 300 m² de *surface de plancher*.
Entrepôt	UAsc	UAh	En zone UA, les constructions à destination d'entrepôt sont autorisées à condition : - de ne pas dépasser 300 m² de *surface de plancher* - d'être directement liées à une activité implantée sur la même *unité foncière*.
Bureau	UA, UAsc, UAh		
Centre de congrès et d'exposition	UAsc	UA et UAh	
Cuisine dédiée à la vente en ligne	UA et UAsc	UAh	
ÉQUIPEMENTS D'INTÉRÊT COLLECTIF ET SERVICES PUBLICS			
Locaux et bureaux des administrations publiques et assimilés	UA, UAsc, UAh		
Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés	UA, UAsc, UAh		
Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	UA, UAsc, UAh		
Salles d'art et de spectacles	UA, UAsc, UAh		
Équipements sportifs	UA, UAsc, UAh		
Lieu de culte	UA, UAsc, UAh		
Autres équipements recevant du public	UA, UAsc, UAh		
EXPLOITATIONS AGRICOLES ET FORESTIÈRES			

Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…
Exploitation agricole			En UA, UAsc, UAh : Sont autorisées les constructions, installations aménagements et *extension*s à destination agricole nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. Ces constructions, soumises ou non, soit au règlement sanitaire départemental, soit à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (cf. Chapitre IV), sont autorisées dès lors qu'elles sont situées au-delà de la distance réglementaire d'éloignement de toute construction destinée à l'habitat ou des limites des zones urbanisées (périmètre de réciprocité agricole).
Exploitation forestière	UAh	UA et UAsc	

2. VOLUMETRIE ET *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS

En complément des dispositions suivantes, les dispositions de la Partie III. et de la Partie IV. au Chapitre 2. Volumétrie et implantation des constructions s'appliquent.

2.1. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT A L'*ALIGNEMENT*

Les constructions principales doivent être implantées en continuité des constructions voisines dans le respect de l'ordonnancement existant :

- soit à l'*alignement* le cas échéant
- soit avec le *recul* le plus faible de l'une des constructions voisines.

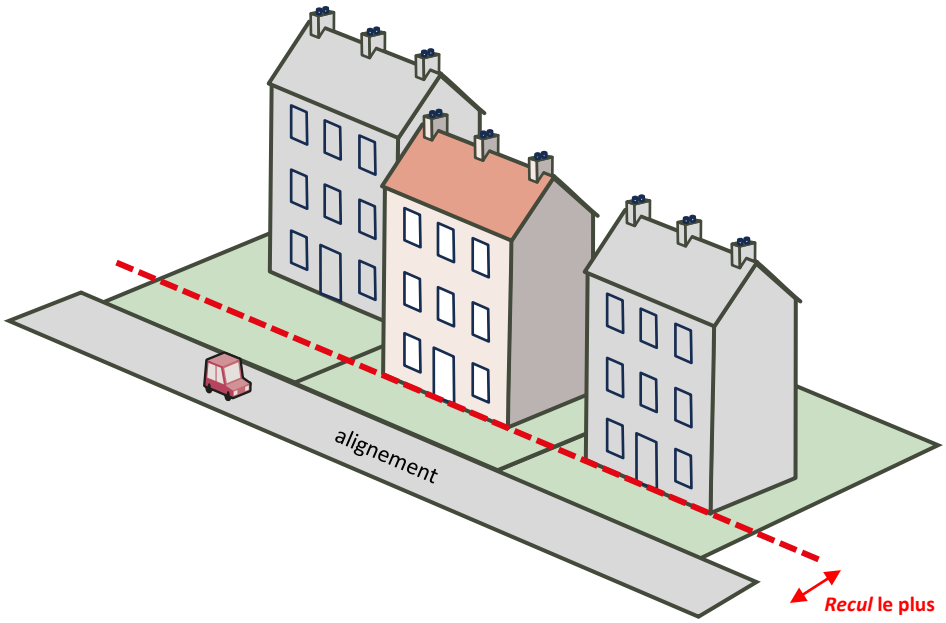


Schéma illustratif à titre informatif

Dans le cas où les unités foncières voisines ne permettent pas d'*implantation* en continuité des constructions voisines, les constructions principales peuvent être implantées :

- soit à l'*alignement*
- soit en *recul* d'au moins 3 mètres de l'*alignement*.

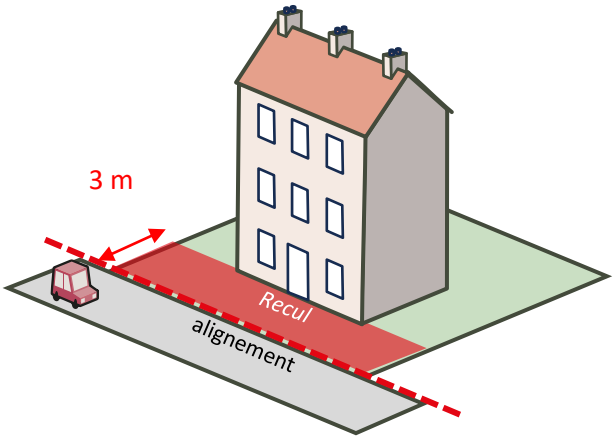


Schéma illustratif à titre informatif

Toutefois, il peut être imposé une *implantation* différente pour des motifs de sécurité routière ou en cas de forte de pente. Dans le cas de construction de garage (en annexe ou en *extension* du bâtiment principal) permettant une sortie directe sur la *voie*, un *recul* minimum de 5 mètres pourra être imposé. Dans tous les cas, les garages doivent être implantés de telle sorte que les manœuvres d'entrée ou de sortie des véhicules puissent s'effectuer hors des *voie*s publiques.

2.2. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX *LIMITES SEPARATIVES*

Les constructions principales peuvent être implantées :

- soit sur les *limites séparatives*,
- soit en retrait des *limites séparatives*.

Dans le cas où les constructions s'insèrent dans un *front bâti* continu, elles doivent être implantées sur les *limites séparatives*.

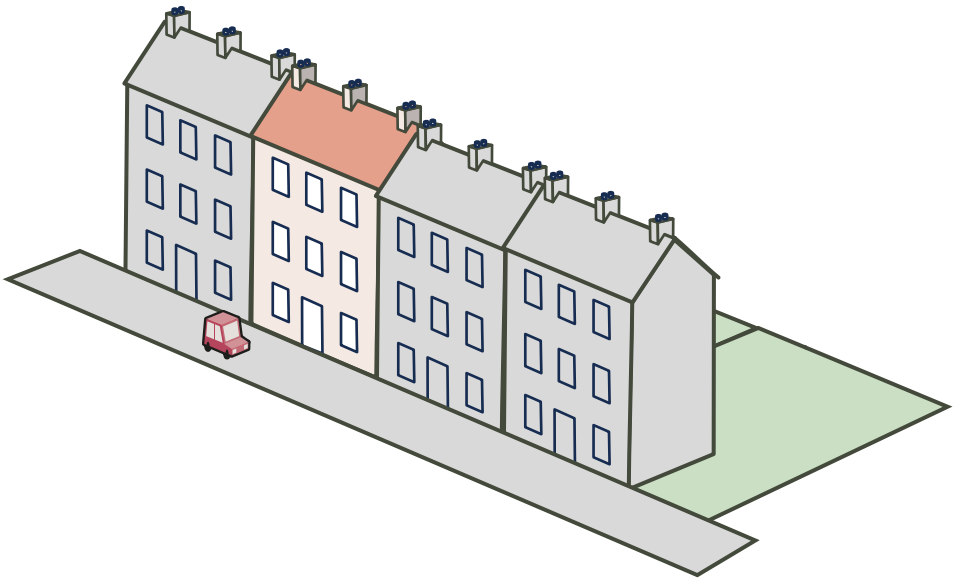


Schéma illustratif à titre informatif

2.3. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS SUR UN MEME TERRAIN

Les constructions nouvelles sont implantées librement les unes par rapport aux autres sur un même terrain.

2.4. *EMPRISE AU SOL* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

Non règlementé.

2.5. *HAUTEUR* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

<u>En zone UA et UAh :</u>

La *hauteur* maximale des constructions est limitée à la *hauteur* des constructions voisines. Toutefois, la *hauteur* maximale des constructions est fixée à 9 mètres à l'*égout du toit* et 12 mètres au *faîtage* soit R+2+combles.

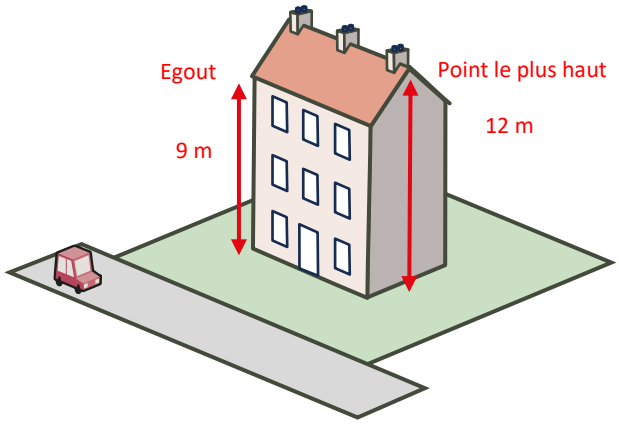


Schéma illustratif à titre informatif

<u>En zone UAsc</u>

La *hauteur* maximale des constructions est limitée à la *hauteur* des constructions voisines.

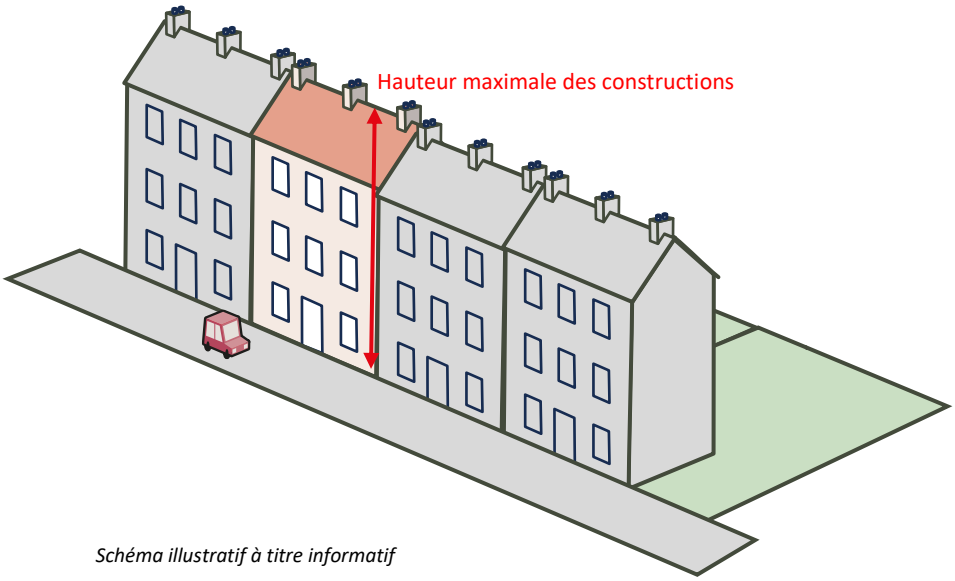


Schéma illustratif à titre informatif

3. QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

Les dispositions de la Partie III. et la Partie IV. au Chapitre 3. Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère s'appliquent.

L'*« Annexe architecturale et paysagère»* du présent règlement (pièce 4.2 du PLUi) présente les principes d'intégration paysagère et architecturale à travers notamment un cahier de bonnes pratiques, des guides de couleurs et matériaux et un guide sur les haies. Cette annexe s'applique, suivant la rédaction de ses différents items, dans un rapport de prescription (c'est-à-dire valeur de règle) ou de conseil /recommandation.

1.1. *Toiture*s

Forme et composition

Les *toiture*s devront être conçues en cohérence avec le tissu urbain environnant.

Un toit à pan unique peut être autorisé uniquement dans les cas suivants :

- lorsqu'il vient en appui d'un mur existant, pour une annexe accolée à un bâtiment principal,
- ou lorsqu'il s'agit d'un toit végétalisé participant à la performance énergétique et à l'intégration paysagère du projet.

En aucun cas un toit à pan unique non végétalisé ne pourra constituer la couverture d'une *construction principale*.

Pente et orientation

La pente des *toiture*s devra s'harmoniser avec celle des constructions avoisinantes. Elle sera comprise entre 35 % et 45 %, avec une pente minimale de 35 % pour les constructions principales. Cette disposition ne s'applique pas pour les annexes ou *extension*s.

L'orientation des *faîtage*s des constructions neuves respectera la direction dominante du secteur ou l'orientation des *faîtage*s environnants, généralement parallèles à la *voie* publique.

Toits-terrasses

Les *toiture*s-terrasses peuvent être autorisées sous conditions, exclusivement :

- lorsqu'elles sont situées à l'arrière du bâtiment et peu ou pas visibles depuis l'espace public,
- lorsqu'elles sont accessibles depuis les parties habitables,
- et/ou lorsqu'elles permettent une meilleure liaison entre des volumes bâtis différents,
- ou lorsqu'elles sont en continuité du terrain naturel,
- ou entre une construction et le terrain naturel.

Les toits-terrasses en couverture d'une *construction principale* sont interdits, sauf dans le cadre d'un projet présentant un caractère d'exemplarité architecturale, contribuant à la valorisation du bâti, à la performance énergétique ou à la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre.

Matériaux et teintes

Les matériaux de couverture devront être en harmonie avec les constructions environnantes. Sont notamment recommandés :

- les tuiles plates à l'image des tuiles anciennes de Franche-Comté,
- ou des bacs acier de teinte brun rouge, rouge vieilli ou gris.

Les éléments techniques (cheminées, ventilations, antennes, etc.) devront être intégrés discrètement à la *toiture* et être le moins visibles possible depuis l'espace public.

Ouvertures et équipements en *toiture*

Les ouvertures en *toiture* (lucarnes, fenêtres de toit, etc.) devront respecter les principes suivants :

- des proportions adaptées à la surface de *toiture*,
- une harmonie des formes et tailles des différentes ouvertures entre elles,
- un positionnement cohérent par rapport aux ouvertures en *façade*.

Les lucarnes devront présenter des proportions plus hautes que larges, et ne pourront être créée que sur les pentes de toit supérieure à 35 %.

Par exception, lorsqu'un pan de toit comporte déjà un type d'ouverture non conforme, sa reproduction pourra être admise afin d'assurer la continuité architecturale.

Les fenêtres de toit devront être alignées avec les ouvertures de *façade* et ne pas excéder 25 % de la surface totale de la *toiture*.

Énergies renouvelables

Les panneaux photovoltaïques ou thermiques devront être :

- intégrés à la pente du toit sur laquelle ils s'implantent,
- discrets et harmonisés avec les matériaux de couverture,
- et, dans la mesure du possible, implantés sur la face arrière du toit, invisibles depuis l'espace public.

1.2. *Façades*

Aspect des matériaux et finitions

L'emploi à nu de matériaux destinés à être recouverts (par exemple, par un enduit, un *bardage* ou une peinture de finition) est interdit. Les finitions devront être réalisées avec des matériaux durables et de qualité, assurant une bonne intégration au bâti existant et à l'environnement. Les revêtements en enduit, *bardage* bois, zinc ou métallique de teinte mate sont autorisés, sous réserve d'une harmonie d'ensemble avec le caractère du bâti traditionnel du secteur. Le recours au *bardage* bois, métal ou zinc est notamment encouragé sur les pignons ou *façade*s secondaires exposées aux intempéries.

Teintes

La teinte blanche est interdite sur les parties principales des *façade*s. Elle ne peut être utilisée que sur des éléments d'ornement ou d'encadrement. Les teintes des *façade*s devront se référer aux couleurs du bâti traditionnel local (cf. annexe architecturale). Les teintes trop vives ou contrastées, les finitions brillantes et les effets de texture artificiels sont proscrits.

Percements et ouvertures

Les proportions, dimensions et rythmes des ouvertures devront être harmonisés entre elles et adaptés à la surface de *façade*. En cas de réhabilitation ou transformation de bâti existant, les proportions d'origine des percements devront être conservées. En rez-de-chaussée, il pourra être dérogé à ces principes pour la création de vitrines commerciales ou d'ouvertures de garage, sous réserve du respect d'un équilibre entre pleins et vides. Les coffres de volets roulants en saillis sont interdits. Les menuiseries extérieures blanches sont proscrites. Les teintes sombres ou naturelles (gris, brun, anthracite, bois) sont à privilégier pour garantir une cohérence visuelle avec les teintes de *façade*.

Exception : dans le cadre de projets de constructions neuves ou de valorisation du bâti existant, des solutions architecturales contemporaines pourront être admises, sous réserve qu'elles :

- participent à la valorisation du cadre bâti et paysager,
- contribuent à la performance énergétique et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre,
- et présentent un caractère d'exemplarité architecturale.

Annexes et dépendances

Les *constructions annexes* devront s'intégrer harmonieusement à l'environnement par :

- la simplicité des formes et volumes,
- un traitement architectural sobre, privilégiant les matériaux naturels (bois, teintes neutres),
- un aspect visuel discret visant à limiter leur impact dans le paysage.

1.3. Clôtures

Règles générales

Les *clôtures* doivent être de conception simple, assurant une harmonie avec le bâti existant et le paysage environnant.
Tout élément de *clôture* d'un style étranger à la région est interdit. L'emploi à nu de matériaux destinés à être recouverts est interdit. L'harmonie doit être recherchée :

- dans la conception (continuité avec les *clôtures* voisines et respect du paysage),
- dans l'aspect (matériaux, teintes et *hauteur*) en cohérence avec la c*onstruction principale*.

En aucun cas les *clôtures* ne sont obligatoires. Elles sont fortement déconseillées dans les communes des Hautes Combes (cf. spécificités de chaque zone).

Typologie et matériaux

- Les murs et murets devront être en pierre, enduits ou maçonnés dans les tons traditionnels du secteur.
- Les *clôtures* ajourées (bois, métal, treillis, grillage plastifié) sont autorisées, éventuellement doublées d'une haie vive.
- Les haies monospécifiques (type thuyas) sont interdites. Les haies devront être composées d'un mélange d'essences locales, adaptées au climat et à la biodiversité du site.

Hauteur et *implantation*

La *hauteur* totale des *clôtures* ne pourra excéder 2,00 m (mesurée sur le terrain le plus haut en cas de dénivelé).

En *limite séparative*, la *clôture* pourra être constituée d'un muret plein de 0,60 m maximum, surmonté d'un dispositif ajouré, l'ensemble ne devant pas dépasser 1,80 m.

À l'*alignement* des *voie*s déneigées, ou d'une aire de stationnement publique :

- les *clôtures* devront être démontables ou implantées en *recul* de l'*alignement*, sauf continuité avec les murs voisins ;
- elles ne devront pas gêner la visibilité nécessaire à la sécurité routière.

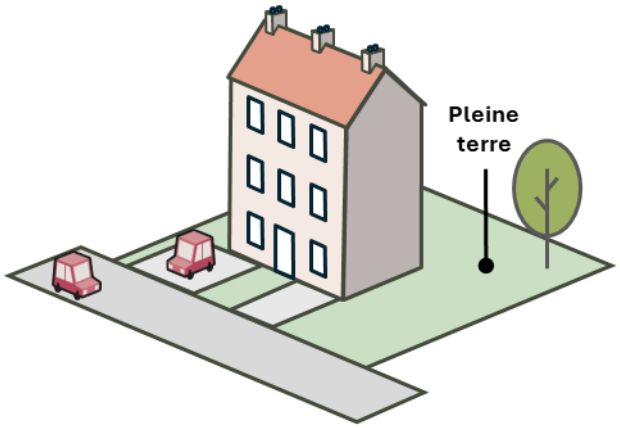
Dispositifs intégrés

Les boîtes aux lettres, coffrets techniques (EDF, télécoms) et commandes d'*accès* devront être intégrés au dispositif de *clôture* à proximité de l'entrée principale, de manière discrète et cohérente avec le traitement architectural de l'ensemble.

4. TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON-BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS

En complément des dispositions suivantes, les dispositions de la Partie III. et la Partie IV. au Chapitre 4. Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions s'appliquent.

Les espaces libres de l'*unité foncière* doivent être traités au maximum en espaces verts de pleine terre.



5. STATIONNEMENT

Les dispositions de la Partie IV. au Chapitre 5. Stationnement s'appliquent.

6. EQUIPEMENT ET RESEAUX

Les dispositions de la Partie IV. au Chapitre 6. Equipement et réseaux s'appliquent.

ZONE UB – HABITAT INDIVIDUEL ORGANISE

Cette zone regroupe les zones résidentielles à l'habitat organisé de type pavillonnaire, plus récent que dans le centre bourg. Les parcelles et l'architecture ont globalement été réalisées sur une même période, de manière homogène.

Elle comprend la zone UBh correspondant au projet de hameau léger de la Pesse.

Illustration de la zone UB





1. DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE

Rappel :
Les dispositions figurant, dans les parties III. et IV. au Chapitre 1 Destination des constructions, usages des sols et natures d'activité, s'appliquent en complément.

Dispositions particulières transversales :

- Lorsqu'une sous-destination de COMMERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES ou AUTRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECONDAIRE ET TERTIAIRE est autorisée ou autorisée sous conditions, elle ne doit pas engendrer de dommages ou de nuisances incompatibles avec le caractère dominant de la zone.
- Lorsqu'une disposition figure dans les parties III et IV au Chapitre 1 Destination des constructions, usages des sols et natures d'activité, elle s'applique nonobstant les dispositions inscrites dans le tableau des destinations ci-dessous.

Légende applicable au tableau prescriptif des destinations / sous-destinations :

Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…

Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…
HABITATION			
Logement	UB		Dans la zone UBh, sont uniquement autorisées les logements à condition de constituer des résidences démontables, dites réversibles constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs, sous réserve que les équipements soient raccordés aux réseaux publics ou que le demandeur joigne une attestation permettant de s'assurer du respect des règles d'hygiène et de sécurité, notamment de sécurité contre les incendies, ainsi que des conditions dans lesquelles sont satisfaits les besoins des occupants en eau, assainissement et électricité.
Hébergement	UB et UBh		
COMMERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES			
Artisanat et commerce de détail			Dans la zone UB, sont uniquement autorisées les *extension*s des constructions existantes. Dans la zone UBh, sont uniquement autorisées les constructions d' « artisanat et commerce de détail », qui seraient compatibles avec la vocation résidentielle et d'équipements & services de la zone.
Restauration			Dans la zone UB, sont uniquement autorisées les *extension*s des constructions existantes.

Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…
			Dans la zone UBh, sont uniquement autorisées les constructions de restauration, qui seraient compatibles avec la vocation résidentielle et d'équipements & services de la zone.
Commerce de gros		UB et UBh	
Activités de services avec accueil d'une clientèle			Dans les zones UB et UBh, sont uniquement autorisées les *extension*s des constructions existantes.
Hôtel			Dans les zones UB et UBh, sont uniquement autorisées les *extension*s des constructions existantes.
Autre hébergement touristique		UB	Dans la zone UBh, sont uniquement autorisés les hébergements touristiques et de loisirs à la condition d'être liés à la pratique du camping : la création, l'agrandissement, l'aménagement ou la mise à disposition d'un terrain de camping est autorisé à condition qu'il soit classé en catégorie « aires naturelles » (superficie minimale de chaque emplacement doit être de 300 m^2, la période d'ouverture de l'aire naturelle est de six mois maximum consécutif ou non…)
Cinéma		UB et UBh	
AUTRES ACTIVITES DES SECTEURS PRIMAIRE, SECONDAIRE ET TERTIAIRE			
Industrie		UB et UBh	
Entrepôt		UB et UBh	
Bureau			UB et UBh - Sont uniquement autorisées les *extension*s des constructions existantes.
Centre de congrès et d'exposition		UB et UBh	
Cuisine dédiée à la vente en ligne		UB et UBh	
ÉQUIPEMENTS D'INTÉRÊT COLLECTIF ET SERVICES PUBLICS			
Locaux et bureaux des administrations publiques et assimilés	UB et UBh		

Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…
Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés	UB et UBh		
Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	UB et UBh		
Salles d'art et de spectacles		UB et UBh	
Équipements sportifs	UB et UBh		
Lieu de culte		UB et UBh	
Autres équipements recevant du public	UB et UBh		
EXPLOITATIONS AGRICOLES ET FORESTIÈRES			
Exploitation agricole		UB	Dans la zone UBh, sont uniquement autorisées les activités agricoles, qui seraient compatibles avec la vocation résidentielle et d'équipements & services
Exploitation forestière		UB et UBh	

2. VOLUMÉTRIE ET *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS

En complément des dispositions suivantes, les dispositions de la Partie III. et de la Partie IV. au Chapitre 2. Volumétrie et implantation des constructions s'appliquent.

2.1. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT À L'*ALIGNEMENT*

Les constructions principales doivent être implantées en *recul* d'au moins 3 mètres de l'*alignement*.

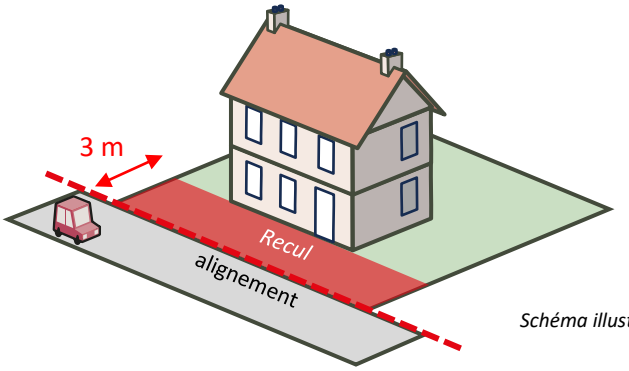


Schéma illustratif à titre informatif

Dans le cas où des constructions principales sur les unités foncières voisines ont une *implantation* différente que la disposition ci-dessus, les constructions principales peuvent être implantées en continuité des constructions voisines :

- soit à l'*alignement* le cas échéant,
- soit avec le *recul* le plus faible de l'une des constructions voisines.

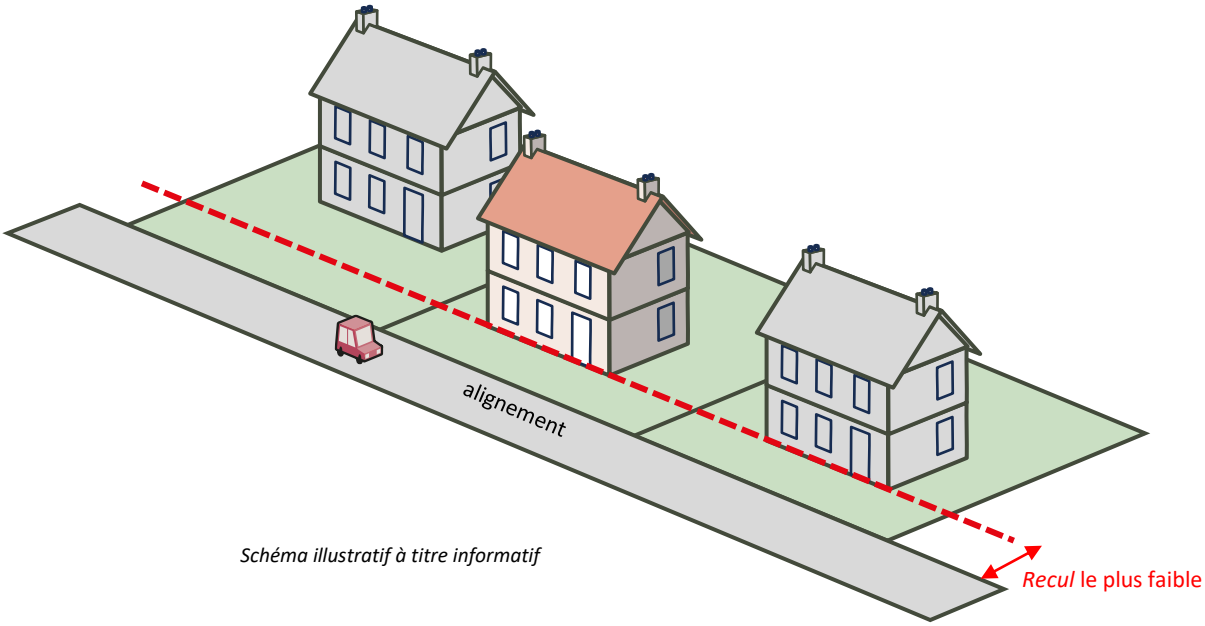


Schéma illustratif à titre informatif

Une règle différente peut être imposée pour des motifs de sécurité.

2.2. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX *LIMITES SEPARATIVES*

Dans la zone UB :

Les constructions peuvent être implantées sur l'une des *limites séparatives* latérale, ou en retrait. En cas de retrait, ce dernier doit respecter :

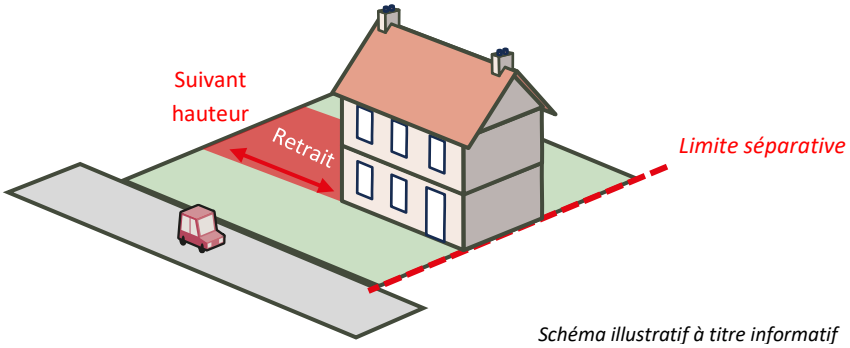


Schéma illustratif à titre informatif

- 1 mètre minimum des *limites séparatives* en cas d'absences d'ouvertures ou d'ouvertures ne constituant pas de vues en *façade* ou en *toiture*, à condition de s'inscrire dans la règle de gabarit suivante :

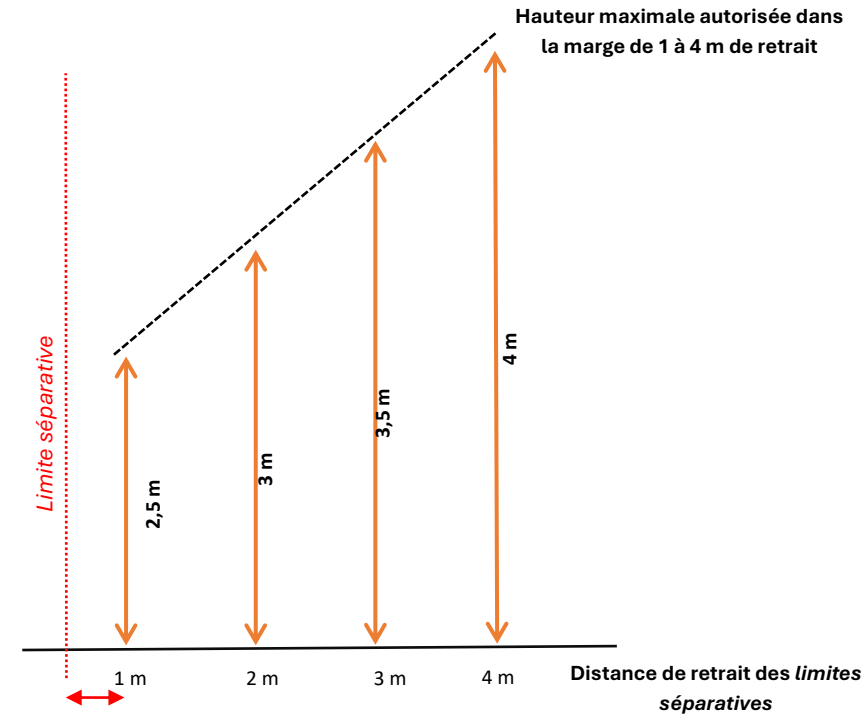


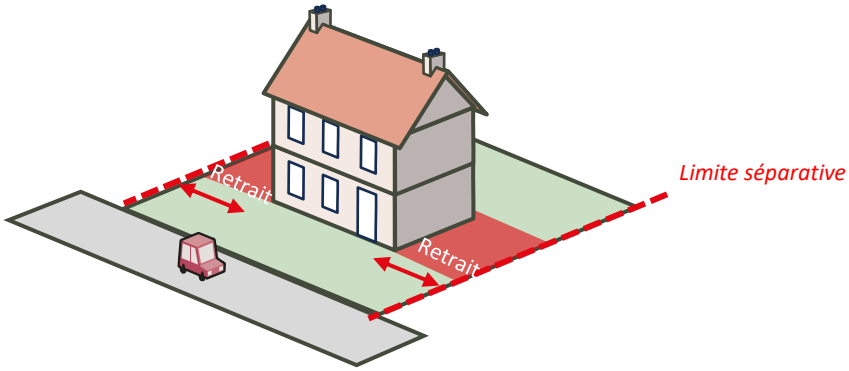
Schéma ayant une portée réglementaire

- 1,90 mètres minimum des *limites séparatives* en cas d'*ouvertures constituant des vues* en *façade* ou en *toiture* (Article 678 du Code civil).

- 6 mètres minimum des *limites séparatives* en cas d'*unité foncière* située en limite d'une zone N ou A.

Dans la zone UBh :

Les constructions doivent être implantées en retrait des *limites séparatives* de telle sorte que la distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la *limite séparative* qui en est le plus rapproché soit au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points.



2.3. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS SUR UN MEME TERRAIN

Lorsque plusieurs constructions principales de plus de 60 m^2 d'emprise implantées sur une même *unité foncière* ne sont pas contiguës, la distance de retrait entre ces constructions doit être de :

- 12 mètres minimum en cas d'*ouvertures constituant des vues* en *façade* ou en *toiture*
- 6 mètres minimum en cas d'absences d'ouvertures ou d'ouvertures ne constituant pas de vues en *façade* ou en *toiture*

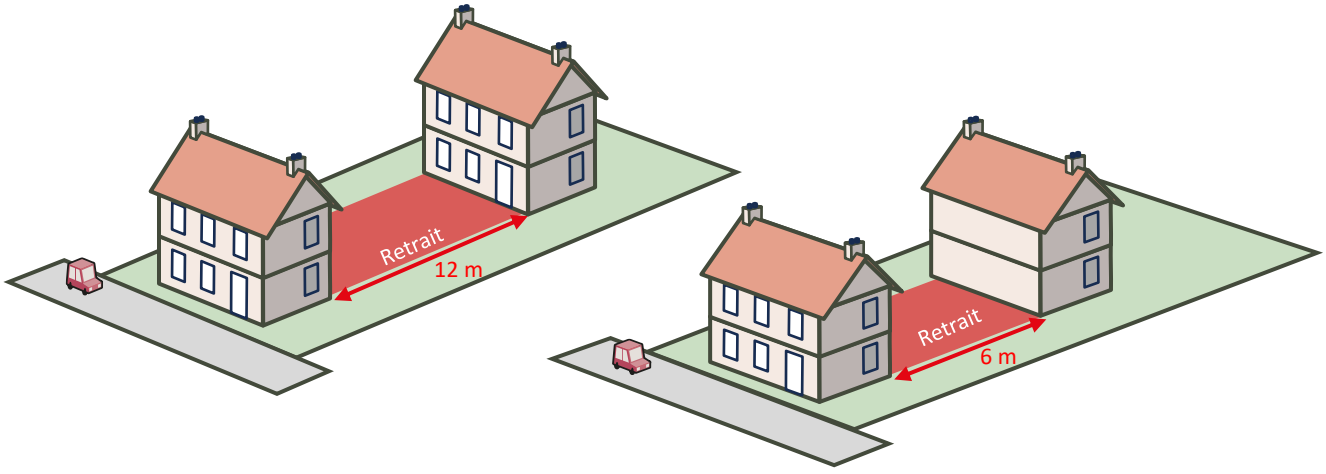


Schéma illustratif à titre informatif

2.4. *EMPRISE AU SOL* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

Dans la zone UB :

Non réglementé

Dans la zone UBh :

L'emprise au sol maximale des constructions principales, destinées aux logements en résidences démontables dites « réversibles », est fixée à 50 m^2.

L'emprise au sol maximale des *constructions annexes* aux constructions destinées aux logements en résidences démontables dites « réversible », est fixée à 20 m^2.

L'emprise au sol maximale des autres constructions est fixée à 35 m^2.

2.5. *HAUTEUR* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

Dans la zone UB :

La *hauteur* maximale des constructions est fixée à 7 mètres à l'*égout du toit* et 10 mètres au point le plus haut soit R+1+comble ou attique.

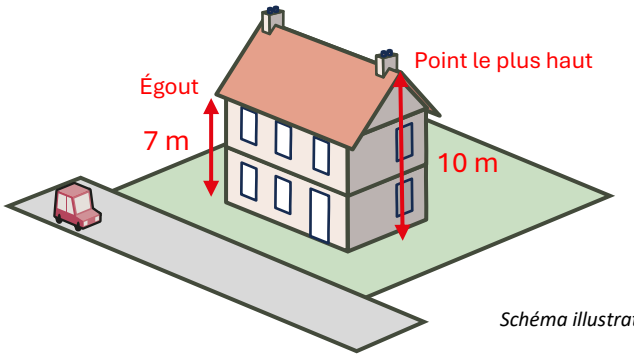


Schéma illustratif à titre informatif

Dans la zone UBh :

La *hauteur* maximale des constructions est fixée à 7 mètres à l'*égout du toit* ou à l'*acrotère*, et 10 mètres au *faîtage* dans le cas de *toitures* à pans.

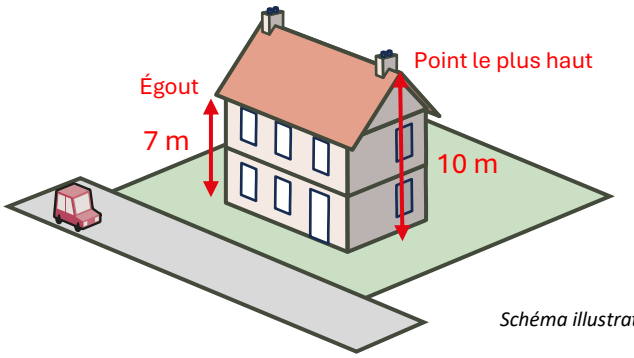


Schéma illustratif à titre informatif

3. QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

Les dispositions de la Partie III. et la Partie IV. au Chapitre 3. Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère s'appliquent.

L'*« Annexe architecturale et paysagère»* du présent règlement (pièce 4.2 du PLUi) présente les principes d'intégration paysagère et architecturale à travers notamment un cahier de bonnes pratiques, des guides de couleurs et matériaux et un guide sur les haies. Cette annexe s'applique, suivant la rédaction de ses différents items, dans un rapport de prescription (c'est-à-dire valeur de règle) ou de conseil /recommandation.

1.1. *Toiture*s

Forme et composition

Les *toiture*s devront être conçues en cohérence avec le tissu urbain environnant.

Un toit à pan unique peut être autorisé uniquement dans les cas suivants :

- lorsqu'il vient en appui d'un mur existant, pour une annexe accolée à un bâtiment principal,
- ou lorsqu'il s'agit d'un toit végétalisé participant à la performance énergétique et à l'intégration paysagère du projet.

En aucun cas un toit à pan unique non végétalisé ne pourra constituer la couverture d'une *construction principale*.

Les « *maisons en A* » sont autorisées.

Pente et orientation

La pente des *toiture*s devra s'harmoniser avec celle des constructions avoisinantes. Elle sera comprise entre 35 % et 45 %, avec une pente minimale de 35 % pour les constructions principales. Cette disposition ne s'applique pas pour les annexes ou *extension*s.

L'orientation des *faîtage*s des constructions neuves respectera la direction dominante du secteur ou l'orientation des *faîtage*s environnants, généralement parallèles à la *voie* publique.

Toits-terrasses

Les *toiture*s-terrasses peuvent être autorisées sous conditions, exclusivement :

- lorsqu'elles sont situées à l'arrière du bâtiment et peu ou pas visibles depuis l'espace public,
- lorsqu'elles sont accessibles depuis les parties habitables,
- et/ou lorsqu'elles permettent une meilleure liaison entre des volumes bâtis différents,
- ou lorsqu'elles sont en continuité du terrain naturel,
- ou entre une construction et le terrain naturel.

Les toits-terrasses en couverture d'une c*onstruction principale* sont interdits, sauf dans le cadre d'un projet présentant un caractère d'exemplarité architecturale, contribuant à la valorisation du bâti, à la performance énergétique ou à la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre.

Matériaux et teintes

Les matériaux de couverture devront être en harmonie avec les constructions environnantes. Sont notamment recommandés :

- les tuiles plates à l'image des tuiles anciennes de Franche-Comté,
- ou des bacs acier de teinte brun rouge, rouge vieilli ou gris.

Les éléments techniques (cheminées, ventilations, antennes, etc.) devront être intégrés discrètement à la *toiture* et être le moins visibles possible depuis l'espace public.

Ouvertures et équipements en *toiture*

Les ouvertures en *toiture* (lucarnes, fenêtres de toit, etc.) devront respecter les principes suivants :

- des proportions adaptées à la surface de *toiture*,
- une harmonie des formes et tailles des différentes ouvertures entre elles,
- un positionnement cohérent par rapport aux ouvertures en *façade*.

Les lucarnes devront présenter des proportions plus hautes que larges.

Par exception, lorsqu'un pan de toit comporte déjà un type d'ouverture non conforme, sa reproduction pourra être admise afin d'assurer la continuité architecturale.

Les fenêtres de toit devront être alignées avec les ouvertures de *façade* et ne pas excéder 25 % de la surface totale de la *toiture*.

Énergies renouvelables

Les panneaux photovoltaïques ou thermiques devront être :

- intégrés à la pente du toit sur laquelle ils s'implantent,
- discrets et harmonisés avec les matériaux de couverture,
- et, dans la mesure du possible, implantés sur la face arrière du toit, invisibles depuis l'espace public.

1.2. *Façade*s

Aspect des matériaux et finitions

L'emploi à nu de matériaux destinés à être recouverts (par exemple, par un enduit, un *bardage* ou une peinture de finition) est interdit. Les finitions devront être réalisées avec des matériaux durables et de qualité, assurant une bonne intégration au bâti existant et à l'environnement. Les revêtements en enduit, *bardage* bois, zinc ou métallique de teinte mate sont autorisés, sous réserve d'une harmonie d'ensemble avec le caractère du bâti traditionnel du secteur. Le recours au *bardage* bois, métal ou zinc est notamment encouragé sur les pignons ou *façade*s secondaires exposées aux intempéries.

Teintes

La teinte blanche est interdite sur les parties principales des *façade*s. Elle ne peut être utilisée que sur des éléments d'ornement ou d'encadrement. Les teintes des *façade*s devront se référer aux couleurs du bâti

traditionnel local (cf. annexe architecturale). Les teintes trop vives ou contrastées, les finitions brillantes et les effets de texture artificiels sont proscrits.

Percements et ouvertures

Les proportions, dimensions et rythmes des ouvertures devront être harmonisés entre elles et adaptés à la surface de *façade*. En cas de réhabilitation ou transformation de bâti existant, les proportions d'origine des percements devront être conservées. En rez-de-chaussée, il pourra être dérogé à ces principes pour la création de vitrines commerciales ou d'ouvertures de garage, sous réserve du respect d'un équilibre entre pleins et vides. Les coffres de volets roulants en saillis sont interdits. Les menuiseries extérieures blanches sont proscrites. Les teintes sombres ou naturelles (gris, brun, anthracite, bois) sont à privilégier pour garantir une cohérence visuelle avec les teintes de *façade*.

Exception : dans le cadre de projets de constructions neuves ou de valorisation du bâti existant, des solutions architecturales contemporaines pourront être admises, sous réserve qu'elles :

- participent à la valorisation du cadre bâti et paysager,
- contribuent à la performance énergétique et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre,
- et présentent un caractère d'exemplarité architecturale.

Annexes et dépendances

Les *constructions annexes* devront s'intégrer harmonieusement à l'environnement par :

- la simplicité des formes et volumes,
- un traitement architectural sobre, privilégiant les matériaux naturels (bois, teintes neutres),
- un aspect visuel discret visant à limiter leur impact dans le paysage.

1.3. Clôtures (toutes les communes sauf les communes des Hautes-Combes)

Règles générales

Les *clôtures* doivent être de conception simple, assurant une harmonie avec le bâti existant et le paysage environnant.
Tout élément de *clôture* d'un style étranger à la région est interdit. L'emploi à nu de matériaux destinés à être recouverts est interdit. L'harmonie doit être recherchée :

- dans la conception (continuité avec les *clôtures* voisines et respect du paysage),
- dans l'aspect (matériaux, teintes et *hauteur*) en cohérence avec la c*onstruction principale*.

En aucun cas les *clôtures* ne sont obligatoires.

Typologie et matériaux

- Les murs et murets devront être en pierre, enduits ou maçonnés dans les tons traditionnels du secteur.
- Les *clôtures* ajourées (bois, métal, treillis, grillage plastifié) sont autorisées, éventuellement doublées d'une haie vive.
- Les haies monospécifiques (type thuyas) sont interdites. Les haies devront être composées d'un mélange d'essences locales, adaptées au climat et à la biodiversité du site.

Hauteur et *implantation*

Dans la zone UB : la *hauteur* totale des *clôtures* ne pourra excéder 2 mètres (mesurée sur le terrain le plus haut en cas de dénivelé).

En *limite séparative*, la *clôture* pourra être constituée d'un muret plein de 0,60 mètres maximum, surmonté d'un dispositif ajouré, l'ensemble ne devant pas dépasser 1,80 mètres.

Dans les zones UBh : la *hauteur* totale des *clôtures* ne pourra excéder 1,60 mètres.

À l'*alignement* des *voie*s déneigées, ou d'une aire de stationnement publique :

- les *clôtures* devront être démontables ou implantées en *recul* de l'*alignement*, sauf continuité avec les murs voisins ;
- elles ne devront pas gêner la visibilité nécessaire à la sécurité routière.

Dispositifs intégrés

Les boîtes aux lettres, coffrets techniques (EDF, télécoms) et commandes d'*accès* devront être intégrés au dispositif de clôture à proximité de l'entrée principale, de manière discrète et cohérente avec le traitement architectural de l'ensemble.

1.4. *Clôtures* et haies (communes des Hautes-Combes uniquement)

- Seuls les murets en pierre sèche traditionnels de type *murger* d'une *hauteur* inférieure à 1 mètre sont autorisés dès lors qu'ils n'entravent pas les perspectives sur les paysages ouverts.
- Les haies sont interdites.

Par exception, pour des motifs de sécurité ou d'élevage (divagation d'animaux, protection des cultures), d'autres dispositifs pourront être autorisés sous réserve :

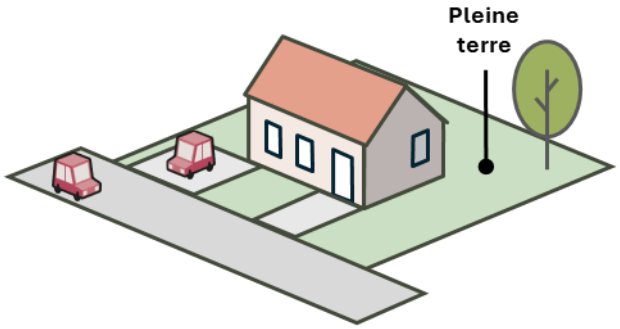
- d'une bonne intégration paysagère,
- de teintes neutres et de matériaux naturels ou transparents,
- et d'une *hauteur* adaptée à leur fonction.

4. TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON-BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS

En complément des dispositions suivantes, les dispositions de la Partie III. et la Partie IV. au Chapitre 4. Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions s'appliquent.

Dans la zone UB :

30 % minimum de l'*unité foncière* doit être constitué en *espace vert de pleine terre*.



Dans la zone UBh :

L'imperméabilisation des sols est interdite.

Les espaces libres doivent être traités en espaces paysagers afin de limiter les impacts des nouvelles constructions sur le paysage.

Les aires de stationnement réalisées au sein de l'opération seront aménagées de manière à permettre l'infiltration des eaux pluviales ou de ruissellement à l'*unité foncière*.

5. STATIONNEMENT

Les dispositions de la Partie IV. au Chapitre 5. Stationnement s'appliquent.

6. EQUIPEMENT ET RESEAUX

Les dispositions de la Partie IV. au Chapitre 6. Equipement et réseaux s'appliquent.

ZONE UC – HABITAT INDIVIDUEL SPONTANÉ

Cette zone regroupe les secteurs à dominante résidentielle, où l'habitat individuel est soit spontané, soit implanté en ordre discontinu, et plus récemment que dans le centre bourg. Les parcelles, de superficie hétérogène, sont souvent très végétalisées.

Illustration de la zone UC





1. DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE

Rappel :
Les dispositions figurant, dans les parties III. et IV. au Chapitre 1 Destination des constructions, usages des sols et natures d'activité, s'appliquent en complément.

Dispositions particulières transversales :

- Lorsqu'une sous-destination de COMMERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES ou AUTRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECONDAIRE ET TERTIAIRE est autorisée ou autorisée sous conditions, elle ne doit pas engendrer de dommages ou de nuisances incompatibles avec le caractère dominant de la zone.
- Lorsqu'une disposition figure dans les parties III et IV au Chapitre 1 Destination des constructions, usages des sols et natures d'activité, elle s'applique nonobstant les dispositions inscrites dans le tableau des destinations ci-dessous.

Légende applicable au tableau prescriptif des destinations / sous-destinations :

Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…

Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…
HABITATION			
Logement			
Hébergement			
COMMERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES			
Artisanat et commerce de détail			Les constructions à destination d'artisanat et de commerce de détail sont autorisées dans la limite de 300 m² de *surface de plancher*.
Restauration			Les constructions à destination de restauration de détail sont autorisées dans la limite de 300 m² de *surface de plancher*.
Commerce de gros			
Activités de services avec accueil d'une clientèle			
Hôtel			
Autre hébergement touristique			
Cinéma			
AUTRES ACTIVITES DES SECTEURS PRIMAIRE, SECONDAIRE ET TERTIAIRE			

UC HABITAT INDIVIDUEL SPONTANE

Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…
Industrie			Les constructions à destination d'industrie sont autorisées dans la limite de 300 m² de *surface de plancher*.
Entrepôt			Les constructions à destination d'entrepôt sont autorisées dans la limite de 300 m² de *surface de plancher*.
Bureau			Les constructions à destination de bureau sont autorisées dans la limite de 300 m² de *surface de plancher*.
Centre de congrès et d'exposition			
Cuisine dédiée à la vente en ligne			
ÉQUIPEMENTS D'INTÉRÊT COLLECTIF ET SERVICES PUBLICS			
Locaux et bureaux des administrations publiques et assimilés			
Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés			
Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale			
Salles d'art et de spectacles			
Équipements sportifs			
Lieu de culte			
Autres équipements recevant du public			
EXPLOITATIONS AGRICOLES ET FORESTIÈRES			
Exploitation agricole			Sont autorisées les constructions, installations aménagements et *extensions* à destination agricole nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

UC HABITAT INDIVIDUEL SPONTANE

Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…
			Ces constructions, soumises ou non, soit au règlement sanitaire départemental, soit à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (cf. Chapitre IV), sont autorisées dès lors qu'elles sont situées au-delà de la distance réglementaire d'éloignement de toute construction destinée à l'habitat ou des limites des zones urbanisées (périmètre de réciprocité agricole).
Exploitation forestière			

2. VOLUMETRIE ET *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS

En complément des dispositions suivantes, les dispositions de la Partie III. et de la Partie IV. au Chapitre 2. Volumétrie et implantation des constructions s'appliquent.

2.1. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT A L'*ALIGNEMENT*

Les constructions principales doivent être implantées en *recul* de 5 mètres minimum de l'*alignement*.

Dans le cas où des constructions principales sur les unités foncières voisines ont une *implantation* différente que la disposition ci-dessus, les constructions principales peuvent être implantées en continuité des constructions voisines, soit à l'*alignement* le cas échéant soit avec le *recul* de l'une des constructions voisines.

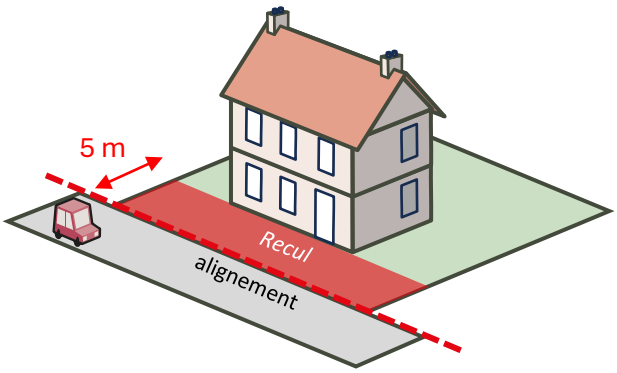


Schéma illustratif à titre informatif

2.2. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX *LIMITES SEPARATIVES*

Les constructions peuvent être implantées sur l'une des *limites séparatives* latérale, ou en retrait. En cas de retrait, ce dernier doit respecter :

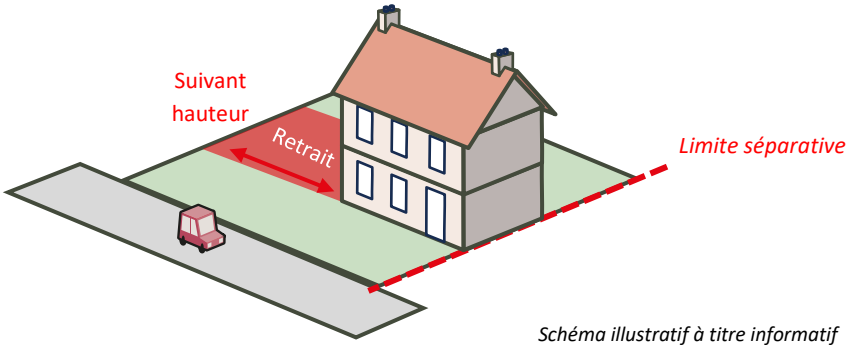


Schéma illustratif à titre informatif

- 1 mètre minimum des *limites séparatives* en cas d'absences d'ouvertures ou d'ouvertures ne constituant pas de vues en *façade* ou en *toiture*, à condition de s'inscrire dans la règle de gabarit suivante :

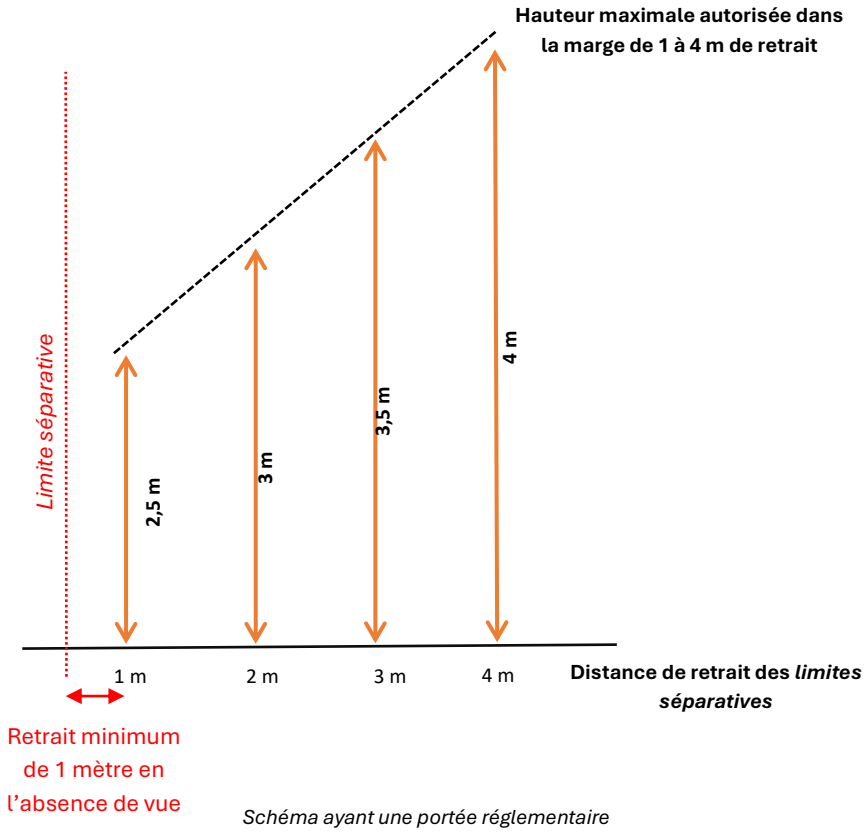


Schéma ayant une portée réglementaire

- 1,90 mètres minimum des *limites séparatives* en cas d'*ouvertures constituant des vues* en *façade* ou en *toiture* (Article 678 du Code civil).
- 6 mètres minimum des *limites séparatives* en cas d'*unité foncière* située en limite d'une zone N ou A.

2.3. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS SUR UN MEME TERRAIN

Lorsque plusieurs constructions principales de plus de 60 m² implantées sur une même *unité foncière* ne sont pas contiguës, la distance de retrait entre ces constructions doit être de :

- 12 mètres minimum en cas d'*ouvertures constituant des vues* en *façade* ou en *toiture*
- 6 mètres minimum en cas d'absences d'ouvertures ou d'ouvertures ne constituant pas de vues en *façade* ou en *toiture*

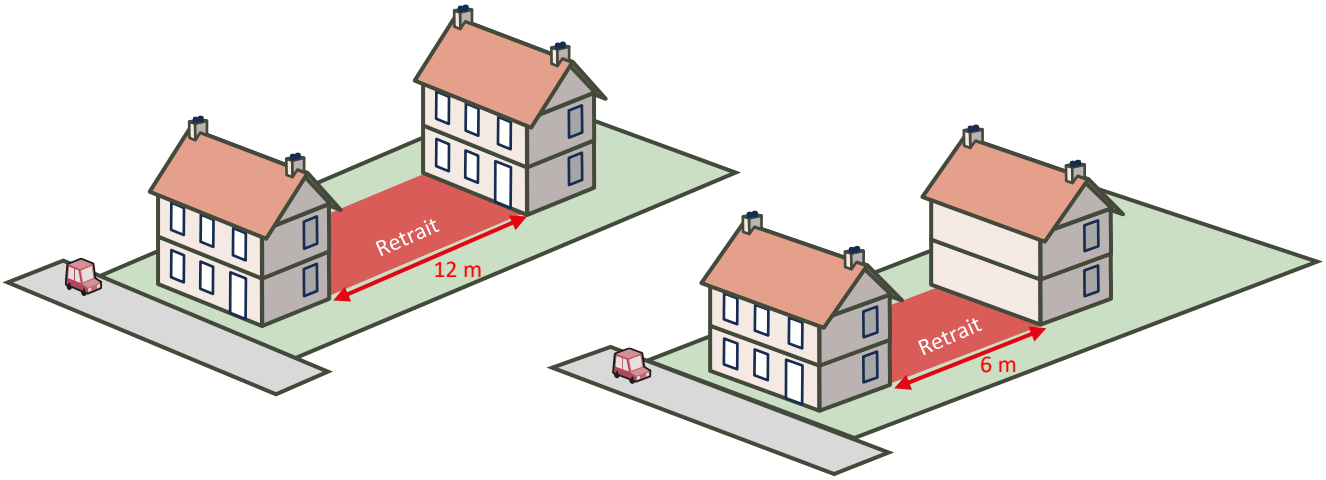


Schéma illustratif à titre informatif

2.4. *EMPRISE AU SOL* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

Non réglementé.

2.5. *HAUTEUR* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La *hauteur* maximale des constructions est fixée à 7 mètres à l'*égout du toit* et 10 mètres au point le plus haut, soit R+1+combles ou attique.

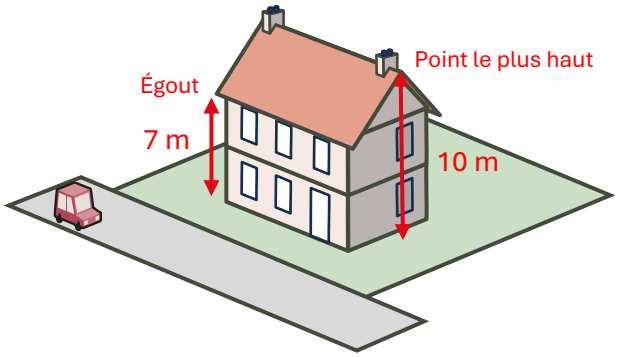


Schéma illustratif à titre informatif

3. QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

Les dispositions de la Partie III. et la Partie IV. au Chapitre 3. Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère s'appliquent.

L'*« Annexe architecturale et paysagère»* du présent règlement (pièce 4.2 du PLUi) présente les principes d'intégration paysagère et architecturale à travers notamment un cahier de bonnes pratiques, des guides de couleurs et matériaux et un guide sur les haies. Cette annexe s'applique, suivant la rédaction de ses différents items, dans un rapport de prescription (c'est-à-dire valeur de règle) ou de conseil /recommandation.

1.1. *Toitures*

Forme et composition

Les *toiture*s devront être conçues en cohérence avec le tissu urbain environnant.

Un toit à pan unique peut être autorisé uniquement dans les cas suivants :

- lorsqu'il vient en appui d'un mur existant, pour une annexe accolée à un bâtiment principal,
- ou lorsqu'il s'agit d'un toit végétalisé participant à la performance énergétique et à l'intégration paysagère du projet.

En aucun cas un toit à pan unique non végétalisé ne pourra constituer la couverture d'une *construction principale*.

Les « *maisons en A* » sont autorisées.

Pente et orientation

La pente des *toiture*s devra s'harmoniser avec celle des constructions avoisinantes. Elle sera comprise entre 35 % et 45 %, avec une pente minimale de 35 % pour les constructions principales. Cette disposition ne s'applique pas pour les annexes ou *extension*s.

L'orientation des *faîtage*s des constructions neuves respectera la direction dominante du secteur ou l'orientation des *faîtage*s environnants, généralement parallèles à la *voie* publique.

Toits-terrasses

Les *toiture*s-terrasses peuvent être autorisées sous conditions, exclusivement :

- lorsqu'elles sont situées à l'arrière du bâtiment et peu ou pas visibles depuis l'espace public,
- lorsqu'elles sont accessibles depuis les parties habitables,
- et/ou lorsqu'elles permettent une meilleure liaison entre des volumes bâtis différents,
- ou lorsqu'elles sont en continuité du terrain naturel,
- ou entre une construction et le terrain naturel.

Les toits-terrasses en couverture d'une c*onstruction principale* sont interdits, sauf dans le cadre d'un projet présentant un caractère d'exemplarité architecturale, contribuant à la valorisation du bâti, à la performance énergétique ou à la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre.

Matériaux et teintes

Les matériaux de couverture devront être en harmonie avec les constructions environnantes. Sont notamment recommandés :

- les tuiles plates à l'image des tuiles anciennes de Franche-Comté,
- ou des bacs acier de teinte brun rouge, rouge vieilli ou gris.

Les éléments techniques (cheminées, ventilations, antennes, etc.) devront être intégrés discrètement à la *toiture* et être le moins visibles possible depuis l'espace public.

Ouvertures et équipements en *toiture*

Les ouvertures en *toiture* (lucarnes, fenêtres de toit, etc.) devront respecter les principes suivants :

- des proportions adaptées à la surface de *toiture*,
- une harmonie des formes et tailles des différentes ouvertures entre elles,
- un positionnement cohérent par rapport aux ouvertures en *façade*.

Les lucarnes devront présenter des proportions plus hautes que larges.

Par exception, lorsqu'un pan de toit comporte déjà un type d'ouverture non conforme, sa reproduction pourra être admise afin d'assurer la continuité architecturale.

Les fenêtres de toit devront être alignées avec les ouvertures de *façade* et ne pas excéder 25 % de la surface totale de la *toiture*.

Énergies renouvelables

Les panneaux photovoltaïques ou thermiques devront être :

- intégrés à la pente du toit sur laquelle ils s'implantent,
- discrets et harmonisés avec les matériaux de couverture,
- et, dans la mesure du possible, implantés sur la face arrière du toit, invisibles depuis l'espace public.

1.2. *Façade*s

Aspect des matériaux et finitions

L'emploi à nu de matériaux destinés à être recouverts (par exemple, par un enduit, un *bardage* ou une peinture de finition) est interdit. Les finitions devront être réalisées avec des matériaux durables et de qualité, assurant une bonne intégration au bâti existant et à l'environnement. Les revêtements en enduit, *bardage* bois, zinc ou métallique de teinte mate sont autorisés, sous réserve d'une harmonie d'ensemble avec le caractère du bâti traditionnel du secteur. Le recours au *bardage* bois, métal ou zinc est notamment encouragé sur les pignons ou *façade*s secondaires exposées aux intempéries.

Teintes

La teinte blanche est interdite sur les parties principales des *façade*s. Elle ne peut être utilisée que sur des éléments d'ornement ou d'encadrement. Les teintes des *façade*s devront se référer aux couleurs du bâti

traditionnel local (cf. annexe architecturale). Les teintes trop vives ou contrastées, les finitions brillantes et les effets de texture artificiels sont proscrits.

Percements et ouvertures

Les proportions, dimensions et rythmes des ouvertures devront être harmonisés entre elles et adaptés à la surface de *façade*. En cas de réhabilitation ou transformation de bâti existant, les proportions d'origine des percements devront être conservées. En rez-de-chaussée, il pourra être dérogé à ces principes pour la création de vitrines commerciales ou d'ouvertures de garage, sous réserve du respect d'un équilibre entre pleins et vides. Les coffres de volets roulants en saillis sont interdits. Les menuiseries extérieures blanches sont proscrites. Les teintes sombres ou naturelles (gris, brun, anthracite, bois) sont à privilégier pour garantir une cohérence visuelle avec les teintes de *façade*.

Exception : dans le cadre de projets de constructions neuves ou de valorisation du bâti existant, des solutions architecturales contemporaines pourront être admises, sous réserve qu'elles :

- participent à la valorisation du cadre bâti et paysager,
- contribuent à la performance énergétique et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre,
- et présentent un caractère d'exemplarité architecturale.

Annexes et dépendances

Les *constructions annexes* devront s'intégrer harmonieusement à l'environnement par :

- la simplicité des formes et volumes,
- un traitement architectural sobre, privilégiant les matériaux naturels (bois, teintes neutres),
- un aspect visuel discret visant à limiter leur impact dans le paysage.

1.3. Clôtures (toutes les communes sauf les communes des Hautes-Combes)

Règles générales

Les clôtures doivent être de conception simple, assurant une harmonie avec le bâti existant et le paysage environnant.
Tout élément de clôture d'un style étranger à la région est interdit. L'emploi à nu de matériaux destinés à être recouverts est interdit. L'harmonie doit être recherchée :

- dans la conception (continuité avec les clôtures voisines et respect du paysage),
- dans l'aspect (matériaux, teintes et *hauteur*) en cohérence avec la *construction principale*.

En aucun cas les clôtures ne sont obligatoires, en particulier pour tout projet situé à plus de 800 m d'altitude.

Typologie et matériaux

- Les murs et murets devront être en pierre, enduits ou maçonnés dans les tons traditionnels du secteur.
- Les clôtures ajourées (bois, métal, treillis, grillage plastifié) sont autorisées, éventuellement doublées d'une haie vive.
- Les haies monospécifiques (type thuyas) sont interdites. Les haies devront être composées d'un mélange d'essences locales, adaptées au climat et à la biodiversité du site.

Hauteur et *implantation*

La *hauteur* totale des clôtures ne pourra excéder 2,00 m (mesurée sur le terrain le plus haut en cas de dénivelé).

En *limite séparative*, la clôture pourra être constituée d'un muret plein de 0,60 m maximum, surmonté d'un dispositif ajouré, l'ensemble ne devant pas dépasser 1,80 m.

À l'*alignement* des *voie*s déneigées, ou d'une aire de stationnement publique :

- les clôtures devront être démontables ou implantées en *recul* de l'*alignement*, sauf continuité avec les murs voisins ;
- elles ne devront pas gêner la visibilité nécessaire à la sécurité routière.

Dispositifs intégrés

Les boîtes aux lettres, coffrets techniques (EDF, télécoms) et commandes d'*accès* devront être intégrés au dispositif de clôture à proximité de l'entrée principale, de manière discrète et cohérente avec le traitement architectural de l'ensemble.

1.4. Clôtures et haies (communes des Hautes-Combes uniquement)

- Seuls les murets en pierre sèche traditionnels de type *murger* d'une *hauteur* inférieure à 1 mètre sont autorisés dès lors qu'ils n'entravent pas les perspectives sur les paysages ouverts.
- Les haies sont interdites.

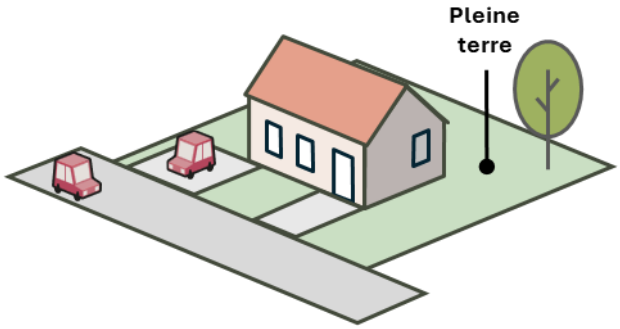
Par exception, pour des motifs de sécurité ou d'élevage (divagation d'animaux, protection des cultures), d'autres dispositifs pourront être autorisés sous réserve :

- d'une bonne intégration paysagère,
- de teintes neutres et de matériaux naturels ou transparents,
- et d'une *hauteur* adaptée à leur fonction.

4. TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON-BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS

En complément des dispositions suivantes, les dispositions de la Partie III. et la Partie IV. au Chapitre 4. Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions s'appliquent.

- Pour toute *unité foncière* inférieure à une superficie de 1 000 m², 40 % minimum de l'*unité foncière* doit être constitué en *espace vert de pleine terre*.
- Pour toute *unité foncière* supérieure à une superficie de 1 000 m², 60 % minimum de l'*unité foncière* doit être constitué en *espace vert de pleine terre*.



-

5. STATIONNEMENT

Les dispositions de la Partie IV. au Chapitre 5. Stationnement s'appliquent.

6. EQUIPEMENT ET RESEAUX

Les dispositions de la Partie IV. au Chapitre 6. Equipement et réseaux s'appliquent.

ZONE UR – HABITAT COLLECTIF

Cette zone regroupe l'ensemble des secteurs de logements collectifs, où la *hauteur* et la densité des constructions est importante.

- *Elle comprend le sous-secteur URsc spécifique à Saint-Claude*

Illustration de la zone UR





1. DESTINATIONS ET SOUS DESTINATIONS DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE

Rappel :
Les dispositions figurant, dans les parties III. et IV. au Chapitre 1 Destination des constructions, usages des sols et natures d'activité, s'appliquent en complément.

Dispositions particulières transversales :

- Lorsqu'une sous-destination de COMMERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES ou AUTRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECONDAIRE ET TERTIAIRE est autorisée ou autorisée sous conditions, elle ne doit pas engendrer de dommages ou de nuisances incompatibles avec le caractère dominant de la zone.
- Lorsqu'une disposition figure dans les parties III et IV au Chapitre 1 Destination des constructions, usages des sols et natures d'activité, elle s'applique nonobstant les dispositions inscrites dans le tableau des destinations ci-dessous.

Légende applicable au tableau prescriptif des destinations / sous-destinations :

Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…

Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…
HABITATION			
Logement			
Hébergement			
COMMERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES			
Artisanat et commerce de détail			Les constructions à destination d'artisanat et de commerce de détail sont autorisées dans la limite de 300 m² de *surface de plancher*.
Restauration			Les constructions à destination de restauration sont autorisées dans la limite de 300 m² de *surface de plancher*.
Commerce de gros			
Activités de services avec accueil d'une clientèle			Les constructions à destination d'activités de services avec accueil d'une clientèle sont autorisées dans la limite de 300 m² de *surface de plancher*.
Hôtel			
Autre hébergement touristique			
Cinéma			

Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…
AUTRES ACTIVITES DES SECTEURS PRIMAIRE, SECONDAIRE ET TERTIAIRE			
Industrie			
Entrepôt			Les constructions à destination d'entrepôt sont autorisées dans la limite de 300 m^2 de *surface de plancher*.
Bureau			
Centre de congrès et d'exposition			
Cuisine dédiée à la vente en ligne			
ÉQUIPEMENTS D'INTÉRÊT COLLECTIF ET SERVICES PUBLICS			
Locaux et bureaux des administrations publiques et assimilés			
Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés			
Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale			
Salles d'art et de spectacles			
Équipements sportifs			
Lieu de culte			Seuls sont autorisés l'*extension* et les travaux d'amélioration des lieux de cultes existants.
Autres équipements recevant du public			
EXPLOITATIONS AGRICOLES ET FORESTIÈRES			
Exploitation agricole			
Exploitation forestière			

2. VOLUMETRIE ET *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS

En complément des dispositions suivantes, les dispositions de la Partie III. et de la Partie IV. au Chapitre 2. Volumétrie et implantation des constructions s'appliquent.

2.1. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT A L'*ALIGNEMENT*

Les constructions principales doivent être implantées en *recul* de 5 mètres minimum de l'*alignement*.

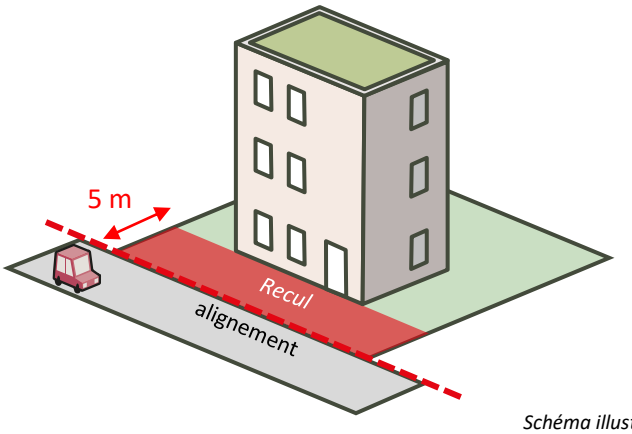


Schéma illustratif à titre informatif

2.2. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX *LIMITES SEPARATIVES*

Les constructions doivent être implantées en retrait des *limites séparatives*, à une distance au moins égale à la *hauteur* de la *façade* la plus haute avec un minimum de :

- 6 mètres minimum en cas d'*ouvertures constituant des vues* en *façade* ou en *toiture*
- 3 mètres minimum en cas d'absences d'ouvertures ou d'ouvertures ne constituant pas de vues en *façade* ou en *toiture*

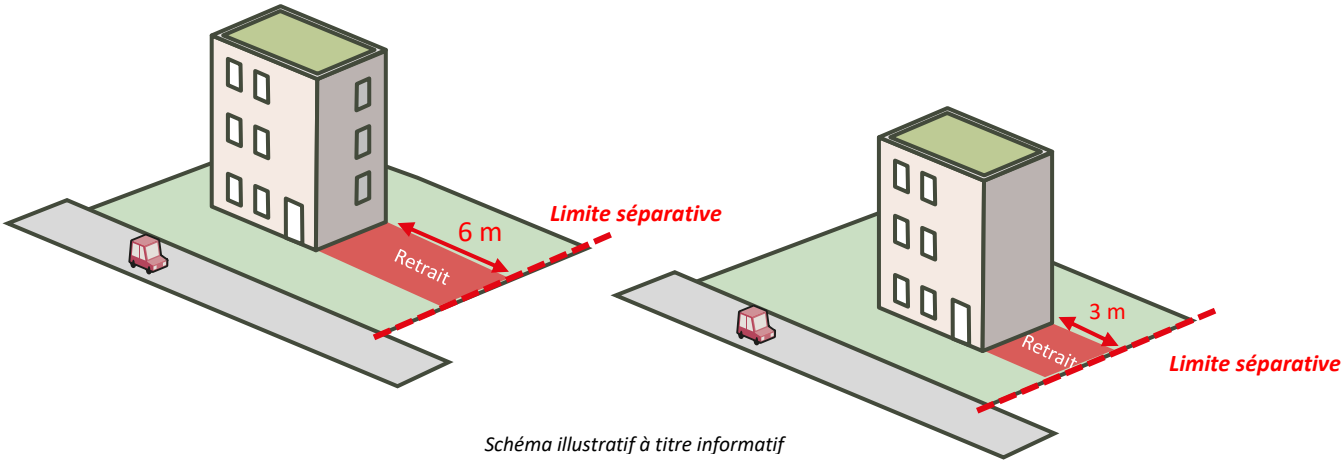


Schéma illustratif à titre informatif

2.3. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS SUR UN MEME TERRAIN

Lorsque plusieurs constructions principales de plus de 60 m² implantées sur une même *unité foncière* ne sont pas contiguës, la distance de retrait entre ces constructions doit être égale à la moitié de la *hauteur* de la *façade* la plus haute (L=h/2).

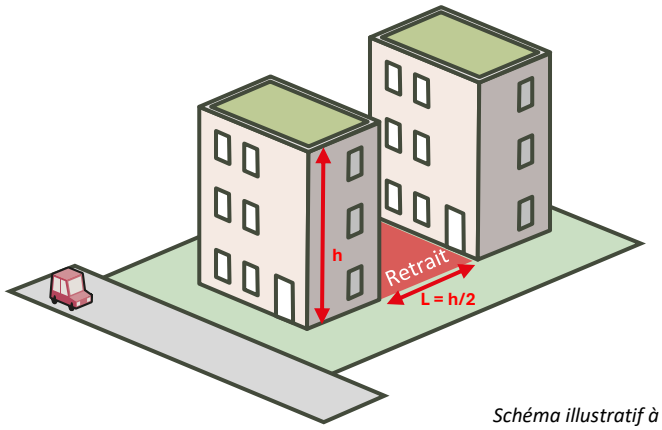


Schéma illustratif à titre informatif

2.4. *EMPRISE AU SOL* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

Non réglementé.

2.5. *HAUTEUR* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

En zone UR

La *hauteur* maximale des constructions nouvelles est limitée à la *hauteur* des constructions existantes situées dans la zone.

Toutefois, la *hauteur* maximale des constructions est fixée à R+4.

En zone URsc

La *hauteur* maximale des constructions nouvelles est limitée à la *hauteur* des constructions existantes situées dans la zone.

Toutefois, la *hauteur* maximale des constructions est fixée à R+10.

3. QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

Les dispositions de la Partie III. et la Partie IV. au Chapitre 3. Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère s'appliquent.

L'*« Annexe architecturale et paysagère»* du présent règlement (pièce 4.2 du PLUi) présente les principes d'intégration paysagère et architecturale à travers notamment un cahier de bonnes pratiques, des guides de couleurs et matériaux et un guide sur les haies. Cette annexe s'applique, suivant la rédaction de ses différents items, dans un rapport de prescription (c'est-à-dire valeur de règle) ou de conseil /recommandation.

1.1. *Toitures*

Forme et composition

Les *toiture*s devront être conçues en cohérence avec le tissu urbain environnant.

Un toit à pan unique peut être autorisé uniquement dans les cas suivants :

- lorsqu'il vient en appui d'un mur existant, pour une annexe accolée à un bâtiment principal,
- ou lorsqu'il s'agit d'un toit végétalisé participant à la performance énergétique et à l'intégration paysagère du projet.

En aucun cas un toit à pan unique non végétalisé ne pourra constituer la couverture d'une c*onstruction principale*.

Pente et orientation

En cas de *toiture* à pente, la pente des *toiture*s devra s'harmoniser avec celle des constructions avoisinantes.
Elle sera comprise entre 35 % et 45 %, avec une pente minimale de 35 % pour les constructions principales. Cette disposition ne s'applique pas pour les annexes ou *extension*s.

L'orientation des *faîtage*s des constructions neuves respectera la direction dominante du secteur ou l'orientation des *faîtage*s environnants, généralement parallèles à la *voie* publique.

Toits-terrasses

Les *toiture*s-terrasses peuvent être autorisées sous conditions, exclusivement :

- lorsqu'elles sont situées à l'arrière du bâtiment et peu ou pas visibles depuis l'espace public,
- lorsqu'elles sont accessibles depuis les parties habitables,
- et/ou lorsqu'elles permettent une meilleure liaison entre des volumes bâtis différents,
- ou lorsqu'elles sont en continuité du terrain naturel,
- ou entre une construction et le terrain naturel.

Les toits-terrasses en couverture d'une c*onstruction principale* sont interdits, sauf dans le cadre d'un projet présentant un caractère d'exemplarité architecturale, contribuant à la valorisation du bâti, à la performance énergétique ou à la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre.

Matériaux et teintes

Les matériaux de couverture devront être en harmonie avec les constructions environnantes. Sont notamment recommandés :

- les tuiles plates à l'image des tuiles anciennes de Franche-Comté,
- ou des bacs acier de teinte brun rouge, rouge vieilli ou gris.

Les éléments techniques (cheminées, ventilations, antennes, etc.) devront être intégrés discrètement à la *toiture* et être le moins visibles possible depuis l'espace public.

Ouvertures et équipements en *toiture*

Les ouvertures en *toiture* (lucarnes, fenêtres de toit, etc.) devront respecter les principes suivants :

- des proportions adaptées à la surface de *toiture*,
- une harmonie des formes et tailles des différentes ouvertures entre elles,
- un positionnement cohérent par rapport aux ouvertures en *façade*.

Les lucarnes devront présenter des proportions plus hautes que larges.

Par exception, lorsqu'un pan de toit comporte déjà un type d'ouverture non conforme, sa reproduction pourra être admise afin d'assurer la continuité architecturale.

Les fenêtres de toit devront être alignées avec les ouvertures de *façade* et ne pas excéder 25 % de la surface totale de la *toiture*.

Énergies renouvelables

Les panneaux photovoltaïques ou thermiques devront être :

- intégrés à la pente du toit sur laquelle ils s'implantent,
- discrets et harmonisés avec les matériaux de couverture,
- et, dans la mesure du possible, implantés sur la face arrière du toit, invisibles depuis l'espace public.

1.2. *Façades*

Aspect des matériaux et finitions

L'emploi à nu de matériaux destinés à être recouverts (par exemple, par un enduit, un *bardage* ou une peinture de finition) est interdit. Les finitions devront être réalisées avec des matériaux durables et de qualité, assurant une bonne intégration au bâti existant et à l'environnement. Les revêtements en enduit, *bardage* bois, zinc ou métallique de teinte mate sont autorisés, sous réserve d'une harmonie d'ensemble avec le caractère du bâti traditionnel du secteur. Le recours au *bardage* bois, métal ou zinc est notamment encouragé sur les pignons ou *façade*s secondaires exposées aux intempéries.

Teintes

La teinte blanche est interdite sur les parties principales des *façade*s. Elle ne peut être utilisée que sur des éléments d'ornement ou d'encadrement. Les teintes des *façade*s devront se référer aux couleurs du bâti traditionnel local (cf. annexe architecturale). Les teintes trop vives ou contrastées, les finitions brillantes et les effets de texture artificiels sont proscrits.

Percements et ouvertures

Les proportions, dimensions et rythmes des ouvertures devront être harmonisés entre elles et adaptés à la surface de *façade*. En cas de réhabilitation ou transformation de bâti existant, les proportions d'origine des percements devront être conservées. En rez-de-chaussée, il pourra être dérogé à ces principes pour la création de vitrines commerciales ou d'ouvertures de garage, sous réserve du respect d'un équilibre entre pleins et vides. Les coffres de volets roulants en saillis sont interdits. Les menuiseries extérieures blanches

sont proscrites. Les teintes sombres ou naturelles (gris, brun, anthracite, bois) sont à privilégier pour garantir une cohérence visuelle avec les teintes de *façade*.

Exception : dans le cadre de projets de constructions neuves ou de valorisation du bâti existant, des solutions architecturales contemporaines pourront être admises, sous réserve qu'elles :

- participent à la valorisation du cadre bâti et paysager,
- contribuent à la performance énergétique et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre,
- et présentent un caractère d'exemplarité architecturale.

Annexes et dépendances

Les *constructions annexes* devront s'intégrer harmonieusement à l'environnement par :

- la simplicité des formes et volumes,
- un traitement architectural sobre, privilégiant les matériaux naturels (bois, teintes neutres),
- un aspect visuel discret visant à limiter leur impact dans le paysage.

1.3. Clôtures (toutes les communes sauf les communes des Hautes-Combes)

Règles générales

Les clôtures doivent être de conception simple, assurant une harmonie avec le bâti existant et le paysage environnant.
Tout élément de clôture d'un style étranger à la région est interdit. L'emploi à nu de matériaux destinés à être recouverts est interdit. L'harmonie doit être recherchée :

- dans la conception (continuité avec les clôtures voisines et respect du paysage),
- dans l'aspect (matériaux, teintes et *hauteur*) en cohérence avec la *construction principale*.

En aucun cas les clôtures ne sont obligatoires, en particulier pour tout projet situé à plus de 800 m d'altitude.

Typologie et matériaux

- Les murs et murets devront être en pierre, enduits ou maçonnés dans les tons traditionnels du secteur.
- Les clôtures ajourées (bois, métal, treillis, grillage plastifié) sont autorisées, éventuellement doublées d'une haie vive.
- Les haies monospécifiques (type thuyas) sont interdites. Les haies devront être composées d'un mélange d'essences locales, adaptées au climat et à la biodiversité du site.

Hauteur et *implantation*

La *hauteur* totale des clôtures ne pourra excéder 2,00 m (mesurée sur le terrain le plus haut en cas de dénivelé).

En *limite séparative*, la clôture pourra être constituée d'un muret plein de 0,60 m maximum, surmonté d'un dispositif ajouré, l'ensemble ne devant pas dépasser 1,80 m.

À l'*alignement* des *voie*s déneigées, ou d'une aire de stationnement publique :

- les clôtures devront être démontables ou implantées en *recul* de l'*alignement*, sauf continuité avec les murs voisins ;
- elles ne devront pas gêner la visibilité nécessaire à la sécurité routière.

Dispositifs intégrés

Les boîtes aux lettres, coffrets techniques (EDF, télécoms) et commandes d'*accès* devront être intégrés au dispositif de clôture à proximité de l'entrée principale, de manière discrète et cohérente avec le traitement architectural de l'ensemble.

1.4. Clôtures et haies (communes des Hautes-Combes uniquement)

- Seuls les murets en pierre sèche traditionnels de type *murger* d'une *hauteur* inférieure à 1 mètre sont autorisés dès lors qu'ils n'entravent pas les perspectives sur les paysages ouverts.
- Les haies sont interdites.

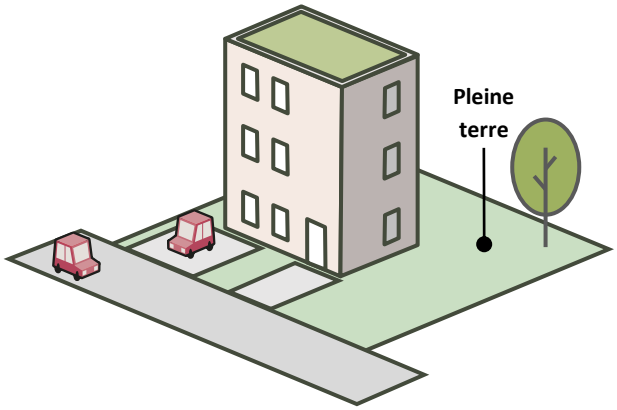
Par exception, pour des motifs de sécurité ou d'élevage (divagation d'animaux, protection des cultures), d'autres dispositifs pourront être autorisés sous réserve :

- d'une bonne intégration paysagère,
- de teintes neutres et de matériaux naturels ou transparents,
- et d'une *hauteur* adaptée à leur fonction.

4. TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON-BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS

En complément des dispositions suivantes, les dispositions de la Partie III. et la Partie IV. au Chapitre 4. Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions s'appliquent.

Les espaces libres doivent être traités au maximum en espaces verts de pleine terre.



5. STATIONNEMENT

Les dispositions de la Partie IV. au Chapitre 5. Stationnement s'appliquent.

6. EQUIPEMENT ET RESEAUX

Les dispositions de la Partie IV. au Chapitre 6. Equipement et réseaux s'appliquent.

ZONE UE – EQUIPEMENT

Cette zone accueille les principaux équipements notamment de santé, scolaires et sportifs du territoire.

Illustration de la zone UE





1. DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE

Rappel :
Les dispositions figurant, dans les parties III. et IV. au Chapitre 1 Destination des constructions, usages des sols et natures d'activité, s'appliquent en complément.

Dispositions particulières transversales :

- Lorsqu'une sous-destination de COMMERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES ou AUTRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECONDAIRE ET TERTIAIRE est autorisée ou autorisée sous conditions, elle ne doit pas engendrer de dommages ou de nuisances incompatibles avec le caractère dominant de la zone.
- Lorsqu'une disposition figure dans les parties III et IV au Chapitre 1 Destination des constructions, usages des sols et natures d'activité, elle s'applique nonobstant les dispositions inscrites dans le tableau des destinations ci-dessous.

Légende applicable au tableau prescriptif des destinations / sous-destinations :

Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…

Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…
HABITATION			
Logement			Sont uniquement autorisées les constructions à destination de logement sous réserve : - qu'elles soient destinées aux personnes dont la présence est indispensable pour assurer le fonctionnement (logement de fonction) ou le gardiennage des constructions ou installations autorisées dans la zone, - dans la limite d'une *surface de plancher* de 100 m² par logement, - que la *surface de plancher* à destination de logement soit au moins 2 fois inférieure à celle de l'activité et/ou de l'équipement autorisés auquel le logement se rattache (cette disposition ne s'applique pas pour les locaux et bureaux des administrations publiques et assimilés).
Hébergement			
COMMERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES			
Artisanat et commerce de détail			
Restauration			
Commerce de gros			

Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…
Activités de services avec accueil d'une clientèle			
Hôtel			
Autre hébergement touristique			
Cinéma			
AUTRES ACTIVITES DES SECTEURS PRIMAIRE, SECONDAIRE ET TERTIAIRE			
Industrie			
Entrepôt			Les entrepôts sont autorisés à condition d'être liés à une activité implantée dans la zone.
Bureau			
Centre de congrès et d'exposition			
Cuisine dédiée à la vente en ligne			
ÉQUIPEMENTS D'INTÉRÊT COLLECTIF ET SERVICES PUBLICS			
Locaux et bureaux des administrations publiques et assimilés			
Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés			
Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale			
Salles d'art et de spectacles			
Équipements sportifs			
Lieu de culte			
Autres équipements recevant du public			
EXPLOITATIONS AGRICOLES ET FORESTIÈRES			

Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…
Exploitation agricole			Sont autorisées les constructions, installations aménagements et *extension*s à destination agricole nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. Ces constructions, soumises ou non, soit au règlement sanitaire départemental, soit à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (cf. Chapitre IV), sont autorisées dès lors qu'elles sont situées au-delà de la distance réglementaire d'éloignement de toute construction destinée à l'habitat ou des limites des zones urbanisées (périmètre de réciprocité agricole).
Exploitation forestière			

2. VOLUMETRIE ET *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS

En complément des dispositions suivantes, les dispositions de la Partie III. et de la Partie IV. au Chapitre 2. Volumétrie et implantation des constructions s'appliquent.

2.1. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT A L'*ALIGNEMENT*

Les constructions principales peuvent être implantées soit à l'*alignement* soit en *recul* de l'*alignement*.

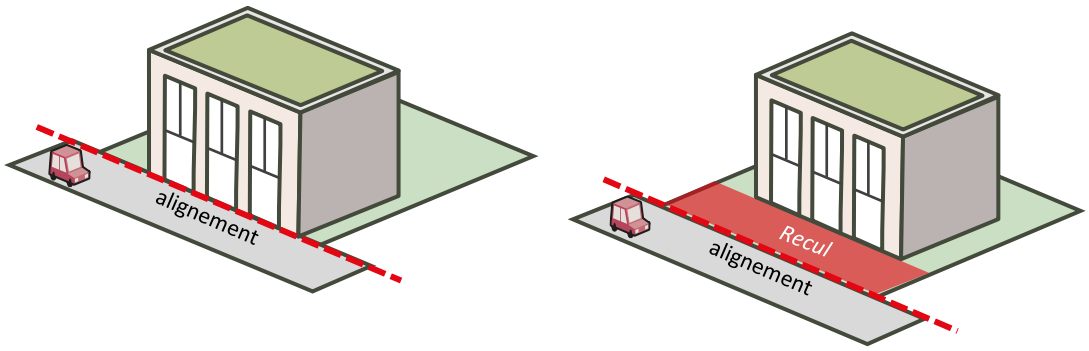


Schéma illustratif à titre informatif

2.2. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX *LIMITES SEPARATIVES*

Les constructions principales peuvent être implantées soit sur une des *limites séparatives* soit en retrait des *limites séparatives*.

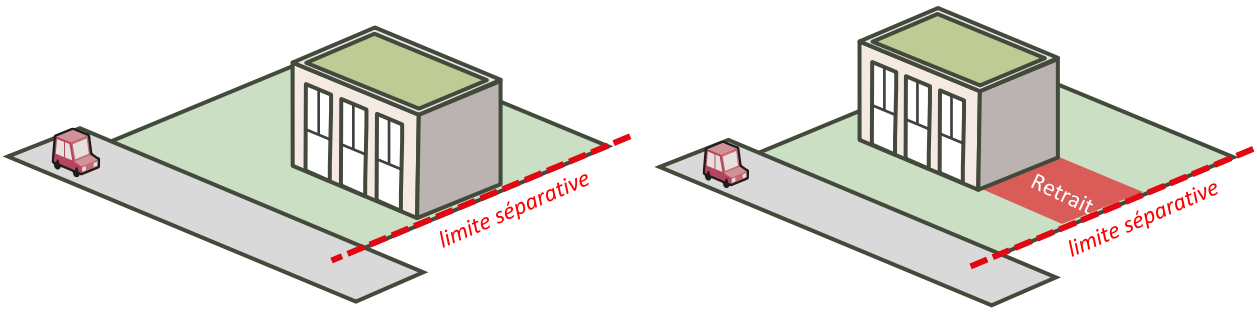


Schéma illustratif à titre informatif

2.3. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS SUR UN MEME TERRAIN

Non règlementé

2.4. *EMPRISE AU SOL* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

Non règlementé

2.5. *HAUTEUR* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La *hauteur* maximale des constructions est fixée à 12 mètres au point le plus haut, soit, en cas de bâtiments à étages, R+2+C ou attique.

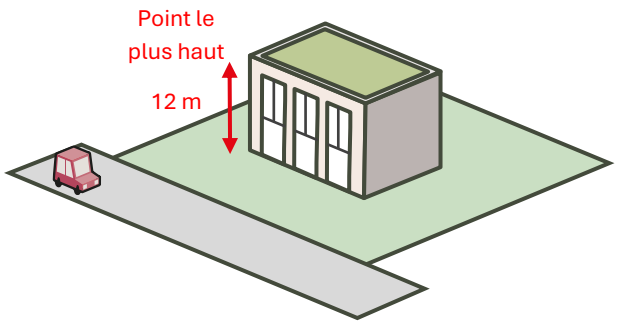


Schéma illustratif à titre informatif

3. QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

Les dispositions de la Partie III. et la Partie IV. au Chapitre 3. Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère s'appliquent.

L'*« Annexe architecturale et paysagère»* du présent règlement (pièce 4.2 du PLUi) présente les principes d'intégration paysagère et architecturale à travers notamment un cahier de bonnes pratiques, des guides de couleurs et matériaux et un guide sur les haies. Cette annexe s'applique, suivant la rédaction de ses différents items, dans un rapport de prescription (c'est-à-dire valeur de règle) ou de conseil /recommandation.

Toute construction nouvelle devra avoir pour objectif affirmé :

- de valoriser l'espace urbain et paysager dans lequel elle s'insère ;
- d'affirmer l'identité architecturale de la zone, telle que définie à l'article « Caractère de la zone » ;
- et de contribuer à la cohérence d'ensemble du cadre bâti.

Les *extension*s seront réalisées en harmonie avec les bâtiments existants, notamment par le choix des volumes, matériaux et teintes.
Les annexes constitueront le complément naturel des constructions principales et seront conçues avec des matériaux et coloris assurant une unité et une cohérence architecturale de l'ensemble.

1.1. *Toiture*s

Les *toiture*s à deux pans et les *toiture*s-terrasses sont autorisées, sous réserve d'une intégration harmonieuse à l'architecture générale du bâtiment et à son environnement.

- Les *toiture*s à deux pans auront une teinte grise ou gris bleutée, de type bac acier, zinc ou matériau équivalent, en harmonie avec les *toiture*s existantes du secteur.
- Les *toiture*s-terrasses pourront être autorisées si elles s'inscrivent dans une composition architecturale cohérente.
- Les *toiture*s végétalisées sont vivement encouragées, afin d'améliorer l'intégration paysagère et les performances environnementales.

La *toiture* sera considérée comme une cinquième *façade* et devra faire l'objet d'un traitement architectural soigné, sans exclure la possibilité d'y poser des panneaux solaires ou photovoltaïques, à condition qu'ils soient intégrés visuellement au plan de *toiture*.
Les éléments techniques implantés en *toiture* (extracteurs, équipements de ventilation ou climatisation, etc.) devront être discrètement intégrés à la conception du bâtiment.

1.2. *Façade*s

Les *façade*s devront être traitées de manière à présenter un aspect de matériaux bruts ou naturels. Sont notamment admis :

- la pierre apparente,
- le bois naturel ou vieilli,
- le béton banché, coffré, moulé ou matricé,
- le verre intégré à la composition architecturale.

L'emploi à nu de matériaux destinés à être recouverts est interdit (les bétons apparents sont admis lorsqu'ils constituent une finition architecturale).

Les *façade*s adopteront des teintes sobres et neutres, inspirées des matériaux naturels (gris clair, gris bleuté, teintes pierre, bois naturel, bois vieilli). Les teintes blanches, vives ou brillantes sont proscrites sur les parties principales.
Les éléments techniques (extracteurs, gaines, conduits, systèmes de ventilation, etc.) devront être intégrés dès la conception du bâtiment afin de limiter leur impact visuel sur les *façade*s et les *toiture*s.

1.3. Clôtures

Les clôtures, murets et haies ne doivent en aucun cas gêner la visibilité nécessaire à la sécurité de la circulation routière et piétonne.
Elles devront s'intégrer au paysage bâti et naturel de la zone. Elles pourront être constituées :

- de grillage métallique (treillis soudé),
- ou d'un muret plein d'une *hauteur* maximale de 0,60 mètre, surmonté d'un grillage métallique (treillis soudé),
- ou d'une haie vive composée d'essences locales (haies diversifiées, non persistantes).

Les dispositifs précédents pourront être doublés d'une haie vive afin d'assurer une meilleure intégration paysagère.
La *hauteur* totale maximale des clôtures, tous éléments confondus, ne devra pas excéder 2 mètres.
Par exception, pour des motifs liés à la sécurité ou aux normes d'exploitation (sites techniques, dépôts, zones logistiques, etc.), d'autres types de clôtures pourront être autorisés, sous réserve :

- d'un traitement architectural ou paysager soigné,
- et de teintes neutres et discrètes, compatibles avec le caractère de la zone.

Les clôtures et les haies sont vivement déconseillées dans les communes des Hautes-Combes.

4. TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON-BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS

En complément des dispositions suivantes, les dispositions de la Partie III. et la Partie IV. au Chapitre 4. Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions s'appliquent.

Les espaces libres doivent être traités au maximum en espaces verts de pleine terre.

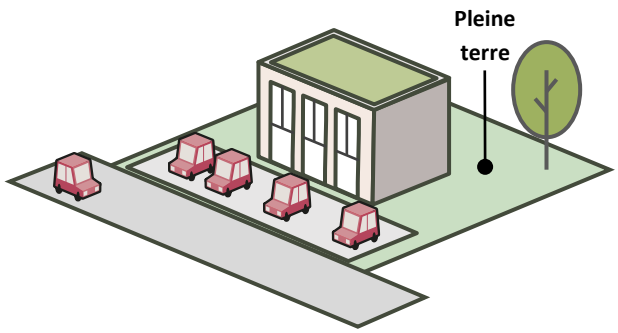


Schéma illustratif à titre informatif

5. STATIONNEMENT

Les dispositions de la Partie IV. au Chapitre 5. Stationnement s'appliquent.

6. EQUIPEMENT ET RESEAUX

Les dispositions de la Partie IV. au Chapitre 6. Equipement et réseaux s'appliquent.

ZONE UY – ACTIVITES ECONOMIQUES MIXTES

Cette zone recouvre les sites à dominante d'activités économiques.

Elle se compose des sous-secteurs suivants :

- le sous-secteur UYa, pour les sites d'activités économiques mixtes
- le sous-secteur UYb, pour les sites à dominante d'industrie et activité de services
- le sous-secteur UYc, pour les sites à dominante de commerces et activités de services
- le sous-secteur UYd, pour les sites à dominante de « petite » industrie, d'activité agricole et forestières
- le sous-secteur UYe, pour les sites à dominante de commerces

Illustration de la zone UY





1. DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE

Rappel :
Les dispositions figurant, dans les parties III. et IV. au Chapitre 1 Destination des constructions, usages des sols et natures d'activité, s'appliquent en complément.

Dispositions particulières transversales :

- Lorsqu'une sous-destination de COMMERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES ou AUTRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECONDAIRE ET TERTIAIRE est autorisée ou autorisée sous conditions, elle ne doit pas engendrer de dommages ou de nuisances incompatibles avec le caractère dominant de la zone.
- Lorsqu'une disposition figure dans les parties III et IV au Chapitre 1 Destination des constructions, usages des sols et natures d'activité, elle s'applique nonobstant les dispositions inscrites dans le tableau des destinations ci-dessous.

Légende applicable au tableau prescriptif des destinations / sous-destinations :

Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…

Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…
HABITATION			
Logement			Sont uniquement autorisées les constructions à destination de logement sous réserve : - qu'elles soient destinées aux personnes dont la présence est indispensable pour assurer le fonctionnement (logement de fonction) ou le gardiennage des constructions ou installations autorisées dans la zone, - dans la limite d'une *surface de plancher* de 100 m^2 par logement, - que la *surface de plancher* à destination de logement soit au moins 2 fois inférieure à celle de l'activité et/ou de l'équipement autorisés auquel le logement se rattache, - qu'ils soient intégrés aux bâtiments abritant l'activité principale, - dans la limite d'un logement par entreprise.
Hébergement			
COMMERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES			
Artisanat et commerce de détail			

UY ACTIVITES ECONOMIQUES MIXTES

Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…
Restauration	UY, UYb, UYc, UYe	UYd	
Commerce de gros	UY, UYb, UYc, UYd	UYe	
Activités de services avec accueil d'une clientèle			
Hôtel	UY, UYc,	UYb, UYd, UYe	
Autre hébergement touristique	UYc	UY, UYb, UYd, UYe	
Cinéma	UYc	UY, UYb, UYd, UYe	
AUTRES ACTIVITES DES SECTEURS PRIMAIRE, SECONDAIRE ET TERTIAIRE			
Industrie	UY, UYb	UYc, UYe	En zone UYd, les constructions à destination d'industrie sont autorisées à condition de ne pas dépasser 300 m² de *surface de plancher*.
Entrepôt			
Bureau	UY, UYb, UYc, UYe	UYd	
Centre de congrès et d'exposition	UY	UYb, UYc, UYd, UYe	
Cuisine dédiée à la vente en ligne	UY	UYb, UYc, UYd, UYe	
ÉQUIPEMENTS D'INTÉRÊT COLLECTIF ET SERVICES PUBLICS			
Locaux et bureaux des administrations publiques et assimilés	UY, UYb, UYc, UYe	UYd	
Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés			
Établissements d'enseignement, de	UY, UYb, UYc	UYd, UYe	

Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…
santé et d'action sociale			
Salles d'art et de spectacles	UY	UYb, UYc, UYd, UYe	
Équipements sportifs	UY	UYb , UYc, UYd, UYe	
Lieu de culte			
Autres équipements recevant du public	UY, UYc, UYe	UYb, UYd	
EXPLOITATIONS AGRICOLES ET FORESTIÈRES			
Exploitation agricole		UYb, UYc, UYe	En UY et UYd : Sont autorisées les constructions, installations aménagements et *extensions* à destination agricole nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. Ces constructions, soumises ou non, soit au règlement sanitaire départemental, soit à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (cf. Chapitre IV), sont autorisées dès lors qu'elles sont situées au-delà de la distance réglementaire d'éloignement de toute construction destinée à l'habitat ou des limites des zones urbanisées (périmètre de réciprocité agricole).
Exploitation forestière	UY, UYd	UYb, UYc, UYe	

2. VOLUMÉTRIE ET *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS

En complément des dispositions suivantes, les dispositions de la Partie III. et de la Partie IV. au Chapitre 2. Volumétrie et implantation des constructions s'appliquent.

2.1. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT À L'*ALIGNEMENT*

Les constructions principales doivent être implantées en *recul* de l'*alignement*.

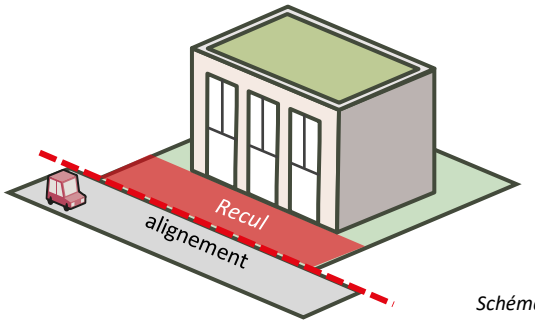


Schéma illustratif à titre informatif

Dans le cas où des constructions principales sur les unités foncières voisines ont une *implantation* différente que la disposition ci-dessus, les constructions principales doivent être implantées en continuité des constructions voisines, soit à l'*alignement*.

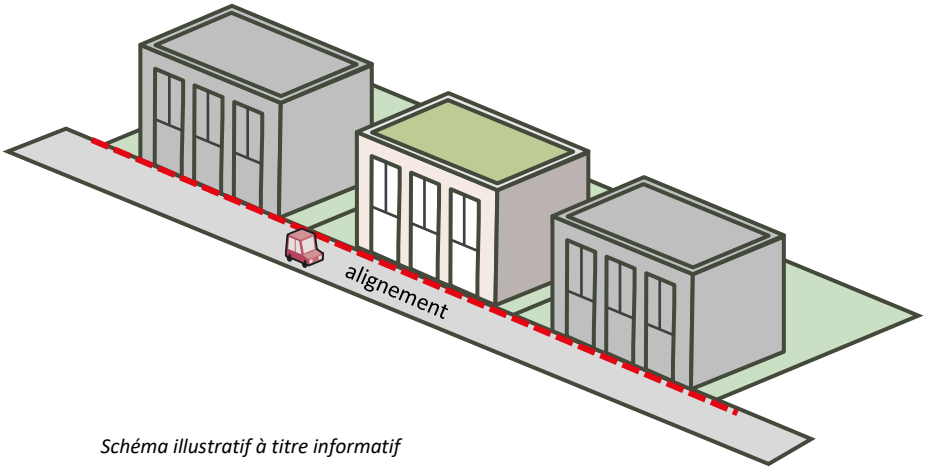


Schéma illustratif à titre informatif

2.2. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX *LIMITES SEPARATIVES*

Non règlementé.

Toutefois, dans le cas où l'*unité foncière* est limitrophe d'une zone UA, UB, UC, UR ou AUB, toute construction doit être implantée en retrait de 5 mètres minimum de la *limite séparative* avec les zones précitées.

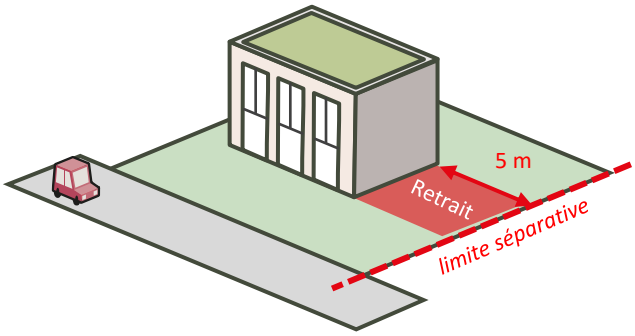


Schéma illustratif à titre informatif

2.3. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS SUR UN MEME TERRAIN

Non règlementé

2.4. *EMPRISE AU SOL* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

Non réglementé

2.5. *HAUTEUR* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La *hauteur* maximale des constructions est fixée à 12 mètres au point le plus haut, soit R+2+combles ou attique.

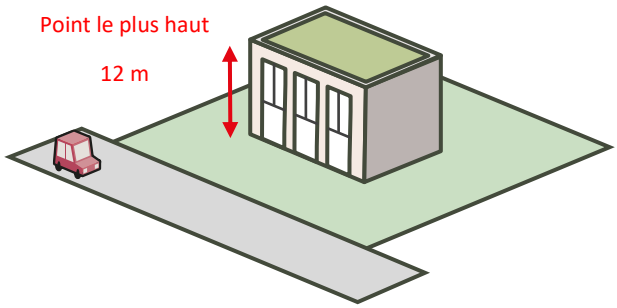


Schéma illustratif à titre informatif

Toutefois, dans le cas où l'*unité foncière* est limitrophe d'une zone UA, UB, UC, UR ou AUB, toute construction doit s'inscrire dans la règle de gabarit suivante par rapport à la *limite séparative* avec les zones précitées.

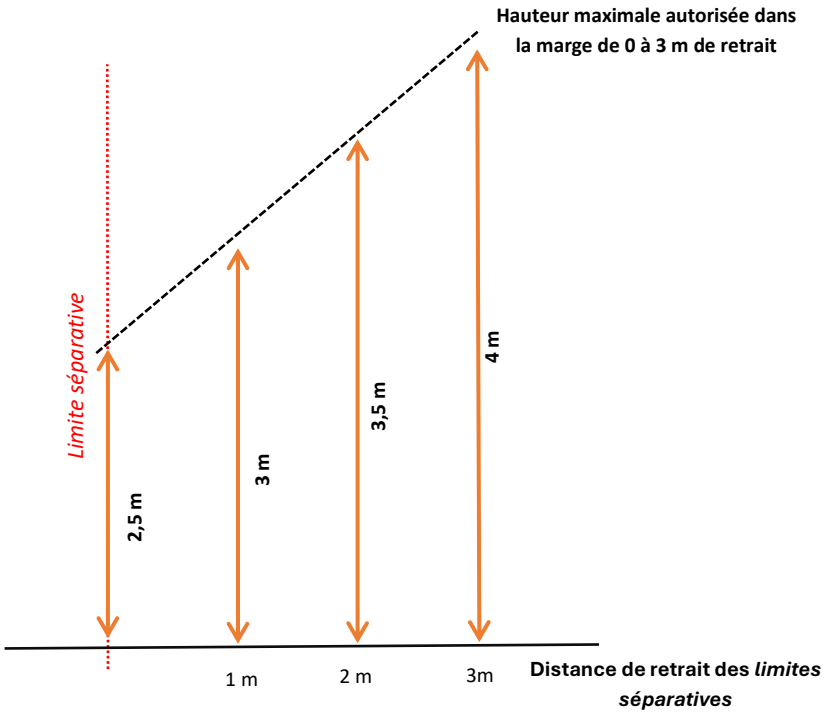


Schéma ayant une portée réglementaire

3. QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

Les dispositions de la Partie III. et la Partie IV. au Chapitre 3. Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère s'appliquent.

L'*« Annexe architecturale et paysagère»* du présent règlement (pièce 4.2 du PLUi) présente les principes d'intégration paysagère et architecturale à travers notamment un cahier de bonnes pratiques, des guides de couleurs et matériaux et un guide sur les haies. Cette annexe s'applique, suivant la rédaction de ses différents items, dans un rapport de prescription (c'est-à-dire valeur de règle) ou de conseil /recommandation.

Toute construction nouvelle devra avoir pour objectif affirmé :

- de valoriser l'espace urbain et paysager dans lequel elle s'insère ;
- d'affirmer l'identité architecturale de la zone, telle que définie à l'article « Caractère de la zone » ;
- et de contribuer à la cohérence d'ensemble du cadre bâti.

Les *extension*s seront réalisées en harmonie avec les bâtiments existants, notamment par le choix des volumes, matériaux et teintes.
Les annexes constitueront le complément naturel des constructions principales et seront conçues avec des matériaux et coloris assurant une unité et une cohérence architecturale de l'ensemble.

1.1. *Toiture*s

Les *toiture*s à deux pans et les *toiture*s-terrasses sont autorisées, sous réserve d'une intégration harmonieuse à l'architecture générale du bâtiment et à son environnement.

- Les *toiture*s à deux pans auront une teinte grise ou gris bleutée, de type bac acier, zinc ou matériau équivalent, en harmonie avec les *toiture*s existantes du secteur.
- Les *toiture*s-terrasses pourront être autorisées si elles s'inscrivent dans une composition architecturale cohérente.
- Les *toiture*s végétalisées sont vivement encouragées, afin d'améliorer l'intégration paysagère et les performances environnementales.

La *toiture* sera considérée comme une cinquième *façade* et devra faire l'objet d'un traitement architectural soigné, sans exclure la possibilité d'y poser des panneaux solaires ou photovoltaïques, à condition qu'ils soient intégrés visuellement au plan de *toiture*.
Les éléments techniques implantés en *toiture* (extracteurs, équipements de ventilation ou climatisation, etc.) devront être discrètement intégrés à la conception du bâtiment.

1.2. *Façade*s

Les *façade*s devront être traitées de manière à présenter un aspect de matériaux bruts ou naturels. Sont notamment admis :

- la pierre apparente,
- le bois naturel ou vieilli,
- le béton banché, coffré, moulé ou matricé,
- le verre intégré à la composition architecturale.

L'emploi à nu de matériaux destinés à être recouverts est interdit (les bétons apparents sont admis lorsqu'ils constituent une finition architecturale).

Les *façade*s adopteront des teintes sobres et neutres, inspirées des matériaux naturels (gris clair, gris bleuté, teintes pierre, bois naturel, bois vieilli). Les teintes blanches, vives ou brillantes sont proscrites sur les parties principales.
Les éléments techniques (extracteurs, gaines, conduits, systèmes de ventilation, etc.) devront être intégrés dès la conception du bâtiment afin de limiter leur impact visuel sur les *façade*s et les *toiture*s.

1.3. Clôtures

Les clôtures, murets et haies ne doivent en aucun cas gêner la visibilité nécessaire à la sécurité de la circulation routière et piétonne.
Elles devront s'intégrer au paysage bâti et naturel de la zone. Elles pourront être constituées :

- de grillage métallique (treillis soudé),
- ou d'un muret plein d'une *hauteur* maximale de 0,60 mètre, surmonté d'un grillage métallique (treillis soudé),
- ou d'une haie vive composée d'essences locales (haies diversifiées, non persistantes).

Les dispositifs précédents pourront être doublés d'une haie vive afin d'assurer une meilleure intégration paysagère.
La *hauteur* totale maximale des clôtures, tous éléments confondus, ne devra pas excéder 2 mètres.
Par exception, pour des motifs liés à la sécurité ou aux normes d'exploitation (sites techniques, dépôts, zones logistiques, etc.), d'autres types de clôtures pourront être autorisés, sous réserve :

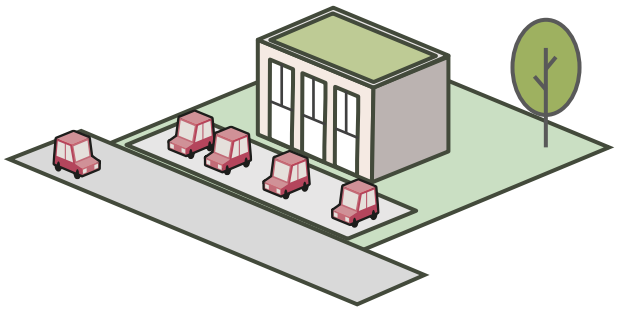
- d'un traitement architectural ou paysager soigné,
- et de teintes neutres et discrètes, compatibles avec le caractère de la zone.

Les clôtures et les haies sont vivement déconseillées dans les communes des Hautes-Combes.

4. TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON-BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS

En complément des dispositions suivantes, les dispositions de la Partie III. et la Partie IV. au Chapitre 4. Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions s'appliquent.

Au moins 40 % de la superficie de l'*unité foncière* doit être végétalisée et perméable. Les espaces libres doivent être traités au maximum en espaces verts de pleine terre.



5. STATIONNEMENT

Les dispositions de la Partie IV. au Chapitre 5. Stationnement s'appliquent.

6. EQUIPEMENT ET RESEAUX

Les dispositions de la Partie IV. au Chapitre 6. Equipement et réseaux s'appliquent.

ZONES UT et UTc – ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES TOURISTIQUE

Cette zone recouvre les sites à dominante d'activité touristique.

- Elle comprend le sous-secteur UTc, spécifique aux terrains de camping

Illustration de la zone UT





1. DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE

Rappel :
Les dispositions figurant, dans les parties III. et IV. au Chapitre 1 Destination des constructions, usages des sols et natures d'activité, s'appliquent en complément.

Dispositions particulières transversales :

- Lorsqu'une sous-destination de COMMERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES ou AUTRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECONDAIRE ET TERTIAIRE est autorisée ou autorisée sous conditions, elle ne doit pas engendrer de dommages ou de nuisances incompatibles avec le caractère dominant de la zone.
- Lorsqu'une disposition figure dans les parties III et IV au Chapitre 1 Destination des constructions, usages des sols et natures d'activité, elle s'applique nonobstant les dispositions inscrites dans le tableau des destinations ci-dessous.
- Les résidences mobiles de loisirs ne peuvent être installées que dans les terrains de camping régulièrement créés (zone UTc) ;

Légende applicable au tableau prescriptif des destinations / sous-destinations :

Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…

Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…
HABITATION			
Logement			Sont uniquement autorisées les constructions à destination de logement sous réserve : - qu'elles soient destinées aux personnes dont la présence est indispensable pour assurer le fonctionnement (logement de fonction) ou le gardiennage des constructions ou installations autorisées dans la zone - dans la limite d'une *surface de plancher* de 100 m^2 par logement - à condition que la *surface de plancher* à destination de logement soit au moins 2 fois inférieure à celle de l'activité et/ou de l'équipement autorisés auquel le logement se rattache.
Hébergement			
COMMERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES			
Artisanat et commerce de détail			
Restauration			

Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…
Commerce de gros			
Activités de services avec accueil d'une clientèle			
Hôtel			
Autre hébergement touristique			
Cinéma			
AUTRES ACTIVITES DES SECTEURS PRIMAIRE, SECONDAIRE ET TERTIAIRE			
Industrie			
Entrepôt			
Bureau			
Centre de congrès et d'exposition			
Cuisine dédiée à la vente en ligne			
ÉQUIPEMENTS D'INTÉRÊT COLLECTIF ET SERVICES PUBLICS			
Locaux et bureaux des administrations publiques et assimilés			
Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés			
Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale			
Salles d'art et de spectacles			
Équipements sportifs			
Lieu de culte			
Autres équipements recevant du public			
EXPLOITATIONS AGRICOLES ET FORESTIÈRES			

UT ACTIVITE ECONOMIQUE TOURISTIQUE

Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières...
Exploitation agricole			
Exploitation forestière			

2. VOLUMETRIE ET *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS

En complément des dispositions suivantes, les dispositions de la Partie III. et de la Partie IV. au Chapitre 2. Volumétrie et implantation des constructions s'appliquent.

2.1. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT A L'*ALIGNEMENT*

Les constructions principales doivent être implantées en *recul* de l'*alignement*.

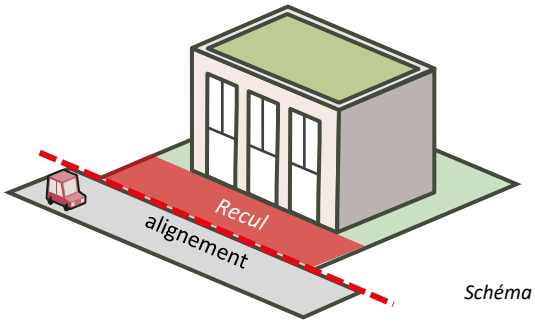


Schéma illustratif à titre informatif

Dans le cas où des constructions principales sur les unités foncières voisines ont une *implantation* différente que la disposition ci-dessus, les constructions principales doivent être implantées en continuité des constructions voisines, soit à l'*alignement*.

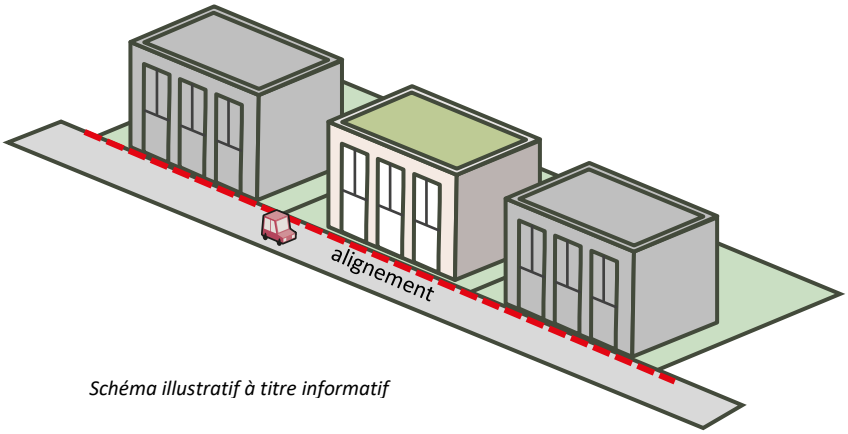


Schéma illustratif à titre informatif

2.2. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX *LIMITES SEPARATIVES*

Non règlementé

2.3. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS SUR UN MEME TERRAIN

Non règlementé

2.4. *EMPRISE AU SOL* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

Non règlementé

2.5. *HAUTEUR* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

En zone UT

La *hauteur* maximale des constructions est fixée à 12 mètres au point le plus haut, soit R+2+combles ou attique.

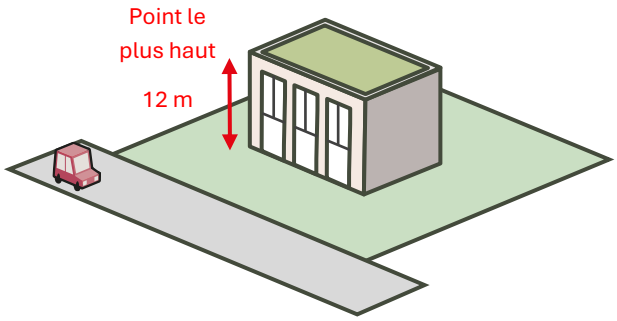


Schéma illustratif à titre informatif

En zone UTc

La *hauteur* maximale des constructions est fixée à 6 mètres à l'*égout du toit* et 9 mètres au *faîtage*.

3. QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

Les dispositions de la Partie III. et la Partie IV. au Chapitre 3. Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère s'appliquent.

L'*« Annexe architecturale et paysagère»* du présent règlement (pièce 4.2 du PLUi) présente les principes d'intégration paysagère et architecturale à travers notamment un cahier de bonnes pratiques, des guides de couleurs et matériaux et un guide sur les haies. Cette annexe s'applique, suivant la rédaction de ses différents items, dans un rapport de prescription (c'est-à-dire valeur de règle) ou de conseil /recommandation.

Toute construction nouvelle devra avoir pour objectif affirmé :

- de valoriser l'espace urbain et paysager dans lequel elle s'insère ;
- d'affirmer l'identité architecturale de la zone, telle que définie à l'article « Caractère de la zone » ;
- et de contribuer à la cohérence d'ensemble du cadre bâti.

Les *extension*s seront réalisées en harmonie avec les bâtiments existants, notamment par le choix des volumes, matériaux et teintes.
Les annexes constitueront le complément naturel des constructions principales et seront conçues avec des matériaux et coloris assurant une unité et une cohérence architecturale de l'ensemble.

1.1. *Toiture*s

Les *toiture*s à deux pans et les *toiture*s-terrasses sont autorisées, sous réserve d'une intégration harmonieuse à l'architecture générale du bâtiment et à son environnement.

- Les *toiture*s à deux pans auront une teinte grise ou gris bleutée, de type bac acier, zinc ou matériau équivalent, en harmonie avec les *toiture*s existantes du secteur.
- Les *toiture*s-terrasses pourront être autorisées si elles s'inscrivent dans une composition architecturale cohérente.
- Les *toiture*s végétalisées sont vivement encouragées, afin d'améliorer l'intégration paysagère et les performances environnementales.

La *toiture* sera considérée comme une cinquième *façade* et devra faire l'objet d'un traitement architectural soigné, sans exclure la possibilité d'y poser des panneaux solaires ou photovoltaïques, à condition qu'ils soient intégrés visuellement au plan de *toiture*.
Les éléments techniques implantés en *toiture* (extracteurs, équipements de ventilation ou climatisation, etc.) devront être discrètement intégrés à la conception du bâtiment.

1.2. *Façade*s

Les *façade*s devront être traitées de manière à présenter un aspect de matériaux bruts ou naturels. Sont notamment admis :

- la pierre apparente,
- le bois naturel ou vieilli,
- le béton banché, coffré, moulé ou matricé,
- le verre intégré à la composition architecturale.

L'emploi à nu de matériaux destinés à être recouverts est interdit (les bétons apparents sont admis lorsqu'ils constituent une finition architecturale).

Les *façade*s adopteront des teintes sobres et neutres, inspirées des matériaux naturels (gris clair, gris bleuté, teintes pierre, bois naturel, bois vieilli). Les teintes blanches, vives ou brillantes sont proscrites sur les parties principales.
Les éléments techniques (extracteurs, gaines, conduits, systèmes de ventilation, etc.) devront être intégrés dès la conception du bâtiment afin de limiter leur impact visuel sur les *façade*s et les *toiture*s.

1.3. Clôtures

Les clôtures, murets et haies ne doivent en aucun cas gêner la visibilité nécessaire à la sécurité de la circulation routière et piétonne.
Elles devront s'intégrer au paysage bâti et naturel de la zone. Elles pourront être constituées :

- de grillage métallique (treillis soudé),
- ou d'un muret plein d'une *hauteur* maximale de 0,60 mètre, surmonté d'un grillage métallique (treillis soudé),
- ou d'une haie vive composée d'essences locales (haies diversifiées, non persistantes).

Les dispositifs précédents pourront être doublés d'une haie vive afin d'assurer une meilleure intégration paysagère.
La *hauteur* totale maximale des clôtures, tous éléments confondus, ne devra pas excéder 2 mètres.
Par exception, pour des motifs liés à la sécurité ou aux normes d'exploitation (sites techniques, dépôts, zones logistiques, etc.), d'autres types de clôtures pourront être autorisés, sous réserve :

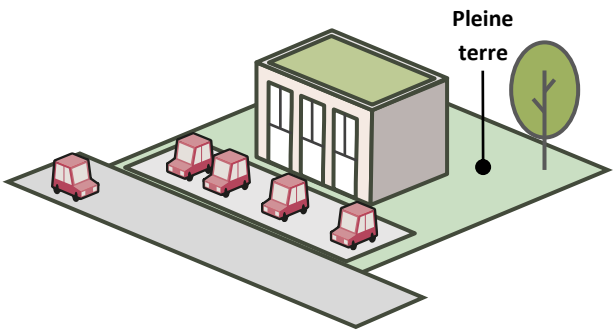
- d'un traitement architectural ou paysager soigné,
- et de teintes neutres et discrètes, compatibles avec le caractère de la zone.

Les clôtures et les haies sont vivement déconseillées sur les communes des Hautes-Combes

4. TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON-BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS

En complément des dispositions suivantes, les dispositions de la Partie III. et la Partie IV. au Chapitre 4. Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions s'appliquent.

Les espaces libres doivent être traités au maximum en espaces verts de pleine terre.



5. STATIONNEMENT

Les dispositions de la Partie IV. au Chapitre 5. Stationnement s'appliquent.

6. EQUIPEMENT ET RESEAUX

Les dispositions de la Partie IV. au Chapitre 6. Equipement et réseaux s'appliquent.

ZONE AUB – ZONE À URBANISER RÉSIDENTIELLE

Cette zone regroupe les zones à urbaniser à dominante résidentielle. Les secteurs concernés font l'objet d'orientations d'aménagement et de programmation (OAP) qui s'appliquent dans un rapport de compatibilité.

1. DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE

Rappel :
Les dispositions figurant, dans les parties III. et IV. au Chapitre 1 Destination des constructions, usages des sols et natures d'activité, s'appliquent en complément.

Dispositions particulières transversales :

- Lorsqu'une sous-destination de COMMERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES ou AUTRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECONDAIRE ET TERTIAIRE est autorisée ou autorisée sous conditions, elle ne doit pas engendrer de dommages ou de nuisances incompatibles avec le caractère dominant de la zone.
- Lorsqu'une disposition figure dans les parties III et IV au Chapitre 1 Destination des constructions, usages des sols et natures d'activité, elle s'applique nonobstant les dispositions inscrites dans le tableau des destinations ci-dessous.

  Les secteurs concernés font l'objet d'orientations d'aménagement et de programmation (OAP) qui s'appliquent dans un rapport de compatibilité.

Légende applicable au tableau prescriptif des destinations / sous-destinations :

Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…

Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…
HABITATION			
Logement			
Hébergement			
COMMERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES			
Artisanat et commerce de détail			Sont uniquement autorisées les *extensions* des constructions existantes.
Restauration			Sont uniquement autorisées les *extensions* des constructions existantes.
Commerce de gros			
Activités de services avec accueil d'une clientèle			Sont uniquement autorisées les *extensions* des constructions existantes.
Hôtel			Sont uniquement autorisées les *extensions* des constructions existantes.
Autre hébergement touristique			
Cinéma			

AUB – ZONE À URBANISER RÉSIDENTIELLE

Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…
AUTRES ACTIVITES DES SECTEURS PRIMAIRE, SECONDAIRE ET TERTIAIRE			
Industrie			
Entrepôt			
Bureau			Sont uniquement autorisées les *extensions* des constructions existantes.
Centre de congrès et d'exposition			
Cuisine dédiée à la vente en ligne			
ÉQUIPEMENTS D'INTÉRÊT COLLECTIF ET SERVICES PUBLICS			
Locaux et bureaux des administrations publiques et assimilés			
Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés			
Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale			
Salles d'art et de spectacles			
Équipements sportifs			
Lieu de culte			
Autres équipements recevant du public			
EXPLOITATIONS AGRICOLES ET FORESTIÈRES			
Exploitation agricole			
Exploitation forestière			

2. VOLUMETRIE ET *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS

En complément des dispositions suivantes, les dispositions de la Partie III. et de la Partie IV. au Chapitre 2. Volumétrie et implantation des constructions s'appliquent.

2.1. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT A L'*ALIGNEMENT*

Les constructions principales doivent être implantées en *recul* de 3 mètres minimum de l'*alignement*.

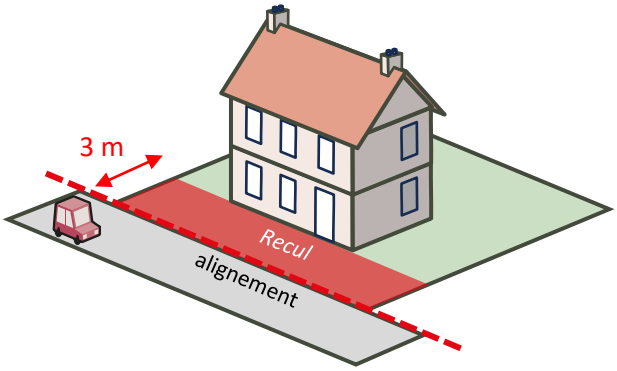


Schéma illustratif à titre informatif

2.2. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX *LIMITES SEPARATIVES*

Les constructions peuvent être implantées sur l'une des *limites séparatives* latérale, ou en retrait. En cas de retrait, ce dernier doit respecter :

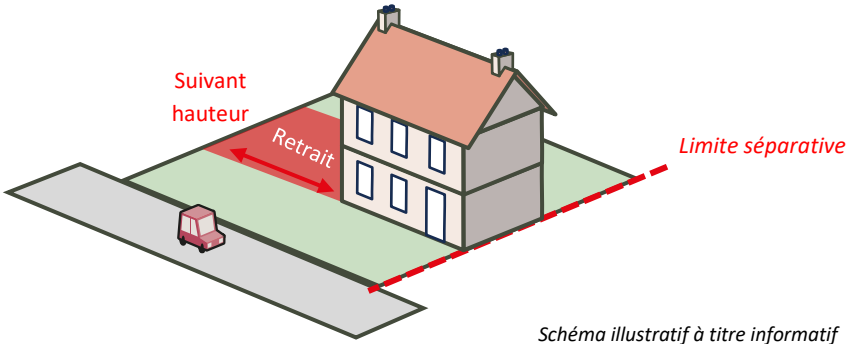


Schéma illustratif à titre informatif

- 1 mètre minimum des *limites séparatives* en cas d'absences d'ouvertures ou d'ouvertures ne constituant pas de vues en *façade* ou en *toiture*, à condition de s'inscrire dans la règle de gabarit suivante :

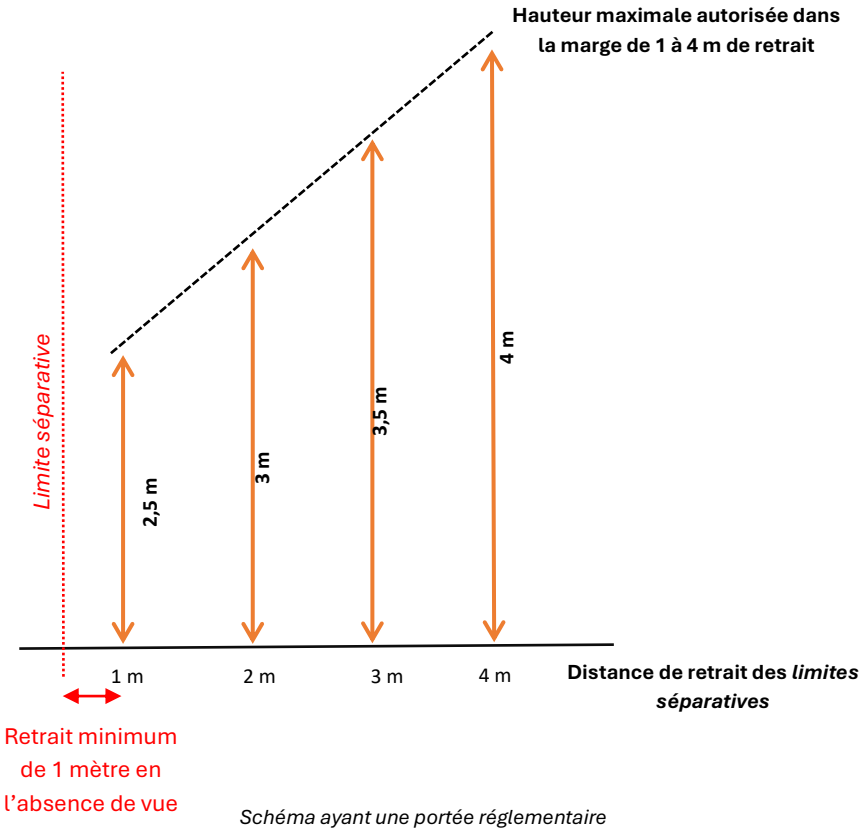


Schéma ayant une portée réglementaire

- 1,90 mètres minimum des *limites séparatives* en cas d'*ouvertures constituant des vues* en *façade* ou en *toiture* (Article 678 du Code civil).
- 6 mètres minimum des *limites séparatives* en cas d'*unité foncière* située en limite d'une zone N ou A.

2.3. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS SUR UN MEME TERRAIN

Lorsque plusieurs constructions principales de plus de 60 m^2 implantées sur une même *unité foncière* ne sont pas contiguës, la distance de retrait entre ces constructions doit être de :

- 12 mètres minimum en cas d'*ouvertures constituant des vues* en *façade* ou en *toiture*
- 6 mètres minimum en cas d'absences d'ouvertures ou d'ouvertures ne constituant pas de vues en *façade* ou en *toiture*

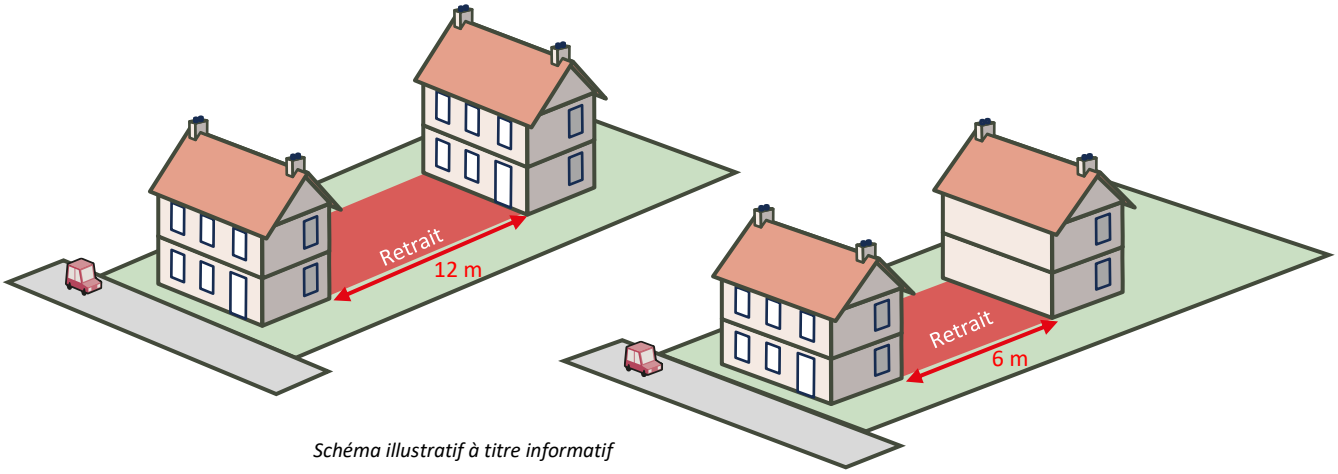


Schéma illustratif à titre informatif

2.4. *EMPRISE AU SOL* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

Non réglementé

2.5. *HAUTEUR* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La *hauteur* maximale des constructions est fixée à 6 mètres à l'*égout du toit* et 10 mètres au point le plus haut soit R+1+comble ou attique.

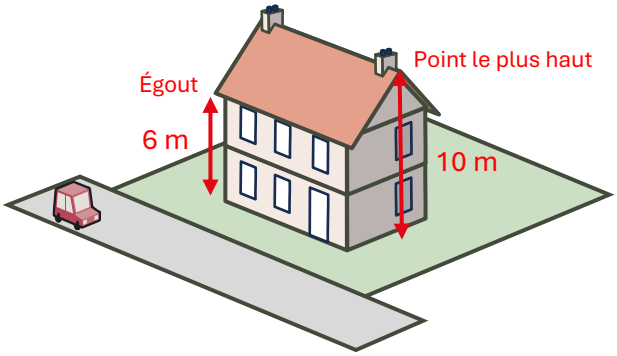


Schéma illustratif à titre informatif

3. QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

Les dispositions de la Partie III. et la Partie IV. au Chapitre 3. Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère s'appliquent.

L'*« Annexe architecturale et paysagère»* du présent règlement (pièce 4.2 du PLUi) présente les principes d'intégration paysagère et architecturale à travers notamment un cahier de bonnes pratiques, des guides de couleurs et matériaux et un guide sur les haies. Cette annexe s'applique, suivant la rédaction de ses différents items, dans un rapport de prescription (c'est-à-dire valeur de règle) ou de conseil /recommandation.

1.1. *Toiture*s

Forme et composition

Les *toiture*s devront être conçues en cohérence avec le tissu urbain environnant.

Un toit à pan unique peut être autorisé uniquement dans les cas suivants :

- lorsqu'il vient en appui d'un mur existant, pour une annexe accolée à un bâtiment principal,
- ou lorsqu'il s'agit d'un toit végétalisé participant à la performance énergétique et à l'intégration paysagère du projet.

En aucun cas un toit à pan unique non végétalisé ne pourra constituer la couverture d'une *construction principale*.

Les « *maisons en A* » sont autorisées.

Pente et orientation

La pente des *toiture*s devra s'harmoniser avec celle des constructions avoisinantes. Elle sera comprise entre 35 % et 45 %, avec une pente minimale de 35 % pour les constructions principales. Cette disposition ne s'applique pas pour les annexes ou *extension*s.

L'orientation des *faîtage*s des constructions neuves respectera la direction dominante du secteur ou l'orientation des *faîtage*s environnants, généralement parallèles à la *voie* publique.

Toits-terrasses

Les *toiture*s-terrasses peuvent être autorisées sous conditions, exclusivement :

- lorsqu'elles sont situées à l'arrière du bâtiment et peu ou pas visibles depuis l'espace public,
- lorsqu'elles sont accessibles depuis les parties habitables,
- et/ou lorsqu'elles permettent une meilleure liaison entre des volumes bâtis différents,
- ou lorsqu'elles sont en continuité du terrain naturel,
- ou entre une construction et le terrain naturel.

Les toits-terrasses en couverture d'une *construction principale* sont interdits, sauf dans le cadre d'un projet présentant un caractère d'exemplarité architecturale, contribuant à la valorisation du bâti, à la performance énergétique ou à la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre.

Matériaux et teintes

Les matériaux de couverture devront être en harmonie avec les constructions environnantes. Sont notamment recommandés :

- les tuiles plates à l'image des tuiles anciennes de Franche-Comté,
- ou des bacs acier de teinte brun rouge, rouge vieilli ou gris.

Les éléments techniques (cheminées, ventilations, antennes, etc.) devront être intégrés discrètement à la *toiture* et être le moins visibles possible depuis l'espace public.

Ouvertures et équipements en *toiture*

Les ouvertures en *toiture* (lucarnes, fenêtres de toit, etc.) devront respecter les principes suivants :

- des proportions adaptées à la surface de *toiture*,
- une harmonie des formes et tailles des différentes ouvertures entre elles,
- un positionnement cohérent par rapport aux ouvertures en *façade*.

Les lucarnes devront présenter des proportions plus hautes que larges.

Par exception, lorsqu'un pan de toit comporte déjà un type d'ouverture non conforme, sa reproduction pourra être admise afin d'assurer la continuité architecturale.

Les fenêtres de toit devront être alignées avec les ouvertures de *façade* et ne pas excéder 25 % de la surface totale de la *toiture*.

Énergies renouvelables

Les panneaux photovoltaïques ou thermiques devront être :

- intégrés à la pente du toit sur laquelle ils s'implantent,
- discrets et harmonisés avec les matériaux de couverture,
- et, dans la mesure du possible, implantés sur la face arrière du toit, invisibles depuis l'espace public.

1.2. *Façade*s

Aspect des matériaux et finitions

L'emploi à nu de matériaux destinés à être recouverts (par exemple, par un enduit, un *bardage* ou une peinture de finition) est interdit. Les finitions devront être réalisées avec des matériaux durables et de qualité, assurant une bonne intégration au bâti existant et à l'environnement. Les revêtements en enduit, *bardage* bois, zinc ou métallique de teinte mate sont autorisés, sous réserve d'une harmonie d'ensemble avec le caractère du bâti traditionnel du secteur. Le recours au *bardage* bois, métal ou zinc est notamment encouragé sur les pignons ou *façade*s secondaires exposées aux intempéries.

Teintes

La teinte blanche est interdite sur les parties principales des *façade*s. Elle ne peut être utilisée que sur des éléments d'ornement ou d'encadrement. Les teintes des *façade*s devront se référer aux couleurs du bâti

traditionnel local (cf. annexe architecturale). Les teintes trop vives ou contrastées, les finitions brillantes et les effets de texture artificiels sont proscrits.

Percements et ouvertures

Les proportions, dimensions et rythmes des ouvertures devront être harmonisés entre elles et adaptés à la surface de *façade*. En cas de réhabilitation ou transformation de bâti existant, les proportions d'origine des percements devront être conservées. En rez-de-chaussée, il pourra être dérogé à ces principes pour la création de vitrines commerciales ou d'ouvertures de garage, sous réserve du respect d'un équilibre entre pleins et vides. Les coffres de volets roulants en saillis sont interdits. Les menuiseries extérieures blanches sont proscrites. Les teintes sombres ou naturelles (gris, brun, anthracite, bois) sont à privilégier pour garantir une cohérence visuelle avec les teintes de *façade*.

Exception : dans le cadre de projets de constructions neuves ou de valorisation du bâti existant, des solutions architecturales contemporaines pourront être admises, sous réserve qu'elles :

- participent à la valorisation du cadre bâti et paysager,
- contribuent à la performance énergétique et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre,
- et présentent un caractère d'exemplarité architecturale.

Annexes et dépendances

Les *constructions annexes* devront s'intégrer harmonieusement à l'environnement par :

- la simplicité des formes et volumes,
- un traitement architectural sobre, privilégiant les matériaux naturels (bois, teintes neutres),
- un aspect visuel discret visant à limiter leur impact dans le paysage.

1.3. Clôtures (toutes les communes sauf les communes des Hautes-Combes)

Règles générales

Les clôtures doivent être de conception simple, assurant une harmonie avec le bâti existant et le paysage environnant.
Tout élément de clôture d'un style étranger à la région est interdit. L'emploi à nu de matériaux destinés à être recouverts est interdit. L'harmonie doit être recherchée :

- dans la conception (continuité avec les clôtures voisines et respect du paysage),
- dans l'aspect (matériaux, teintes et *hauteur*) en cohérence avec la c*onstruction principale*.

En aucun cas les clôtures ne sont obligatoires, en particulier pour tout projet situé à plus de 800 m d'altitude.

Typologie et matériaux

- Les murs et murets devront être en pierre, enduits ou maçonnés dans les tons traditionnels du secteur.
- Les clôtures ajourées (bois, métal, treillis, grillage plastifié) sont autorisées, éventuellement doublées d'une haie vive.
- Les haies monospécifiques (type thuyas) sont interdites. Les haies devront être composées d'un mélange d'essences locales, adaptées au climat et à la biodiversité du site.

Hauteur et *implantation*

La *hauteur* totale des clôtures ne pourra excéder 2,00 m (mesurée sur le terrain le plus haut en cas de dénivelé).

En *limite séparative*, la clôture pourra être constituée d'un muret plein de 0,60 m maximum, surmonté d'un dispositif ajouré, l'ensemble ne devant pas dépasser 1,80 m.

À l'*alignement* des *voie*s déneigées, ou d'une aire de stationnement publique :

- les clôtures devront être démontables ou implantées en *recul* de l'*alignement*, sauf continuité avec les murs voisins ;
- elles ne devront pas gêner la visibilité nécessaire à la sécurité routière.

Prescriptions particulières pour les clôtures à l'*alignement* des zones UB et UC et UR : clôtures possibles en grillage, muret plein d'une *hauteur* inférieure à 0,60 m surmonté d'un dispositif ajouré (bois, métal, grillage).

Dispositifs intégrés

Les boîtes aux lettres, coffrets techniques (EDF, télécoms) et commandes d'*accès* devront être intégrés au dispositif de clôture à proximité de l'entrée principale, de manière discrète et cohérente avec le traitement architectural de l'ensemble.

1.4. Clôtures et haies (communes des Hautes-Combes uniquement)

- Seuls les murets en pierre sèche traditionnels de type *murger* d'une *hauteur* inférieure à 1 mètre sont autorisés dès lors qu'ils n'entravent pas les perspectives sur les paysages ouverts.
- Les haies sont interdites.

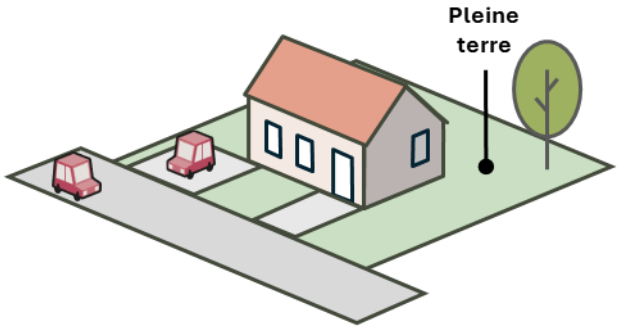
Par exception, pour des motifs de sécurité ou d'élevage (divagation d'animaux, protection des cultures), d'autres dispositifs pourront être autorisés sous réserve :

- d'une bonne intégration paysagère,
- de teintes neutres et de matériaux naturels ou transparents,
- et d'une *hauteur* adaptée à leur fonction.

4. TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON-BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS

En complément des dispositions suivantes, les dispositions de la Partie III. et la Partie IV. au Chapitre 4. Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions s'appliquent.

30 % minimum de l'*unité foncière* doit être constitué en *espace vert de pleine terre*.



5. STATIONNEMENT

Les dispositions de la Partie IV. au Chapitre 5. Stationnement s'appliquent.

6. EQUIPEMENT ET RESEAUX

Les dispositions de la Partie IV. au Chapitre 6. Equipement et réseaux s'appliquent.

ZONE AUE – À URBANISER POUR ÉQUIPEMENTS

Cette zone est destinée à accueillir les équipements futurs en *extension* de l'urbanisation. Les secteurs concernés font l'objet d'orientations d'aménagement et de programmation (OAP) qui s'appliquent dans un rapport de compatibilité.

1. DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE

Rappel :
Les dispositions figurant, dans les parties III. et IV. au Chapitre 1 Destination des constructions, usages des sols et natures d'activité, s'appliquent en complément.

Dispositions particulières transversales :

- Lorsqu'une sous-destination de COMMERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES ou AUTRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECONDAIRE ET TERTIAIRE est autorisée ou autorisée sous conditions, elle ne doit pas engendrer de dommages ou de nuisances incompatibles avec le caractère dominant de la zone.
- Lorsqu'une disposition figure dans les parties III et IV au Chapitre 1 Destination des constructions, usages des sols et natures d'activité, elle s'applique nonobstant les dispositions inscrites dans le tableau des destinations ci-dessous.
  Les secteurs concernés font l'objet d'orientations d'aménagement et de programmation (OAP) qui s'appliquent dans un rapport de compatibilité

Légende applicable au tableau prescriptif des destinations / sous-destinations :

Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…

Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…
HABITATION			
Logement			Sont uniquement autorisées les constructions à destination de logement sous réserve : - qu'elles soient destinées aux personnes dont la présence est indispensable pour assurer le fonctionnement (logement de fonction) ou le gardiennage des constructions ou installations autorisées dans la zone, - dans la limite d'une *surface de plancher* de 100 m² par logement, - que la *surface de plancher* à destination de logement soit au moins 2 fois inférieure à celle de l'activité et/ou de l'équipement autorisés auquel le logement se rattache (cette disposition ne s'applique pas pour les locaux et bureaux des administrations publiques et assimilés).
Hébergement			
COMMERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES			
Artisanat et commerce de détail			
Restauration			

Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…
Commerce de gros			
Activités de services avec accueil d'une clientèle			
Hôtel			
Autre hébergement touristique			
Cinéma			
AUTRES ACTIVITES DES SECTEURS PRIMAIRE, SECONDAIRE ET TERTIAIRE			
Industrie			
Entrepôt			Les entrepôts sont autorisés à condition d'être liés à une activité implantée dans la zone.
Bureau			
Centre de congrès et d'exposition			
Cuisine dédiée à la vente en ligne			
ÉQUIPEMENTS D'INTÉRÊT COLLECTIF ET SERVICES PUBLICS			
Locaux et bureaux des administrations publiques et assimilés			
Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés			
Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale			
Salles d'art et de spectacles			
Équipements sportifs			
Lieu de culte			
Autres équipements recevant du public			
EXPLOITATIONS AGRICOLES ET FORESTIÈRES			

Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…
Exploitation agricole			Sont autorisées les constructions, installations aménagements et *extensions* à destination agricole nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. Ces constructions, soumises ou non, soit au règlement sanitaire départemental, soit à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (cf. Chapitre IV), sont autorisées dès lors qu'elles sont situées au-delà de la distance réglementaire d'éloignement de toute construction destinée à l'habitat ou des limites des zones urbanisées (périmètre de réciprocité agricole).
Exploitation forestière			

2. VOLUMETRIE ET *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS

En complément des dispositions suivantes, les dispositions de la Partie III. et de la Partie IV. au Chapitre 2. Volumétrie et implantation des constructions s'appliquent.

2.1. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT A L'*ALIGNEMENT*

Les constructions principales peuvent être implantées soit à l'*alignement* soit en *recul* de l'*alignement*.

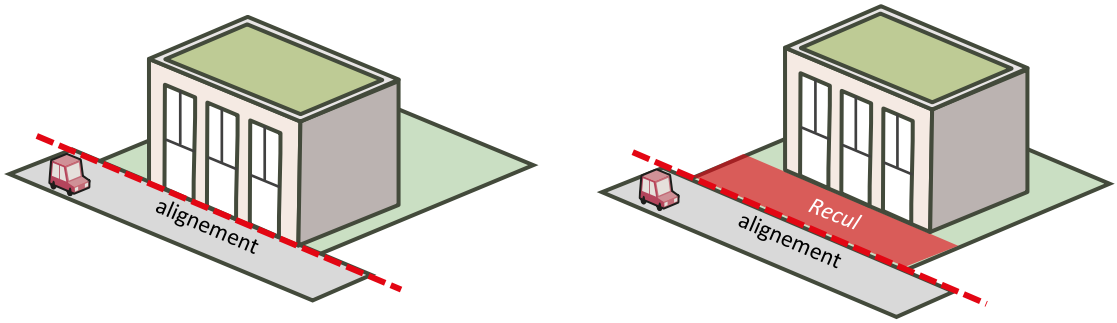


Schéma illustratif à titre informatif

2.2. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX *LIMITES SEPARATIVES*

Les constructions principales peuvent être implantées soit sur une des *limites séparatives* soit en retrait des *limites séparatives*.

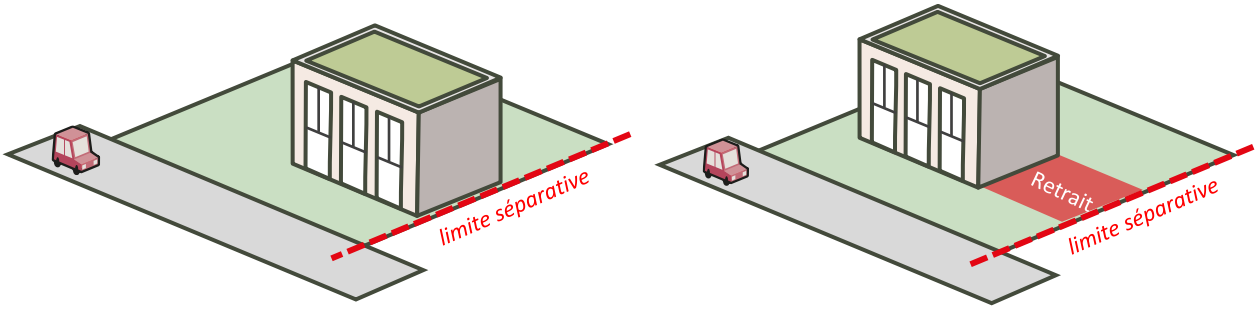


Schéma illustratif à titre informatif

2.3. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS SUR UN MEME TERRAIN

Non règlementé

2.4. *EMPRISE AU SOL* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

Non règlementé

2.5. *HAUTEUR* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La *hauteur* maximale des constructions est fixée à 12 mètres au point le plus haut, soit, en cas de bâtiments à étages, R+2+C ou attique.

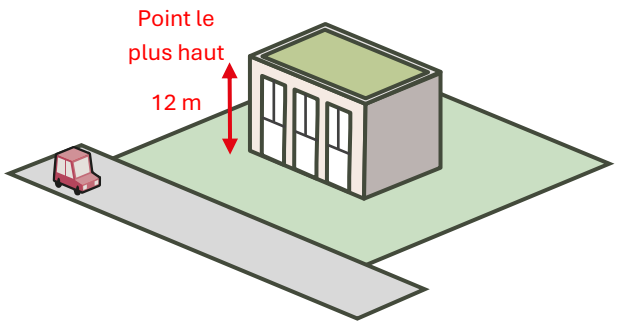


Schéma illustratif à titre informatif

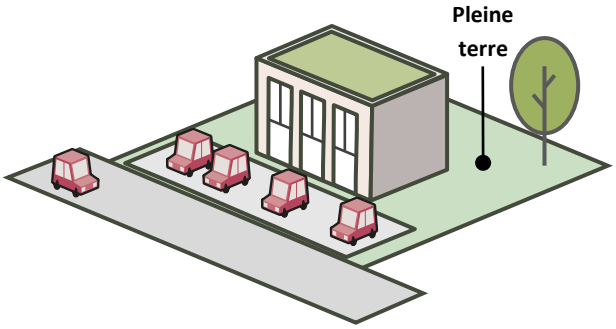
3. QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

Les dispositions de la Partie III. et la Partie IV. au Chapitre 3. Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère s'appliquent.

4. TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON-BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS

En complément des dispositions suivantes, les dispositions de la Partie III. et la Partie IV. au Chapitre 4. Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions s'appliquent.

Les espaces libres doivent être traités au maximum en espaces verts de pleine terre.



5. STATIONNEMENT

Les dispositions de la Partie IV. au Chapitre 5. Stationnement s'appliquent.

6. EQUIPEMENT ET RESEAUX

Les dispositions de la Partie IV. au Chapitre 6. Equipement et réseaux s'appliquent.

ZONE AUY – ZONE À URBANISER POUR ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

Cette zone recouvre les sites d'*extension* de l'urbanisation à dominante d'activités économiques mixtes. **Les secteurs concernés font l'objet d'orientations d'aménagement et de programmation (OAP) qui s'appliquent dans un rapport de compatibilité.**

1. DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE

Rappel :
Les dispositions figurant, dans les parties III. et IV. au Chapitre 1 Destination des constructions, usages des sols et natures d'activité, s'appliquent en complément.

Dispositions particulières transversales :

- Lorsqu'une sous-destination de COMMERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES ou AUTRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECONDAIRE ET TERTIAIRE est autorisée ou autorisée sous conditions, elle ne doit pas engendrer de dommages ou de nuisances incompatibles avec le caractère dominant de la zone.
- Lorsqu'une disposition figure dans les parties III et IV au Chapitre 1 Destination des constructions, usages des sols et natures d'activité, elle s'applique nonobstant les dispositions inscrites dans le tableau des destinations ci-dessous.
  Les secteurs concernés font l'objet d'orientations d'aménagement et de programmation (OAP) qui s'appliquent dans un rapport de compatibilité
  Les secteurs concernés font l'objet d'orientations d'aménagement et de programmation (OAP) qui s'appliquent dans un rapport de compatibilité

Légende applicable au tableau prescriptif des destinations / sous-destinations :

Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…

Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…
HABITATION			
Logement			Sont uniquement autorisées les constructions à destination de logement sous réserve : - qu'elles soient destinées aux personnes dont la présence est indispensable pour assurer le fonctionnement (logement de fonction) ou le gardiennage des constructions ou installations autorisées dans la zone, - dans la limite d'une *surface de plancher* de 100 m² par logement, - que la *surface de plancher* à destination de logement soit au moins 2 fois inférieure à celle de l'activité et/ou de l'équipement autorisés auquel le logement se rattache, - qu'ils soient intégrés aux bâtiments abritant l'activité principale, - dans la limite d'un logement par entreprise.
Hébergement			
COMMERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES			

AUY – ZONE À URBANISER POUR ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…
Artisanat et commerce de détail			
Restauration			
Commerce de gros			
Activités de services avec accueil d'une clientèle			
Hôtel			
Autre hébergement touristique			
Cinéma			
AUTRES ACTIVITES DES SECTEURS PRIMAIRE, SECONDAIRE ET TERTIAIRE			
Industrie			
Entrepôt			
Bureau			
Centre de congrès et d'exposition			
Cuisine dédiée à la vente en ligne			
ÉQUIPEMENTS D'INTÉRÊT COLLECTIF ET SERVICES PUBLICS			
Locaux et bureaux des administrations publiques et assimilés			
Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés			
Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale			
Salles d'art et de spectacles			
Équipements sportifs			
Lieu de culte			

AUY – ZONE À URBANISER POUR ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…
Autres équipements recevant du public			
EXPLOITATIONS AGRICOLES ET FORESTIÈRES			
Exploitation agricole			Sont autorisées les constructions, installations aménagements et *extension*s à destination agricole nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. Ces constructions, soumises ou non, soit au règlement sanitaire départemental, soit à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (cf. Chapitre IV), sont autorisées dès lors qu'elles sont situées au-delà de la distance réglementaire d'éloignement de toute construction destinée à l'habitat ou des limites des zones urbanisées (périmètre de réciprocité agricole).
Exploitation forestière			

2. VOLUMÉTRIE ET *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS

En complément des dispositions suivantes, les dispositions de la Partie III. et de la Partie IV. au Chapitre 2. Volumétrie et implantation des constructions s'appliquent.

2.1. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT À L'*ALIGNEMENT*

Les constructions principales doivent être implantées en *recul* de l'*alignement*.

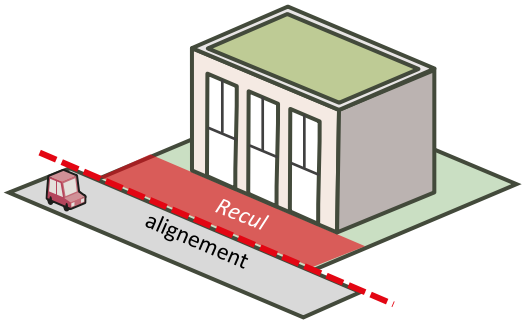


Schéma illustratif à titre informatif

Dans le cas où des constructions principales sur les unités foncières voisines ont une *implantation* différente que la disposition ci-dessus, les constructions principales doivent être implantées en continuité des constructions voisines, soit à l'*alignement*.

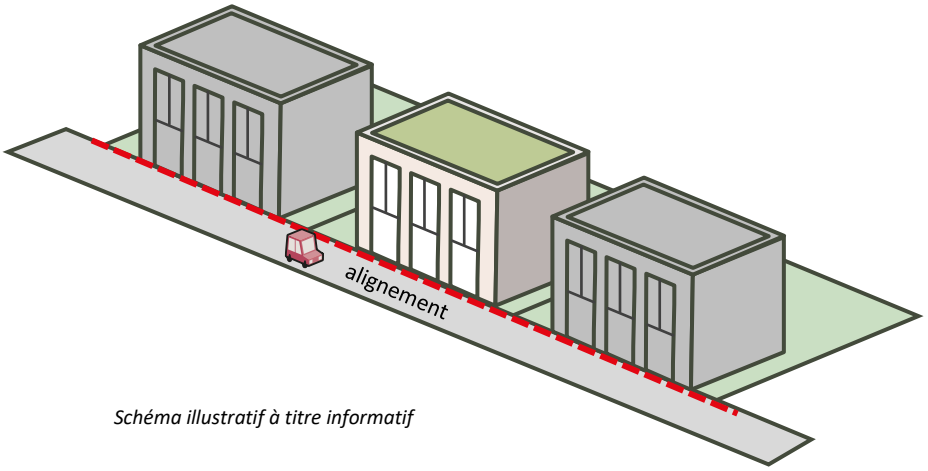


Schéma illustratif à titre informatif

2.2. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX *LIMITES SEPARATIVES*

Non règlementé.

Toutefois, dans le cas où l'*unité foncière* est limitrophe d'une zone UA, UB, UC, UR ou AUB, toute construction doit être implantée en retrait de 5 mètres minimum de la *limite séparative* avec les zones précitées.

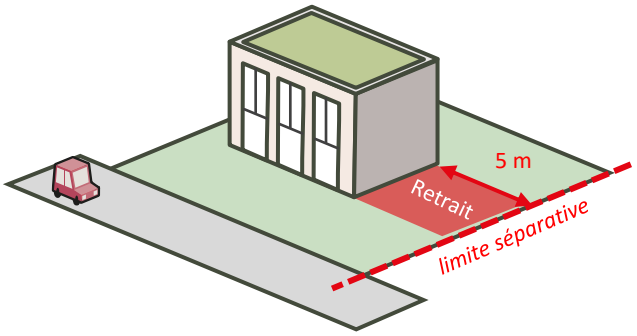


Schéma illustratif à titre informatif

2.3. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS SUR UN MEME TERRAIN

Non règlementé

2.4. *EMPRISE AU SOL* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

Non réglementé

2.5. *HAUTEUR* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La *hauteur* maximale des constructions est fixée à 12 mètres au point le plus haut, soit R+2+combles ou attique.

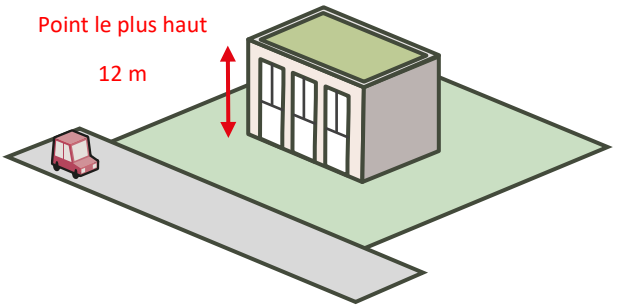


Schéma illustratif à titre informatif

Toutefois, dans le cas où l'*unité foncière* est limitrophe d'une zone UA, UB, UC, UR ou AUB, toute construction doit s'inscrire dans la règle de gabarit suivante par rapport à la *limite séparative* avec les zones précitées.

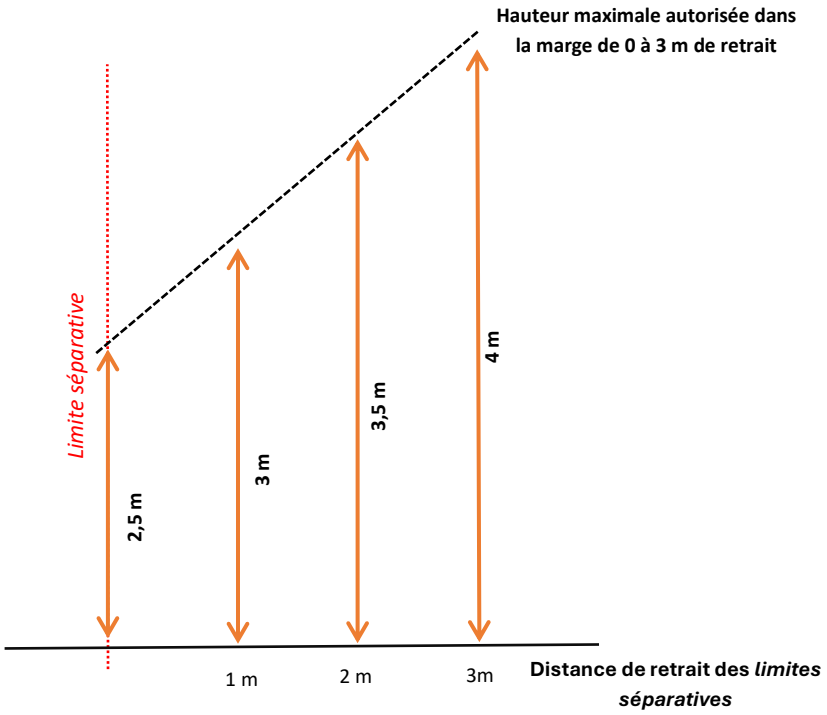


Schéma ayant une portée réglementaire

3. QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

Les dispositions de la Partie III. et la Partie IV. au Chapitre 3. Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère s'appliquent.

L'*« Annexe architecturale et paysagère»* du présent règlement (pièce 4.2 du PLUi) présente les principes d'intégration paysagère et architecturale à travers notamment un cahier de bonnes pratiques, des guides de couleurs et matériaux et un guide sur les haies. Cette annexe s'applique, suivant la rédaction de ses différents items, dans un rapport de prescription (c'est-à-dire valeur de règle) ou de conseil /recommandation.

Toute construction nouvelle devra avoir pour objectif affirmé :

- de valoriser l'espace urbain et paysager dans lequel elle s'insère ;
- d'affirmer l'identité architecturale de la zone, telle que définie à l'article « Caractère de la zone » ;
- et de contribuer à la cohérence d'ensemble du cadre bâti.

Les *extension*s seront réalisées en harmonie avec les bâtiments existants, notamment par le choix des volumes, matériaux et teintes.
Les annexes constitueront le complément naturel des constructions principales et seront conçues avec des matériaux et coloris assurant une unité et une cohérence architecturale de l'ensemble.

1.1. *Toiture*s

Les *toiture*s à deux pans et les *toiture*s-terrasses sont autorisées, sous réserve d'une intégration harmonieuse à l'architecture générale du bâtiment et à son environnement.

- Les *toiture*s à deux pans auront une teinte grise ou gris bleutée, de type bac acier, zinc ou matériau équivalent, en harmonie avec les *toiture*s existantes du secteur.
- Les *toiture*s-terrasses pourront être autorisées si elles s'inscrivent dans une composition architecturale cohérente.
- Les *toiture*s végétalisées sont vivement encouragées, afin d'améliorer l'intégration paysagère et les performances environnementales.

La *toiture* sera considérée comme une cinquième *façade* et devra faire l'objet d'un traitement architectural soigné, sans exclure la possibilité d'y poser des panneaux solaires ou photovoltaïques, à condition qu'ils soient intégrés visuellement au plan de *toiture*.
Les éléments techniques implantés en *toiture* (extracteurs, équipements de ventilation ou climatisation, etc.) devront être discrètement intégrés à la conception du bâtiment.

1.2. *Façade*s

Les *façade*s devront être traitées de manière à présenter un aspect de matériaux bruts ou naturels. Sont notamment admis :

- la pierre apparente,
- le bois naturel ou vieilli,
- le béton banché, coffré, moulé ou matricé,
- le verre intégré à la composition architecturale.

L'emploi à nu de matériaux destinés à être recouverts est interdit (les bétons apparents sont admis lorsqu'ils constituent une finition architecturale).

Les *façade*s adopteront des teintes sobres et neutres, inspirées des matériaux naturels (gris clair, gris bleuté, teintes pierre, bois naturel, bois vieilli). Les teintes blanches, vives ou brillantes sont proscrites sur les parties principales.
Les éléments techniques (extracteurs, gaines, conduits, systèmes de ventilation, etc.) devront être intégrés dès la conception du bâtiment afin de limiter leur impact visuel sur les *façade*s et les *toiture*s.

1.3. Clôtures

Les clôtures, murets et haies ne doivent en aucun cas gêner la visibilité nécessaire à la sécurité de la circulation routière et piétonne.
Elles devront s'intégrer au paysage bâti et naturel de la zone. Elles pourront être constituées :

- de grillage métallique (treillis soudé),
- ou d'un muret plein d'une *hauteur* maximale de 0,60 mètre, surmonté d'un grillage métallique (treillis soudé),
- ou d'une haie vive composée d'essences locales (haies diversifiées, non persistantes).

Les dispositifs précédents pourront être doublés d'une haie vive afin d'assurer une meilleure intégration paysagère.
La *hauteur* totale maximale des clôtures, tous éléments confondus, ne devra pas excéder 2 mètres.
Par exception, pour des motifs liés à la sécurité ou aux normes d'exploitation (sites techniques, dépôts, zones logistiques, etc.), d'autres types de clôtures pourront être autorisés, sous réserve :

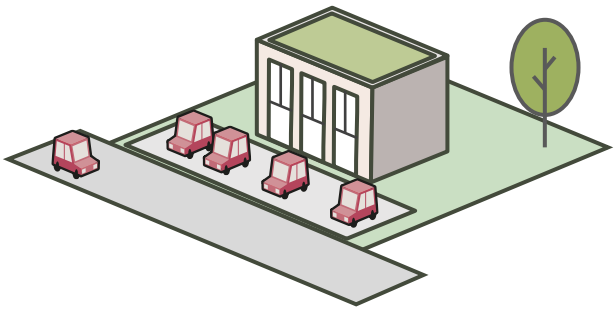
- d'un traitement architectural ou paysager soigné,
- et de teintes neutres et discrètes, compatibles avec le caractère de la zone.

Les clôtures et les haies sont vivement déconseillées sur les communes des Hautes-Combes

4. TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON-BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS

En complément des dispositions suivantes, les dispositions de la Partie III. et la Partie IV. au Chapitre 4. Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions s'appliquent.

Au moins 40 % de la superficie de l'*unité foncière* doit être végétalisée et perméable. Les espaces libres doivent être traités au maximum en espaces verts de pleine terre.



5. STATIONNEMENT

Les dispositions de la Partie IV. au Chapitre 5. Stationnement s'appliquent.

6. EQUIPEMENT ET RESEAUX

Les dispositions de la Partie IV. au Chapitre 6. Equipement et réseaux s'appliquent.

ZONE A – AGRICOLE

Cette zone recouvre les secteurs où s'exerce une activité agricole.

La zone A comprend plusieurs secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) A*... qui font l'objet d'un zoom sur la pièce « 5.2 Secteurs de taille et de capacités d'accueil limités » :

Commune	Surface (m^2)	Nom du STECAL
BELLECOMBE	810	A*be1
	790	A*be2
	1 440 et 1 520 soit 2 960 au total	A*be3 (deux secteurs)
	2 200 m^2	A*be3b
	810	A*be4
	130	A*be5
	460	A*be6
	890	A*be7
	240	A*be8
	60	A*be9
	120	A*be10
	110	A*be11
	470	A*be12
	760	A*be13
LES BOUCHOUX	100	A*bo1
	60	A*bo2
	50	A*bo3
	870	A*bo4
LAVANS-LES-SAINT-CLAUDE	3 770	A*lav1
LES MOUSSIERES	7 140	A*mo1
SEPTMONCEL LES MOLUNES	1 600	A*se1
	40	A*se2

Illustration de la zone A





1. DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE

Rappel :
Les dispositions figurant, dans les parties III. et IV. au Chapitre 1 Destination des constructions, usages des sols et natures d'activité, s'appliquent en complément.

Dispositions particulières transversales :

- Lorsqu'une sous-destination de COMMERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES ou AUTRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECONDAIRE ET TERTIAIRE est autorisée ou autorisée sous conditions, elle ne doit pas engendrer de dommages ou de nuisances incompatibles avec le caractère dominant de la zone.
- Lorsqu'une disposition figure dans les parties III et IV au Chapitre 1 Destination des constructions, usages des sols et natures d'activité, elle s'applique nonobstant les dispositions inscrites dans le tableau des destinations ci-dessous.

Légende applicable au tableau prescriptif des destinations / sous-destinations :

Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…

Tableau applicable en zone A (hors STECAL)			
Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…
HABITATION			
Logement			Sont uniquement autorisées les constructions à destination de logement sous réserve qu'elles soient : - directement liée à l'exploitation agricole, - dans la limite d'une e*mprise au sol* de 100 m² par construction, - situées à moins de 50 mètres du siège de l'exploitation et justifiant de la présence permanente et rapprochée à l'exploitation agricole. Sont autorisées les *extension*s des logements existants dans la limite de 30 % de *l'emprise au sol* des constructions existantes. Sont autorisées les annexes dans la limite de 60 m² d'e*mprise au sol* et situées à moins de 25 mètres de l'habitation existante. L'*implantation* d'une annexe est possible à une distance de plus de 25 m de l'habitation uniquement dans le cas où l'habitation est située à plus de 100 m de la route principale et que le *chemin d'accès* n'est pas déneigé.
Hébergement			

Tableau applicable en zone A (hors STECAL)			
Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…
COMMERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES			
Artisanat et commerce de détail			
Restauration			
Commerce de gros			
Activités de services avec accueil d'une clientèle			
Hôtel			
Autre hébergement touristique			
Cinéma			
AUTRES ACTIVITES DES SECTEURS PRIMAIRE, SECONDAIRE ET TERTIAIRE			
Industrie			
Entrepôt			
Bureau			
Centre de congrès et d'exposition			
Cuisine dédiée à la vente en ligne			
ÉQUIPEMENTS D'INTÉRÊT COLLECTIF ET SERVICES PUBLICS			
Locaux et bureaux des administrations publiques et assimilés			
Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés			
Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale			

Tableau applicable en zone A (hors STECAL)			
Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…
Salles d'art et de spectacles			
Équipements sportifs			
Lieu de culte			
Autres équipements recevant du public			
EXPLOITATIONS AGRICOLES ET FORESTIÈRES			
Exploitation agricole			Sont autorisées les constructions, installations aménagements et *extensions* à destination agricole nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. Ces constructions, soumises ou non, soit au règlement sanitaire départemental, soit à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (cf. Chapitre IV), sont autorisées dès lors qu'elles sont situées au-delà de la distance réglementaire d'éloignement de toute construction destinée à l'habitat ou des limites des zones urbanisées (périmètre de réciprocité agricole).
Exploitation forestière			

Tableau applicable aux STECAL (A*...)			
Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières...
HABITATION			
Logement		Dans tous les STECAL, sauf ceux autorisés sous condition	Sont uniquement autorisées les constructions à destination de « logement » dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. Les STECAL sont définis dans les zones suivantes : <u>Bellecombe :</u> A*be1, A*be2, A*be3, A*be4, A*be6, A*be7, A*be12, A*be13
Hébergement		Dans tous les STECAL, sauf ceux autorisés sous condition	Sont uniquement autorisées les constructions à destination d' « hébergement » dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. Les STECAL sont définis dans les zones suivantes : <u>Bellecombe :</u> A*be3b
COMMERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES			
Artisanat et commerce de détail			
Restauration			
Commerce de gros			
Activités de services avec accueil d'une clientèle			
Hôtel		Dans tous les STECAL, sauf ceux autorisés sous condition	Sont uniquement autorisées les constructions à destination de « hôtel » dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages dans les zones suivantes : <u>Les Moussières :</u>

Tableau applicable aux STECAL (A*...)			
Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières...
			A*mo1
Autre hébergement touristique		Dans tous les STECAL, sauf ceux autorisés sous condition	Sont uniquement autorisées les constructions à destination de « autre hébergement touristique » dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages dans les zones suivantes : <u>Bellecombe :</u> A*be5, A*be8, A*be9, A*be10, A*be11, <u>Les Bouchoux :</u> Dans les zones A*bo1, A*bo2 ; A*bo3 <u>Septmoncel :</u> A*se1, A*se2
Cinéma			
AUTRES ACTIVITES DES SECTEURS PRIMAIRE, SECONDAIRE ET TERTIAIRE			
Industrie		Dans tous les STECAL, sauf ceux autorisés sous condition	Sont uniquement autorisées les constructions à destination d' « industrie » dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages dans les zones suivantes : <u>Les Bouchoux :</u> Dans la zone A*bo4
Entrepôt			
Bureau			
Centre de congrès et d'exposition			
Cuisine dédiée à la vente en ligne			
ÉQUIPEMENTS D'INTÉRÊT COLLECTIF ET SERVICES PUBLICS			

Tableau applicable aux STECAL (A*...)			
Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières...
Locaux et bureaux des administrations publiques et assimilés			
Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés			
Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale			
Salles d'art et de spectacles			
Équipements sportifs		Dans tous les STECAL sauf ceux autorisés sous condition	Sont uniquement autorisées les constructions à destination d'«équipements sportifs » dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. Les STECAL sont définis dans les zones suivantes : Lavans-lès-Saint-Claude : A*lav1
Lieu de culte			
Autres équipements recevant du public		Dans toutes les zones sauf celles autorisées sous condition	Sont uniquement autorisées les constructions à destination « d'autres équipements recevant du public » dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. Les STECAL sont définis dans les zones suivantes : Bellecombe : A*be12, A*be3b
EXPLOITATIONS AGRICOLES ET FORESTIÈRES			
Exploitation agricole			Sont autorisées les constructions, installations aménagements et *extensions* à destination agricole nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de

Tableau applicable aux STECAL (A*...)			
Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières...
			production dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. Ces constructions, soumises ou non, soit au règlement sanitaire départemental, soit à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (cf. Chapitre IV), sont autorisées dès lors qu'elles sont situées au-delà de la distance réglementaire d'éloignement de toute construction destinée à l'habitat ou des limites des zones urbanisées (périmètre de réciprocité agricole).
Exploitation forestière			

2. VOLUMETRIE ET *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS

En complément des dispositions suivantes, les dispositions de la Partie III. et de la Partie IV. au Chapitre 2. Volumétrie et implantation des constructions s'appliquent.

2.1. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT A L'*ALIGNEMENT*

Dans la zone A :

Les constructions principales peuvent être implantées soit à l'*alignement* soit en *recul* de l'*alignement*.

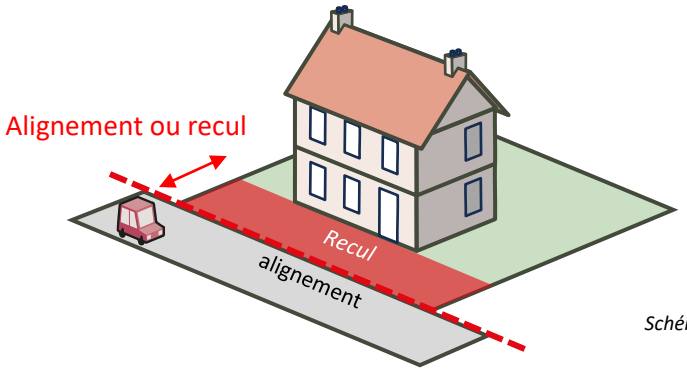


Schéma illustratif à titre informatif

Dans les STECAL :

Les constructions doivent être implantées à l'intérieur des périmètres des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitée, en *recul* de l'*alignement,*

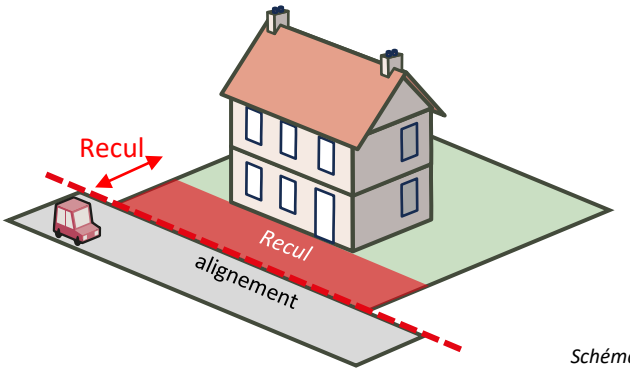


Schéma illustratif à titre informatif

2.2. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX *LIMITES SEPARATIVES*

Dans la zone A :

Les constructions principales peuvent être implantées soit sur une des *limites séparatives* soit en retrait des *limites séparatives*.

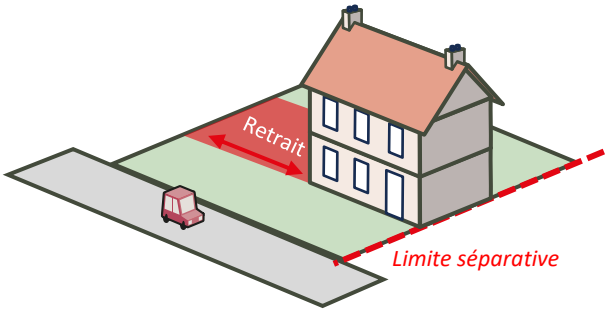


Schéma illustratif à titre informatif

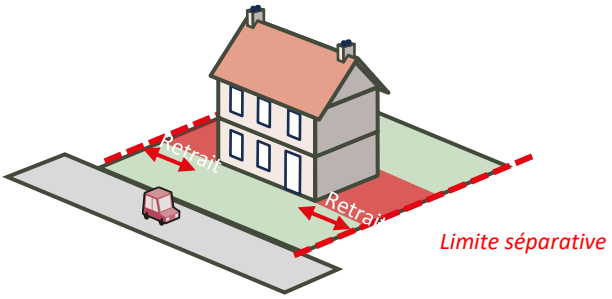


Schéma illustratif à titre informatif

Dans les STECAL :

Les constructions doivent être implantées en retrait des *limites séparatives*.

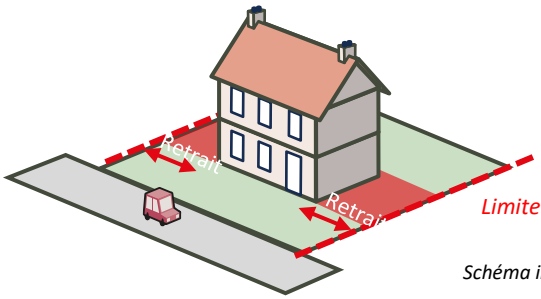


Schéma illustratif à titre informatif

2.3. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS SUR UN MEME TERRAIN

Dans la zone A :

Les annexes à l'habitation doivent être implantées à moins de 25 mètres de la *construction principale*.

L'*implantation* d'une annexe est possible à une distance de plus de 25 mètres de l'habitation uniquement dans le cas où l'habitation est située à plus de 100 mètres de la route principale et que le *chemin d'accès* n'est pas déneigé.

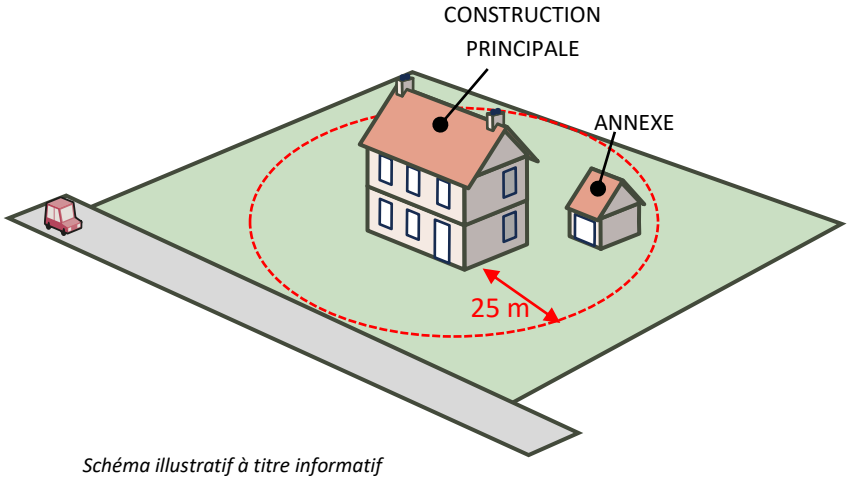


Schéma illustratif à titre informatif

Dans les STECAL :

Non réglementé

2.4. *EMPRISE AU SOL* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

Dans la zone A :

Dispositions spécifiques aux habitations

L'emprise au sol maximale des constructions est fixée à :

- 100 m^2 pour les constructions principales nouvelles
- 60 m^2 pour les annexes, dans la limite de 3 annexes maximum par *unité foncière*.
- 30 m^2 pour les *abris légers*.

Dispositions spécifiques aux locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés

L'emprise au sol maximale des constructions est fixée à 5 % de l'*unité foncière*.

Dispositions spécifiques aux exploitations agricoles

Non règlementé

Dans les STECAL :

- Dans le STECAL A*be8, *l'emprise au sol* maximale totale des constructions et fixée à 30 m^2.
- Dans chaque STECAL : A*bo1, A*bo2, A*bo3, A*se2, *l'emprise au sol* maximale totale des constructions et fixée à 35 m^2.
- Dans le STECAL A*se2, *l'emprise au sol* maximale totale des constructions et fixée à 40 m^2.
- Dans le STECAL A*be9, *l'emprise au sol* maximale totale des constructions et fixée à 50 m^2.
- Dans le STECAL A*be5, *l'emprise au sol* maximale totale des constructions et fixée à 70 m^2.
- Dans le STECAL A*se1, *l'emprise au sol* maximale totale des constructions et fixée à 90 m^2.
- Dans chaque STECAL : A*be10, A*be11, *l'emprise au sol* maximale totale des constructions et fixée à 100 m^2.
- Dans le STECAL A*bo4, *l'emprise au sol* maximale totale de l'*extension* des constructions et fixée à 110 m^2.
- Dans le STECAL A*be6, *l'emprise au sol* maximale totale de l'*extension* des constructions et fixée à 150 m^2.
- Dans chaque STECAL : A*be1, A*be2, A*be4, A*be13, *l'emprise au sol* maximale totale des constructions et fixée à 200 m^2.
- Dans chaque STECAL : A*be7, *l'emprise au sol* maximale totale des constructions et fixée à 220 m^2.
- Dans le STECAL A*be12, *l'emprise au sol* maximale totale des constructions et fixée à 450 m^2.
- Dans le STECAL A*lav1, *l'emprise au sol* maximale totale des constructions et fixée à 720 m^2.
- Dans le STECAL A*be3 , *l'emprise au sol* maximale totale des constructions et fixée à 800 m^2 à répartir dans les 2 STECAL portant ce nom.
- Dans le STECAL A*be3b, *l'emprise au sol* maximale totale des constructions et fixée à 700 m^2 pour l'hébergement, et 700 m^2 pour l'autre équipement recevant du public.
- Dans le STECAL A*mo1, *l'emprise au sol* maximale totale des constructions et fixée à 2 800 m^2.

2.5. *HAUTEUR* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

Dans la zone A :

Dispositions spécifiques aux habitations

La *hauteur* maximale des constructions est fixée à :

- 6 mètres à l'*égout du toit* et 10 mètres au point le plus haut pour les constructions nouvelles soit R+1+C
- 3,5 mètres pour les annexes
- la *hauteur* existante pour les *extension*s

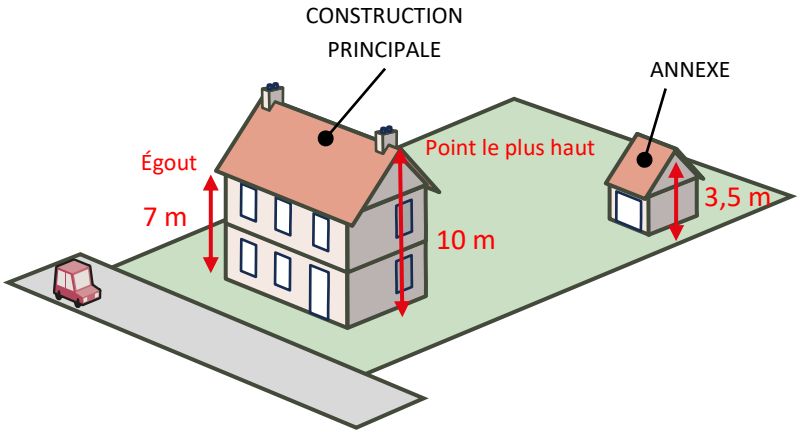


Schéma illustratif à titre informatif

Dispositions spécifiques aux exploitations agricoles

La *hauteur* maximale des constructions est fixée à 12 mètres au point le plus haut.

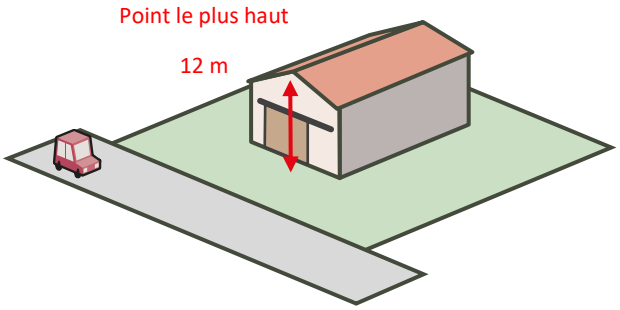


Schéma illustratif à titre informatif

Dans les STECAL :

- Dans les STECAL A*be8, A*be9, la *hauteur* maximale des constructions est fixée à 4,5 mètres.
- Dans les STECAL A*be5, A*be10, A*be11, A*bo1, A*bo2, A*bo3, A*se1, A*se2, la *hauteur* maximale des constructions est fixée à 5 mètres.
- Dans les STECAL A*be1, A*be2, A*be3, A*be3b, A*be4, A*be6, A*be7, A*be13, A*mo1, la *hauteur* maximale des constructions est fixée à 6 mètres à *l'égout du toit*, et 9 mètres au *faîtage*.
- Dans le STECAL A*be12, la *hauteur* maximale des constructions est fixée à 9 mètres.
- Dans le STECAL A*lav1, la *hauteur* maximale des constructions est fixée à 20 mètres.
- Dans les STECAL A*bo4, la *hauteur* maximale des *extensions* est fixée à la *hauteur* des constructions existantes.

3. QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

Les dispositions de la Partie III. et la Partie IV. au Chapitre 3. Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère s'appliquent.

L'*« Annexe architecturale et paysagère»* du présent règlement (pièce 4.2 du PLUi) présente les principes d'intégration paysagère et architecturale à travers notamment un cahier de bonnes pratiques, des guides de couleurs et matériaux et un guide sur les haies. Cette annexe s'applique, suivant la rédaction de ses différents items, dans un rapport de prescription (c'est-à-dire valeur de règle) ou de conseil /recommandation.

Toute construction, quelle que soit sa destination, doit faire l'objet d'une intégration maximale dans son environnement et rechercher une architecture traditionnelle. L'objectif recherché est l'effacement de la construction dans le paysage, obtenu par :

- une *implantation* adaptée à la topographie, privilégiant les zones de moindre impact visuel et limitant les terrassements ;
- un traitement architectural sobre et traditionnel, avec des volumes simples et compacts, aux proportions harmonieuses ;
- des teintes et matériaux s'harmonisant avec le milieu naturel et le bâti traditionnel du secteur (bois naturel, teintes mates, enduits minéraux, zinc prépatiné, *tavaillons*, etc.).

Les bâtiments agricoles, les constructions perchées, les annexes isolées, les *abris légers* ou doivent tous viser une intégration paysagère optimale, par la sobriété des formes, des teintes et des volumes.

1.1. Constructions annexes

Les annexes (autorisées à titre exceptionnel) doivent :

- être implantées et dimensionnées pour s'effacer au maximum dans le paysage (adossement au relief, végétalisation des abords, sobriété des volumes) ;
- présenter un aspect traditionnel, avec un revêtement bois vertical, *tavaillons* ou zinc traditionnel ;
- adopter une teinte neutre et mate, sans effet brillant ;
- avoir une *toiture* à deux ou quatre pans de teinte sobre, s'harmonisant avec le bâti principal.

Les *abris légers* doivent :

- présenter une structure légère,
- être traités avec des matériaux naturels et des teintes neutres (bois brut, ocre clair, sable),
- utiliser des couvertures harmonisées avec celle du bâtiment principal.

1.2. Clôtures et haies (toutes les communes sauf les communes des Hautes-Combes)

- Les clôtures ne sont pas obligatoires et ne doivent pas entraver les perspectives sur les paysages ouverts.
- Elles seront constituées préférentiellement de murets en pierre, ou à défaut de dispositifs ajourés (bois, métal, grillage discret) doublés d'une haie vive.
- Les haies composées uniquement de conifères (thuyas, etc.) sont interdites.
- Les haies mixtes d'essences locales sont à privilégier.
- La *hauteur* maximale des clôtures est fixée à 1,50 m.
- L'emploi à nu de matériaux destinés à être recouverts est interdit.

Par exception, pour des motifs de sécurité ou d'élevage (divagation d'animaux, protection des cultures), d'autres dispositifs pourront être autorisés sous réserve :

- d'une bonne intégration paysagère,
- de teintes neutres et de matériaux naturels ou transparents,
- et d'une *hauteur* adaptée à leur fonction.

1.3. Clôtures et haies (communes des Hautes-Combes uniquement)

- Seuls les murets en pierre sèche traditionnels de type *murger* d'une *hauteur* inférieure à 1 mètre sont autorisés dès lors qu'ils n'entravent pas les perspectives sur les paysages ouverts.
- Les haies sont interdites.

Par exception, pour des motifs de sécurité ou d'élevage (divagation d'animaux, protection des cultures), d'autres dispositifs pourront être autorisés sous réserve :

- d'une bonne intégration paysagère,
- de teintes neutres et de matériaux naturels ou transparents,
- et d'une *hauteur* adaptée à leur fonction.

1.4. Constructions à usage agricole

Les bâtiments agricoles doivent :

- s'intégrer dans la topographie du site afin de réduire leur impact visuel (terrassements minimum, adaptation au relief, traitement végétalisé des abords) ;
- éviter les formes trop complexes, en privilégiant des volumes simples et rectangulaires ;
- limiter la *hauteur* au strict nécessaire aux usages agricoles.

La *toiture*, visible depuis les points hauts, doit être envisagée comme une cinquième *façade* et bénéficier d'un traitement soigné (teinte, matériau, pente).

A. *Toitures*

- *Toiture*s à deux pans, pente comprise entre 35 % et 45 %, avec demi-croupes ou croupettes recommandées.
- Débords de toit limités à 30 cm en pignon, 40 cm minimum en *façade* principale (mesurés à l'horizontale au niveau de l'égout).
- Matériaux de couverture : tuiles, bacs acier, *tavaillons* ou zinc traditionnel, de teinte brun rouge, rouge vieilli ou gris neutre.
- Les *toiture*s terrasses sont interdites.
- Les panneaux photovoltaïques ou thermiques doivent être intégrés à la *toiture* et/ou à la *façade*, et non posés au sol.

B. *Façade*s, aspect des matériaux et teintes

- Les *façade*s devront présenter un aspect bois naturel ou bois vieilli, les teintes blanches et blanc cassé étant interdites.
- Les enduits traditionnels devront se référer aux teintes du bâti ancien : sable, pierre, ocre clair, gris bleuté.
- Les matériaux destinés à être recouverts ne peuvent être laissés apparents.
- Le *bardage* bois vertical ou en *tavaillons* est encouragé, notamment sur les *façade*s exposées aux intempéries.

1.5. Constructions à usage d'habitation

Les constructions d'habitation doivent s'inspirer de l'architecture traditionnelle du Haut-Jura :

- adopter une volumétrie et un aspect similaires à ceux des fermes traditionnelles,
- présenter un plan rectangulaire ou carré,

A. *Toitures*

- *Toitures* à deux pans, pente faible (≤ 45 %), comportant demi-croupes obligatoires,
- Débords conformes aux prescriptions précédentes,
- Couverture : tuile, bac acier ou tavaillon, teinte neutre ou traditionnelle,
- Les portes de garage doivent avoir un aspect bois naturel ou vieilli.

B. *Façades*

- Enduites dans des tons sable, pierre, ocre clair, avec au moins un pignon bardé (*tavaillons* ou zinc prépatiné),
- Enduits grattés fins uniquement (enduits écrasés interdits),
- Ouvertures plus hautes que larges, s'inspirant du bâti traditionnel,
- Proportion totale des ouvertures inférieure à 20 % de la surface de *façade*,
- Ouverture cintrée type "porte de grange" obligatoire sur une *façade* principale : largeur ≥ 3 m, *hauteur* à la clef ≥ 3,5 m,
- Ouvertures éloignées d'au moins 1 m des angles,
- Une *façade* comportera des *coches* ou une galerie,
- Menuiseries : teintes bois naturel, gris ou anthracite ; blanc interdit.

4. TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON-BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS

Les dispositions de la Partie III. et la Partie IV. au Chapitre 4. Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions s'appliquent.

5. STATIONNEMENT

Les dispositions de la Partie IV. au Chapitre 5. Stationnement s'appliquent.

6. EQUIPEMENT ET RESEAUX

Les dispositions de la Partie IV. au Chapitre 6. Equipement et réseaux s'appliquent.

ZONE N – NATURELLE

Cette zone recouvre les secteurs naturels et forestiers à protéger en tant que tels.

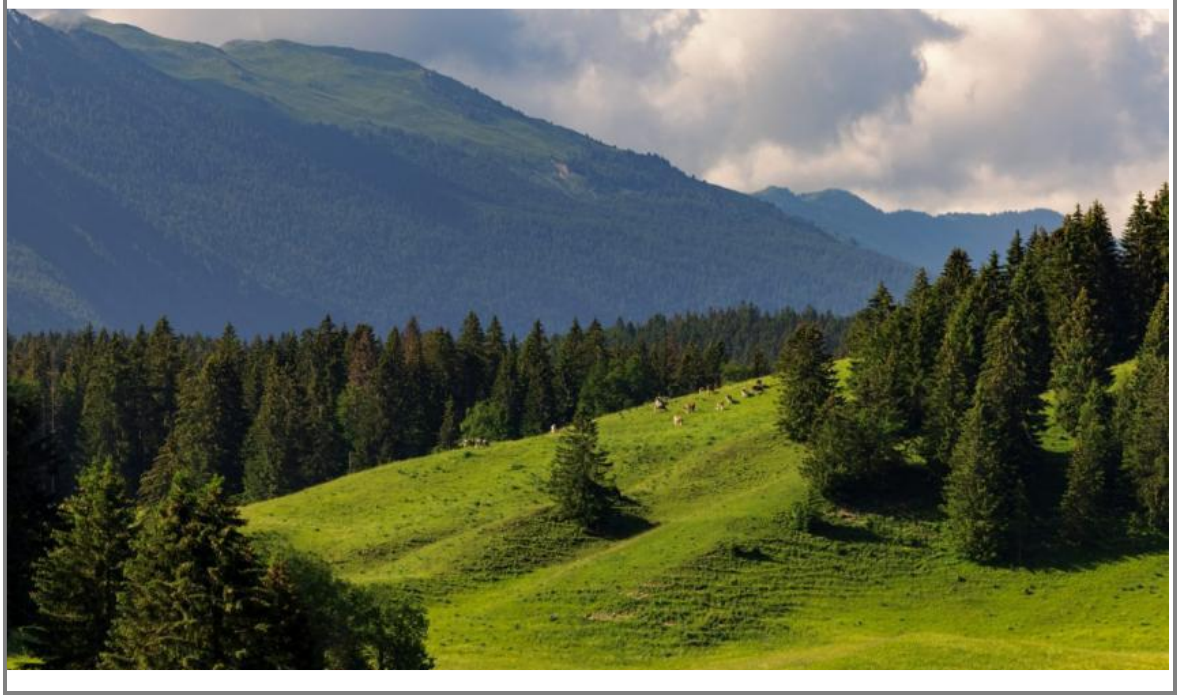
Elle comprend :

- le sous-secteur Nl dédié aux équipements à dominante naturelle (golf…)

La zone N comprend plusieurs secteurs de taille et de capacités d'accueil limitées (STECAL) intitulés N*… qui font l'objet d'un zoom sur la pièce « 5.2 Secteurs de taille et de capacités d'accueil limités » :

Commune	Surface (m^2)	Nom du STECAL
BELLECOMBE	80	N*be1
	250	N*be2
	1 810	N*be3
LAVANS-LES-SAINT-CLAUDE	10 500	N*lav1
	13 220	N*lav2
SAINT-CLAUDE	2 390	N*sc1
SEPTMONCEL LES MOLUNES	4 410	N*se1

Illustration de la zone N



1. DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGES DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE

Rappel :
Les dispositions figurant, dans les parties III. et IV. au Chapitre 1 Destination des constructions, usages des sols et natures d'activité, s'appliquent en complément.

Dispositions particulières transversales :

- Lorsqu'une disposition figure dans les parties III et IV au Chapitre 1 Destination des constructions, usages des sols et natures d'activité, elle s'applique nonobstant les dispositions inscrites dans le tableau des destinations ci-dessous.
- Sont autorisés les aménagements et constructions légères telles que les kiosques, abris de stockage du matériel de jardinage et les cabanes à outils relatifs aux activités de loisirs et sous réserve de présenter un lien avec le fonctionnement des jardins familiaux existants à la date d'approbation du PLUi.

Légende applicable au tableau prescriptif des destinations / sous-destinations :

Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…

Tableau applicable en zones N et Nl (hors STECAL)			
Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…
HABITATION			
Logement			N et Nl, sont uniquement autorisées : - les *extension*s des constructions existantes dans la limite de 30 % de *l'emprise au sol* des constructions existantes, - les annexes dans la limite de 60 m² d'*emprise au sol* et situées à moins de 25 mètres de l'habitation existante. L'*implantation* d'une annexe est possible à une distance de plus de 25 m de l'habitation uniquement dans le cas où l'habitation est située à plus de 100 m de la route principale et que le *chemin d'accès* n'est pas déneigé.
Hébergement		N et Nl	
COMMERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES			
Artisanat et commerce de détail		N et Nl	
Restauration		N et Nl	
Commerce de gros		N et Nl	

Tableau applicable en zones N et Nl (hors STECAL)			
Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières…
Activités de services avec accueil d'une clientèle		N et Nl	
Hôtel		N et Nl	
Autre hébergement touristique		N et Nl	
Cinéma		N et Nl	
AUTRES ACTIVITES DES SECTEURS PRIMAIRE, SECONDAIRE ET TERTIAIRE			
Industrie		N et Nl	
Entrepôt		N et Nl	
Bureau		N et Nl	
Centre de congrès et d'exposition		N et Nl	
Cuisine dédiée à la vente en ligne		N et Nl	
ÉQUIPEMENTS D'INTÉRÊT COLLECTIF ET SERVICES PUBLICS			
Locaux et bureaux des administrations publiques et assimilés		N et Nl	
Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés	N et Nl		
Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale		N et Nl	
Salles d'art et de spectacles		N et Nl	
Équipements sportifs	Nl	N	
Lieu de culte		N et Nl	
Autres équipements recevant du public		N et Nl	
EXPLOITATIONS AGRICOLES ET FORESTIÈRES			

Tableau applicable en zones N et Nl (hors STECAL)			
Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières...
Exploitation agricole			N et Nl : sont autorisées les constructions, installations aménagements et *extension*s à destination agricole nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. Ces constructions, soumises ou non, soit au règlement sanitaire départemental, soit à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (cf. Chapitre IV), sont autorisées dès lors qu'elles sont situées au-delà de la distance réglementaire d'éloignement de toute construction destinée à l'habitat ou des limites des zones urbanisées (périmètre de réciprocité agricole).
Exploitation forestière	N et Nl		

Tableau applicable aux STECAL (N*...)			
Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières...
HABITATION			
Logement			
Hébergement			
COMMERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES			
Artisanat et commerce de détail		Dans tous les STECAL, sauf ceux autorisés sous condition	Sont uniquement autorisées l'*extension* des constructions à destination « d'artisanat et commerce de détail » dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. Les STECAL sont définis dans les zones suivantes : <u>Saint-Claude :</u> N*sc1
Restauration		Dans tous les STECAL, sauf ceux autorisés sous condition	Sont uniquement autorisées l'*extension* des constructions à destination « restauration » dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. Les STECAL sont définis dans les zones suivantes : <u>Bellecombe :</u> <u>N*be3</u> <u>Lavans-les Saint-Claude :</u> N*lav2 <u>Saint-Claude :</u> N*sc2
Commerce de gros			
Activités de services avec accueil d'une clientèle			

Tableau applicable aux STECAL (N*...)			
Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières...
Hôtel		Dans tous les STECAL, sauf ceux autorisés sous condition	Sont uniquement autorisées l'*extension* des constructions à destination « restauration » dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. Les STECAL sont définis dans les zones suivantes : Bellecombe : N*be3
Autre hébergement touristique		Dans tous les STECAL, sauf ceux autorisés sous condition	Sont uniquement autorisées les constructions à destination « d'autre hébergement touristique » dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. Les STECAL sont définis dans les zones suivantes : Bellecombe : N*be1, N*be2, N*be3 Lavans-les Saint-Claude : N*lav2
Cinéma			
AUTRES ACTIVITES DES SECTEURS PRIMAIRE, SECONDAIRE ET TERTIAIRE			
Industrie		Dans tous les STECAL, sauf ceux autorisés sous condition	Sont uniquement autorisées les constructions à destination d'« industrie » dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. Les STECAL sont définis dans les zones suivantes : Septmoncel : N*se1
Entrepôt			
Bureau			

Tableau applicable aux STECAL (N*...)			
Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières...
Centre de congrès et d'exposition			
Cuisine dédiée à la vente en ligne			
ÉQUIPEMENTS D'INTÉRÊT COLLECTIF ET SERVICES PUBLICS			
Locaux et bureaux des administrations publiques et assimilés			
Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés		Dans tous les STECAL, sauf ceux autorisés sous condition	Sont uniquement autorisées les constructions à destination « Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés » dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. Les STECAL sont définis dans les zones suivantes : <u>Lavans-lès-Saint-Claude :</u> N*lav1
Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale			
Salles d'art et de spectacles			
Équipements sportifs			
Lieu de culte			
Autres équipements recevant du public		Dans tous les STECAL, sauf ceux autorisés sous condition	Sont uniquement autorisées les constructions à destination « autres équipements recevant du public » dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. Les STECAL sont définis dans les zones suivantes : <u>Lavans-les Saint-Claude :</u> N*lav2
EXPLOITATIONS AGRICOLES ET FORESTIÈRES			

Tableau applicable aux STECAL (N*...)			
Sous-destinations	Autorisées	Interdites	Autorisées sous conditions particulières...
Exploitation agricole			
Exploitation forestière		Dans tous les STECAL, sauf ceux autorisés sous condition	Sont uniquement autorisées les constructions à destination d'« exploitation forestière » dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. Les STECAL sont définis dans les zones suivantes : Septmoncel : N*se1

2. VOLUMETRIE ET *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS

En complément des dispositions suivantes, les dispositions de la Partie III. et de la Partie IV. au Chapitre 2. Volumétrie et implantation des constructions s'appliquent.

2.1. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT À L'*ALIGNEMENT*

Dans les zones N et Nl :

Les constructions principales peuvent être implantées soit à l'*alignement* soit en *recul* de l'*alignement*.

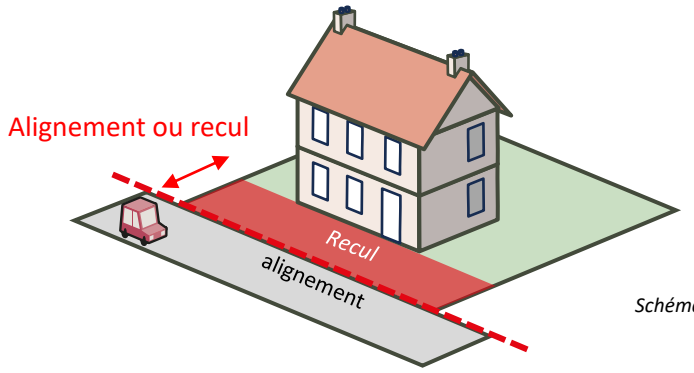


Schéma illustratif à titre informatif

Dans les STECAL :

Les constructions doivent être implantées à l'intérieur des périmètres des secteurs de taille et de capacité d'accueil limité, en *recul* de l'*alignement*.

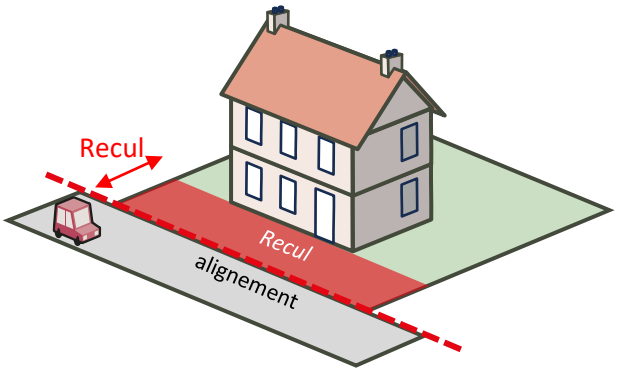


Schéma illustratif à titre informatif

2.2. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX *LIMITES SEPARATIVES*

Dans les zones N et Nl :

Les constructions principales peuvent être implantées soit sur une des *limites séparatives* soit en retrait des *limites séparatives*.

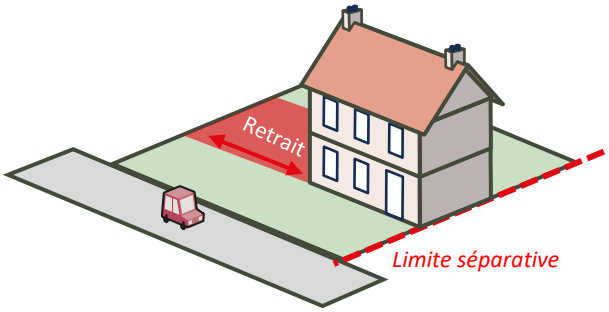


Schéma illustratif à titre informatif

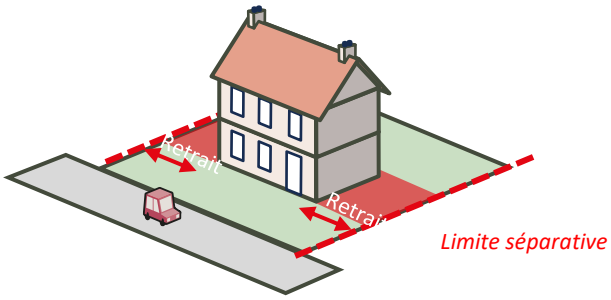


Schéma illustratif à titre informatif

Dans les STECAL :

Les constructions doivent être implantées en retrait des *limites séparatives*.

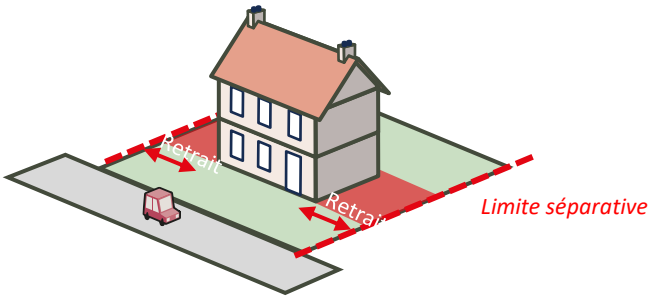


Schéma illustratif à titre informatif

2.3. *IMPLANTATION* DES CONSTRUCTIONS SUR UN MEME TERRAIN

Dans les zones N et Nl :

Les annexes à l'habitation doivent être implantées à moins de 25 mètres de la c*onstruction principale*.

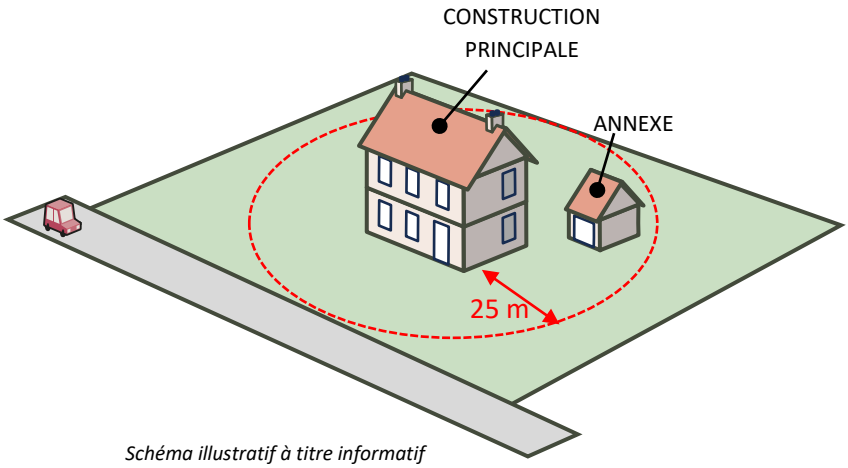


Schéma illustratif à titre informatif

L'*implantation* d'une annexe est possible à une distance de plus de 25 m de l'habitation uniquement dans le cas où l'habitation est située à plus de 100 m de la route principale et que le *chemin d'accès* n'est pas déneigé.

Dans les STECAL :

Non réglementé

2.4. *EMPRISE AU SOL* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

Dans les zones N et Nl :

Dispositions spécifiques aux habitations

L'emprise au sol maximale des constructions est fixée à :

- 60 m^2 pour les annexes, dans la limite de 3 annexes maximum par *unité foncière*.
- 30 % de *l'emprise au sol* de la *construction principale* existante pour les *extensions*
- 30 m^2 pour les *abris légers*.

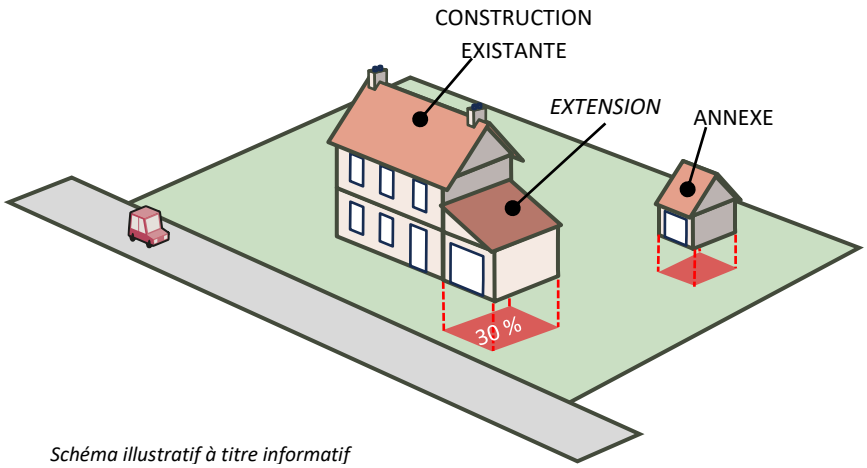


Schéma illustratif à titre informatif

Dispositions spécifiques aux équipements publics dans la zone Nl

L'emprise au sol maximale des constructions est fixée à 5 % de l'*unité foncière*.

Dispositions spécifiques aux locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés

L'emprise au sol maximale des constructions est fixée à 5 % de l'*unité foncière*.

Dispositions spécifiques aux exploitations agricoles et forestière

Non règlementé

Dans les STECAL :

- Dans le STECAL N*be1, *l'emprise au sol* maximale des constructions est fixée à 20 m^2.
- Dans le STECAL N*be2, *l'emprise au sol* maximale des constructions est fixée à 25 m^2.
- Dans le STECAL N*be3, *l'emprise au sol* maximale des *extension*s des constructions existantes est fixée à 70 m^2.
- Dans le STECAL N*lav1, *l'emprise au sol* maximale des constructions nouvelles est fixée à 4 500 m^2.
- Dans le STECAL N*lav2, *l'emprise au sol* maximale des constructions nouvelles est fixée à 30 % de l'*unité foncière*.
- Dans le STECAL N*sc1, et N*se1, *l'emprise au sol* maximale des constructions nouvelles est fixée à 150 m^2.

2.5. *HAUTEUR* MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

Dans les zones N et Nl :

Dispositions spécifiques aux habitations

La *hauteur* maximale des constructions est fixée à :

- 3,5 mètres pour les annexes,
- la *hauteur* existante pour les *extension*s.

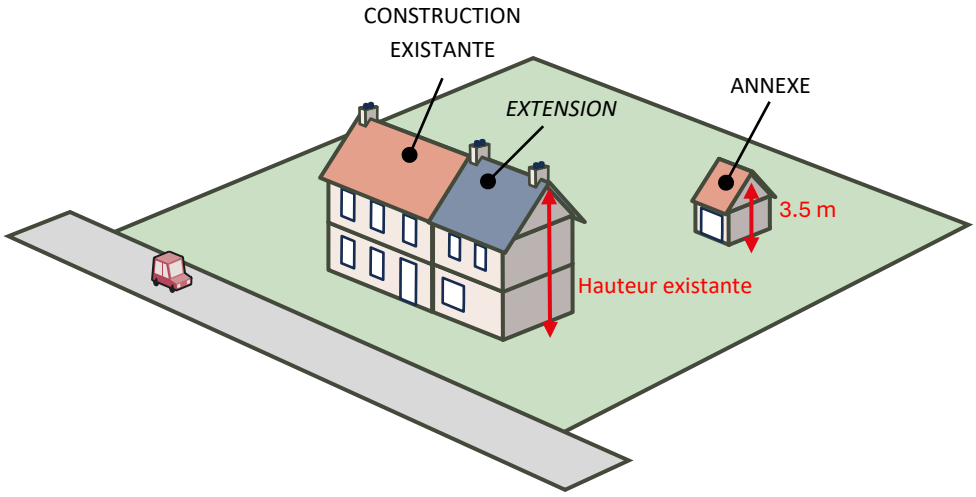


Schéma illustratif à titre informatif

Dispositions spécifiques aux équipements publics dans la zone Nl

La *hauteur* maximale des constructions est fixée à 7 mètres au point le plus haut.

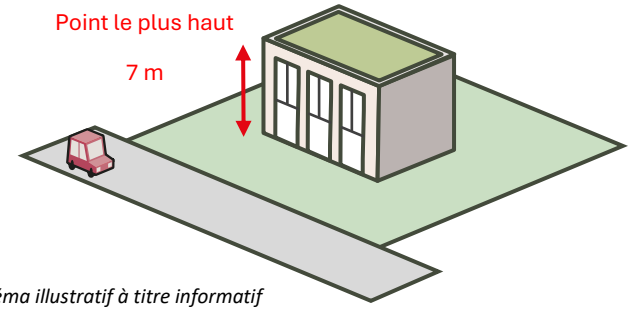


Schéma illustratif à titre informatif

Dispositions spécifiques aux exploitations agricoles et forestières

La *hauteur* maximale des constructions est fixée à 12 mètres au point le plus haut.

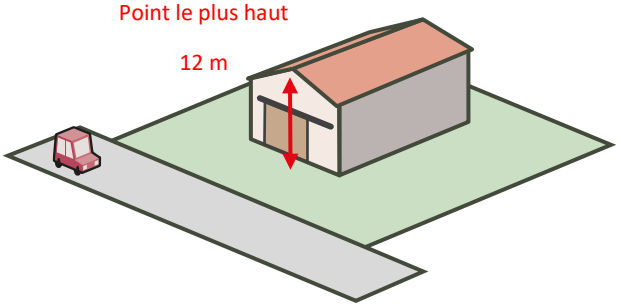


Schéma illustratif à titre informatif

Dans les STECAL :

- Dans le STECAL N*be1, la *hauteur* maximale des constructions est fixée à 4,5 mètres au point le plus haut.
- Dans le STECAL N*be2, la *hauteur* maximale des constructions est fixée à 5 mètres au point le plus haut.
- Dans le STECAL N*be3, la *hauteur* maximale des *extension*s est fixée à la *hauteur* de la *construction existante*.
- Dans le STECAL N*lav1, la *hauteur* maximale des constructions est fixée à 4 mètres.
- Dans le STECAL N*lav2, la *hauteur* maximale des constructions est fixée à 6 mètres à l'*égout du toit* et 9 mètres au *faîtage*.
- Dans le STECAL N*se1, la *hauteur* maximale des constructions est fixée à 9 mètres au *faîtage*.
- Dans le STECAL N*sc1, la *hauteur* maximale des constructions est fixée à la *hauteur* des constructions existantes.

3. QUALITE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

Les dispositions de la Partie III. et la Partie IV. au Chapitre 3. Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère s'appliquent.

L'*« Annexe architecturale et paysagère»* du présent règlement (pièce 4.2 du PLUi) présente les principes d'intégration paysagère et architecturale à travers notamment un cahier de bonnes pratiques, des guides de couleurs et matériaux et un guide sur les haies. Cette annexe s'applique, suivant la rédaction de ses différents items, dans un rapport de prescription (c'est-à-dire valeur de règle) ou de conseil /recommandation.

Toute construction, quelle que soit sa destination, doit faire l'objet d'une intégration maximale dans son environnement et rechercher une architecture traditionnelle. L'objectif recherché est l'effacement de la construction dans le paysage, obtenu par :

- une *implantation* adaptée à la topographie, privilégiant les zones de moindre impact visuel et limitant les terrassements ;
- un traitement architectural sobre et traditionnel, avec des volumes simples et compacts, aux proportions harmonieuses ;
- des teintes et matériaux s'harmonisant avec le milieu naturel et le bâti traditionnel du secteur (bois naturel, teintes mates, enduits minéraux, zinc prépatiné, *tavaillons*, etc.).

Les bâtiments agricoles, les constructions perchées, les annexes isolées, les *abris légers* ou doivent tous viser une intégration paysagère optimale, par la sobriété des formes, des teintes et des volumes.

1.1. Constructions annexes

Les annexes (autorisées à titre exceptionnel) doivent :

- être implantées et dimensionnées pour s'effacer au maximum dans le paysage (adossement au relief, végétalisation des abords, sobriété des volumes) ;
- présenter un aspect traditionnel, avec un revêtement bois vertical, *tavaillons* ou zinc traditionnel ;
- adopter une teinte neutre et mate, sans effet brillant ;
- avoir une *toiture* à deux ou quatre pans de teinte sobre, s'harmonisant avec le bâti principal.

Les *abris légers* doivent :

- présenter une structure légère,
- être traités avec des matériaux naturels et des teintes neutres (bois brut, ocre clair, sable),
- utiliser des couvertures harmonisées avec celle du bâtiment principal.

1.2. Clôtures et haies (toutes les communes sauf les communes des Hautes-Combes)

- Les clôtures ne sont pas obligatoires et ne doivent pas entraver les perspectives sur les paysages ouverts.
- Elles seront constituées préférentiellement de murets en pierre, ou à défaut de dispositifs ajourés (bois, métal, grillage discret) doublés d'une haie vive.
- Les haies composées uniquement de conifères (thuyas, etc.) sont interdites.
- Les haies mixtes d'essences locales sont à privilégier.
- La *hauteur* maximale des clôtures est fixée à 1,50 m.
- L'emploi à nu de matériaux destinés à être recouverts est interdit.

Par exception, pour des motifs de sécurité ou d'élevage (divagation d'animaux, protection des cultures), d'autres dispositifs pourront être autorisés sous réserve :

- d'une bonne intégration paysagère,
- de teintes neutres et de matériaux naturels ou transparents,
- et d'une *hauteur* adaptée à leur fonction.

1.3. Clôtures et haies (communes des Hautes-Combes uniquement)

- Seuls les murets en pierre sèche traditionnels de type *murger* d'une *hauteur* inférieure à 1 mètre sont autorisés dès lors qu'ils n'entravent pas les perspectives sur les paysages ouverts.
- Les haies sont interdites.

Par exception, pour des motifs de sécurité ou d'élevage (divagation d'animaux, protection des cultures), d'autres dispositifs pourront être autorisés sous réserve :

- d'une bonne intégration paysagère,
- de teintes neutres et de matériaux naturels ou transparents,
- et d'une *hauteur* adaptée à leur fonction.

1.4. Constructions à usage agricole

Les bâtiments agricoles doivent :

- s'intégrer dans la topographie du site afin de réduire leur impact visuel (terrassements minimum, adaptation au relief, traitement végétalisé des abords) ;
- éviter les formes trop complexes, en privilégiant des volumes simples et rectangulaires ;
- limiter la *hauteur* au strict nécessaire aux usages agricoles.

La *toiture*, visible depuis les points hauts, doit être envisagée comme une cinquième *façade* et bénéficier d'un traitement soigné (teinte, matériau, pente).

A. *Toitures*

- *Toiture*s à deux pans, pente comprise entre 35 % et 45 %, avec demi-croupes ou croupettes recommandées.
- Débords de toit limités à 30 cm en pignon, 40 cm minimum en *façade* principale (mesurés à l'horizontale au niveau de l'égout).
- Matériaux de couverture : tuiles, bacs acier, *tavaillons* ou zinc traditionnel, de teinte brun rouge, rouge vieilli ou gris neutre.
- Les *toiture*s terrasses sont interdites.
- Les panneaux photovoltaïques ou thermiques doivent être intégrés à la *toiture* et/ou à la *façade*, et non posés au sol.

B. *Façade*s, aspect des matériaux et teintes

- Les *façade*s devront présenter un aspect bois naturel ou bois vieilli, les teintes blanches et blanc cassé étant interdites.
- Les enduits traditionnels devront se référer aux teintes du bâti ancien : sable, pierre, ocre clair, gris bleuté.
- Les matériaux destinés à être recouverts ne peuvent être laissés apparents.
- Le *bardage* bois vertical ou en *tavaillons* est encouragé, notamment sur les *façade*s exposées aux intempéries.

1.5. Constructions à usage d'habitation

Les constructions d'habitation doivent s'inspirer de l'architecture traditionnelle du Haut-Jura :

- adopter une volumétrie et un aspect similaires à ceux des fermes traditionnelles,
- présenter un plan rectangulaire ou carré,
- comporter au moins un étage (R+1) sur une *façade*.

A. *Toiture*s

- *Toiture*s à deux pans, pente faible (≤ 45 %), comportant demi-croupes obligatoires,
- Débords conformes aux prescriptions précédentes,
- Couverture : tuile, bac acier ou tavaillon, teinte neutre ou traditionnelle,
- Les portes de garage doivent avoir un aspect bois naturel ou vieilli.

B. *Façade*s

- Enduites dans des tons sable, pierre, ocre clair, avec au moins un pignon bardé (*tavaillons* ou zinc prépatiné),
- Enduits grattés fins uniquement (enduits écrasés interdits),
- Ouvertures plus hautes que larges, s'inspirant du bâti traditionnel,
- Proportion totale des ouvertures inférieure à 20 % de la surface de *façade*,
- Ouverture cintrée type "porte de grange" obligatoire sur une *façade* principale : largeur ≥ 3 m, *hauteur* à la clef ≥ 3,5 m,
- Ouvertures éloignées d'au moins 1 m des angles,
- Une *façade* comportera des *coches* ou une galerie,
- Menuiseries : teintes bois naturel, gris ou anthracite ; blanc interdit.

4. TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON-BATIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS

Les dispositions de la Partie III. et la Partie IV. au Chapitre 4. Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions s'appliquent.

Dans la zone N, Nl et les STECAL, les espaces libres doivent être traités au maximum en espaces verts de pleine terre.

5. STATIONNEMENT

Les dispositions de la Partie IV. au Chapitre 5. Stationnement s'appliquent.

6. EQUIPEMENT ET RESEAUX

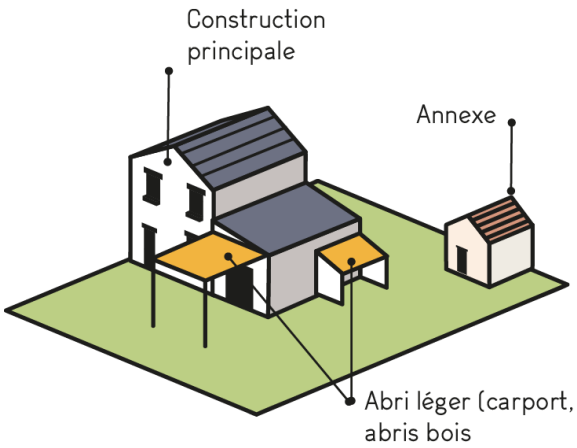
Les dispositions de la Partie IV. au Chapitre 6. Equipement et réseaux s'appliquent.

VI. LEXIQUE

Abris légers

Les constructions ouvertes sur au moins 1 *façade* (de type abris bois, abris stockage déchets, abris vélos, abris pour animaux…) contiguës ou non à la *construction principale* à condition de respecter les conditions cumulatives suivantes :

- Sans fondation et facilement démontable,
- une *emprise au sol* maximale de 15 m^2,
- une *hauteur* maximale à 4 mètres au point le plus haut.



Les constructions ouvertes sur au moins 3 *façades* (de type carport, pergolas…) contiguës ou non à la *construction principale* à condition de respecter les conditions cumulatives suivantes :

- Sans fondation facilement démontable,
- une *emprise au sol* maximale de 30 m^2,
- une *hauteur* maximale à 4 mètres au point le plus haut.

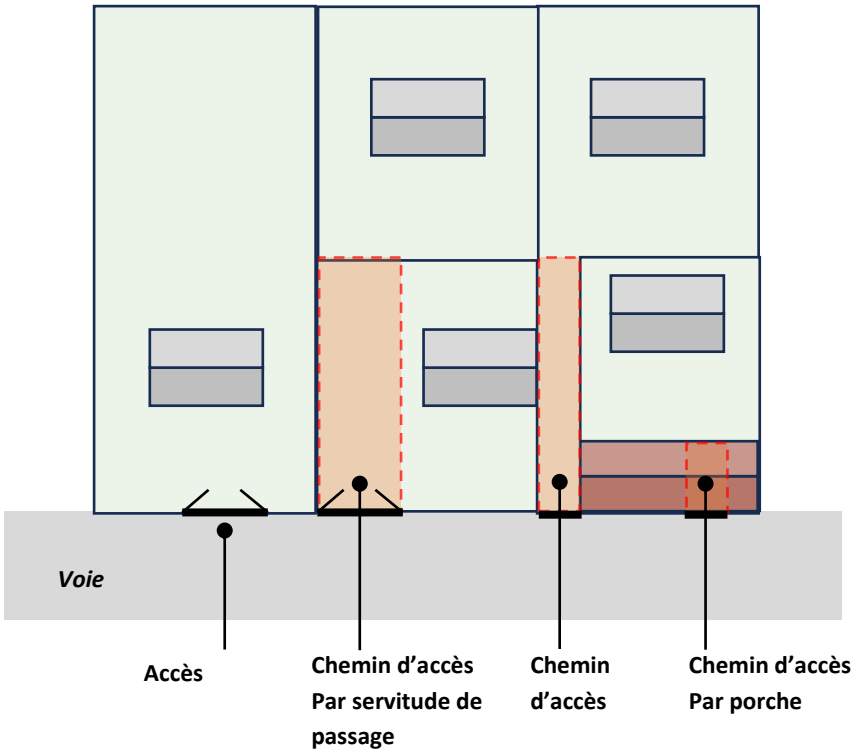
Une fermeture postérieure des *façades* des *abris légers* sera considérée comme une *extension* de la *construction principale*.

Accès

L'*accès* correspond à la limite entre l'*unité foncière* et la *voie* privée ou publique ou emprise publique qui la dessert, par lequel les véhicules entrent et sortent de l'*unité foncière*. Le nombre et la largeur des *accès* sont adaptés à l'occupation du terrain, et au type d'usage des *accès* (véhicule ou piéton).

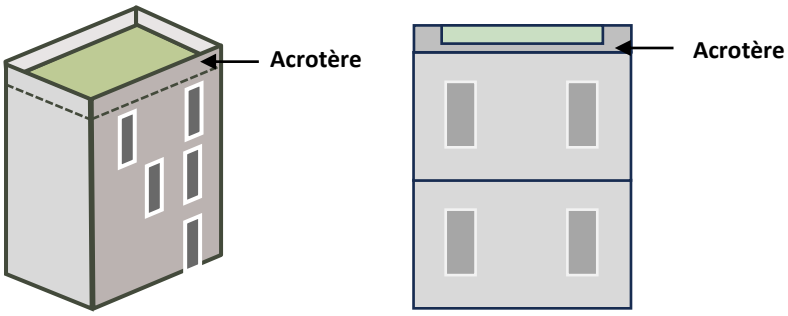
Chemin d'accès

Le *chemin d'accès* est une emprise privée (non ouverte au public) qui permet de desservir une ou des constructions sur une *unité foncière*. Il est compris entre l'espace public et la construction nouvelle et peut prendre plusieurs formes : porche, bande ou partie de terrain donnant sur la *voie*, servitude de passage. Un *chemin d'accès* desservant plus d'une *unité foncière* est considéré comme une *voie*.



Acrotère

Saillie verticale d'une *façade*, au-dessus du niveau d'une *toiture*-terrasse. Le garde-corps non maçonné ne rentre pas dans le calcul de la *hauteur*.



Alignement

Le terme « *alignement* » désigne selon le cas :

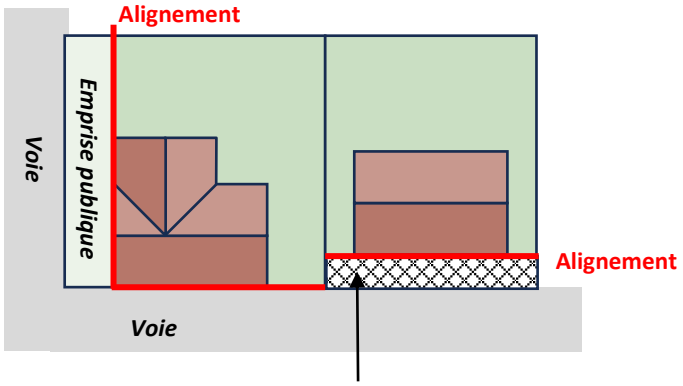
- la limite physique entre l'*unité foncière* et le domaine public (*voie* ou emprise publique),
- la limite physique entre l'*unité foncière* et l'emprise d'une *voie* privée ouverte à la circulation publique.

La limite avec une sente piétonne ne constitue pas un *alignement* mais une *limite séparative*.

Il peut correspondre à l'*alignement* existant ou projeté (en cas d'*Emplacement réservé*, de plan d'*alignement* ou de Zone d'Aménagement Concerté) :

- la limite d'une future *voie* ou place prévue dans le cadre d'un projet de construction,

- la limite d'un *Emplacement réservé* figurant aux documents graphiques du règlement pour la création d'une *voie*, d'une place ou d'un élargissement de *voie*.



- ***Servitude d'alignement***
- ***Emplacement réservé pour élargissement ou création de voirie.***

Annexe

Cf. *Construction annexe*

Arbre

Un *arbre* est une plante ligneuse terrestre comportant un système racinaire en terre supportant un tronc sur lequel s'insèrent des branches ramifiées portant le feuillage (les aiguilles) dont l'ensemble forme le houppier.

Arbre de grande ampleur :

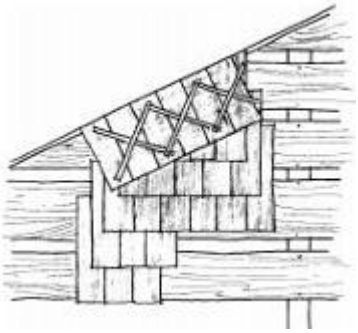
Est considéré comme *arbre* de grande ampleur, un *arbre* qui présente une circonférence du tronc d'au moins 1,5 mètre mesuré à 1,5 mètre du sol.

Balcon

Plate-forme à *hauteur* de plancher formant *saillie* sur la *façade*, et fermé par une balustrade ou un garde-corps. Contrairement à une terrasse ou à un perron, un *balcon* n'est accessible que de l'intérieur du bâtiment.

Bardage en tavaillons

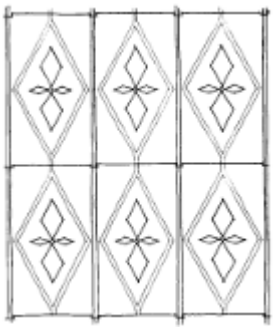
Assemblage de petits bardeaux de bois de largeur variable, posées bord à bord et à recouvrement vertical sur la *façade* sud-ouest la plus exposée aux intempéries.



© PNRHJ, M. Vercez

Bardage en tôle

Assemblages d'éléments en métal, sur la *façade* sud-ouest la plus exposée aux intempéries.



© PNRHJ, M. Vercez

Chemin d'accès

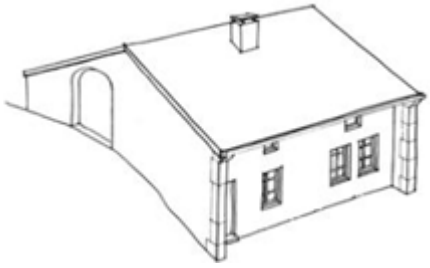
Cf. « Accès »

Clôture

Ouvrage permettant de diviser ou de délimiter un espace et faisant obstacle au passage (exemple : mur, grille, grillage, ou autre dispositif visant à limiter *l'accès* à une *unité foncière*). Les clôtures incluent également les portails, portillons et autres *accès*. Peuvent être considérés comme une clôture les installations édifiées sur les limites du terrain ou en retrait de ces dernières, tant qu'elles remplissent ce rôle. Certaines clôtures peuvent aussi s'accompagner de plantation de végétaux (haies végétales).

Coche

Appellation locale désignant la prolongation des murs pignons en *façade* principale, créant un espace protégé des intempéries (pluie, neige et vent).



© PNRHJ, M. Vercez

Construction annexe

Est considérée comme « *construction annexe* », une construction qui répond simultanément aux trois conditions ci-après :

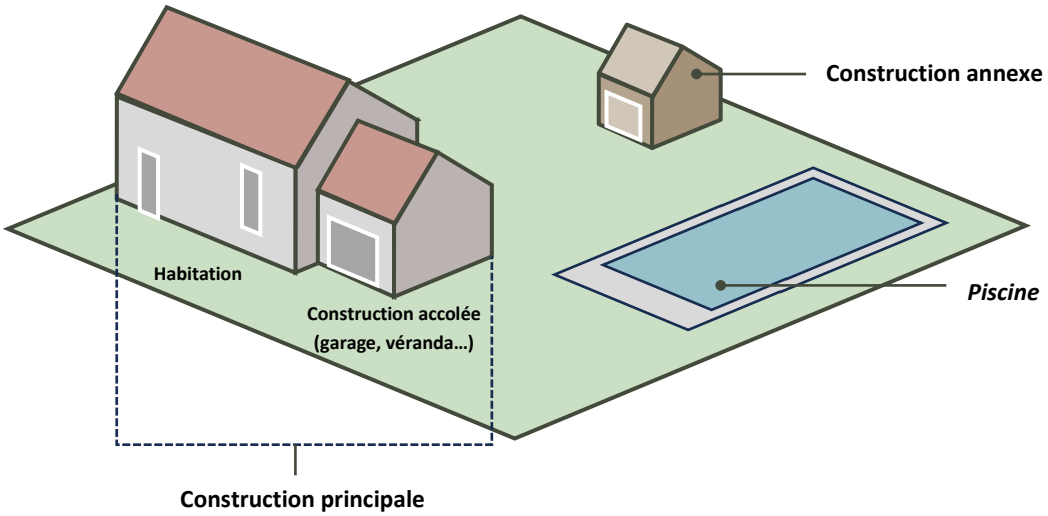
- doit être affectée à une fonction complémentaire de la *construction principale* (de type garage, abris, etc.) et ne peut constituer une nouvelle unité d'habitation,
- non contiguë à une *construction principale*,
- une superficie de 30 m^2 d'*emprise au sol* maximum et une *hauteur* de 3,5 mètres maximum.

➢ Tout élément accolé à la c*onstruction principale* est considéré comme une *extension*, et respecte les mêmes règles que la c*onstruction principale*. Ainsi, un bâtiment qui est relié à la c*onstruction principale* par un simple auvent ou un porche est considéré comme une *extension*.

➢ Les *piscine*s ne sont pas considérées comme des *constructions annexes*.

➢ Toute construction dépassant la superficie de 30 m^2 d'e*mprise au sol* et la *hauteur* maximale de 3,5 mètres définies pour les *constructions annexes*, est considérée par le présent règlement comme une c*onstruction principale*.

➢ En cas d'*ouverture constituant des vues* sur les *limites séparatives*, l'*implantation* des annexes doit respecter les règles applicables aux constructions principales.



Construction existante

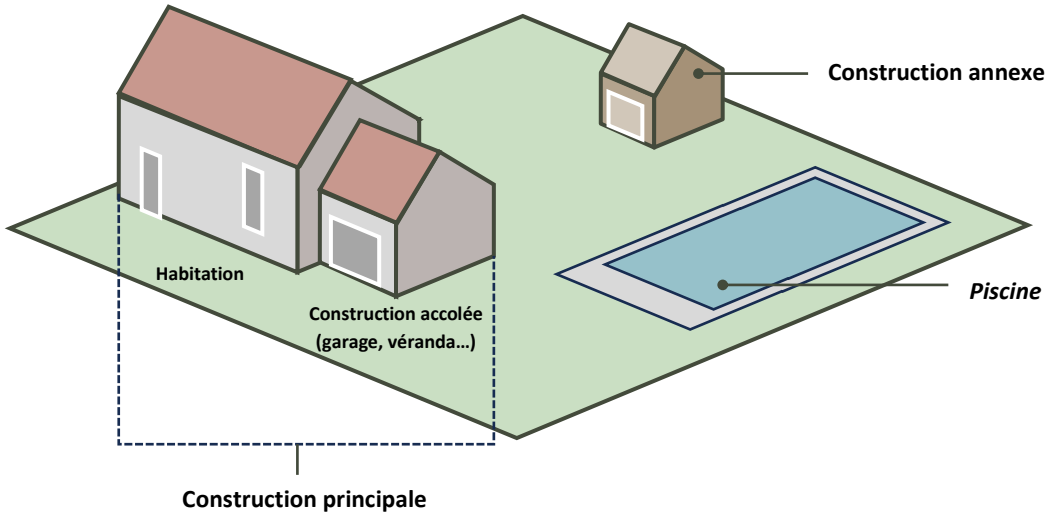
Une construction est considérée comme existante si elle a été réalisée en vertu d'autorisations légalement accordées et si la majorité des fondations ou des éléments hors fondations déterminant la résistance et la rigidité de l'ouvrage remplissent leurs fonctions à la date d'approbation du présent règlement

(XX/XX/XXXX). Une ruine ne peut pas être considérée comme une *construction existante*. Des travaux qui ne maintiennent pas un maximum de ces éléments de structure, des éléments assurant le clos et le couvert, ne peuvent être regardés comme des travaux sur une *construction existante* conservée.

Construction principale

Bâtiment ayant la fonction principale dans un ensemble de constructions ou bâtiment le plus important dans un ensemble de bâtiments ayant la même fonction.

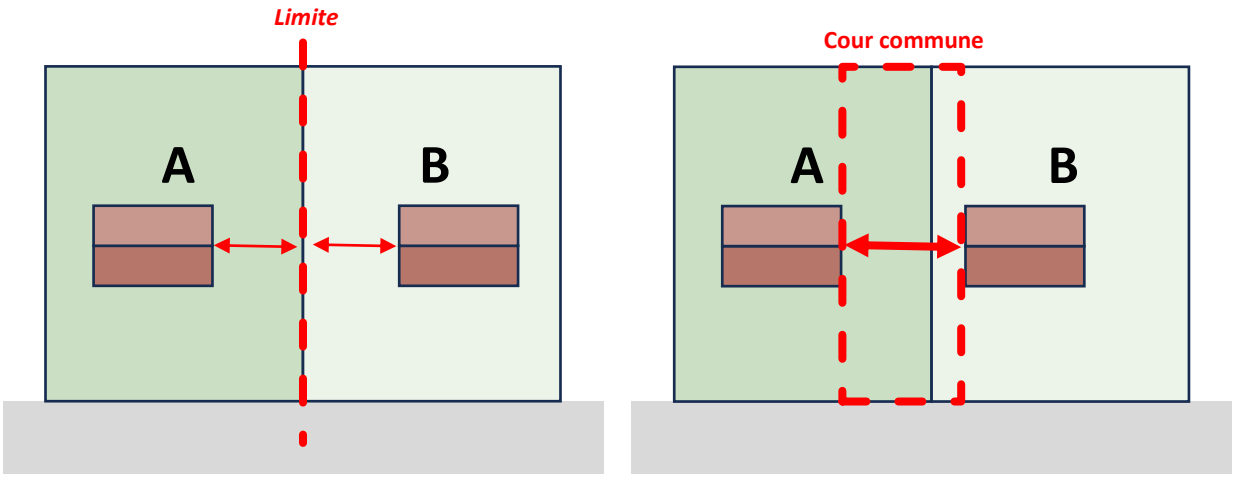
Les éléments complémentaires ne sont pas inclus dans cette notion de bâtiment principal : il s'agit des bâtiments non contigus et non destinés à l'habitation : *constructions annexes*, *abri léger*, *piscine*s (si *hauteur* des abris inférieure à 1,80m).



Cour commune

La servitude de « *Cour commune* » – prévue par l'article L. 471-1 du Code de l'urbanisme – est une servitude de droit civil qui permet aux propriétaires de terrains voisins de s'affranchir entre eux des règles d'urbanisme relatives à l'*implantation* des constructions par rapport aux limites de propriété.

En effet, dans l'application du présent règlement, l'instauration d'une telle servitude revient à effacer virtuellement la limite parcellaire des terrains pris en compte pour l'application des règles d'urbanisme relatives à l'*implantation* des constructions par rapport aux *limites séparatives*. Il sera ainsi fait application des règles de distance applicables en cas de deux constructions sur une même *unité foncière* ».



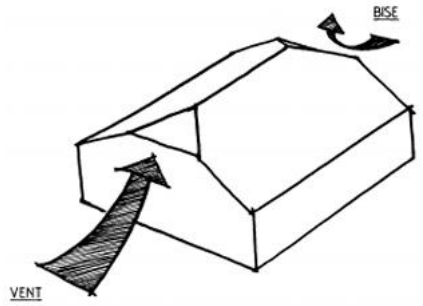
Cours d'eau et plans d'eau

Un *Cours d'eau* correspond à une étendue d'eau linéaire. Les berges des cours d'eau, espace entre l'eau et le point haut à partir duquel la rive débute, sont considérées comme faisant partie du *Cours d'eau* au sens du présent règlement.

Un plan d'eau est une entendue d'eau stagnante, naturelle ou formée artificiellement, d'une superficie d'au moins 30 m^2 (berges comprises). Au sens du présent règlement, les *plans d'eau* induisent les mêmes règles que les cours d'eau, notamment concernant le retrait des constructions.

Demi-croupe

Dans les fermes comtoises typiques du Haut-Jura, les murs pignons se terminent souvent par des demi-croupes, qui économisaient de monter les pierres au sommet des pignons et renforçaient la compacité et l'adaptation climatique en facilitant le déneigement du toit pas les vents dominants.



© PNRHJ, M. Vercez

Destination et sous-destination des constructions

Définitions	Précisions techniques
HABITATION	
Logement	
La sous-destination « logement » recouvre les constructions destinées au logement principal, secondaire ou occasionnel des ménages à	Inclut :

Définitions	Précisions techniques
l'exclusion des hébergements couverts par la sous-destination « hébergement ». La sous-destination « logement » recouvre notamment les maisons individuelles et les immeubles collectifs. Les chambres d'hôtes de 5 unités d'hébergement au plus sont comprises dans cette sous-destination.	Tous les statuts d'occupation (propriétaires, locataire, occupant à titre gratuit, etc.) et tous les logements, quel que soit le mode de financement. Les « résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs » (ex : yourtes, tipis, etc.). Les chambres d'hôtes, limitées à cinq chambres et quinze personnes (code du tourisme, art. D. 324-13). Les chambres d'hôtes « sont des chambres meublées situées chez l'habitant » (art. L. 324-3) et qu'elles sont limitées « à un nombre maximal de cinq chambres pour une capacité maximale d'accueil de quinze personnes. L'accueil est assuré par l'habitant. ». La chambre d'hôte est considérée comme accessoire d'une destination « habitation » dès lors qu'elle est intégrée à l'habitation, qu'elle reste limitée à cinq chambres maximum et que l'accueil est effectué par l'habitant. Si l'un de ces critères n'est pas respecté, la chambre d'hôte relève alors de la destination « commerce et activité de service » et de la sous-destination « hôtel » ou « autre hébergement touristique ». Les meublés de tourisme ne proposant pas de prestations hôtelières, au sens du b) du 4° de l'article 261-D du code général des impôts.
Hébergement	
La sous-destination « hébergement » recouvre les constructions destinées à l'hébergement dans des résidences ou foyers avec service. Cette sous-destination recouvre notamment les maisons de retraite, les résidences universitaires, les foyers de travailleurs et les résidences autonomie.	Constructions à vocation sociale ou à vocation commerciale, destinées à héberger un public spécifique. Inclut les centres d'hébergement d'urgence, les centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS), les centres d'accueil de demandeurs d'asile (Cada).
COMMERCES ET ACTIVITÉS DE SERVICES	
Artisanat et commerce de détail	
La sous-destination « artisanat et commerce de détail » recouvre les constructions commerciales destinées à la présentation et vente de bien directe à une clientèle ainsi que les constructions	Inclut les commerces de détail, notamment les épiceries, les supermarchés et les points

Définitions	Précisions techniques
artisanales destinées principalement à la vente de biens ou services.	permanents de retrait par la clientèle tels que les « drives ». Inclut également l'artisanat avec activité commerciale de vente de biens (boulangeries, charcuteries, etc.) et l'artisanat avec activité commerciale de vente de services (cordonnerie, salon de coiffure, etc.).
Restauration	
La sous-destination « restauration » recouvre les constructions destinées à la restauration ouverte à la vente directe pour une clientèle commerciale.	N'inclut pas la restauration collective (salariés ou usagers d'une entreprise ou administration).
Commerce de gros	
La sous-destination « commerce de gros » recouvre les constructions destinées à la présentation et la vente de biens pour une clientèle professionnelle.	Toutes constructions destinées à la vente entre professionnels.
Activités de services avec accueil d'une clientèle	
La sous-destination « activité de service *avec* accueil d'une clientèle » recouvre les constructions destinées à l'accueil d'une clientèle pour la conclusion directe de contrat de vente de services ou de prestation de services et accessoirement la présentation de biens.	Inclut : Les constructions où s'exerce une profession libérale (médecin, avocat, architecte, etc.) Toutes les constructions permettant l'accomplissement de prestations de services fournies à des particuliers ou à des professionnels : assurances, banques, agences immobilières, agences de location de véhicules, salles de sport, magasins de téléphonie mobile, etc.
Hôtel	
La sous-destination "hôtels" recouvre les constructions destinées à l'accueil de touristes dans des hôtels, c'est-à-dire des établissements commerciaux qui offrent à une clientèle de passage qui, sauf exception, n'y élit pas domicile, des chambres ou des appartements meublés en location, ainsi qu'un certain nombre de services	Inclut tous les hôtels et toutes les constructions démontables ou non, destinées à délivrer des prestations hôtelières au sens du b) du 4° de l'article 261-D du code général des impôts (réunissant au moins trois des prestations suivantes : petit-déjeuner, nettoyage des locaux, fourniture de linge de maison, réception, même non personnalisée, de la clientèle)
Autre hébergement touristique	
La sous-destination "autres hébergements touristiques" recouvre les constructions, autres que les hôtels, destinées à accueillir des touristes, notamment les résidences de tourisme et les	Inclut notamment : les résidences de tourisme, les villages résidentiels de tourisme, les villages et maisons familiales de vacances et les *bâtiments*

Définitions	Précisions techniques
villages de vacances, ainsi que les constructions dans les terrains de camping et dans les parcs résidentiels de loisirs.	nécessaires au fonctionnement des terrains de camping et des parcs résidentiels de loisirs.
Cinéma	
La sous-destination « cinéma » recouvre toute construction répondant à la définition d'établissement de spectacles cinématographiques mentionnée à l'article L. 212-1 du code du cinéma et de l'Carte animée accueillant une clientèle commerciale.	Toute construction nécessitant d'obtenir une autorisation d'exploitation et l'homologation de la salle et de ses équipements de projection.
AUTRES ACTIVITES DES SECTEURS PRIMAIRE, SECONDAIRE OU TERTIAIRE	
Industrie	
La sous-destination « industrie » recouvre les constructions destinées à l'activité extractive et manufacturière du secteur primaire, les constructions destinées à l'activité industrielle du secteur secondaire ainsi que les constructions artisanales du secteur de la construction ou de l'industrie. Cette sous-destination recouvre notamment les activités de production, de construction ou de réparation susceptibles de générer des nuisances.	Constructions industrielles ou artisanales affiliées à l'industrie (construction automobile, construction aéronautique, ateliers métallurgiques, maçonnerie, menuiserie, peinture, ...).
Entrepôt	
La sous-destination « entrepôt » recouvre les constructions destinées au stockage des biens ou à la logistique.	Constructions destinées au stockage des biens ou à la logistique, et incluant notamment les locaux logistiques dédiés à la vente en ligne et les centres de données.
Bureau	
La sous-destination « bureau » recouvre les constructions destinées aux activités de direction et de gestion des entreprises des secteurs primaires, secondaires et tertiaires.	Constructions destinées au travail tertiaire, les sièges sociaux des entreprises privées et les différents établissements assurant des activités de gestion financière, administrative et commerciale. Les bureaux n'ont pas vocation à accueillir une clientèle.
Centre de congrès et d'exposition	
La sous-destination « centre de congrès et d'exposition » recouvre les constructions destinées à l'événementiel polyvalent, l'organisation de salons et forums à titre payant.	Constructions de grandes dimensions, notamment les centres, les palais et les parcs d'exposition, les parcs d'attractions, les zéniths, etc.

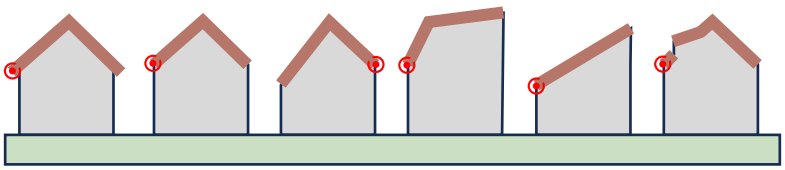
Définitions	Précisions techniques
Cuisine dédiée à la vente en ligne	
La sous-destination “cuisine dédiée à la vente en ligne” recouvre les constructions destinées à la préparation de repas commandés par *voie* télématique. Ces commandes sont soit livrées au client soit récupérées sur place.	
ÉQUIPEMENTS D’INTÉRÊT COLLECTIF ET SERVICES PUBLICS	
Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	
La sous-destination « locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés » recouvre les constructions destinées à assurer une mission de service public. Ces constructions peuvent être fermées au public ou ne prévoir qu'un accueil limité du public. Cette sous-destination comprend notamment les constructions de l'État, des collectivités territoriales, de leurs groupements ainsi que les constructions des autres personnes morales investies d'une mission de service public.	Constructions des porteurs d’une mission de service public, que l’accueil du public soit une fonction principale du *bâtiment* (mairie, préfecture, etc.) ou une *annexe* (ministère, services déconcentrés de l’État) ou une maison de service public. Constructions permettant d’assurer des missions régaliennes de l’État (commissariat, gendarmerie, caserne de pompiers, établissements pénitentiaires, etc.). Bureaux des organismes publics ou privés, délégataires d’un service public administratif (Acoss, Urssaf, etc.) ou d’un service public industriel et commercial (SNCF, RATP, régie de transports publics, VNF, etc.).
Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés	
La sous-destination « locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés » recouvre les constructions des équipements collectifs de nature technique ou industrielle. Cette sous-destination comprend notamment les constructions techniques nécessaires au fonctionnement des services publics, les constructions techniques conçues spécialement pour le fonctionnement de réseaux ou de services urbains, les constructions industrielles concourant à la production d'énergie.	Équipements d’intérêt collectif nécessaires à certains services publics (fourrières automobiles, dépôts de transports en commun, stations d’épuration, etc.). Constructions permettant la production d’énergie reversée dans les réseaux publics de distribution et de transport d’énergie, locaux techniques nécessaires comme els transformateurs électriques, etc.
Établissements d’enseignement, de santé et d’action sociale	

Définitions	Précisions techniques
La sous-destination « établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale » recouvre les équipements d'intérêts collectifs destinés à l'enseignement ainsi que les établissements destinés à la petite enfance, les équipements d'intérêts collectifs hospitaliers, les équipements collectifs accueillant des services sociaux, d'assistance, d'orientation et autres services similaires.	Établissements d'enseignement (maternelle, primaire, collège, lycée, université, grandes écoles), établissements d'enseignement professionnels et techniques, établissement d'enseignement et de formation des adultes. Hôpitaux, cliniques, maisons de convalescence, maisons de santé privées ou publiques (code de la santé publique, art. L. 6323-3) assurant le maintien de services médicaux dans les territoires sous-équipés (lutte contre les déserts médicaux).
Salles d'art et de spectacles	
La sous-destination « salles d'art et de spectacles » recouvre les constructions destinées aux activités créatives, artistiques et de spectacle, musées et autres activités culturelles d'intérêt collectif.	Salles de concert, théâtres, opéras, etc.
Équipements sportifs	
La sous-destination « équipements sportifs » recouvre les équipements d'intérêts collectifs destinées à l'exercice d'une activité sportive. Cette sous-destination comprend notamment les stades, les gymnases ainsi que les *piscine*s ouvertes au public.	• Stades dont la vocation est d'accueillir du public pour des évènements sportifs privés (stades de football…) • Équipements sportifs ouverts au public en tant qu'usagers (*piscine*s municipales, gymnases…).
Lieux de culte	
La sous-destination "lieux de culte" recouvre les constructions répondant à des besoins collectifs de caractère religieux.	
Autres équipements recevant du public	
La sous-destination « autres équipements recevant du public » recouvre les équipements collectifs destinées à accueillir du public afin de satisfaire un besoin collectif ne répondant à aucune autre sous-destination définie au sein de la destination « Équipement d'intérêt collectif et services publics ». Cette sous-destination recouvre notamment les salles polyvalentes, les aires d'accueil des gens du voyage.	Autres équipements collectifs dont la fonction est l'accueil du public pour tenir des réunions publiques, organiser des activités de loisirs ou de fête (salles polyvalentes, maisons de quartier…), assurer la permanence d'un parti politique, d'un syndicat, d'une association, pour accueillir des gens du voyage.
EXPLOITATIONS AGRICOLES ET FORESTIÈRES	
Exploitation agricole	

Définitions	Précisions techniques
La sous-destination « exploitation agricole » recouvre les constructions destinées à l'exercice d'une activité agricole ou pastorale. Cette sous-destination recouvre notamment les constructions destinées au logement du matériel, des animaux et des récoltes.	Toutes constructions concourant à l'exercice d'une activité agricole au sens de l'article L. 3111-1 du Code rural et de la pêche maritime.
Exploitation forestière	
La sous-destination « exploitation forestière » recouvre les constructions et les entrepôts notamment de stockage du bois, des véhicules et des machines permettant l'exploitation forestière.	Notamment les scieries, maisons forestières, etc.

Égout / égout du toit

L'égout d'un toit ou d'un pan de *toiture* se compose d'une ou plusieurs lignes par lesquelles sont récupérées les eaux pluviales du toit. Elle constitue la partie basse du toit lorsqu'elle est différenciée par la pente.



Emplacement réservé

L'*Emplacement réservé* correspond à une emprise sur un ou plusieurs terrains privés, qui est identifiée dans le PLU en vue de réaliser un équipement public, un espace public ou une infrastructure publique.

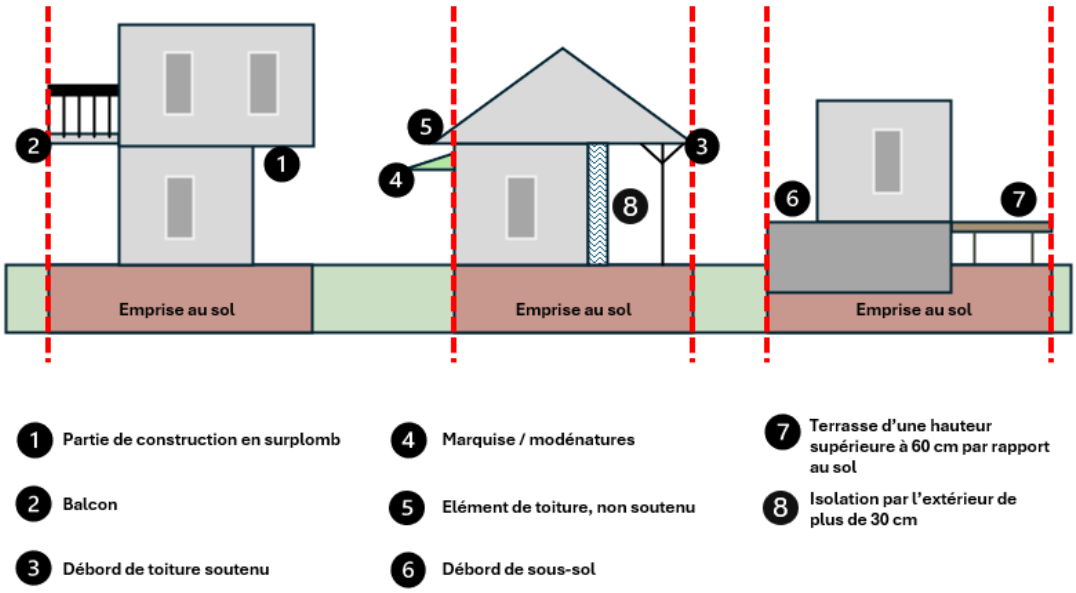
Emprise au sol

L'emprise au sol correspond à la projection verticale du volume d'une construction. Elle est constituée de l'addition de tous les éléments bâtis et ouvrages en élévation par rapport au terrain existant avant travaux et figurant sur l'*unité foncière* (constructions principales y compris les *balcons*, terrasses en élévation d'au moins 60 cm, *constructions annexes*, *abris légers*, *piscines*, sous-sol semi enterré en élévation d'au moins 60 cm, serres, rampes d'*accès* de parking imperméables…).

Ne sont pas pris en compte dans le calcul de *l'emprise au sol* :

- les ornements tels que les éléments de modénature et les marquises,
- les débords de *toiture* lorsqu'ils ne sont pas soutenus par des poteaux ou des encorbellements dans la limite de 0,8 mètre de profondeur,
- les rampes destinées à *l'accès* des personnes à mobilité réduite,
- les isolations thermiques par l'extérieur sur les constructions existantes,
- les sous-sols intégralement enterrés,
- les escaliers et perrons extérieurs accédant aux rez-de-chaussée inférieurs à 3 m^2.

Lorsque l'*unité foncière* est partiellement atteinte par un *Emplacement réservé*, la surface de l'*unité foncière* de référence est celle déduite de la superficie de l'*Emplacement réservé*.



Espace libre

Surface d'une *unité foncière* déduite de la somme de *l'emprise au sol* des constructions.

Espace vert de pleine terre

Un *espace vert de pleine terre* est un espace végétalisé à ciel ouvert ne comportant aucune construction, installation, ni aucun ouvrage, non recouverts et dont le sous-sol est libre de toute construction.

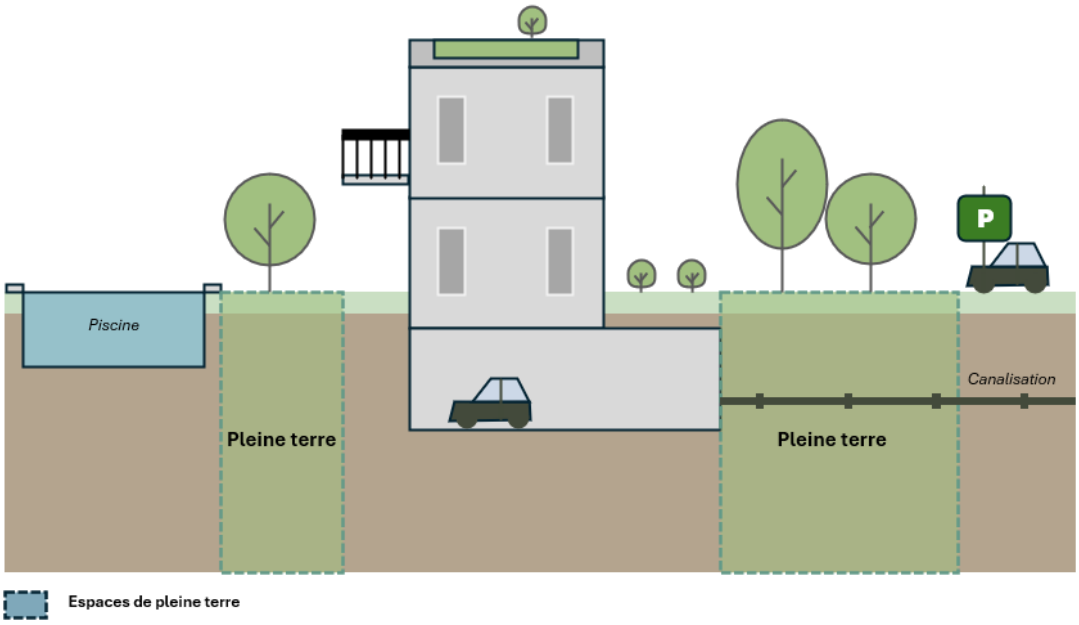
Il constitue un espace écologique qui permet, lorsque la géologie est favorable, la libre et entière infiltration des eaux pluviales, la production de biomasse végétale, le support de développement de la flore. Les mares, *plans d'eau* sont considérés comme des espaces verts de pleine terre.

Cet espace ne dispose d'aucun traitement de sol, y compris revêtement perméable (gravillons, etc.). Sont uniquement admis le passage éventuel de réseaux souterrains (électricité, téléphone, eaux, gaz...).

N'entrent pas dans la définition de la pleine terre :

- les espaces de terrasses,
- les espaces situés sous les *balcon*s,
- les *piscine*s,
- les espaces de circulation, de stationnement des véhicules et les rampes d'*accès* aux sous-sols quel que soit le traitement.

L'espace situé au-dessus des locaux souterrains attenants aux constructions en élévation quelle que soit la profondeur desdits locaux, ne peut pas être qualifié d'e*space vert de pleine terre*.
Lorsque l'*unité foncière* est partiellement atteinte par un *Emplacement réservé*, la surface de l'*unité foncière* de référence est celle déduite de la superficie de l'*Emplacement réservé*.



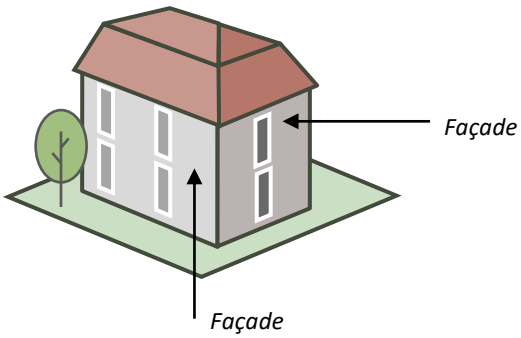
Extension

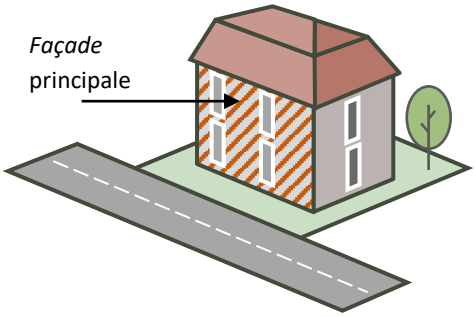
L'*extension* consiste en un agrandissement horizontal de la c*onstruction existante* limité à 50 % maximum de son e*mprise au sol*. L'*extension* doit présenter un lien physique et fonctionnel avec la *construction existante*. Ne peut être considérée comme une *extension*, une construction dont les dimensions sont supérieures à la partie existante conservée.

Façade

Les *façade*s d'une construction correspondent à l'ensemble de ses parois extérieures hors *toiture*. Elles intègrent tous les éléments structurels, tels que les baies, les *bardages*, les ouvertures, l'isolation extérieure et les éléments de modénature. On distingue la *façade* principale (*façade* sur rue), la *façade* arrière et les *façade*s latérales le plus souvent appelées pignon.

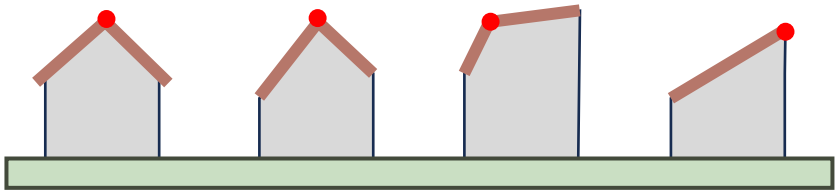
Les éléments de modénature tels que les *acrotères*, les bandeaux, les corniches, les moulures décoratives ou fonctionnelles, les bordures, les chambranles ou marquises sont constitutifs de la *façade*.





Faîtage

Ligne de jonction supérieure de deux ou plusieurs pans de *toiture* inclinés suivante des pentes opposées. Il constitue la ligne de partage des eaux pluviales. En cas de *toiture* à un seul plan, le *faîtage* doit être considéré comme le point le plus haut de la *toiture*.



Front bâti

Ensemble urbain formé de bâtiments, au même *alignement* et de gabarits voisins, formant une *façade* plus ou moins continue, en retrait ou non de l'*alignement* ou des *limites séparatives*.

Grenier fort – grenier à sel

Garde-manger et coffre-fort, le grenier-fort contenait des grains, la nourriture et les semences, la garde-robe et les objets précieux, les outils et les écrits. Les biens essentiels s'y trouvaient en sécurité à l'abri du feu qui pouvait ravager la maison, et hors de portée des envieux, vagabonds ou brigands grâce à des portes munies de serrures solides et composées de plateaux de bois épais.



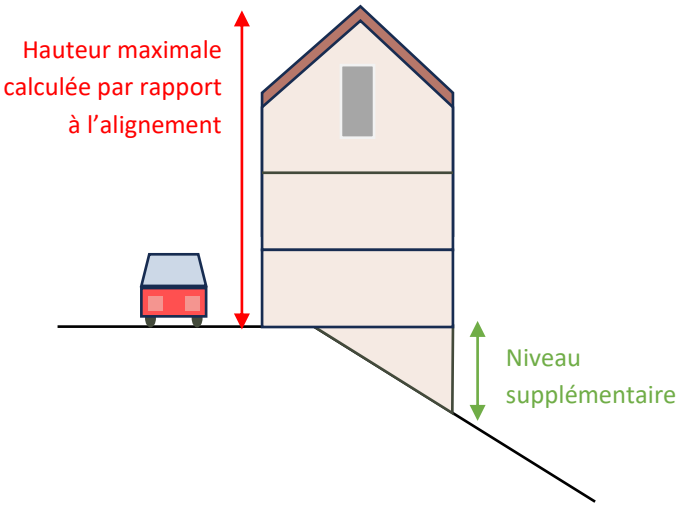
© PNRHJ, M. Vercez

Hauteur

La *hauteur* totale d'une construction, d'une *façade*, ou d'une installation correspond à la différence de niveau entre son point le plus haut et son point le plus bas situé à sa verticale.
Elle est exprimée en *hauteur* métrée à l'*égout du toit* et au point le plus haut, et en nombre de niveaux (R+x+combles ou attique).
Elle s'apprécie par rapport au niveau de l'*alignement* (de la *voie*) à la date de dépôt de la demande, même si la topographie du terrain a été avant cette date modifiée à la suite de précédents travaux de construction ou de terrassement.
Le point le plus haut à prendre comme référence correspond au *faîtage* de la construction, ou au sommet de l'*acrotère*, dans le cas de *toiture*s-terrasses ou de terrasses en attique.
Les installations techniques (antennes, cheminées, cabines d'ascenseur, chaufferies, climatisation) sont exclues du calcul de la *hauteur* dans la limite de 3 mètres de *hauteur*.

<u>Modalité de calcul de la *hauteur* en cas de terrain en pente</u>

Dans le cas d'un terrain en pente, un seul niveau est autorisé sous le niveau de la rue, et un seul niveau de décaissement ou de remblai est autorisé. La *hauteur* est calculée selon le principe exposé dans le schéma ci-dessous.

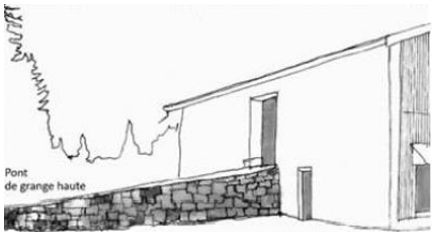


Implantation

Emplacement choisi pour une construction par rapport aux limites de l'*unité foncière*. L'*implantation* se défini par rapport à l'*alignement* et aux *limites séparatives*, ou en fonction des autres constructions présentes sur l'*unité foncière*s.

Levée de grange

Remblais de terre permettant aux véhicules agricoles d'accéder à la grange haute.



© PNRHJ, S. Freytag

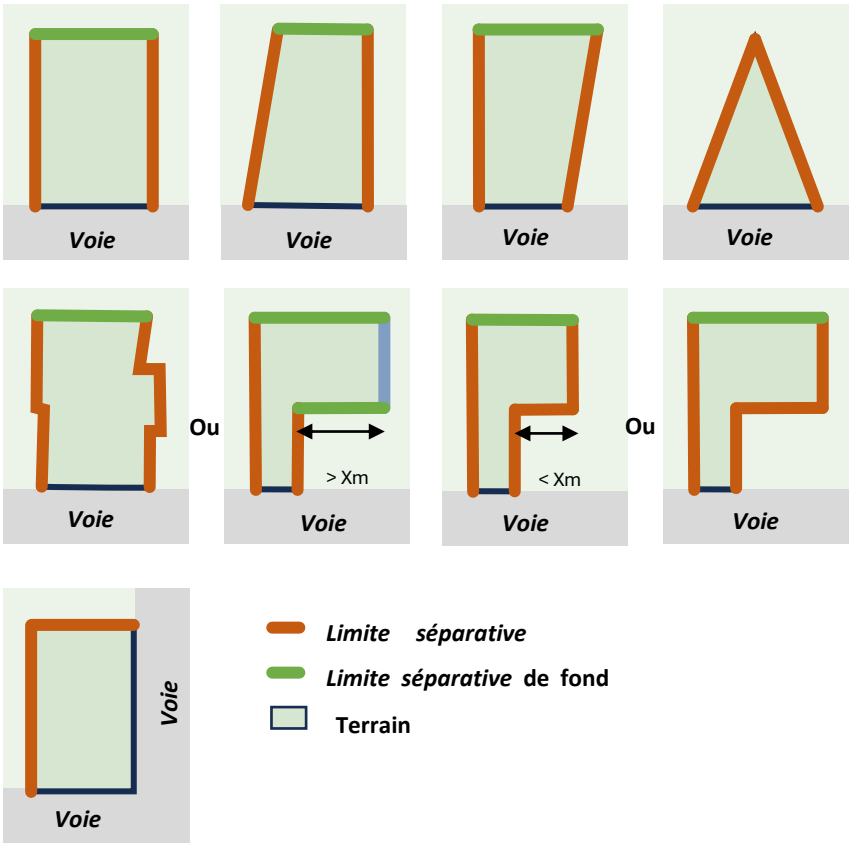
Limites séparatives

Les *limites séparatives* sont constituées de l'ensemble des limites de l'*unité foncière* avec une autre *unité foncière* ne constituant ni une *voie* de desserte, ni une emprise publique, ni un *Emplacement réservé* en vue de la réalisation d'une *voie* publique ou d'une emprise publique.

Sont considérées comme *limites séparatives* latérales celles qui aboutissent directement à la *voie* de desserte du terrain, soit en ligne droite, soit selon une ligne légèrement brisée ou comportant des décrochements de moins de 2 mètres de profondeur. Dans certains cas, une *unité foncière* peut comprendre qu'une seule *limite séparative* latérale.

La *limite séparative* de fond correspond à la limite autre que l'*alignement* et les *limites séparatives* latérales définis précédemment. Généralement, la *limite séparative* de fond est constituée par une ligne droite ou brisée, parallèle à l'*alignement*. Certains terrains (terrains triangulaires, terrains d'angle, terrains très irréguliers...) peuvent ne pas comporter de *limite séparative* de fond.

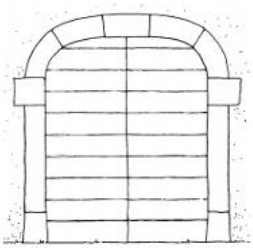
Lorsqu'une bande de constructibilité est imposée par le règlement de zone, alors les décrochements supérieurs à 2 mètres ne sont pas considérés comme *limite séparative* de fond.



Linteau

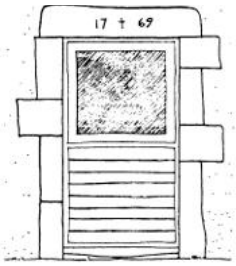
Support horizontal en bois, pierre, métal ou béton, fermant la partie supérieure d'une baie et soutenant la superstructure.

Linteau cintré sur une porte de grange



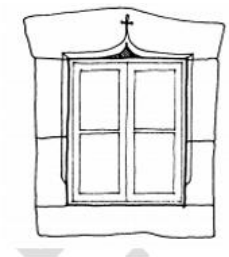
© PNRHJ, M. Vercez

Linteaux gravés sur une porte d'entrée



© PNRHJ, M. Vercez

Linteau avec accolade en pierre de taille caractéristique du gothique flamboyant ou de la renaissance



© PNRHJ, M. Vercez

Linteau délardé en pierre de taille : la forme courbe du linteau à l'extérieur permet aux rayons du soleil de pénétrer plus longtemps dans la pièce



© PNRHJ, M. Vercez

Lisière

La *lisière* d'un boisement ou de la forêt s'entend comme la limite physique entre le couvert boisé permanent (*arbres* dont la circonférence du tronc mesurée à 1m du sol est supérieur à 50 cm et d'une *hauteur* supérieure à 10 m) et les espaces non boisés du terrain naturel. Elle est déterminée sur place à la

date du dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme. Cette *lisière* correspond au front végétal visible (photos aériennes, orthophotos), la limite suit la projection au sol de la végétation officiellement présente.
La distance de retrait des constructions est mesurée horizontalement depuis les premiers troncs des *arbres* où commence la végétation arborée permanente constituant le massif forestier ou boisé.

Maison en « A »

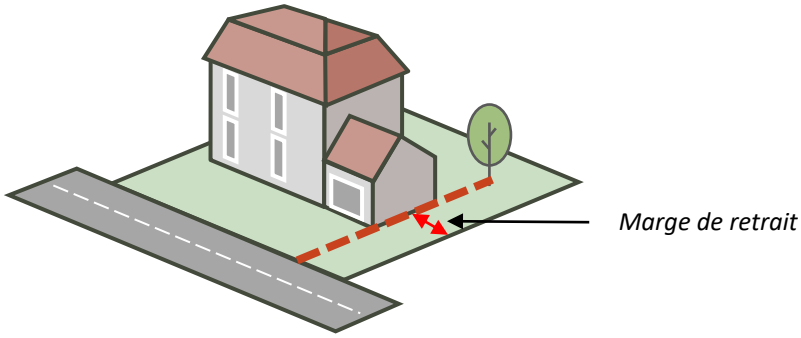
Architecture de maison en forme de « A ». Cette structure se distingue par sa forme triangulaire caractéristique, rappelant la lettre A, avec une charpente en pente raide composée de deux pans de toiture qui s'étend souvent jusqu'au sol.

Marge de retrait

Distance de retrait fixée par les règles d'*implantation* des constructions du présent règlement entre une construction et les différentes limites du terrain (*limites séparatives* ou limite avec les *voie*s ou emprises publiques) ou une autre construction sur le même terrain.

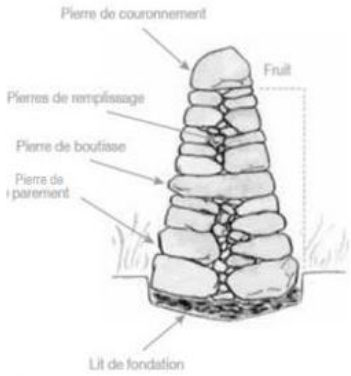
Dans tous les cas, la *marge de retrait* de la construction est comptée à partir de son point le plus proche de la limite du terrain ou le plus proche de l'autre construction située sur le même terrain.

La *marge de retrait* minimale peut être fixe, dépendante de la *hauteur* des constructions, ou dépendante de la *hauteur* avec une distance minimale fixe.



Murger (mur de pierres sèches)

Murs séparatifs généralement à double parement, composés de deux *façade*s constituées pour l'ensemble de pierres distinctes. Bien que réalisés sans aucun liant, les murs en pierre sèche sont des ouvrages d'une remarquable solidité, du fait que les blocs qui les composent sont entrecroisés.



© PNRHJ, E. Chaulacel

Ouverture / élément constituant des vues / élément ne constituant pas de vue

Ouvertures

Il s'agit d'une ouverture pratiquée sur une *façade* ou en *toiture* (arcade, fenêtre, porte, châssis de toit, lucarne…).

Ouverture constituant des vues

- les ouvertures dont l'allège basse est située à moins de 1,90 mètre au-dessus du plancher (les fenêtres, les portes-fenêtres, lucarnes, châssis de toit…),
- porte vitrée ou partiellement vitrée transparente,
- les *balcon*s,
- les loggias,
- les terrasses situées à plus de 0,60 mètres verticalement du terrain.

Ouverture ne constituant pas des vues

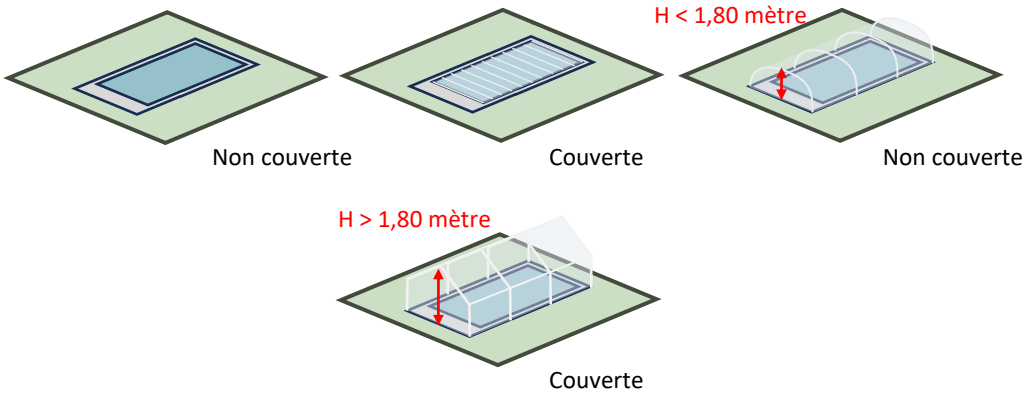
- les ouvertures situées à 1,90 m ou plus (mesurée à l'allège basse) au-dessus du plancher,
- les portes pleines ou portes vitrées translucides ou partiellement vitrées translucides,
- les châssis fixes à verre translucide,
- les pavés de verre translucide,
- les marches et palier et perrons des escaliers extérieurs de moins de 3 m^2,
- les terrasses inaccessibles (absence d'ouverture de toute nature donnant sur la terrasse hors *accès* technique et d'entretien),
- les terrasses situées à moins de 0,60 m verticalement de *hauteur* par rapport au niveau du terrain.

Piscine

Une *piscine* est un bassin artificiel étanche rempli d'eau dont les dimensions permettent à un être humain de s'y plonger au moins partiellement. La *piscine* concerne également la catégorie jacuzzi/spa et *piscine* hors-sol. Au sens du présent règlement, les *piscine*s ne sont pas identifiées comme des *constructions annexes*.

Une *piscine* n'est pas considérée comme couverte lorsque la structure de la couverture est en totalité ou en partie amovible et a une *hauteur*, au point le plus haut, inférieure à 1,80 mètre.

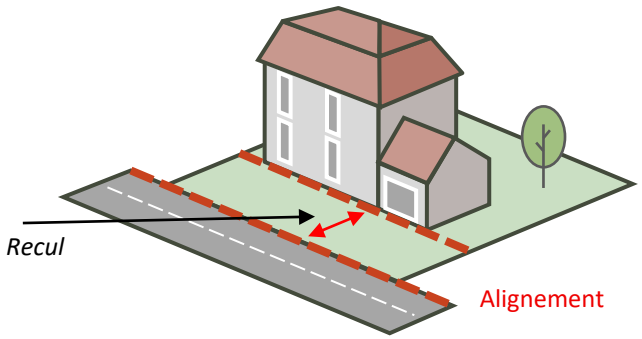
Une *piscine* couverte est considérée comme une c*onstruction principale* lorsque la *hauteur* au point le plus haut de la structure de couverture est supérieure ou égale à 1,80 mètre.



Recul

Distance fixée par les règles d'*implantation* des constructions du présent règlement entre une construction et l'*alignement*.

Dans tous les cas, le *recul* de la construction est compté à partir de son point le plus proche de l'*alignement*.



Résidence mobile de loisirs (mobil-homes)

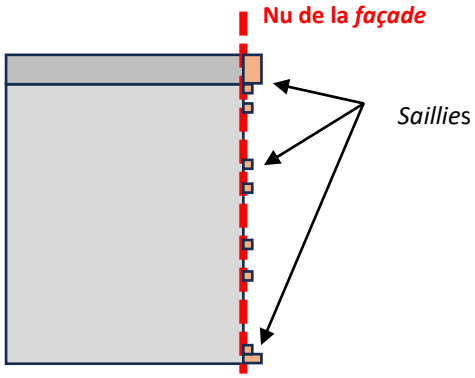
Sont considérés comme *résidence mobile de loisirs* les véhicules terrestres habitables qui sont destinés à une occupation temporaire ou saisonnière à usage de loisirs, qui conservent des moyens de mobilité leur permettant d'être déplacés par traction mais que le code de la route interdit de faire circuler (ce qui exclut les camping-cars et les caravanes par exemple).

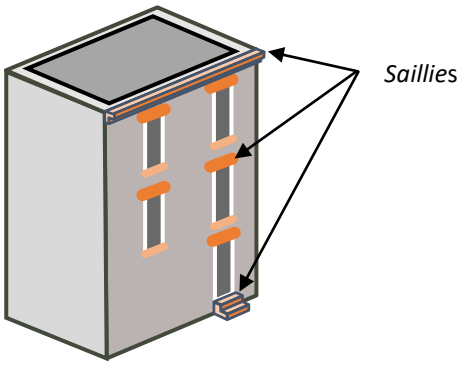
Résidence principale

La *résidence principale* est entendue comme le logement occupé au moins huit mois par an, sauf obligation professionnelle, raison de santé ou cas de force majeure, soit par le preneur ou son conjoint, soit par une personne à charge au sens du code de la construction et de l'habitation.

Saillie

On appelle *saillie* toute partie ou élément de construction fixe et pérenne qui dépasse le nu du plan de *façade* d'une construction (*balcon*s, corniches, pilastres...). Les enseignes, stores etc. constituent des *saillie*s.





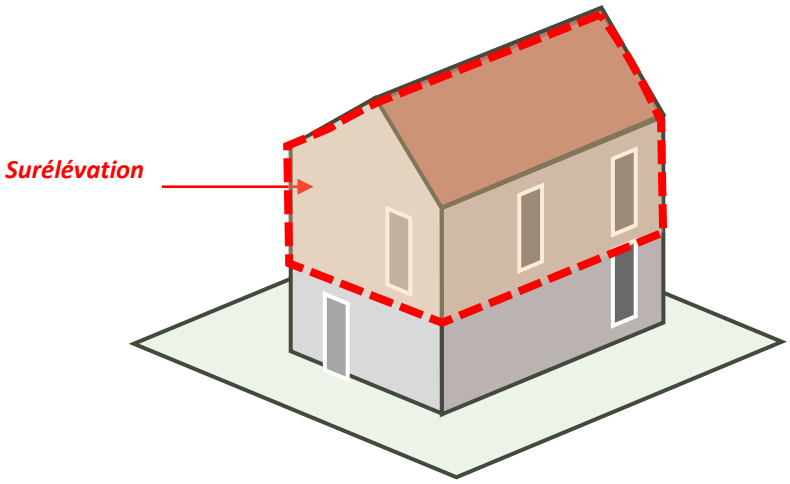
Surface de plancher

La *surface de plancher* de la construction est égale à la somme des surfaces de plancher de chaque niveau clos et couvert, calculée à partir du nu intérieur des *façade*s après déduction :

- des surfaces correspondant à l'épaisseur des murs entourant les embrasures des portes et fenêtres donnant sur l'extérieur ;
- des vides et des trémies afférentes aux escaliers et ascenseurs ;
- des surfaces de plancher d'une *hauteur* sous plafond inférieure ou égale à 1,80 m ;
- des surfaces de plancher aménagées en vue du stationnement des véhicules motorisés ou non, y compris les rampes d'*accès* et les aires de manœuvre ;
- des surfaces de plancher des combles non aménageables pour l'habitation ou pour des activités à caractère professionnel, artisanal, industriel ou commercial ;
- des surfaces de plancher des locaux techniques nécessaires au fonctionnement d'un groupe de bâtiments ou d'un immeuble autre qu'une maison individuelle au sens de l'article L. 231-1 du Code de la construction et de l'habitation, y compris les locaux de stockage des déchets ;
- des surfaces de plancher des caves ou des celliers, annexes à des logements, dès lors que ces locaux sont desservis uniquement par une partie commune ;
- d'une surface égale à 10 % des surfaces de planchers affectées à l'habitation telles qu'elles résultent le cas échéant de l'application des alinéas précédents, dès lors que les logements sont desservis par des parties communes intérieures.

Surélévation

La *surélévation* est une *extension* d'une *construction existante* sur *l'emprise au sol* totale ou partielle de celle-ci. Elle consiste à déposer la *toiture* existante à rehausser les murs périphériques et à réaliser une nouvelle *toiture*.



Résidence démontable (exemple : tiny house)

La *résidence démontable* à vocation d'habitat permanent est le seul habitat « alternatif » qui fait l'objet d'une définition dans le Code de l'urbanisme (art. R. 111-51 CU). Elle est définie comme une installation sans fondation disposant d'équipements intérieurs ou extérieurs et pouvant être autonome vis-à-vis des réseaux publics. Elle est destinée à l'habitation et occupée à titre de *résidence principale* au moins 8 mois par an. Ce type de résidence ainsi que leurs équipements extérieurs est, à tout moment, facilement et rapidement démontable.

Tavaillon

Cf. définition de « Bardage en tavaillons »

Toiture à pente(s)

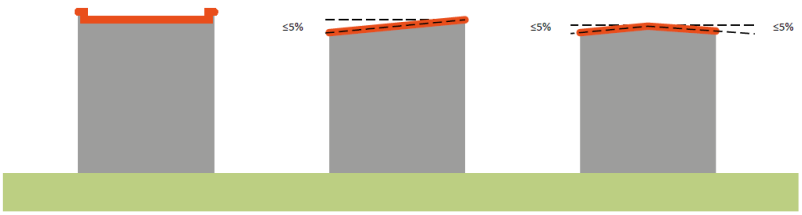
Couverture comportant un ou plusieurs plans inclinés (> 5 %) concourant à définir le volume externe visible de la construction.



Exemples de toitures à pente

Toiture terrasse

Couverture plate ou quasiment plate d'une construction ou partie de construction, close ou non, ne comportant que de légères pentes (≤ 5%) permettant l'écoulement des eaux. Les *toiture*s terrasses constituent par ces caractéristiques un plancher (horizontalité, résistance à la charge, ...), qu'elle soit ou non accessible. Les terrasses accessibles surélevées (sur maçonnerie, piliers, ...) sont assimilées aux toit-terrasses dans l'application du présent règlement.



Exemples de toitures terrasses

Schéma à caractère illustratif

Unité foncière ou terrain

Ensemble des parcelles cadastrales contiguës sur lesquelles une même personne physique ou morale détient, par un droit réel ou personnel, l'autorisation d'user des droits à construire attachés à chaque parcelle.

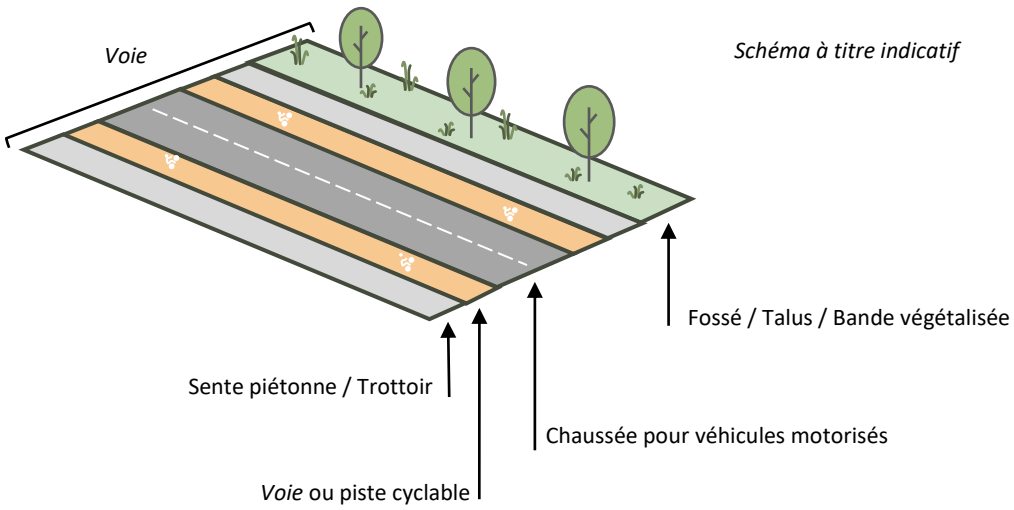
Voie

Voie
Est considérée comme une *voie*, une *voie* publique ou privée, existante ou future, permettant de desservir plusieurs unités foncières distinctes. Elle inclut, le cas échéant, la partie de la chaussée ouverte à la circulation des véhicules motorisés, les itinéraires cyclables, les trottoirs ou itinéraires piétonniers, les accotements et les fossés et talus la bordant.

Voie publique
Désigne une *voie* du domaine public ouverte à la circulation publique pour tous les modes de déplacement ou uniquement pour les modes actifs (marche, vélo, etc...).

Voie privée
Désigne une *voie* sur emprise privée desservant au moins deux unités foncières, ouverte ou non à la circulation publique et disposant des aménagements nécessaires à la circulation des personnes et/ou des véhicules. Une *voie* privée desservant une seule *unité foncière* est considérée comme un *chemin d'accès*. Toute *voie* privée ouverte à la circulation publique doit être considérée comme une *voie* publique. S'appliquent alors les règles d'*implantation* par rapport à l'*alignement*.

Voie en impasse
Désigne une *voie* sans issue, c'est-à-dire où les véhicules ont l'obligation d'opérer un demi-tour pour sortir de la *voie*.



LEXIQUE

ANNEXES

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL
HAUT-JURA SAINT-CLAUDE

4.2 Annexe architecturale et paysagère

DOSSIER ARRÊT

Transmis en sous-préfecture en annexe de la délibération du Conseil communautaire en date du 4 mars 2026, arrêtant les dispositions du PLUi Haut-Jura Saint-Claude.

Communauté de communes
Haut-Jura Saint-Claude

Pour la Présidente, Le Vice-Président,
M. Phillipe PASSOT

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES HAUT-JURA SAINT-CLAUDE

PLUi

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL
HAUT-JURA SAINT-CLAUDE

SOMMAIRE

Guides applicables à l'échelle du territoire **3**

1. Cahier des bonnes pratiques architecturales, paysagères et urbaines 4
2. Guide couleurs et matériaux du bâti : la maison ancienne* 24
3. Guide couleurs et matériaux du bâti : la maison individuelle* 48
4. Une haie... comment faire ? 68

Guides applicables à l'échelle de la commune de Saint-Claude **69**

1. Guide de rénovation des façades 70
2. Nuancier des façades 78

* *Guides édités par le Parc naturel régional du Haut-Jura pour la CC de la station des Rousses, applicable également pour le territoire du Haut-Jura Saint-Claude*

Communauté de communes
Haut-Jura Saint-Claude

PLUi

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL
HAUT-JURA SAINT-CLAUDE

GUIDES APPLICABLES À L'ÉCHELLE DU TERRITOIRE

Communauté de communes

Haut-Jura Saint-Claude

CAHIER DES BONNES PRATIQUES ARCHITECTURALES, PAYSAGERES ET URBAINES



Avant Propos

Les communes du HJSC possèdent un patrimoine naturel et architectural de qualité, composante essentielle de leur identité. A ce titre, ce patrimoine mérite doit être préservé, mais aussi car il est partie intégrante des paysages remarquables qui confèrent à ce territoire une attractivité touristique forte.

La CC a la volonté de traduire, par son PLUi, ces objectifs de qualité architecturale, paysagère, mais aussi urbaine et environnementale.
Ces objectifs sont ainsi traduits dans le PADD, les Orientations d'Aménagement et de Programmation qui en découlent, ainsi que dans son règlement.

Toutefois la CC HJSC a souhaité aller plus loin, en voulant donner à chacun la possibilité de s'impliquer davantage dans l'amélioration et la valorisation de ce patrimoine, en guidant les choix pris lors d'un projet de construction, d'aménagement ou de rénovation.

Ce Cahier des « bonnes pratiques » architecturales et paysagères, annexé au règlement du PLUi s'applique de différentes manières :

- C'est un guide de recommandation pour tous, dans tous les cas de figure, son rôle est alors simplement de conseiller.
- C'est un cahier de prescriptions dans certains cas, et les prescriptions ont valeur de règles. La rédaction détermine alors ce qui est conseillé, recommandé, imposé…. **Cela concerne le volet architectural uniquement et s'applique aux fermes traditionnelles et constructions anciennes présentant un intérêt patrimonial et repérées au titre de l'article L151-19 dans les plans de zonage. Le règlement des articles des différentes zones fait référence au présent cahier des bonnes pratiques.**

L'objectif de ce guide est de contribuer à la valorisation du paysage bâti du Haut Jura , et d'améliorer la qualité des constructions, des aménagements et des travaux de rénovation.

Il ne s'agit pas de « recettes » toutes faites qui empêcheraient l'inventivité et la création adaptées au contexte.

Ces recommandations ou ces prescriptions sont plutôt une invitation à une meilleure observation et prise en compte du patrimoine local et de l'environnement. Il a été en partie rédigé sur la base du guide pour l'habitat rural du HJSC réalisé par le **PNR du Haut-Jura**.

Une construction nouvelle dans un site donné est un élément supplémentaire qui vient s'ajouter à une composition globale, dans laquelle elle doit être en harmonie.
L'intégration d'un projet s'apprécie par rapport à :

- Son environnement urbain et paysager : ordonnancement du bâti, traitement des espaces publics,…
- Son environnement naturel : adaptation au climat, insertion dans la pente,…
- Son environnement bâti : volume des bâtiments, couleurs et matériaux,…

C'est autour de ces trois axes que ce Cahier des bonnes pratiques architecturales et paysagères donne des informations sur ce qui est adapté au contexte local, autant sur les objectifs de qualité à atteindre que sur les moyens pour y parvenir.

Le guide est articulé autour de 4 chapitres :

- **Gestion de l'espace : création de formes urbaines compactes et agreables à vivre**
- **Intégration environnementale**
- **Intégration Paysagère**
- **Intégration architecturale**

Gestion de l'espace : création de formes urbaines compactes et agreables à vivre

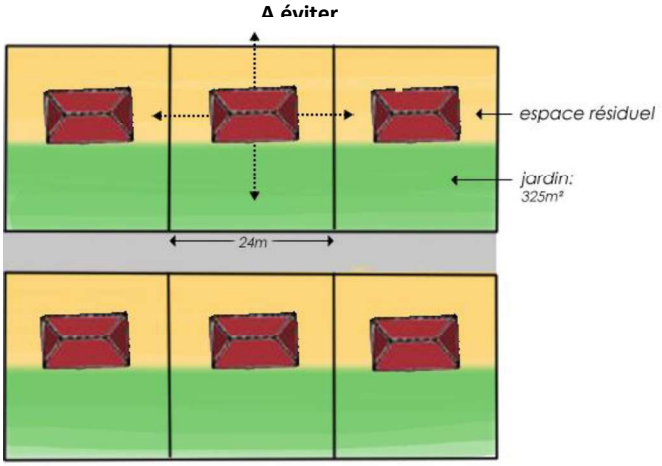
L'intégration d'un projet passe tout d'abord par sa composition urbaine qui induit une plus ou moins grande consommation d'espace. Le tracé et le dimensionnement des voies ainsi que le découpage parcellaire sont à prendre en compte en amont par les aménageurs. Le particulier pourra quant à lui veiller à optimiser l'occupation de sa parcelle par l'implantation du bâti.

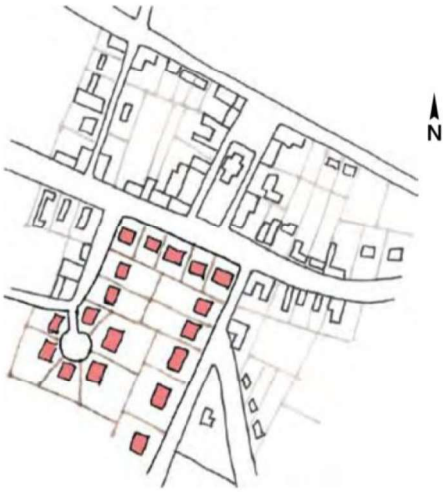
Organiser le parcellaire pour rentabiliser le terrain

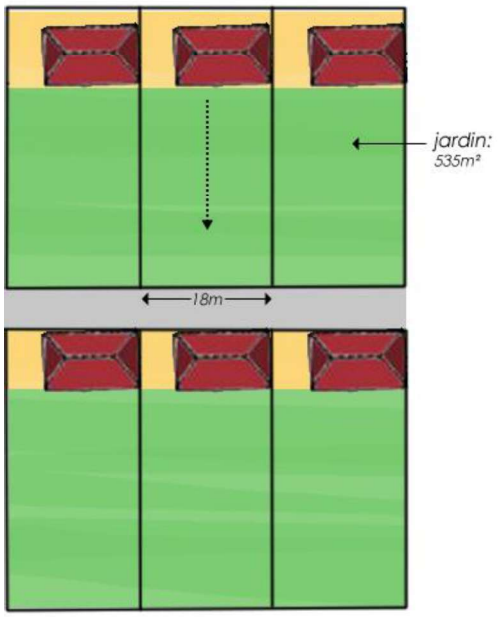
- S'aménager un espace agréable et fonctionnel ne dépend pas nécessairement de la superficie totale de la parcelle mais bien souvent en premier lieu, de la délimitation d'une forme parcellaire adaptée.
- Un parcellaire de forme allongée permet une économie d'espace linéaire (voirie et réseau) pour une même superficie de terrain. À superficie égale, les parcelles allongées ont également l'avantage de donner à l'urbanisation une plus grande cohérence, évitant l'aspect visuel de dispersion ou de mitage.

+vis à vis

- Ainsi on peut économiser l'espace en proposant des organisations de parcelles plus conviviales et en évitant les espaces résiduels (sans fonction) liés souvent à des mauvais découpages.









Adapter la desserte et le réseau viaire

- Privilégier autant que possible les sens uniques et une desserte par le nord des parcelles

- Hiérarchiser les voies selon leur usage (voie de desserte, chemin piéton…) et dimensionner les chaussées au strict nécessaire.

Dans le cas de voirie à double sens, les aménager pour permettre le croisement de deux véhicules (chicanes, écluses,…), permettant également de réduire la vitesse. Dans tous les cas les voies de desserte internes aux quartiers d'habitations doivent être traitées sous formes de voie mixtes partagées.

Implanter le bâti de façon à optimiser l'utilisation des parcelles

- L'implantation du bâti en bord de parcelle, et non au milieu, donne une plus grande cohérence à l'aménagement, structure l'espace public (effet de rue), et permet une meilleure valorisation des espaces privatifs.

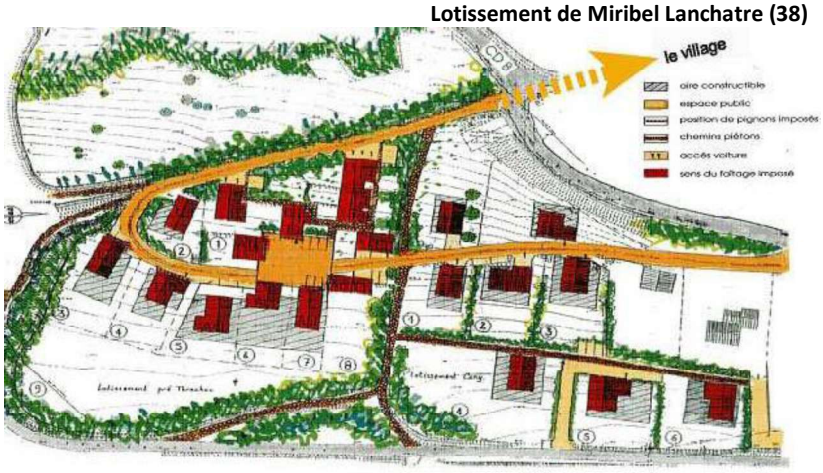
- Le recours à la mitoyenneté permet également d'optimiser l'utilisation des espaces privatifs.

Les longueurs de voirie sont réduites en faisant l'économie des espaces peu exploitables entre les maisons (parcelles plus étroites).

Ce type d'implantation permet donc de :

- Réduire le coût de construction et la consommation d'énergie grâce à la compacité des habitations ;
- Economiser du foncier et des réseaux ;
- Mutualiser les équipements de proximité (chaufferie, aires de stationnement, etc.) ;
- Renforcer le lien social et assurer une meilleure cohabitation.

Lotissement de Miribel Lanchatre (38)





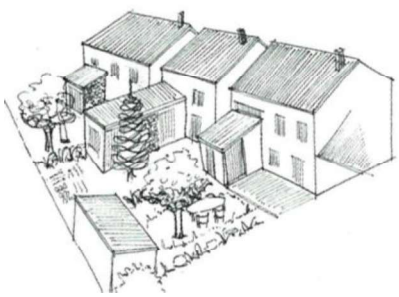






- La densité n'est pas synonyme d'uniformité, bien au contraire. Elle permet une diversification de l'offre.

De plus elle correspond aux morphologies urbaines traditionnelles rencontrées dans les centres-bourgs des Hautes Combes.



Intégration environnementale

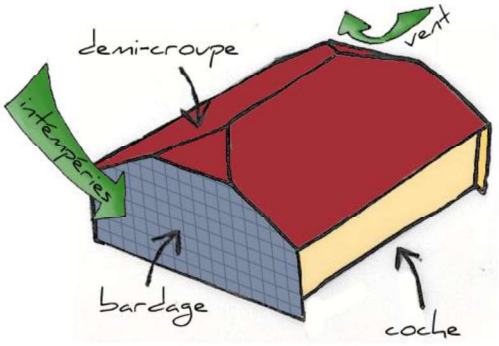
L'adaptation au climat

Une bonne implantation du bâti permet de se protéger des éléments climatiques les plus défavorables (vent froid du nord/nord-est, neige et pluie,…), tout en tirant parti des éléments favorables (ensoleillement,…). Composer avec les éléments permet d'une part d'apporter le confort souhaité aux habitants, tout en économisant de l'énergie, réduisant ainsi les coûts et l'impact sur l'environnement.

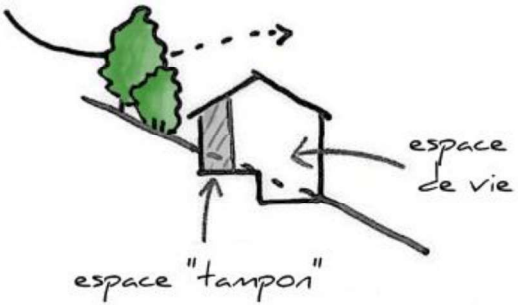
Se protéger contre le vent et le froid

- Privilégier les formes compactes de bâti pour réduire les échanges thermiques.
- Eviter les grandes baies au nord et au nord-est (sauf en cas de vue exceptionnelle).
- Utiliser les reliefs de la parcelle comme protection, par exemple en s'encastrant dans la pente.
- Planter des arbres à feuillage persistant à l'arrière de la maison afin de se protéger contre la bise.
- Privilégier une orientation du faîtage dans le sens des vents dominants : sud-ouest/nord est.
- Utiliser des éléments de l'architecture traditionnelle pour se protéger du vent et de la neige : coche, bardage sur les façades exposées à la pluie, demi-croupe, …
- Exploiter les micro-reliefs du terrain afin de se protéger de la neige.
- Préférer les faibles pentes de toit (35 à 50%) qui évitent les glissements et l'accumulation de la neige le long des façades.
Parallèlement l'installation de crochets ou de barres à neige est obligatoire sur les constructions surplombant la voie publique (Arrêté du 5 février 1997) et fortement recommandée sur les autres constructions.

Les éléments de l'architecture traditionnelle permettant de se protéger des intépéries



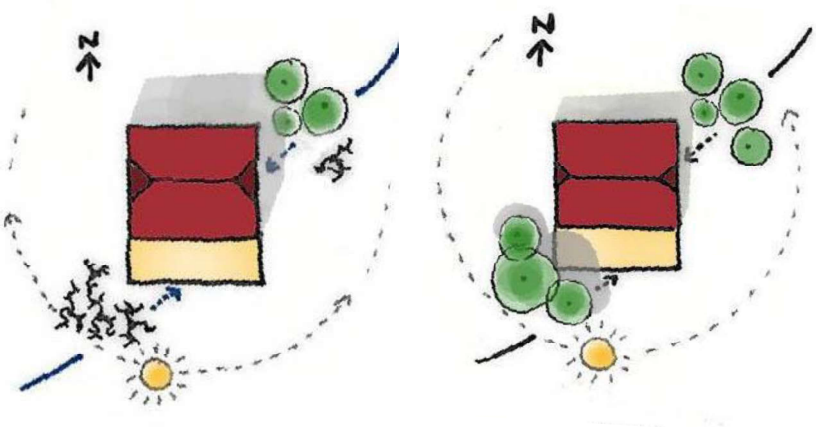
L'utilisation du relief come protection



Profiter au maximum de l'ensoleillement

- Orienter le plus possible la maison au sud.
- Positionner les pièces de vie au sud et prévoir des ouvertures au sud-est si la parcelle est exposée au soleil levant, au sud-ouest dans le cas contraire.
- Prévoir des débords de toiture bien conçus protégeant du soleil l'été tout en le laissant pénétrer l'hiver.
- Planter des arbres à feuillage caduque du coté sud de la maison pour profiter de son ombre l'été tout en permettant au soleil de pénétrer l'hiver.

hiver **eté**



- Privilégier des modes de production d'énergie renouvelable : solaire thermique (chauffage direct de l'eau ou l'air intérieur) ou solaire photovoltaïque (production de l'électricité).

- Dans le cas d'utilisation de panneaux solaires :
  - les intégrer au sein de l'architecture (toiture, murs ou détails architecturaux).
  - les aligner si possible sur l'ordonnancement des ouvertures en façade.

- Faire attention que l'optimisation de l'**ensoleillement ne se fasse pas au détriment d'une intégration d'ensemble** : à la pente, au terrain naturel et au contexte bâti.

Gérer l'eau pluviale

Les précipitations abondantes sur les Hautes Combes nécessitent qu'elles soient maitrisées, mais elles représentent également un potentiel important pour réduire la consommation d'eau potable dans les constructions.

Limiter l'imperméabilisation des sols et le ruissèlement

- Pour les projets d'ensemble : utiliser des voiries drainantes ou filtrantes, des aires de stationnement enherbées, des noues ou fossés, des bassins d'infiltration ou de stockage.
- Eviter les chemins d'accès en forte pente qui accentuent le ruissellement.
- Limiter les surfaces imperméabilisées à 20% de la surface non bâtie de la parcelle.
- Préférer les revêtements de sols perméables pour les cheminements au sein de la parcelle.

Noue végétalisée



Revetements perméables

Gravier stabilisé



Pavage béton

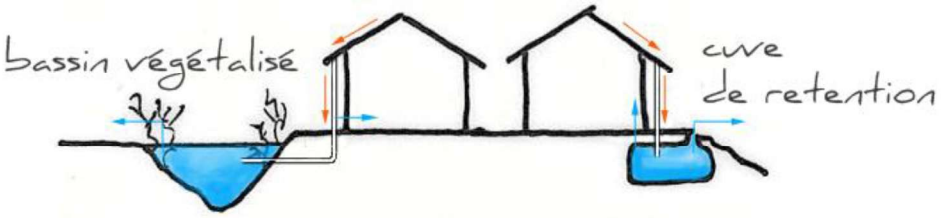


Surface enherbée



Utiliser les eaux pluviales

- Récupérer et stocker les eaux de toiture par des dispositifs de bassin ou de cuve de rétention.
- Prévoir en amont un double réseau eau pluviale/ eau potable dans le bâti.
- Réutiliser l'eau pluviale pour réduire sa consommation d'eau potable (arrosage, chasse d'eau, lave linge,…)



Intégration Paysagère

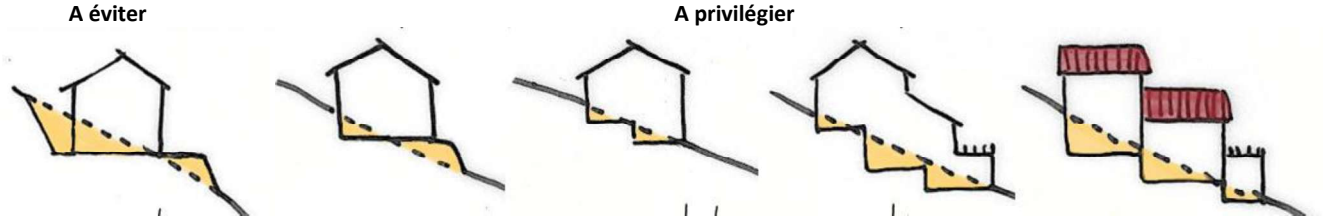
S'adapter au relief

La topographie et le relief du HJSC obligent souvent à construire en pente. L'adaptation au relief est donc primordiale pour une bonne intégration des constructions.

Adapter le projet au terrain

- Sur des terrains pentus il n'est pas acceptable d'user de facilité qui consiste à faire une plate-forme avec remblais et déblais, prête à recevoir n'importe quelle construction.
- **Le projet doit s'adapter au terrain, et non le terrain au projet.**
- Contrairement à une idée reçue, faire appel à un architecte pour concevoir une maison adaptée au mieux à la pente et à son projet ne coute guère plus cher que les importants travaux de terrassement à effectuer pour pouvoir édifier une maison « standard » de constructeur sur un terrain « plat ».
- La conception de la maison peut transformer la contrainte de la pente en atout: dégagement des vues, accès de plain-pied à tous les niveaux de l'habitation, moins de vis-à-vis,...

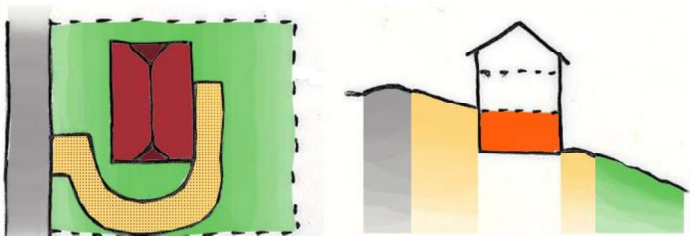
A éviter **A privilégier**



Maison individuelle Habitat semi-collectif

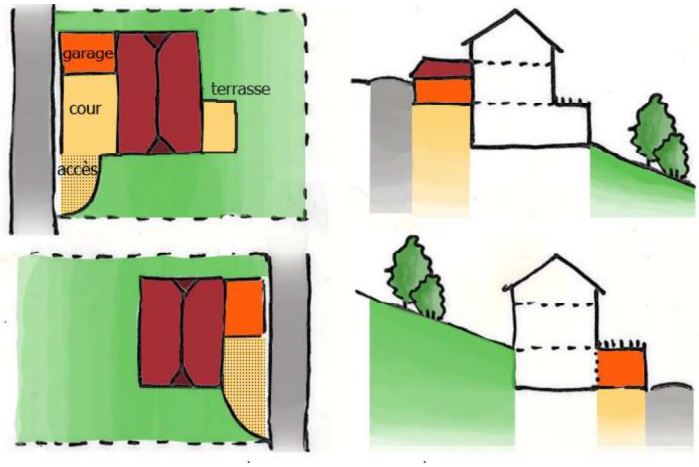
Réfléchir à la localisation des accès et du garage

- Réfléchir à l'implantation du garage en amont du projet (l'ajout ultérieur en annexe est toujours plus complexe, notamment sur un terrain en pente).
- Prendre en compte la position du garage par rapport aux accès du terrain pour éviter que les voies carrossables n'occupent tout le terrain et défigurent le paysage.
- Le garage peut être intégré à la pente, sans engendrer trop de déblais/remblais, tout en participant à étager le volume du bâti.



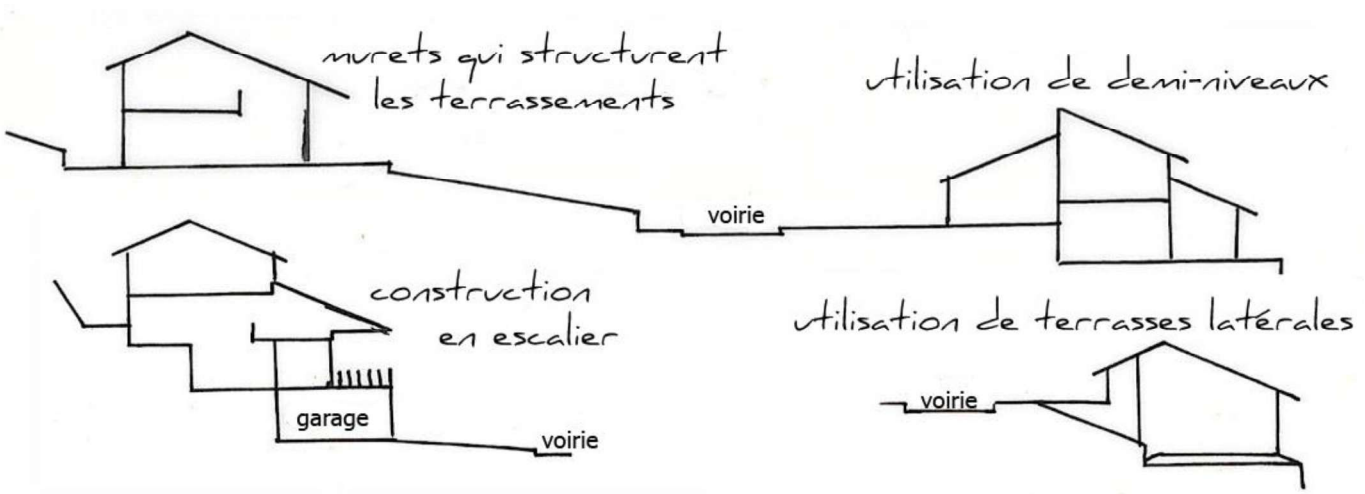
A éviter - Ci dessus :
Surface de voirie importante : onéreux et difficile à gérer (entretien et deneigement)

A privilégier - Ci contre :
. Bonne intégration dans la pente et le paysage
. Emprise de la voirie faible (moins de surface minéralisée)
. Utilisation de la parcelle optimisée : le jardin d'un seul tenant peut être plus facilement valorisé.



Adapter les volumes à la pente

- La pente et les accès conditionnent l'ensemble du projet. Plusieurs solutions peuvent être utilisées :



Habitat semi-collectif intégré à la pente



Intégration des volumes à la pente



Intégrer les murs de soutènement

- Privilégier les murs de soutènements en pierre ou végétalisés aux enrochements.
- D'une manière générale, proscrire la construction de soutènement de plus de 1 niveau.

A éviter



A privilégier



Traiter les limites parcellaires

Les clôtures ou haies, limites de la parcelle, établissent un dialogue avec l'environnement : les vues sur la campagne ou le village, le voisinage et le passant. Elles ont un rôle essentiel dans le paysage bâti, doivent être

traitée en fonction de l'identité générale du quartier. A noter que les clôtures et murets ***ne doivent pas gêner*** *la visibilité pour la* ***circulation*** *routière ni* ***le déneigement****.*

Dans les centres-bourgs

- Traiter les limites, en harmonie avec son site et son environnement :
  - des murets dont la hauteur sera à ajuster en fonction des murs voisins, et qui seront non enduits (excepté pour les parpaings)
  - des clôtures à claire-voie en fer ou en bois et /ou des haies vives.



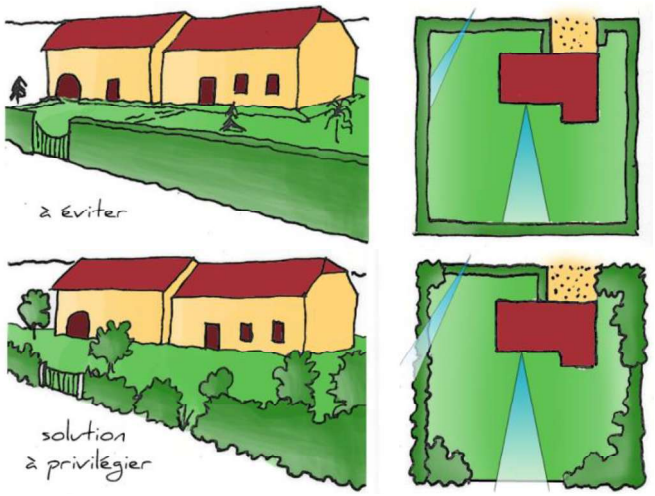
- Si la propriété est délimitée par un mur de soutènement, on pourra ajouter sur celui-ci une clôture et/ou une haie dont la hauteur sera inférieure à 1/3 de celle du mur, préservant ainsi les vues et l'ensoleillement.

En secteur diffus

- Les limites peuvent être traitées soient par des murets bas type murger, des clôtures à claire-voie de préférence en bois et/ou des haies vives.
- On veillera cependant à ne pas entraver les perspectives sur les paysages ouverts.

Comment composer des haies (interdites dans le secteur des Hautes-Combes)

- Prendre en compte les arbres, bosquets ou haies présents sur la parcelle : les recenser, évaluer leur qualité et leur intérêt, les préserver au maximum.
- Eviter les haies d'aspect rigide, d'une seule espèce (thuyas,…) qui banalisent le paysage, isolent l'habitation et limitent les perspectives visuelles.
- Privilégier les haies vives, composées d'essences variées et adaptées aux conditions locales (sol, climat,…), qui participent à l'agrément du jardin, valorisent l'identité paysagère et favorisent la diversité écologique.





Liste indicative d'essences adaptées aux conditions locales

Arbustes ou petits arbres

Aubépine *, Bourdaine, Buis commun, Camérisier/chèvrefeuille, Clématite, Cornouiller sanguin, Fusain, Houx commun, Lila, Rosiers, Sorbier des oiseleurs *, Sureau noir, Viorne lantane ou obier, Prunelier (Epine noire)

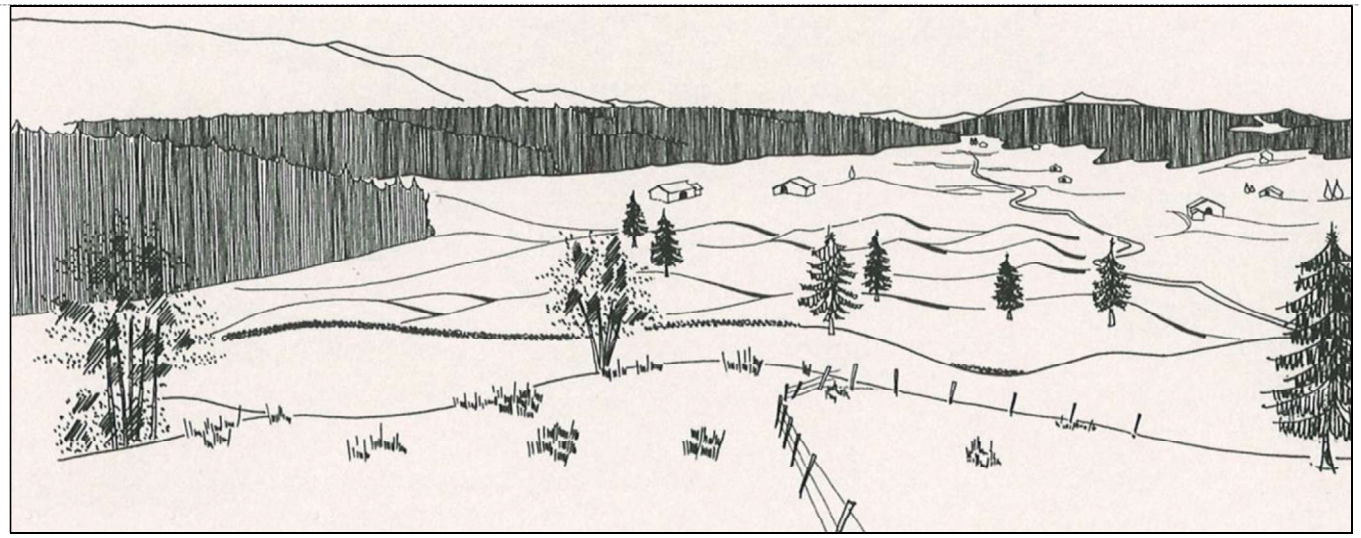
Arbres

Alisier blanc ou torminal *, Amélanchier, Charme commun, Erables *, Frêne *, Hêtre *, Merisier ou cerisier *, Noisetier, Noyer *, Orme champêtre *, Pommier sauvage, Tilleul *, Résineux persistants *

** pouvant rentrer dans la composition d'une haie brise vent*

Intégration architecturale

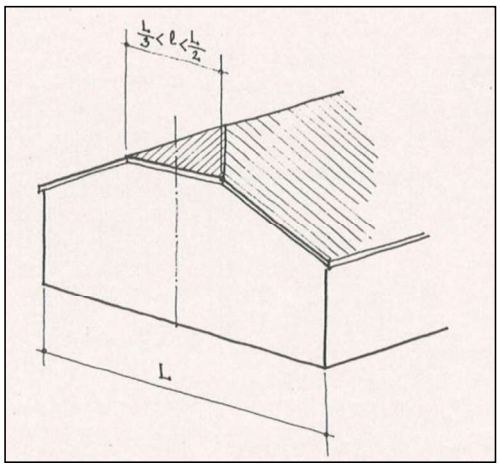
La relation au site



Volumes

- Respecter le **volume** général des fermes :
  - dans la lecture globale du paysage, le nouvel édifice doit se fondre avec l'habitat rural existant et ne pas présenter de volume disproportionné, choquant au regard des constructions voisines
  - privilégier des volumes simples et compacts.

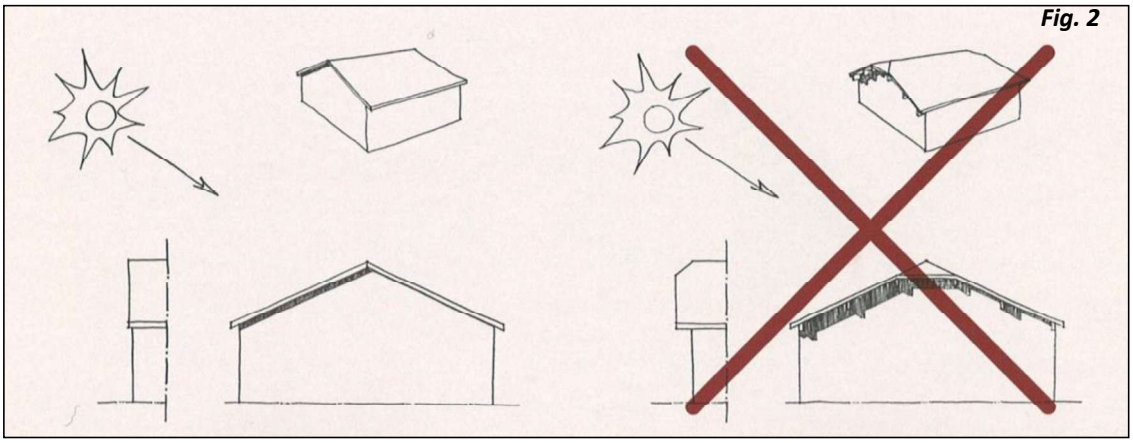
Fig. 1



- Pour la forme du **toit** reprendre les caractéristiques traditionnelles :
  - pente de toit assez faible, de 40 à 50%
  - en cas de création de demi-croupes, celles-ci doivent respecter des proportions minimales (fig. 1) :
    - la base de la demi-croupe sur le mur pignon est comprise entre le tiers et la moitié de la longueur du mur pignon
    - la pente de la demi-croupe est légèrement supérieure à celle du toit

    si la largeur du mur pignon est trop faible, on préférera un pignon couvert.
  - proscrire les saillies de rive (fig. 2) : 15 à 25 cm seulement (permet de réaliser une économie importante lors des travaux. Ce gain peut être transféré sur les matériaux de bardage par exemple).

Fig. 2



Pour les balcons :

▪ ils courent sur toute la façade (fig. 6), ou toute la galerie (fig. 7), en renfoncement (ne dépassent pas la coche ou la galerie)

▪ ils prennent appui sur des aisseliers métalliques ou en bois, ou sur une colonne bois supportant la panne volante

Pour les escaliers :

▪ ils ont un traitement léger, en bois de préférence (fig. 8)

Fig. 6



Fig. 7

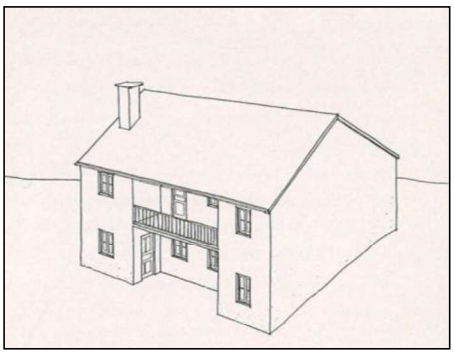
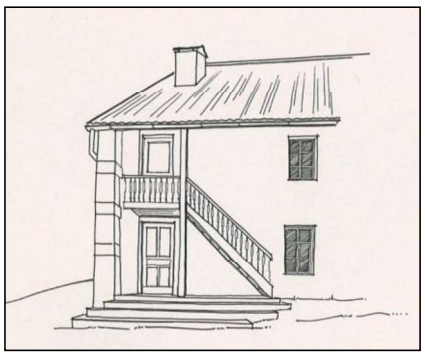
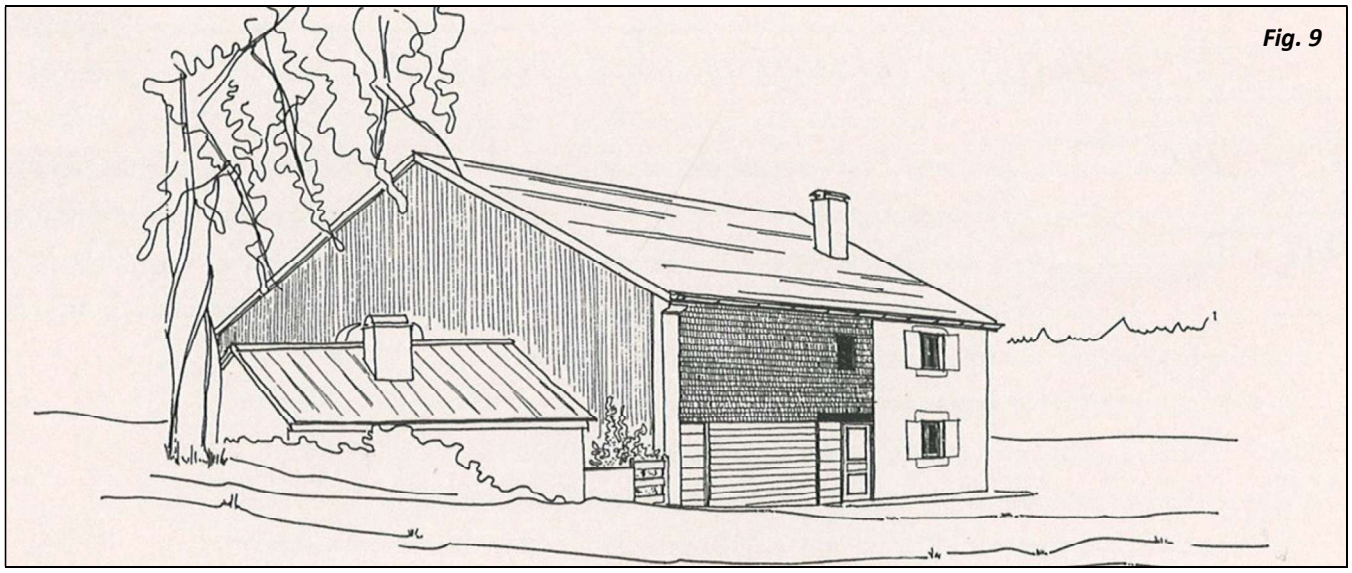


Fig. 8



- La galerie peut être complètement fermée. Dans ce cas, il est souhaitable de la fermer par un parement de bois pour retrouver l'image de la galerie d'origine habillée en tavaillons (fig. 9).

Fig. 9



Adaptation au terrain

▪ Pour **l'accès**, respecter le relief et limiter les terrassements

Par exemple :

- si la route se situe plus haut que la maison : créer, si possible, un accès carrossable au 1er étage, et un logement au rez de jardin.
- si la route se situe en bas du terrain : concentrer la totalité des accès sur la façade avant.
- le chemin d'accès doit respecter le terrain naturel, contourner les bosses si elles existent, plutôt que de les éliminer.

▪ **Drainage** : plutôt que de dégager complètement le terrain autour de la ferme (pour remédier à l'humidité présente dans les murs au contact avec le terrain extérieur), travailler localement à l'aménagement d'un drainage contre les murs concernés : pose de feutre bitumeux, d'une couche de matériaux drainants et d'un drain canalisant l'eau.

Les environs de la ferme

■ Conserver les éléments **annexes** à la ferme :

- grenier-fort et fournil pouvant être reconvertis en surface de rangement,
- citerne à eau pouvant servir de réserve d'eau en cas d'incendie, par exemple,
- frêne ou tilleul devant la façade principale, qui procurent ombre et fraicheur en été.

■ Eviter autant que possible le **cloisonnement** végétal de la propriété, sachant que la délimitation des parcelles bâties n'est pas une pratique habituelle dans les Hautes Combes :

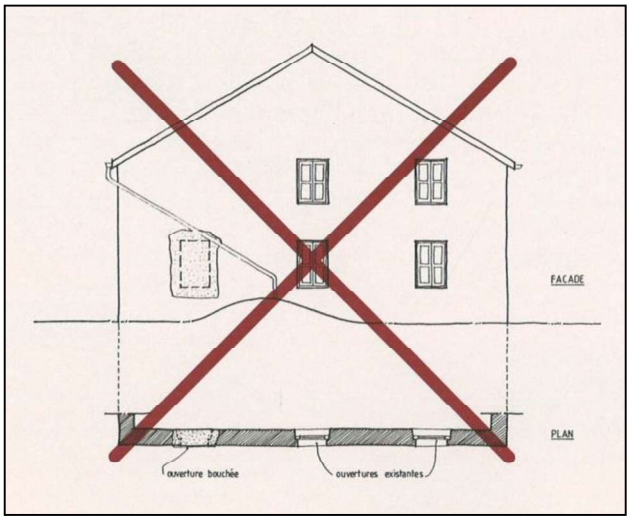
- En tout état de cause la plantation linéaire de résineux est interdite et leur préférer un mélange d'essences locales disposées en petits bosquets.
- Les murets en pierre sèche représentent une forme de réponse possible,

Revêtements extérieurs

Les enduits

- Conserver des enduits sur les façades (ou bardages) (les murs ne résisteraient pas longtemps à une exposition directe au climat extérieur).
- Pour rénover les enduits, privilégier des enduits à la chaux ou un enduit bâtard à la chaux et au ciment.
- Proscrire les enduits plastiques imperméables, empêchant la migration de la vapeur d'eau contenue dans le mur.

Fig. 10

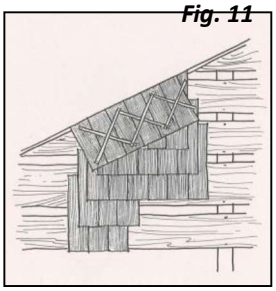


- Lorsqu'on crée des percements sur une façade, penser aux raccords d'enduits, ne pas laisser apparente sur la maison la trace de l'intervention (parpaings, enduit ciment…) (fig. 10).
- Lorsqu'on bouche une ouverture existante, laisser apparent l'encadrement en pierres, et boucher en léger retrait : l'enduit ne tiendrait pas longtemps sur la pierre et cela conserve la mémoire du bâtiment d'origine.
- Pour les fermes isolées, proscrire les soubassements. L'enduit est unique sur la totalité du mur.
- En village, un traitement différent peut être fait entre le socle de la maison et le reste du mur.
- Les teintes des enduits doivent être naturelles et la finition grattée mettant en évidence la granulométrie du sable.

Le bardage

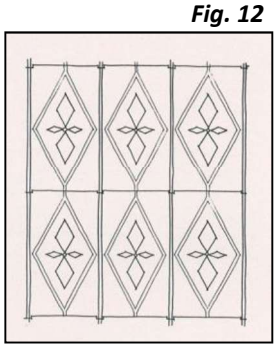
- Bardage (sur les pignons sud ouest), utiliser les matériaux suivants ou des matériaux présentant un aspect proche :
  - tavaillon en épicéa fendu (fig. 11)
  - tavaillon en matériaux locaux (à réserver à de grandes surfaces)
  - bardage métallique en zinc naturel ou pré-patiné (fig. 12).

Fig. 11



- Respecter quelques principes simples pour la pose du bardage :
  - Recourir à la solution du bardage uniquement sur la façade ou, selon l'orientation, sur les deux façades exposées à la pluie.
  - Ne pas banaliser le volume en bardant toutes les façades.
  - Choisir une teinte qui s'harmonise avec celle de l'ensemble des autres bâtiments : gris avec aspect mat.
  - Préférer la couleur naturelle du matériau à des revêtements ou peinture qui n'auraient pas de stabilité dans le temps.
  - Privilégier la pose en petits éléments (fig. 13) et éviter les feuilles métalliques à ondes verticales continues qui accentuent la hauteur du bâtiment, ou les éléments horizontaux qui alors le découpent en tranches (fig. 14).

Fig. 12



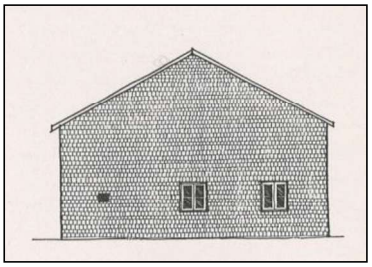


Fig. 13

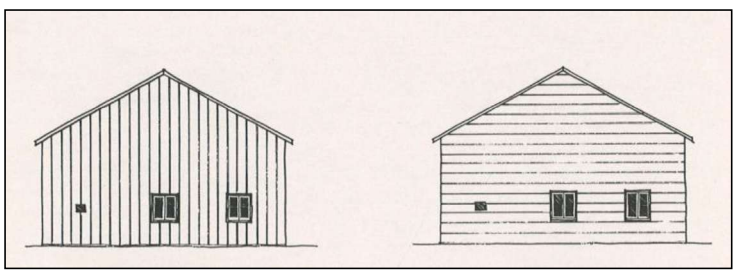


Fig. 14

La couverture

- Les matériaux préconisés sont :
  - le zinc pré-patiné
  - le bac acier nervuré
  - la tuile mécanique
  - Le tavaillon peut aussi être utilisé comme matériau de couverture

- Les **teintes** : rouge-brun ou gris

- Choisir le matériau de toiture répondant aux conditions hivernales qu'il va devoir subir.

- Pour se protéger de **l'humidité** :
  - Les éléments de couverture doivent avec un recouvrement suffisant afin d'éviter les remontées d'eau par capillarité
  - Il est indispensable de précéder à la pose d'une sous toiture (film étanche) ventilée afin d'éviter les infiltrations en cas de fortes pluies ou de neige soufflée.
  - Dans le cas de l'utilisation de couvertures métalliques : veiller à une mise en œuvre respectant la dilatation du matériau et assurant une ventilation abondante en sous-face pour limiter les risques de condensation.

- Pour résister à la **neige :**
  - Le matériau doit également permettre un bon maintien de la neige sur le toit afin d'éviter les décharges de neige devant les façades
  - Lorsque le toit se décharge, le matériau de toiture doit résister au frottement occasionné. Les tôles laquées sont ainsi à éviter car la peinture ne résiste pas à l'abrasion de la neige. La tôle mise à nue est très vulnérable à la rouille.

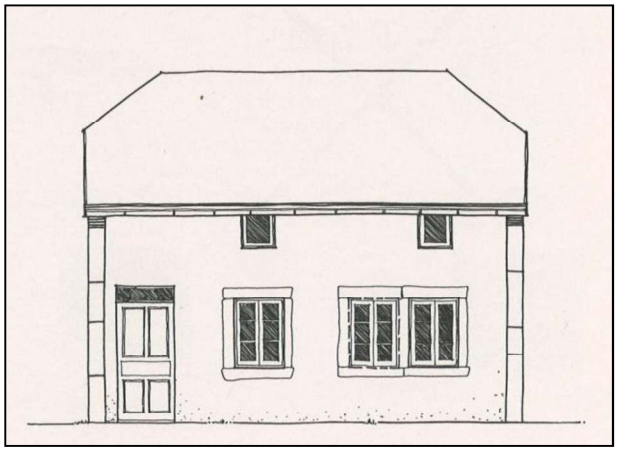
- Pour s'intégrer dans le **paysage** :
  - Le matériau de couverture ne doit pas être brillant ou réfléchissant.
  - Dans le cas de l'utilisation de tuiles mécaniques, l'employer dans des teintes naturelles rouge-orangée / rouge-brun

Les façades

Les fenêtres

- Lorsqu'on perce des ouvertures sur un bâtiment existant, respecter les **proportions** des ouvertures déjà présentes :
  - Pour apporter plus de lumière dans une pièce, il suffit par exemple de créer une ouverture supplémentaire de même dimension que celles déjà existantes.
  - Envisager le percement d'une ouverture non seulement depuis l'intérieur, mais aussi depuis l'extérieur. Dans ce cas c'est la façade entière qui va justifier la position de la nouvelle ouverture.

Fig. 15



- La **localisation** des percements peut obéir à des principes simples (fig. 15) :
  - placer la nouvelle ouverture de manière isolée ou juxtaposée à une autre ouverture
  - superposer les ouvertures à l'étage à celles du rez de chaussée
  - espacer régulièrement les ouvertures entre elles
  - aligner les linteaux et les appuis de fenêtre

- On peut retrouver un encadrement proche de celui en **pierre** de taille en :
  - employant par exemple le béton bouchardé en extérieur et en arrêtant l'enduit selon une largeur d'encadrement

- Choisir pour l'ensemble des fenêtres un **dessin de menuiserie** identique.

- Pour ce qui est du **matériau** des menuiseries, elles pourront être en bois ou en PVC blanc proscrit.

- En ce qui concerne la **position de la menuiserie** dans la maçonnerie :
  - en cas de restauration, placer la menuiserie dans la feuillure existante
  - en cas de création d'une nouvelle ouverture, aligner sa position avec celles des menuiseries existantes.

Les portes

La porte d'entrée

- On peut choisir de retrouver dans les portes d'entrée au logement un **dessin** proche de ceux existants déjà sur le territoire . Il est possible, tout en partant d'une des 3 bases illustré ci-dessous :
  - division en deux panneaux haut et bas, séparés par une traverse intermédiaire (fig. 16)
  - planches horizontales assemblées sur des montants verticaux (fig. 17)
  - division en deux panneaux haut et bas, séparé par une traverse intermédiaire. Panneau haut et bas, divisés verticalement en deux (fig. 18).

de travailler un dessin de porte personnalisée, tant au niveau des moulurations que des teintes.

Fig. 16

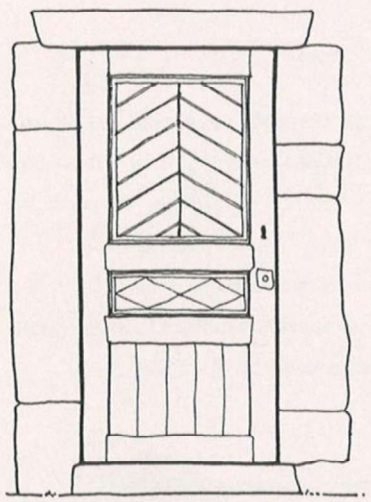


Fig. 17

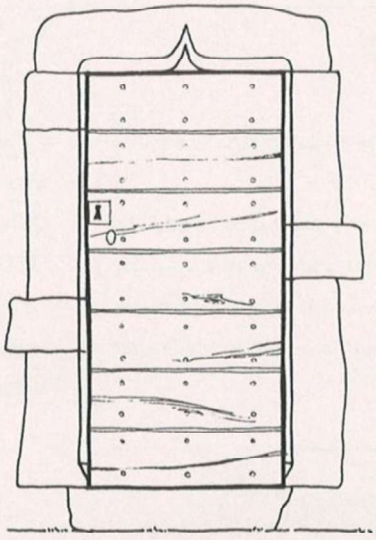
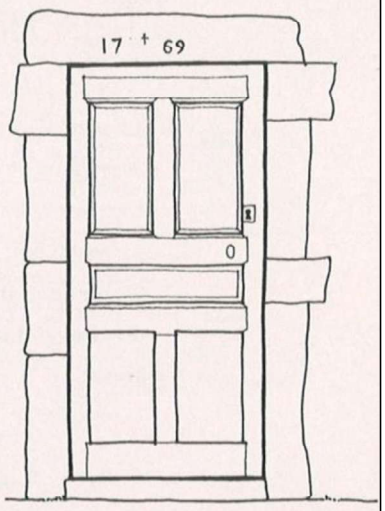
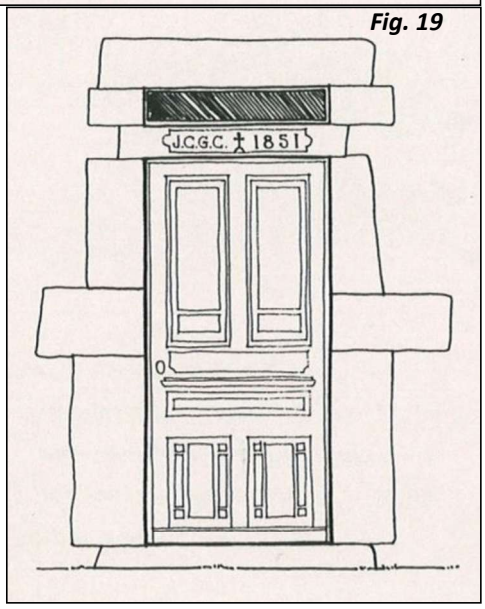


Fig. 18



- Pour **éclairer** le couloir intérieur ou l'entrée, on peut retrouver :
  - une imposte au dessus de la porte d'entrée (fig. 19)
  - ou vitrer la partie haute de la porte si l'on choisit une porte divisée en deux panneaux haut et bas.

Fig. 19

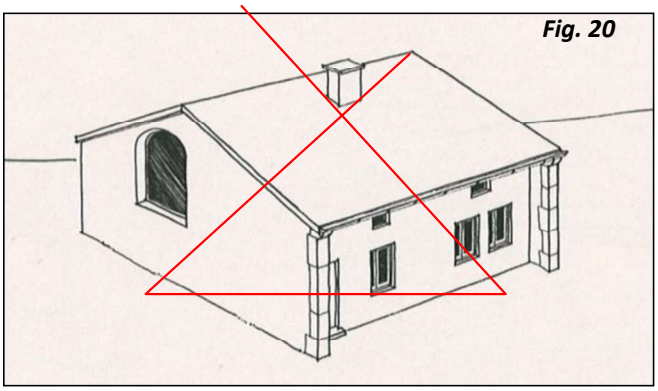


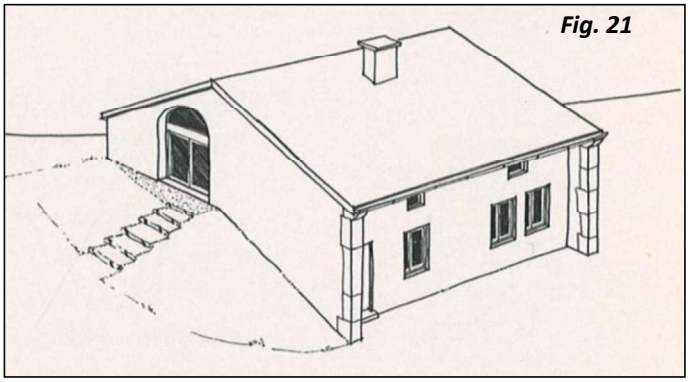
La porte de grange

▪ Préserver la forme initiale de la porte de grange, et en particulier son **linteau** en bois ou en anse de panier en pierre.

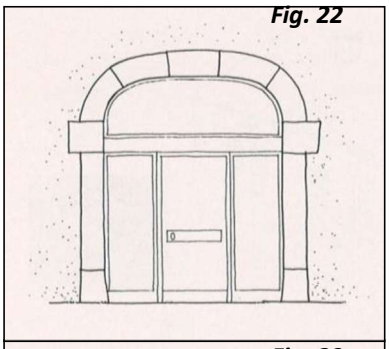
▪ Maintenir le rapport qu'entretenait le volume de comble avec le sol :
- conserver la levée de grange ou le pont de grange
- ou conserver la relation entre la porte de grange et le sol par la création d'un balcon relié au sol par des poteaux, le tout traité de façon légère, en bois par exemple.

▪ Lorsque la rampe d'accès est supprimée, l'ouverture semble flotter dans le pignon (fig. 20), alors que si la grange haute devient habitable, la rampe d'accès peut être retravaillée (fig. 21).

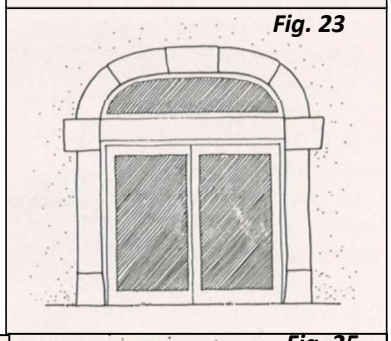

Fig. 20


Fig. 21

▪ Si la porte de grange est convertie en **porte d'entrée**, son traitement respectera différents principes (fig. 22) :
- un traitement homogène de la porte afin de continuer à bien lire la forme initiale (par exemple un traitement entièrement en bois)

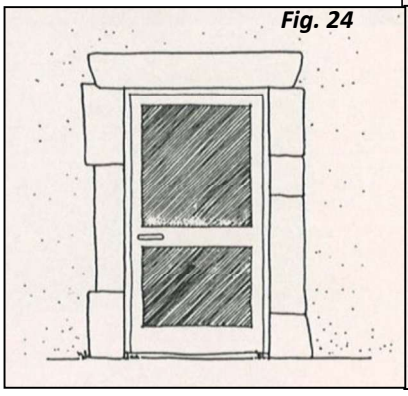

Fig. 22

▪ L'ouverture de la grange haute peut également devenir une **ouverture vitrée** qui amène de la lumière dans le logement (fig. 23).
- Pour la composition de cette menuiserie on choisit le même principe de construction que pour une menuiserie non vitrée.
- Pour l'obturation de cette ouverture, la meilleure solution, dans le cas d'un linteau en anse de panier, est de créer une traverse horizontale en bois derrière laquelle on vient cacher un volet roulant.


Fig. 23

La porte d'étable

▪ De la même manière que la grange, l'étable peut être transformée en volume habitable.
- Il est alors fréquent de convertir les anciennes portes d'étable en portes-fenêtres (fig. 24),
- ou tout du moins de conserver bien lisible cette ouverture, et de n'en condamner la partie inférieure que dans le prolongement de la menuiserie crée (fig. 25).


Fig. 24

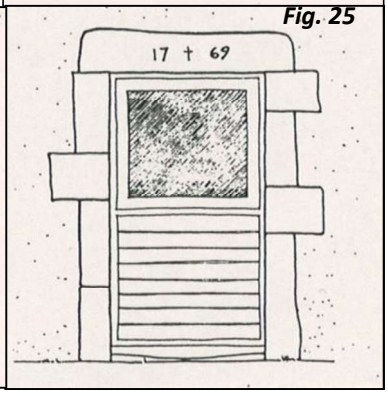


Fig. 25

L'INSERTION DES BATIMENTS AGRICOLES DANS L'ENVIRONNEMENT

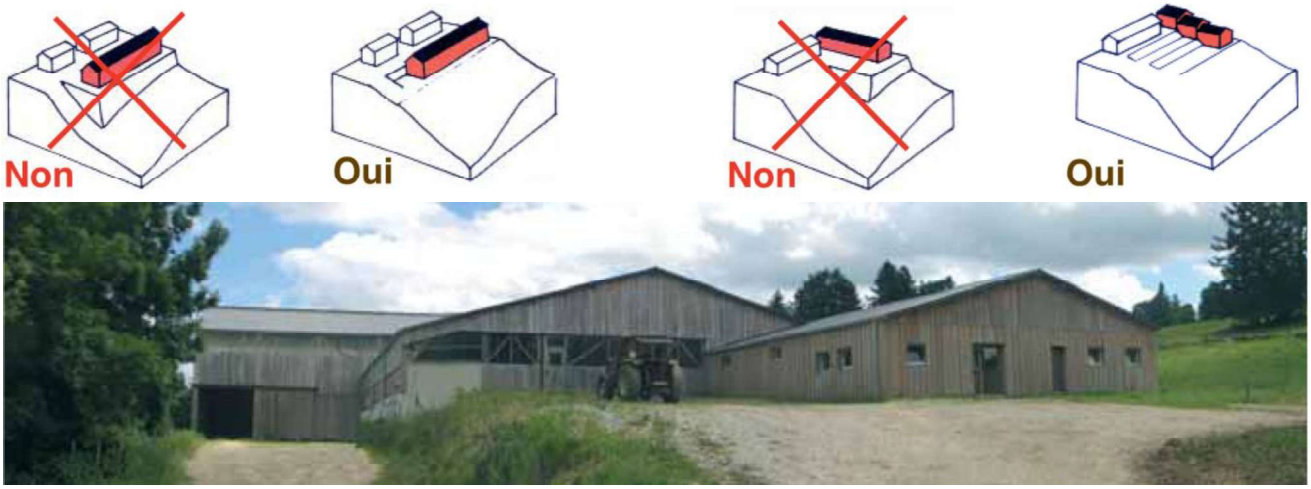
Composer avec le paysage et l'environnement du site

Chaque lieu révèle un paysage unique avec des caractéristiques particulières. Les bâtiments agricoles doivent s'enraciner dans leur paysage, qu'ils s'implantent dans le village, à proximité de celui-ci ou bien encore en rase campagne.

Pour choisir le terrain d'implantation du bâtiment, différents critères paysagers seront à prendre en compte :

- La **topographie** des lieux.

Un terrain accidenté est souvent beaucoup plus contraignant qu'un terrain plat.
D'une façon générale, éviter les terrassements et essayer de retrouver des talutages proches de la pente du terrain naturel. Dans cet objectif, les longs bâtiments seront implantés parallèlement aux courbes de niveau.
Autant que possible le dénivelé du terrain sera mis à profit dans la construction.



Mise à profit du dénivelé dans la construction

- La **végétation** existante (forêts, haies, bosquets, arbres isolés...).

Elle est utile aussi bien comme protection que comme éléments favorisant l'insertion du bâtiment.

- Les **vues** lointaines et rapprochées sur le site.

En zone très exposée à la vue, l'intégration du bâtiment devra être irréprochable.

- L'**orientatio**n du terrain.

Se protéger au mieux des vents dominants tout en profitant d'une ventilation naturelle optimale. Rechercher un ensoleillement maximal l'hiver.

- Le **bâti existant**.

Construire dans la continuité du bâti existant, respecter l'orientation des faîtages, les volumes et les couleurs des constructions en place.

- La présence des **réseaux** (chemins, routes, eau, électricité).

La présence de tous les réseaux à proximité du site évitera de coûteux travaux de viabilisation.
Quand cela est possible, enterrer les lignes aériennes.

- Les **ambiances**.

Les couleurs, formes et textures du bâtiment devront se rapprocher le plus possible de celles du paysage local (teintes dominantes sur toute l'année comme par exemple le vert clair des pâturages ou le vert foncé des forêts).

Concevoir un bâtiment fonctionnel, esthétique et économique

Volumétrie

- Utiliser des volumes réduits, bas et fractionnés (de façon à briser l'effet de masse).
- Éviter les formes trop complexes et privilégier celles plus simples, aux proportions harmonieuses.


Volume simple

Percements et ouvertures

- Un percement sert non seulement à faire entrer de la lumière mais aussi à cadrer des vues.

Les percements rythment les façades, les équilibrent, accentuent des effets de barres ou créent des impressions de verticalité. Pour toutes ces raisons, le percement doit se composer avec l'ensemble du bâtiment.


Proportions harmonieuses

Toitures

- Elles sont souvent les parties les plus visibles du bâtiment et se doivent donc d'être discrètes.
- Opter pour une toiture dont la couleur fait référence aux tuiles à proximité des villages. En site isolé, une toiture végétalisée ou de couleur sombre (mate ou satinée) s'harmonisera avec l'environnement végétal.
- Éviter de mettre des translucides (transparents) en toiture. Le cas échéant, veiller à une disposition esthétique de ces derniers : pas de saupoudrage mais une disposition en bande horizontale continue.


Translucides bien disposés

Matériaux de façades

Autant que possible, utiliser des matériaux constructifs en référence au patrimoine agricole local :

- en soubassements : le bois empilé, le béton brut teinté (si finition soignée), la brique ou le parpaing soit enduits à la chaux, soit recouverts de bardage.
- en bardage : le bois (avantages thermiques, acoustiques, écologiques) ou l'acier thermolaqué de couleur sombre)

Le bois peut être posé de différentes manières (à l'horizontal, à la verticale, à claire-voie…). En extérieur, il doit être utilisé brut dans un choix d'essences imputrescibles (mélèze, châtaignier, chêne, douglas ou robinier …), ou traité classe 3 (traitement fongicide et insecticide).

- en menuiseries et huisseries : le bois, le métal (acier ou aluminium) le PVC de couleur foncée ou le mixte bois/PVC (notamment pour les laiteries).


Bois posé à claire voie

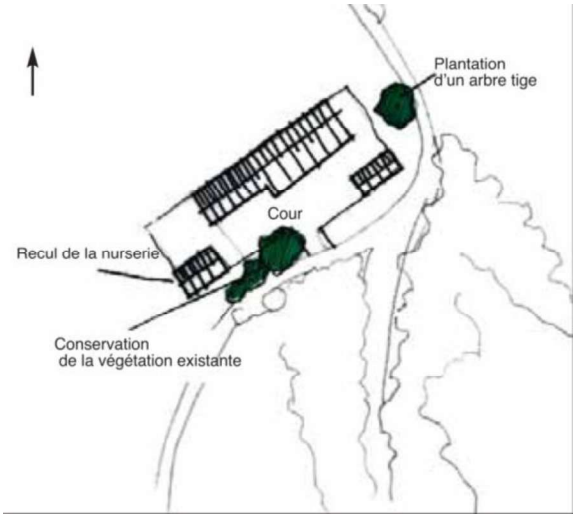

Utilisation de l'acier

Soigner les abords de l'ensemble des bâtiments

Le traitement des abords nécessite de réfléchir à un plan d'ensemble, intégrant toutes les composantes du site de l'exploitation.

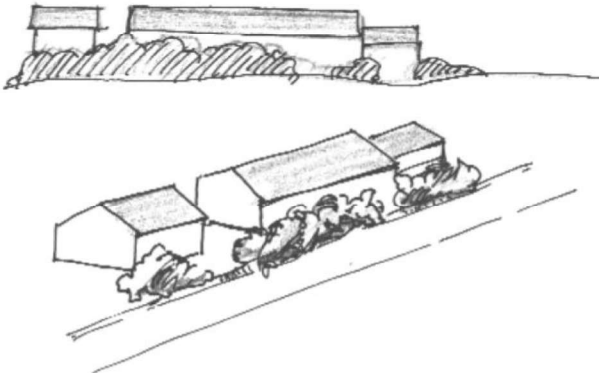
Les chemins et les accès

- Optimiser les circulations extérieures : éviter les circulations inutiles et/ou redondantes.
- Adapter les caractéristiques des circulations à leurs contraintes d'usage : largeurs, type de revêtements, plantations d'accompagnement seront différents selon leur vocation (chemin d'accès à la laiterie, accès des bêtes aux pâturages.
- Limiter au maximum l'imperméabilisation des surfaces circulées.
- Les chemins suivront le relief du terrain naturel et seront éventuellement accompagnés de plantations.



Les plantations

- Conserver au maximum la végétation existante.
- Pour toutes nouvelles plantations, utiliser des essences de plantes locales en reprenant la structure végétale du paysage local si elle est intéressante : haies, bosquets, arbres isolés, alignements, vergers, bandes enherbées le long des bâtiments
- Le végétal doit servir d'écrin à la construction et ne dissimuler que les éléments disgracieux (stockage extérieur de fumier, fosse...).



Les terrassements

- Retrouver autant que possible les pentes du terrain naturel. Quand les talutages sont trop forts, utiliser des murs de soutènement de matériaux identiques aux bâtiments.
- Enherber les talus et les surfaces terrassées dans l'année qui suit la construction.

Les équipements annexes

- Toutes les constructions envisagées (stockage fourrage, fumière couverte, hangar matériel, silos, fosse à lisier...) doivent être prises en compte dans une réflexion globale. Leur positionnement, leur couleur, leur forme seront cohérents et formeront une unité avec le bâtiment principal.
- Pour les silos à grains : procéder à leur intégration en les plaçant à l'intérieur du bâtiment ou en les peignant dans des couleurs se rapprochant des bâtiments auxquels ils s'accolent.



Parc naturel régional

Haut-Jura

Guide couleurs & matériaux du bâti

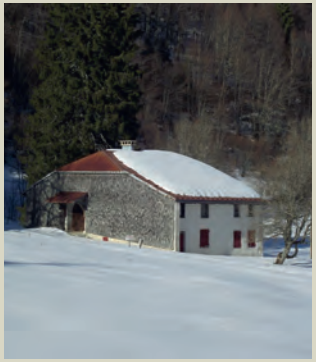
Station des Rousses



La maison ancienne

- en site isolé
- en village





Parc naturel régional du Haut-Jura

Une montagne qui vit

39 Jura c|a.u.e Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement

Communauté de communes Station des Rousses Haut-Jura

Région Bourgogne Franche Comté

Sommaire

Couleurs et matériaux de la station des Rousses . . . . . p 3
Du paysage à la palette . . . . . p 5

La maison ancienne en site isolé . . . . . p 6
Diagnostic . . . . . p 7
Recommandations . . . . . p 10

La maison ancienne en village . . . . . p 13
Diagnostic . . . . . p 14
Recommandations . . . . . p 17

Choisir et appliquer la couleur . . . . . p 20
Accorder les éléments de la construction . . . . . p 22



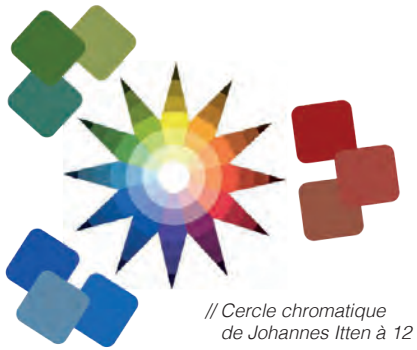


Ce guide couleurs & matériaux du bâti, fondé sur l'analyse des spécificités et traditions de la construction locale présente des préconisations, conseils, palettes de teintes... applicables à 2 des 4 typologies architecturales représentatives du territoire de la Station des Rousses. L'objectif de cet outil est de préserver, à travers l'application de palettes de teintes adaptées, la qualité paysagère du territoire et de créer du lien entre les différentes époques architecturales en aidant à l'intégration douce des futures constructions.

Couleurs & matériaux de la Station des Rousses

Harmonie colorée rouge / vert / bleu

Au coeur d'un écrin naturel, l'architecture s'affirme, se donne à voir. En contraste par la couleur forte des toitures, mais aussi en complémentarité, le rouge valorisé par les verts et les bleus, favorise une sensation d'équilibre.
En effet, ces tonalités rouge-vert-bleu en équidistance perceptive sur le cercle chromatique forment une harmonie colorée, génèrant un confort visuel, une sensation de bien être.



// Cercle chromatique de Johannes Itten à 12 tonalités



L'été, le bleu du ciel, pluriel, de soutenu à très pâle, dialogue avec la riche palette de la végétation, du très foncé des résineux, au très clair et acidulé des champs cultivés.

Les bleus-verts aquatiques des lacs et ruisseaux font, au fil de l'eau, la transition chromatique

Ce camaïeu de tons froids façonne un paysage frais, à la fois rythmé et apaisant.





Les matériaux naturels présents sur le territoire sont la base des couleurs de l'architecture traditionnelle : les bois dont on fait les bardages, les pierres et les sables locaux avec lesquels on fabrique les enduits donnent les teintes dominantes des édifices vernaculaires.

Aujourd'hui, de par l'évolution des matériaux industriels, les modes en vigueur, les modèles importés, les possibilités sont infinies en terme de coloration ; d'où la nécessité de s'ouvrir à la modernité, tout en perpétuant une ambiance particulière.

Composé de palettes de teintes et de prescriptions applicables à la construction, ce guide a pour but de conserver l'harmonie des couleurs sur l'ensemble du territoire concerné, en limitant la prolifération des teintes «importées» qui banalisent la construction, érodent les spécificités en modifiant l'ambiance paysagère.

De la nature à la manufacture





LA PALETTE NATURELLE

concerne les couleurs données par les matériaux de construction : tuiles, enduits à la chaux, bardage bois.

C'est la matière, l'élément naturel (sable, terre, bois…) qui donne au produit sa couleur difficile à mesurer, référencer ou reproduire exactement, les éléments de base étant changeants.

LA PALETTE INDUSTRIELLE

concerne les couleurs appliquées aux matériaux : **toiture et bardage en métal, peinture.**

Le produit final est la rencontre d'un matériau et d'une couleur, prise dans la masse ou ajoutée en surface. Les couleurs sont reproductibles, mesurables, référencées.



Du paysage à la palette

L'analyse du site renseigne sur l'identité colorée de la construction et sert de base à l'élaboration de palettes de teintes légitimes parce que fondées sur l'existant.

Appréciation de la couleur dans le paysage

Simplifiée dans sa lecture globale, et complexe dans sa vision élémentaire, la couleur change selon l'échelle et la distance de perception.
Perçue de loin, une architecture est appréhendée dans l'ensemble global du site dont elle devient un élément constitutif. C'est de cette perception lointaine et globale que dépend la qualité des couleurs du paysage.
A moindre distance, la perception élémentaire amène à une lecture plus détaillée de l'architecture dans laquelle les taches colorées s'affirment et prennent consistance de même qu'apparaissent les textures, matériaux et structures des constructions.

Aussi, pour une juste intégration des constructions dans le paysage, c'est à ces deux niveaux de perception qu'il faut satisfaire. La prise en considération des données environnementales mais également du caractère des édifices alentour apparaît alors indispensable.

Élaboration des palettes

Les propositions de palettes colorées doivent contribuer à une mise en valeur pertinente des paysages dans lesquels les projets s'inscrivent. Cette mise en valeur peut s'appuyer sur la prise en compte de références architecturales présentes sur le territoire, sans verser dans le façadisme ou le mimétisme, et sur une recherche visant à favoriser l'introduction d'une plus grande diversité colorée cohérente avec son environnement.
Du fait de l'infinité de possibilités qu'offre la couleur, c'est d'abord l'observation du paysage, puis le recensement et l'analyse des couleurs dominantes des constructions qui permettent de saisir l'identité colorée du secteur et, par la suite, conditionnent la mise au point de gammes de teintes en adéquation avec les problématiques et la spécificité des lieux.

PHOTOGRAPHIER



MESURER



COLLECTER





Références NCS
Mairie
0510-Y40R

Eglise
2010-Y20R

Les gammes colorées proposées pour chaque typologie sont réparties sous forme de palettes répertoriant les éléments pertinents des constructions :



LA PALETTE GÉNÉRALE

Concerne les surfaces les plus importantes de la construction (celles dont l'impact visuel est le plus fort) :
- les toitures
- les façades (les fonds de façades, les encadrements et modénatures et les soubassements)
- les bardages (bois et métal)

LA PALETTE PONCTUELLE

Est relative aux teintes des éléments secondaires venant rythmer l'ensemble de touches colorées et accompagner harmonieusement la palette générale, tels que :
- les menuiseries : portes, volets, fenêtres, stores...
- les ferronneries

La maison ancienne en site isolé

FAÇADE DISCRÈTE, MENUISERIES CONTRASTÉES



Un point sur **les couleurs existantes**



Le paysage du Haut-Jura, caractérisé par l'habitat dispersé, est issu du mode d'acensement des terres par l'Abbaye de Saint-Claude. Afin de tirer profit des ressources du territoire, de défricher et de mettre en culture, les moines acensent les terres aux colons en découpant de grandes «lanières» successives partant du bas de la combe et remontant jusqu'au sommet des crêts. La ferme se situe dans le bas de la combe, à proximité de la voie de circulation, elle préserve la terre cultivable dans la zone la plus proche puis, plus haut, la forêt et la pâture. Cette disposition permet aux paysans de trouver localement les ressources nécessaires à leurs besoins (se nourrir, se loger) et à ceux de leur élevage. Des murets de pierre sèche formalisent les «vies» qui conduisent les bêtes aux pâtures ou limitent les parcelles et rythment le paysage.

Dans ce paysage, l'habitat traditionnel est fortement exposé aux vents et à la pluie du sud-ouest, ainsi qu'au vent froid du nord… Afin de se protéger au mieux, le faîtage des bâtiments est orienté sud-ouest / nord-est ; le débord de toit est absent en pignon et des demi-croupes sont présentes pour éviter l'arrachement aux vents.

La façade principale est orientée au soleil et protégée par des murs pare vent appelés localement «coches». Cette façade peut ponctuellement abritée une galerie, le pignon sud-ouest est couvert d'un bardage en tavaillons.

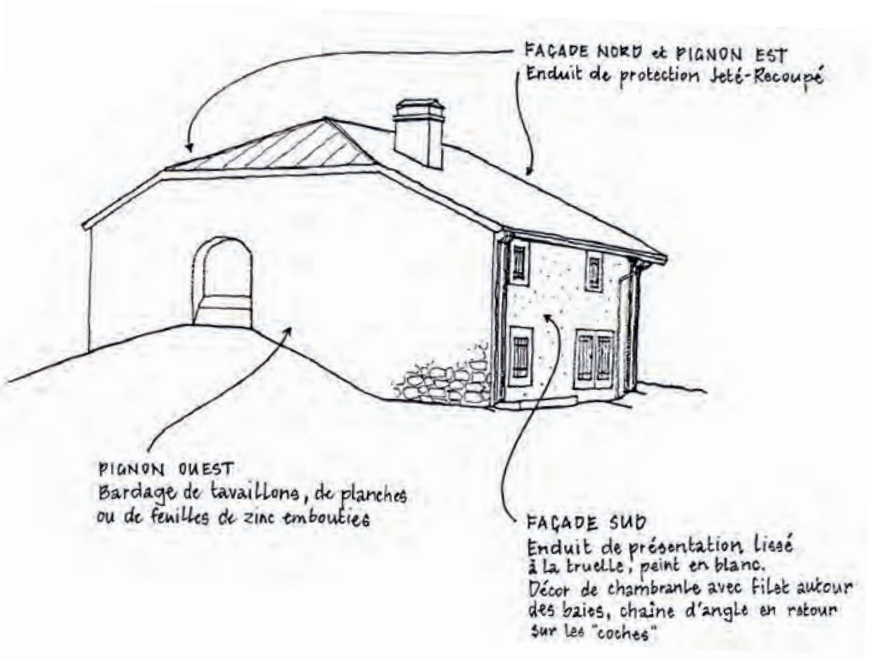
La maison rurale abrite sous le même toit les fonctions d'habitation et d'exploitation agricole. Cette organisation est lisible en façade grâce aux différentes formes d'ouvertures qui permettent d'accéder au logement, à l'étable et à la grange haute.
Les fermes anciennes ont fait l'objet de nombreux réaménagements au fil du temps : rehaussement au cours du 19ème, appentis sur les pignons, plus récemment abandon des fonctions agricoles et transformation en résidence.

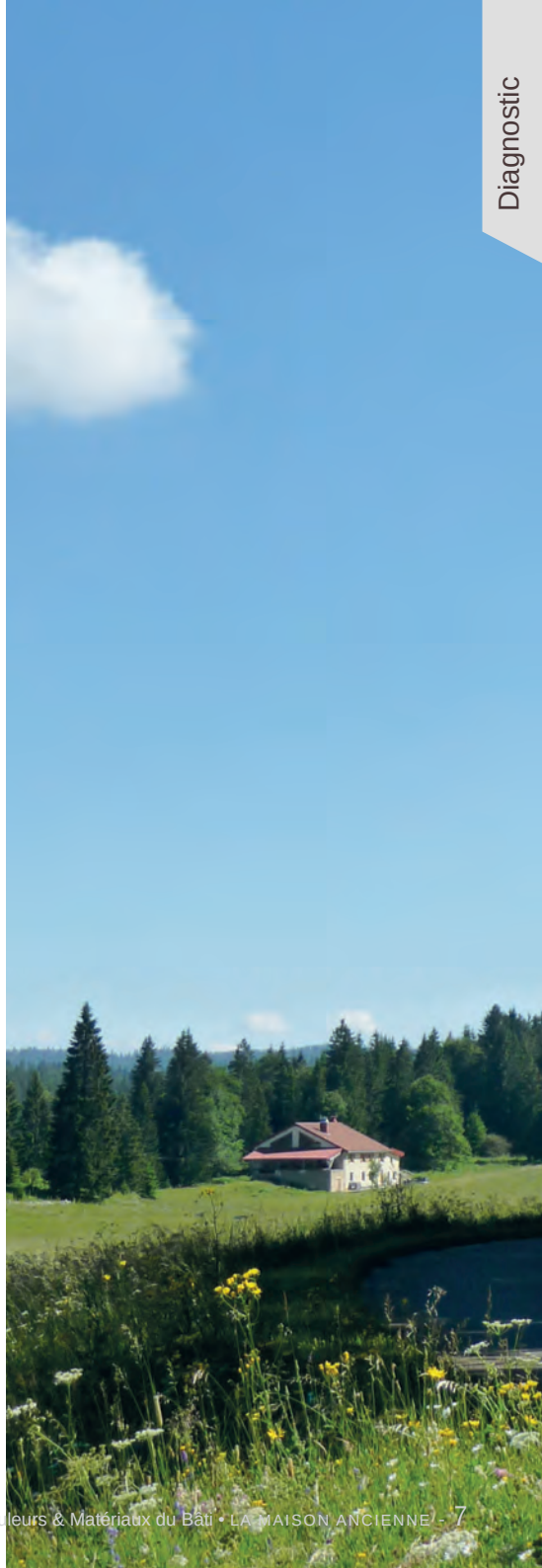
Des façades sobres

Les façades de la ferme isolée présentent un traitement différencié selon leur orientation et leur fonction :

- **façade principale ayant une fonction d'accueil en enduit taloché, lissé et souvent recouvert d'un badigeon de chaux,**
- **pignon sud-ouest bardé de tavaillons d'épicéa ou de tôle afin de se protéger de la pluie battante,**
- **pignon nord-est et façade arrière supportant un enduit de protection plus grossier (jeté-recoupé).**

Les modénatures sont simples et limitées : chainages d'angle et encadrements de baies en pierres, auvents au-dessus des fenêtres sur le pignon sud-ouest, sous-faces de toitures peintes d'une couleur claire…





Des façades subtilement teintées

Liées aux techniques d'enduits traditionnels à la chaux, les teintes de façades (sauf la façade sud-ouest), s'inscrivent dans une gamme colorée résultant de la teneur des matériaux en sable, chaux, pigments.
Issues de tonalités chaudes, les couleurs gravitent essentiellement autour des gris colorés chauds, des ocres, des beiges, peu saturés et plutôt clairs.

Parmi les nombreux coloris relevés sur site, les 3 pigments les plus couramment employés pour élaborer des enduits à la chaux sur ce territoire sont les tons chauds de :

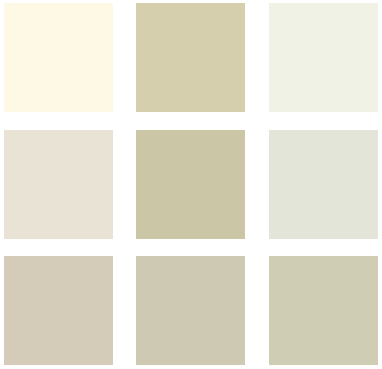
- terre de Sienne
- terre d'ombre
- ocre jaune

C'est dans cette gamme restreinte, subtile, discrète de couleurs-matières que gravitent les teintes des façades ; celles des menuiseries sont plus larges et plus affirmées dans des tonalités chaudes et froides.







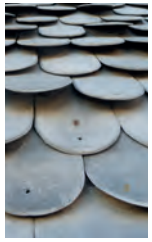


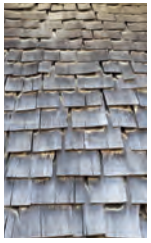
Couleurs collectées sur site

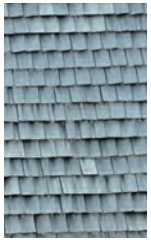


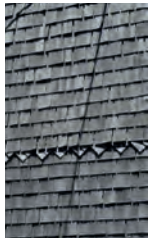














Une façade habillée

Le bardage révèle les contraintes climatiques auxquelles sont soumises les façades situées au sud-ouest.
Ce parement extérieur, à l'origine en tavaillons d'épicéas, prend, avec l'arrivée du métal, des aspects plus diversifiés depuis la fin du 19ème siècle : tôle losangée emboutie, feuilles de zinc ou tôle en acier prélaqué... Ces matériaux donnent du graphisme à la façade, ils apportent une épaisseur, du relief en soulignant des parties éclairées et d'autres ombrées.

Les teintes les plus usitées en bardage sont le gris du bois vieilli, le brun, le bordeaux, des tons soit neutres soit colorés mais foncés, participant de l'intégration douce dans le paysage.

Qu'il soit choisi teinté dans la masse ou peint, on note une tendance à l'éclaircissement, voire au blanchiment des façades bardées. Dans un esprit de modernité de nouvelles teintes apparaissent, telles que gris chaud et blanc cassé, générant des contrastes notables dans le paysage.

Alors qu'à l'origine le bardage était fait du même matériau et de la même couleur sur l'ensemble du pignon, il devient fréquent de trouver un découpage horizontal sur une façade bardée par le recours à des teintes ou matériaux différents. Ce découpage complexifie la lecture de la façade et va à l'encontre de la notion de sobriété.

Des menuiseries vives & contrastées

A dominante chaude, la palette des menuiseries se décompose en :

- une variété de teintes (bruns-rouges, bruns, marrons...) données par les volets bois
- une teinte unique (1/3 de la palette) : le rouge sang-de-bœuf, traditionnel et plus ancien que les teintes « bois »,
- un ensemble restreint de tonalités, composé de jaunes mais également des tons froids de verts, plutôt foncés et des bleus gris et clairs

On note aujourd'hui l'émergence de nouvelles teintes relevant de la famille des "non couleurs", c'est-à-dire non teintées (composées de noir et de blanc), du fait de l'apparition des volets en PVC, instillant le blanc sur les façades et plus récemment, le gris moyen et l'anthracite.

Avec la modernité et l'évolution des formes de la construction, les tonalités "historiques" (rouge profond, vert foncé bleu gris…) disparaissent des façades au profit de teintes "bois", du beige au brun noir, puis du blanc et plus récemment du gris neutre.

Non systématiques, les volets sont en bois pleins sans écharpe en z, montés sur penture (bande de fer fixée sur le battant pour être soutenue par le gond). La porte de grange est en bois à 2 vantaux.



Couleurs collectées sur site





Recommandations
couleurs & matériaux

Les palettes de couleurs préconisées pour la maison ancienne en site isolé

Pour votre projet de construction, voici les palettes relatives à la toiture, la façade et les menuiseries parmi lesquelles il est conseillé de faire votre choix de couleurs.

Le déroulé du choix des couleurs

A / Toiture

B / Façade
- B1 / Fond de façade
- B2 / Soubassement
- B3 / Encadrements

C / Menuiseries
- C1 / Volets / Stores
- C2 / Porte d'entrée
- C3 / Fenêtres / Ferronneries

A / La toiture

L'ensemble des couleurs de couvertures, relativement homogène dans le grand paysage, gravite essentiellement et historiquement autour des deux familles de tonalités, des tons chauds et affirmés et des gris de clarté moyenne. Dans un rapport complémentaire avec le vert naturel omniprésent, les rouges affirment la présence contrastée des constructions dans le paysage. Dans la nuance, les gris favorisent une intégration discrète qui équilibre et tempère l'ensemble.
Il n'apparaît pas d'accord systématique entre la typologie bâtie et la couleur de couverture.

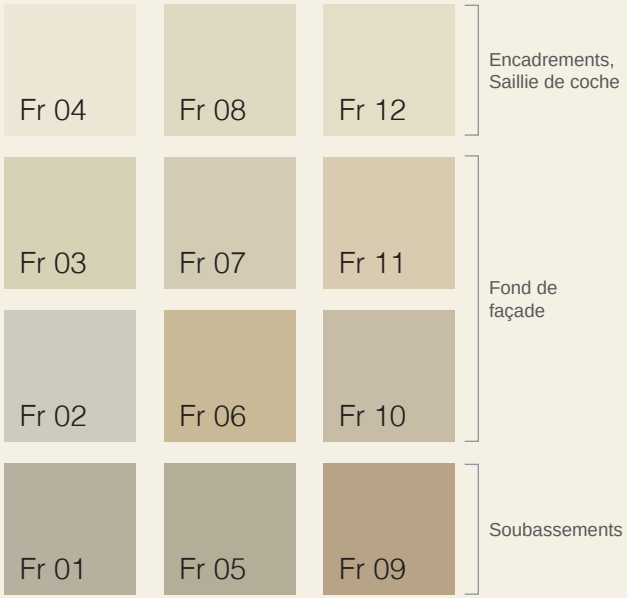
A dominante chaude, la palette se compose de 12 tonalités de valeur foncée à moyenne. La gamme des bruns-rouges présents dans l'environnement est reprise et enrichie de tons grisés et bleutés qui peuvent s'insérer dans le paysage en accord avec les constructions existantes. Dans la réalité, la teinte choisie paraîtra toujours un peu plus claire et moins franche que sur l'échantillon.

T 04	T 08	T 12
T 03	T 07	T 11
T 02	T 06	T 10
T 01	T 05	T 09

B / La façade

• en enduit

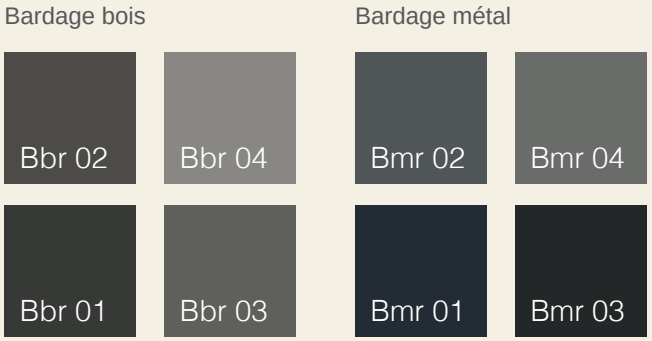
Volontairement restreinte, la palette applicable aux façades des maisons rurales présente une gamme de 12 teintes, constituée essentiellement de gris colorés chauds (émanant de tonalités comme le jaune et l'orangé), peu teintés directement dérivés des teintes des enduits traditionnels à la chaux.
Dans cette palette générale, les teintes les plus foncées peuvent s'appliquer sur les soubassements, les plus claires aux encadrements de baies. En l'absence de soubassement, les teintes les plus foncées de la palette peuvent être appliquées aux fonds de façade.



Les encadrements et saillies de coche seront soit d'un ton clair, soit ton pierre

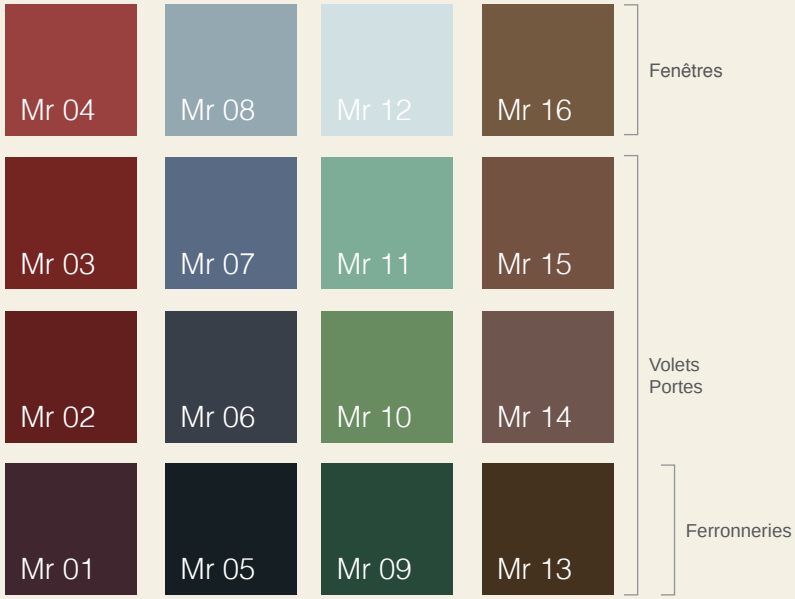
• en bardage

Inspirée de l'existant, de la tradition et en anticipation du processus normal de vieillissement du bois non traité, la palette applicable aux bardages bois se compose uniquement de gris chauds peu teintés, de valeur foncée à moyenne.
Composée de 4 gris à peine teintés, foncés et moyens, la palette des bardages métal est proche de celle des bardages bois, dans l'objectif de perpétuer l'apparence des constructions traditionnelles.



C / Les menuiseries

Partagée entre tons froids et tons chauds, la palette des menuiserie présente une gamme de 16 teintes constituée de verts et de gris bleus, des marrons issus des tonalités du bois et des rouges "sang-de-bœuf" traditionnels et majoritairement présents sur ce type de constructions.

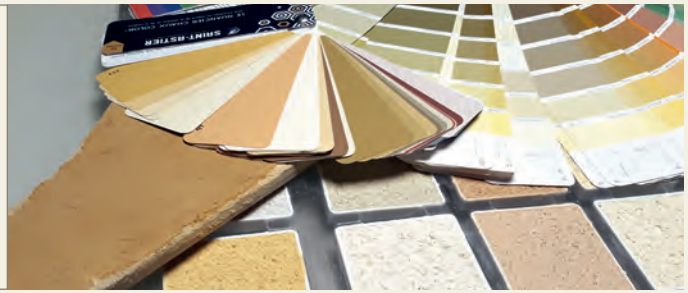


La porte peut-être de même teinte que les volets ou plus foncée

Pour votre projet couleur, il est conseillé de vous rapprocher de l'architecte-conseiller du CAUE du Jura (03 84 24 30 36), celui-ci pourra vous apporter un conseil gratuit.

Dans les palettes proposées, chaque teinte est repérée par un code qui renvoie à une référence de teinte issue du nuancier RAL pour les toitures et NCS pour les façades et menuiseries.

Ce tableau de correspondances est disponible en mairie de votre commune (Bois d'Amont, Lamoura, les Rousses, Prémanon), à la communauté de communes de la Station des Rousses et sur les sites internet du CAUE du Jura et du Parc naturel régional du Haut-Jura.
Les tonalités présentées ici sont données à titre indicatif, il convient de se référer aux nuanciers RAL et NCS pour apprécier au mieux les teintes.



Quelques conseils...

Pour ce type de construction il importe de s'inscrire dans une démarche de préservation du patrimoine existant, en ayant recours aux matériaux, couleurs et techniques traditionnelles afin de préserver et perpétuer l'image de cette architecture identitaire du Haut-Jura. Pour cela, le recours à des artisans maitrisant techniques et savoir-faire traditionnels: enduits à la chaux, bardage et couverture traditionnels, est recommandé.

La toiture

Élément d'importance, pour son impact dans le paysage de loin comme de près, la toiture doit être choisie en premier lieu.

Les teintes proposées dans la gamme des bruns-rouges sont recommandées pour les toitures en tuiles. Un soin particulier sera apporté au choix du modèle, les grands formats à emboîtement avec motif seront privilégiés pour les volumes importants.
Les teintes dans la gamme des tons gris moyens sont adaptées pour une couverture en tôle.

L'objectif étant de «prolonger» l'atmosphère générale en concourant à son unité plutôt que risquer de la perdre en créant des contrastes trop marqués, il importe donc d'accorder la toiture :
- avec les toitures des édifices alentour (recherche d'homogénéité)
- avec le fond de façade et/ou les menuiseries (recherche d'unité)

La réfection de la toiture peut avoir un impact sur l'aspect ou les proportions du bâtiment (modification de la pente du toit, nature des matériaux…). A l'occasion des travaux, il faut veiller à conserver l'harmonie architecturale et la bonne intégration à son environnement.

Façade enduite & bardage

Les façades seront préférablement traitées avec des enduits à la chaux naturelle, dans des tonalités minérales, chaudes douces et discrètes alors que les menuiseries et/ou autres éléments de petite surface pourront s'affirmer dans des couleurs vives ou foncées (rouge, vert, bleu profond…).

Afin de conserver le relief de l'enduit et les pierres apparentes en encadrement de baies, l'isolation thermique par l'intérieur est préconisée sur les maisons rurales isolées. Le soubassement sera comme la façade dans une nuance plus foncée.

Le bardage et les auvents doivent être conservés en façade sud-ouest. Le traitement de la façade bardée doit être homogène de bas en haut, tant du point de vue de la couleur que du matériau. L'objectif est d'affirmer le rôle protecteur du bardage face aux contraintes climatiques du Haut-Jura, de rendre lisible cet élément typique permettant par là-même d'éviter la banalisation des paysages.
Il est également conseillé de conserver des matériaux traditionnels en bardage : tavaillons ou tôle et surtout de privilégier des mises en œuvre à base de format de petite taille (type tavaillons) ou de taille moyenne (type tôle losangée, tôle boudinée, tôlé à coulisseau…).
En tôle notamment, il convient de recourir plutôt à une composition par modules rectangulaires qui favorise rythme et relief sur la façade.
Afin d'éviter des problématiques de vieillissement prématuré en pied de mur il faut préserver un espacement d'environ 30 à 50 cm entre le sol et le bardage ; sur les angles latéraux, le bardage se situe légèrement en retrait, cette disposition permet de traiter de façon soignée l'arrêt du bardage en bords de façade.
Pour le bois en bardage, il convient de privilégier le tavaillon d'épicéa du Haut-Jura afin de conserver une coloration et un vieillissement naturels.

Protocole du choix des couleurs

La coloration d'une construction doit d'appréhender élément par élément dans un processus allant du paysage au détail de la construction :

1/ Prise en compte de l'environnement naturel
2/ Prise en compte des teintes des édifices voisins
3/ Choix de la couleur de toiture
4/ Choix de la couleur de façade (et bardage)
5/ Choix de la couleur des menuiseries
6/ Choix de la couleur des autres éléments (ferronnerie, encadrements …)





La maison ancienne en village

SOBRIÉTÉ & ORNEMENTATION



Un point sur **les couleurs existantes**

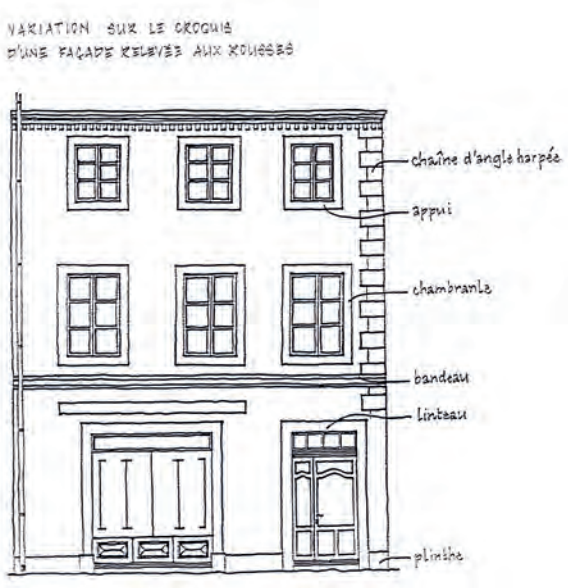
Dans le Haut-Jura les villages sont tardifs, c'est avec l'abolition de la "main morte"[1] vers la fin du 18ème siècle que, peu à peu, les villages se développent et se structurent le long des voies de communication. Ces modifications « urbaines » vont de pair avec une richesse économique plus grande, soutenue par le développement de l'artisanat et du commerce.

Les typologies architecturales en village révèlent les changements liés à ces transformations économiques. La maison, ou l'immeuble de village, n'est donc pas uniquement à vocation agricole, il abrite un ou plusieurs logements en étage et en rez-de-chaussée, un commerce ou une activité artisanale. Les maisons de village peuvent être destinées à une seule famille ou à plusieurs, dans le cas de logements indépendants.

1 Mainmorte : restriction du droit de propriété attachant les familles à la terre concédée qui a figé les structures foncières et maintenu l'habitat dispersé jusqu'à la révolution, époque où la mainmorte disparaît in "L'habitat rural des Hautes Combes", Parc Naturel régional du Haut Jura, 1996

Des façades ordonnancées & ornementées

La hauteur des constructions, la régularité des ouvertures, les détails de finition des enduits et des modénatures différencient les maisons de village des fermes traditionnelles.



Dans une ambiance colorée issue des matériaux naturels et des savoir-faire traditionnels, les teintes des façades gravitent originellement autour des gris colorés chauds (émanant de tonalités comme le jaune et l'orangé) dérivés des teintes des sables locaux. Les fonds de façade sont donc peu colorés, ce sont plutôt les encadrements de baies, les soubassements, les enseignes peintes, les décors sous les passées de toit qui utilisent de la couleur en façade sous forme d'un badigeon de chaux.
A base de pigments naturels ou d'oxyde, ceux-ci colorent les façades de jaune, rouge, terre de sienne, terre d'ombre, verts et bleus.

Avec la modernité et l'évolution des techniques (enduit à base de ciment…), de nouvelles teintes de façade apparaissent, plus grisées ou plus vives que celles de l'ambiance existante, générant parfois des contrastes notables au coeur des centres-bourgs.





Couleurs d'enduits anciens collectées sur site



Une façade protégée

Le bardage révèle les contraintes climatiques auxquelles sont soumises les façades situées au sud-ouest (vents et pluies battantes). Situé à l'origine en pignon, le bardage en village peut devenir un élément d'animation de la rue, car selon l'orientation de celle-ci, il est courant de le trouver en façade principale.

Pour autant si, sur le fond, son utilisation se perpétue, on constate des évolutions en termes de matériau, de couleur et de composition.

Ce parement extérieur, à l'origine en tavaillons d'épicéas, prend des aspects plus diversifiés en village : tôle losangée, feuilles de zinc, éternit ou tôle en acier prélaqué… Ces matériaux donnent du graphisme à la façade, ils apportent une épaisseur, du relief en soulignant des parties éclairées et d'autres ombrées.

Les teintes les plus usitées en bardage sont le gris du métal, le brun, le bordeaux, des tons soit neutres soit colorés mais foncés, participant de l'intégration douce dans le paysage.

Qu'il soit choisi teinté dans la masse ou peint, on note une tendance à l'éclaircissement, voire au blanchiment des façades bardées. Dans un esprit de modernité de nouvelles teintes apparaissent, telles que gris chaud et blanc cassé, générant des contrastes notables dans le paysage.

Alors qu'à l'origine, le bardage était fait du même matériau et de la même couleur sur l'ensemble du pignon, il devient fréquent de trouver un découpage horizontal sur une façade bardée par le recours à des teintes ou matériaux différents. Ce découpage complexifie la lecture de la façade et va à l'encontre de la notion de sobriété.



Bardage en tôle



En tôle losangée



En tôle ondulée



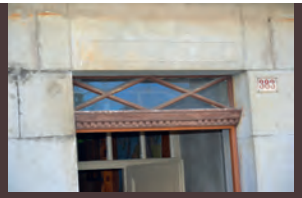
En tôle emboutie

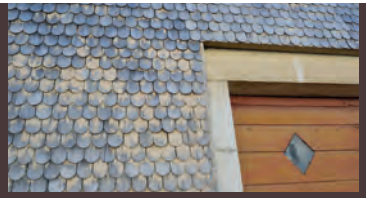


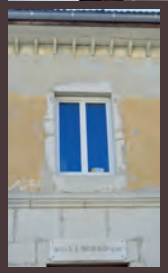
Bac acier vertical



Bardage rouge

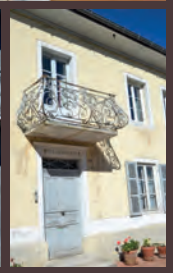












Les éléments de décor en village

Les décors en village se retrouvent essentiellement en façade principale. Ils mettent en valeur les commerces et les habitations en déclinant des motifs traditionnels : auvents, bardages, encadrements et pierres de taille... tout en les enrichissant.

Ainsi, on trouve de belles devantures de commerce entièrement menuisées en rez-de-chaussée ; des corniches, des balcons, de petites lucarnes en toiture, des rez-de-chaussée surélevés ou entièrement en pierres de taille révélant l'affectation de l'immeuble à l'habitation.

Des menuiseries affirmées

Relativement proche de celle de la maison rurale isolée, la palette des menuiseries des maisons et immeubles de village se compose :

- pour un tiers environ des tonalités chaudes, parfois soutenues, parfois foncées, issues du matériau bois, dans une gamme allant du beige au brun noir passant par jaune, orangé, acajou, gris brun…

- Pour les 2/3 restant, les rouges "sang-de-bœuf" – traditionnellement fort répandus sur le territoire - sont majoritaires (rouge soutenu, saturé et foncé), associés à des verts, de foncé à vert d'eau et des bleus de vif à grisé ; quelques ocres jaunes et bleus-verts complètent cette gamme colorée qu'on peut qualifier d'historique.

La façade paraît neutre ; les teintes vives des portes et volets lui apportent lisibilité, sensibilité, rythme; les encadrements en pierre font la transition.
Avec la modernité et l'évolution des formes de la construction, les tonalités "historiques" (rouge profond, vert foncé bleu gris…) disparaissent des façades au profit de teintes "bois", du beige au brun noir, puis du blanc et plus récemment du gris neutre.

Parce que ces façades récentes sont plus colorées que les anciennes qui présentaient des tons chauds, discrets, supportant des couleurs fortes de menuiseries, les maisons de village présentent des menuiseries, de plus en plus neutres comme le blanc ou le gris. Les rapports s'inversent…







Recommandations **couleurs & matériaux**

Quelques conseils...

Pour ce type de construction il importe de s'inscrire dans une démarche de préservation du patrimoine existant, en ayant recours aux matériaux, couleurs et techniques traditionnelles afin de préserver et perpétuer l'image de cette architecture identitaire du Haut-Jura. Pour cela, le recours à des artisans maitrisant techniques et savoir-faire traditionnels : enduits à la chaux, bardage et couverture traditionnels, est recommandé.

La toiture

Élément d'importance, pour son impact dans le paysage de loin comme de près, la toiture doit être choisie en premier lieu.
Les teintes proposées dans la gamme des bruns-rouges sont recommandées pour les toitures en tuiles. Un soin particulier sera apporté au choix du modèle, les grands formats à emboîtement avec motif seront privilégiés pour les volumes importants.
Les teintes dans la gamme des tons gris moyens sont adaptées pour une couverture en tôle.
L'objectif étant de «prolonger» l'atmosphère générale en concourant à son unité plutôt que risquer de la perdre en créant des contrastes trop marqués, il importe donc d'accorder la toiture :
• avec les toitures des édifices alentour (recherche d'homogénéité)
• avec le fond de façade et/ou les menuiseries (recherche d'unité)
La réfection de la toiture peut avoir un impact sur l'aspect ou les proportions du bâtiment (modification de la pente du toit, nature des matériaux…). A l'occasion des travaux, il faut veiller à conserver l'harmonie architecturale et la bonne intégration à son environnement.

Les façades enduites

Le choix de la tonalité des façades en enduit peut être orienté par la toiture; la valeur (clarté) doit s'approcher de celle des bâtiments alentour ou du même style.
Du fait de l'impact visuel fort que peuvent produire, de loin comme de près, des tons trop saturés, il est préférable de réserver l'utilisation des couleurs vives ou foncées aux menuiseries ou autres éléments de petite surface et de s'orienter vers des tons subtilement colorés pour la façade. Ces tons sont donnés notamment par les enduits traditionnels à la chaux dont l'emploi est fortement conseillé sur le bâti ancien.
Afin de conserver le relief de l'enduit et les pierres de taille apparentes, bandeau de plancher d'étage, pilastre…, l'isolation thermique par l'intérieur est préconisée sur les maisons de village. Le soubassement sera comme la façade dans une nuance plus foncée.

La façade bardée

Le bardage et les auvents doivent être conservés. Le bardage doit être homogène de bas en haut, tant du point de vue de la couleur que du matériau. L'objectif est d'affirmer son rôle protecteur face aux contraintes climatiques du Haut-Jura, de rendre lisible cet élément typique permettant par là-même d'éviter la banalisation des paysages.
Il est également conseillé de conserver des matériaux traditionnels en bardage : tavaillons ou tôle et surtout de privilégier des mises en œuvre à base de format de petite taille (type tavaillons) ou de taille moyenne (type tôle losangée, tôle boudinée, tôlé à coulisseau…).
En tôle notamment, il convient de recourir à une composition par modules rectangulaires qui favorise rythme et relief sur la façade.
Afin d'éviter des problématiques de vieillissement prématuré en pied de mur il faut préserver un espacement d'environ 30 à 50 cm entre le sol et le bardage ; sur les angles latéraux, le bardage se situe légèrement en retrait, cette disposition permet de traiter de façon soignée l'arrêt du bardage en bords de façade.
Pour le bois en bardage, il convient de privilégier le tavaillon d'épicéa du Haut-Jura afin de conserver une coloration et un vieillissement naturels.

Les menuiseries

Sur des façades ''grisées'' de valeurs moyenne et foncée, les couleurs franches et sombres sont préconisées (rouge, bleu-vert…) pour les menuiseries ; sur les façades plus claires et colorées (ocre, gris rosé…), l'utilisation de teintes « bois » et du gris est parfois préférable. La porte peut être de même teinte que les volets ou plus foncée.

Protocole du choix des couleurs

La coloration d'une construction doit d'appréhender élément par élément dans un processus allant du paysage au détail de la construction :

1/ Prise en compte de l'environnement naturel
2/ Prise en compte des teintes des édifices voisins
3/ Choix de la couleur de toiture
4/ Choix de la couleur de façade (et bardage)
5/ Choix de la couleur des menuiseries
6/ Choix de la couleur des autres éléments (ferronnerie, encadrements …)



Les palettes de couleurs préconisées pour la maison ancienne en village

Pour votre projet de construction, voici les palettes relatives à la toiture, la façade et les menuiseries parmi lesquelles doivent se faire les choix de couleurs.

Pour votre projet couleur, il est conseillé de vous rapprocher de l'architecte-conseiller du CAUE du Jura (03 84 24 30 36), celui-ci pourra vous apporter un conseil gratuit.
Dans les palettes proposées, chaque teinte est repérée par un code qui renvoie à une référence de teinte issue du nuancier RAL pour les toitures et NCS pour les façades et menuiseries.

Ce tableau de correspondances est disponible en mairie de votre commune (Bois d'Amont, Lamoura, les Rousses, Prémanon), à la communauté de communes de la Station des Rousses et sur les sites internet du CAUE du Jura et du Parc naturel régional du Haut-Jura.
Les tonalités présentées ici sont données à titre indicatif, il convient de se référer aux nuanciers RAL et NCS pour apprécier au mieux les teintes.

Le déroulé du choix des couleurs

A / Toiture

B / Façade
B1 / Fond de façade
B2 / Soubassement
B3 / Encadrements

C / Menuiseries
C1 / Volets / Stores
C2 / Porte d'entrée
C3 / Fenêtres / Ferronneries

A / La toiture

L'ensemble des couleurs de couvertures, relativement homogène dans le grand paysage, gravite essentiellement et historiquement autour des deux familles de tonalités, des tons chauds et affirmés et des gris de clarté moyenne.
Dans un rapport complémentaire avec le vert naturel omniprésent, les rouges affirment la présence contrastée des constructions dans le paysage, dans la nuance, les gris favorisent une intégration discrète qui équilibre et tempère l'ensemble.

Il n'apparaît pas d'accord systématique entre la typologie bâtie et la couleur de couverture.
A dominante chaude, la palette se compose de 12 tonalités de valeur foncée à moyenne. La gamme des bruns-rouges présents dans l'environnement est reprise et enrichie de tons grisés et bleutés qui peuvent s'insérer dans le paysage en accord avec les constructions existantes.
Dans la réalité, la teinte choisie paraîtra toujours un peu plus claire et moins franche que sur l'échantillon.



B / La façade

• en enduit

La palette relative aux fonds de façades applicable à cette typologie, s'inspire de la gamme traditionnelle des enduits anciens et s'ouvre à d'autres teintes plus actuelles mais dans une palette limitée excluant les tons froids et modérant la vivacité de la couleur.

Composée de 36 teintes, déclinée autour de gris colorés chauds peu teintés et d'ocres, jaunes, orangés et rouges, cette palette générale concerne les fonds de façades et peut, pour ses teintes foncées, s'appliquer aux soubassements, pour ses teintes claires, aux encadrements de baies.

Fv 04	Fv 08	Fv 12	Fv 16	Fv 20	Fv 24	Fv 28	Fv 32	Fvr 36	Encadrements, Saillie de coche
Fv 03	Fv 07	Fv 11	Fv 15	Fv 19	Fv 23	Fv 27	Fv 31	Fv 35	Fond de façade
Fv 02	Fv 06	Fv 10	Fv 14	Fv 18	Fv 22	Fv 26	Fvr 30	Fv 34	
Fv 01	Fv 05	Fv 09	Fv 13	Fv 17	Fv 21	Fv 25	Fv 29	Fv 33	Soubassements

• en bardage

Les bardages bois

Constituée de 12 teintes inspirée de l'existant, la palette applicable aux bardages bois, à l'encontre des nouvelles tendances (gris clair, beige…) se compose uniquement de tons chauds et plutôt soutenus, dérivés des essences de bois, de la couleur d'origine, au gris résultant du vieillissement naturel de ce matériau vivant.

Bbv 03	Bbv 06	Bbv 09	Bbv 12
Bbv 02	Bbv 05	Bbv 08	Bbv 11
Bbv 01	Bbv 04	Bbv 07	Bbv 10

Les bardages métal

Dans la même volonté de perpétuer la tradition, la palette des bardages métal, composée de 8 tonalités inspirée des couleurs «traditionnelles», présente une dominante de gris colorés chauds et froids (gris brun, gris bleu), de très foncé à moyen. Elle est augmentée de 2 teintes soutenues de rouge dans le prolongement des bardages colorés, observés essentiellement en centre-village.

Bmv 03		Bmv 08
Bmv 02	Bmv 05	Bmv 07
Bmv 01	Bmv 04	Bmv 06

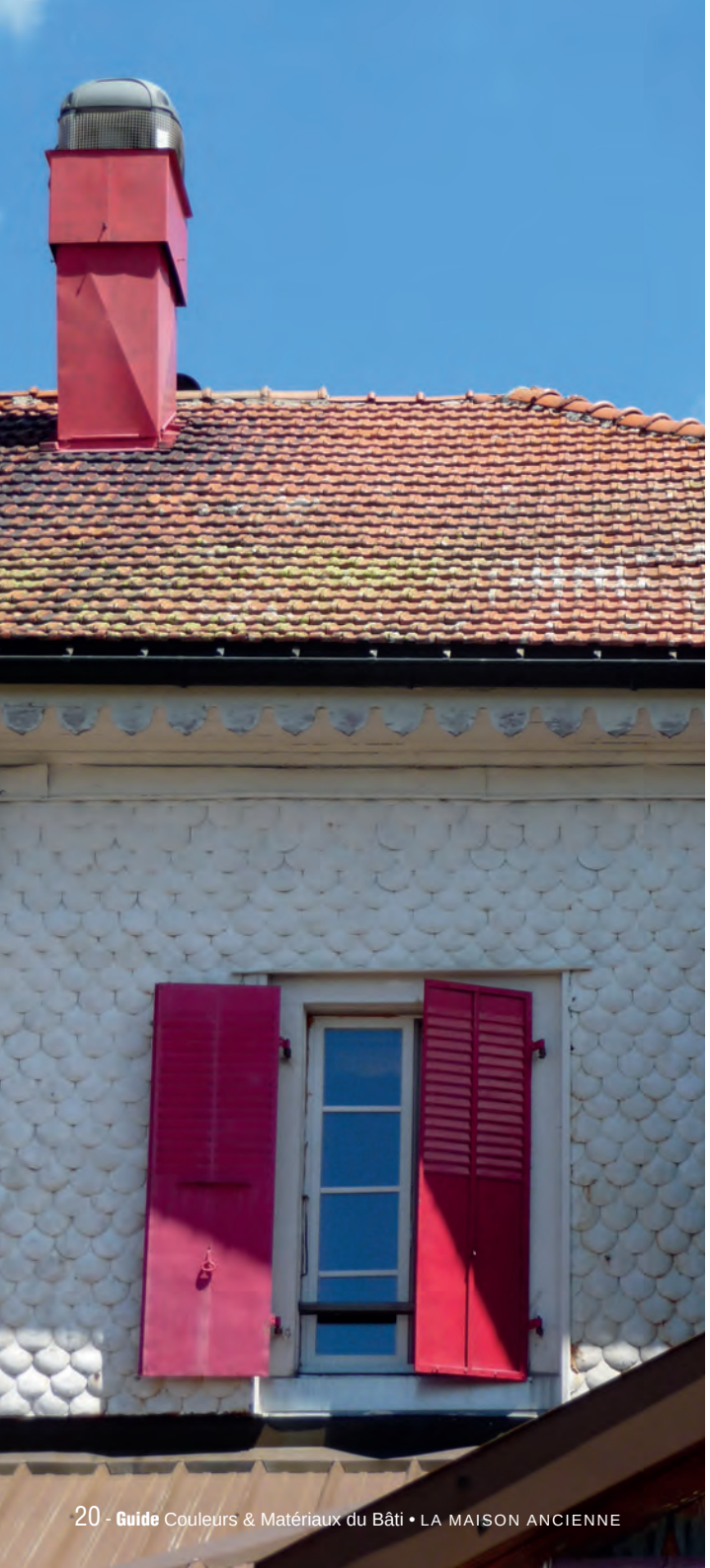
C / Les menuiseries

Constituée de 32 teintes inspirées de l'existant, la palette se compose de tons bois traditionnels, surtout de couleurs considérées comme «historiques» (rouge, bleu, vert…) et de gris neutres plus récents (à apposer sur des façades plutôt colorées). Dans cette palette ponctuelle, les tons foncés peuvent s'appliquer aux ferronneries, les tons clairs aux huisseries.

Mv 04	Mv 08	Mv 12	Mv 16	Mv 20	Mv 24	Mv 28	Mv 32	Fenêtres
Mv 03	Mv 07	Mv 11	Mv 15	Mv 19	Mv 23	Mv 27	Mv 31	Volets Portes
Mv 02	Mv 06	Mv 10	Mv 14	Mv 18	Mv 22	Mv 26	Mv 30	
Mv 01	Mv 05	Mv 09	Mv 13	Mv 17	Mv 21	Mv 25	Mv 29	Ferronneries

La porte peut-être de même teinte que les volets ou plus foncée





Choisir & appliquer
la couleur

La couleur

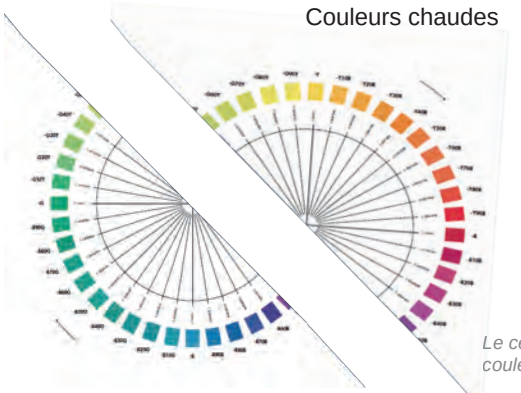
Elle entre pour une large part dans la composition des paysages, ruraux comme urbains.
Vision première du spectateur, elle agit comme :

- un révélateur de l'architecture
- un facteur d'intégration de cette architecture à un environnement

Colorer l'architecture

La coloration de tout bâtiment procédant d'un parti-pris, il s'agit, inspiré par l'ambiance et les accords existants alentour, de composer dans la nuance ou bien en contraste, tout en respectant la nécessité d'un équilibre entre tons clairs et tons foncés.
Une coloration nuancée rassemble des couleurs proches par la tonalité (jaune, brun, beige…) donnant une impression de camaïeu, de continuité colorée.
Toutefois, pour un effet dynamique, il importe de faire jouer la valeur (clarté) et de favoriser un contraste clair-obscur, par exemple avec un fond de façade clair et des volets foncés.

Selon les lois de l'harmonie colorée et des accords colorés à 2 tons, une coloration contrastée associe le plus souvent une couleur chaude et une couleur froide, (le rouge appelle le vert, le jaune, le bleu-violet et l'orangé, le bleu). Toutefois pour éviter un contraste trop marqué, l'une des deux couleurs doit être modérée en saturation (gris coloré), voire même remplacée par un gris.



Le cercle des couleurs NCS

Accords dans la nuance


Camaïeu froid


Camaïeu chaud

Accords en contraste


Contraste chaud/froid


Contraste de tonalité

Il reste préférable de composer avec peu de couleurs et de faire jouer la clarté plutôt que de risquer des accords dissonants en utilisant trop de tonalités différentes et contrastées.

Simulations de coloration de maisons de village

Selon 3 différents principes d'accords de coloration, exemples de mises en couleur des éléments de chacune des 4 façades de la continuité bâtie (fond de façade, menuiseries, soubassement, encadrements).

Continuité bâtie - état existant / 2018



Coloration en **nuance tons chauds**

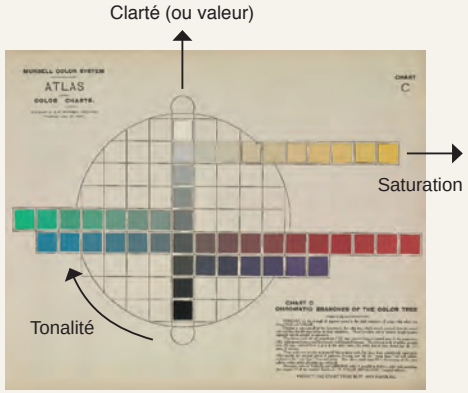


Coloration en **contraste chaud/froid**



Coloration **contrastée**
façade douce, menuiseries affirmées





Extrait de l'Atlas de Munsell

Les 3 paramètres de la couleur (TSC)

LA TONALITÉ
est la qualification pigmentaire de la couleur. Les tonalités de base ou couleurs primaires, sont au nombre de trois: bleu cyan, rouge magenta et jaune. Mélangées deux à deux, elles produisent les trois couleurs secondaires (vert, violet, orange).

LA SATURATION
équivaut à la pureté pigmentaire d'une couleur et se mesure sur une échelle allant de la couleur pure au gris neutre. Plus un ton est vif, plus il est saturé; additionné de gris, il perd en pureté et devient désaturé.

LA CLARTÉ
ou Valeur, luminosité d'une couleur concerne l'intensité lumineuse et varie du très clair au très foncé. Elle dépend de la quantité de noir ou de blanc ajoutée à la couleur. Plus la valeur est importante, plus la couleur est claire et lumineuse.

Accorder les éléments de la construction

À partir des palettes de couleurs applicables à
la maison ancienne en site isolé

Les schémas ci-dessous présentent les grands principes de coloration entre les différents éléments de la construction par "familles de couleurs" (les gris, les tons bois, les tons foncés...).

CAMAÏEU CHAUD

1/ LA TOITURE



T 12

2/ LA FAÇADE
les 3 éléments de la façade
à choisir dans la même colonne.



Fr 11 — Fond de façade
Fr 09 — Soubas-sement
Fr 12 — Encadre-ments

3/ LE BARDAGE
à choisir en harmonie
avec la façade



Bbr 03

4/ LES MENUISERIES
à choisir dans l'une des
colonnes rouge ou bois.



Mr 02



T 04 T 08 **T 12**
T 03 T 07 T 11
T 02 T 06 T 10
T 01 T 05 T 09

1 • T 12

Fr 04 Fr 08 **Fr 12**
Fr 03 Fr 07 Fr 11
Fr 02 Fr 06 Fr 10
Fr 01 Fr 05 **Fr 09**

2 • Façade : Fr 11
• Soubassement : Fr 09
• Encadrements : Fr 12

Bois

Bbr 02 Bbr 04
Bbr 01 **Bbr 03**

3 • Bardage bois : Bbr 03

Mr 04 Mr 08 Mr 12 Mr 16
Mr 03 Mr 07 Mr 11 Mr 15
Mr 02 Mr 06 Mr 10 Mr 14
Mr 01 Mr 05 Mr 09 Mr 13

4 • Volets et menuiseries : Mr 02

Comment créer un camaïeu chaud ?

- Couleurs de la toiture choisie dans l'une des colonnes :
  - tons chauds
- Couleurs des façades choisies dans l'une des colonnes en respectant pour les enduits :
  - un fond de façade moyen
  - un soubassement plus foncé
  - des encadrements plus clairs
- Couleurs des menuiseries choisies dans l'une des colonnes issues des tonalités chaudes :
  - les rouges,
  - les tons bois.

À partir des palettes de couleurs applicables à

la maison ancienne en village

CONTRASTE CHAUD/FROID

Comment créer un contraste chaud-froid ?

Couleurs des façades choisies dans l'une des colonnes suivantes :
- Les ocres rouges
- Les ocres orangés
- Les ocres jaunes

Couleurs des menuiseries choises dans l'une des colonnes suivantes :
- Les verts
- Les bleus

1 / LA FAÇADE
les 3 éléments de la façade
à choisir dans la même colonne.



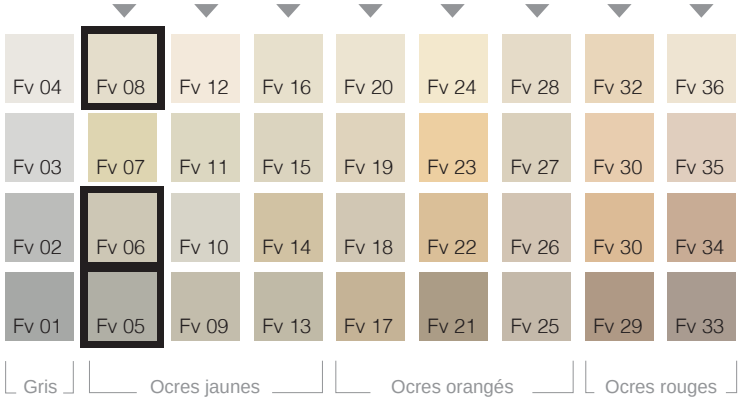
Fv 06 — Fond de façade
Fv 05 — Soubas-sement
Fv 08 — Encadre-ments

2 / LES MENUISERIES

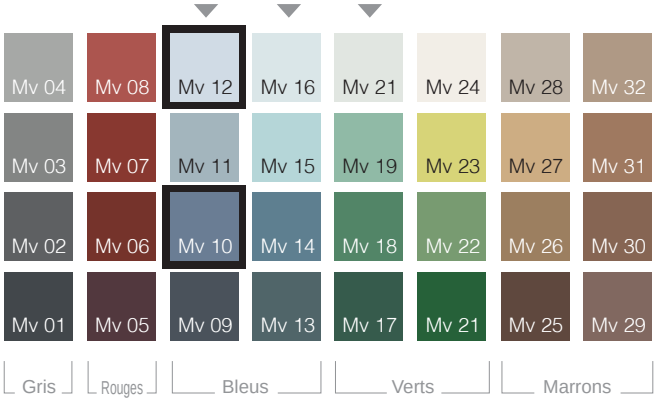


Mv 10 — Volets
Mv 12 — Fenêtres / Vitrine





1 • Façade : Fv 06
• Soubassement : Fv 05
• Encadrements : Fv 08



2 • Volets : Mv 10
• Fenêtres : Mv 12
• Vitrine : Mv 12

Des architectes conseil au service de votre projet de construction ou de rénovation :

Le CAUE du Jura
Le Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement du Jura apporte des conseils gratuits et indépendants aux particuliers pour les accompagner dans leurs projets de construction, rénovation ou extension d'habitation.
151, rue Regard - 39000 LONS LE SAUNIER
Tél : 03 84 24 30 36 - www.caue39.fr

Le Parc Naturel Régional du Haut-Jura
Le Parc du Haut-Jura s'attache à conserver et transmettre les savoir-faire liés aux ressources du territoire et aux techniques traditionnelles du bâtiment. Il s'engage également sur des problématiques plus contemporaines liées à l'architecture durable : culture constructive locale et insertion de nouvelles constructions, matériaux bio-sourcés, valorisation du bois local dans la construction…
29, le Village - 39310 LAJOUX
Tél : 03 84 34 12 30 - www.parc-haut-jura.fr

Ressources documentaires

- **"Les couleurs de la France"**
  Jean-Philippe Lenclos 1989
- **"Ravalement, rénovation de toiture, aménagement de pièces. Quand devez-vous isoler ?"**
  Clés pour réussir, ADEME, janvier 2018
- **"Guide technique. Enduits et peintures à la chaux du Haut-Jura"**
  Parc Naturel régional du Haut Jura 2006
- **"Guide technique, tavaillons d'épicéa du Haut-Jura"**
  Parc Naturel régional du Haut Jura 2008
- **"L'habitat rural des Hautes Combes"**
  Parc Naturel régional du Haut Jura 1996
- Plaquette **"Enduits et peintures à la chaux dans le Parc Naturel du Haut-Jura - Nuances et textures"**
- Plaquette **"Tavaillonneur - Tavaillons de la forêt à la maison : un savoir-faire du Haut-Jura"**



Ce **"Guide couleurs & matériaux du bâti"** est un outil d'aide à la décision à destination des particuliers. En donnant des orientations sur les couleurs et les matériaux adaptées aux constructions traditionnelles comme la maison ancienne en site isolée et la maison ancienne en village, aux constructions plus contemporaines comme la maison individuelle en bois ou en maçonnerie, l'objectif est de préserver l'harmonie colorée du territoire.



Dans la même collection :

"Guide couleurs et matériaux du bâti, la maison individuelle en bois et en maçonnerie"

Ce document a été réalisé à partir d'une étude couleur menée par :

- **Sophie Garcia**, coloriste sociologue
  T 06 23 90 02 75 / yello@sophiegarciacoloriste.com
- **Sabine Loup-Ménigoz**, architecte urbaniste
  T 04 79 72 49 56 / sabine@loup-architectes.com

Conception graphique : chapka DESIGN - 06 75 70 09 62
Crédits photos : Sophie Garcia, Sabine Loup-Ménigoz, Muriel Vercez, Marc Forestier.
Croquis : École d'Avignon
Mai 2019

Parc naturel régional du Haut-Jura

39 Jura c|a.u.e Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement

Communauté de communes Station des Rousses Haut-Jura

Région Bourgogne Franche Comté

Parc naturel régional

Haut-Jura

Guide couleurs & matériaux du bâti

Station des Rousses



La maison individuelle

- en bois
- en maçonnerie





Parc naturel régional du Haut-Jura

Une montagne qui vit

39 Jura c|a.u.e Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement

Communauté de communes Station des Rousses Haut-Jura

Région Bourgogne Franche Comté

Sommaire

Couleurs et matériaux de la station des Rousses . . . . . p 3
Du paysage à la palette . . . . . p 5

La maison individuelle en bois . . . . . p 6
Diagnostic . . . . . p 7
Recommandations . . . . . p 8

La maison individuelle en maçonnerie . . . . . p 11
Diagnostic . . . . . p 12
Recommandations . . . . . p 13

Choisir et appliquer la couleur . . . . . p 16
Accorder les éléments de la construction . . . . . p 18



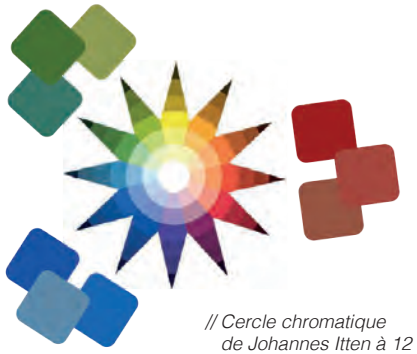


Ce guide couleurs & matériaux du bâti, fondé sur l'analyse des spécificités et traditions de la construction locale présente des préconisations, conseils, palettes de teintes... applicables à 2 des 4 typologies architecturales représentatives du territoire de la Station des Rousses. L'objectif de cet outil est de préserver, à travers l'application de palettes de teintes adaptées, la qualité paysagère du territoire et de créer du lien entre les différentes époques architecturales en aidant à l'intégration douce des futures constructions.

Couleurs & matériaux de la Station des Rousses

Harmonie colorée rouge / vert / bleu

Au coeur d'un écrin naturel, l'architecture s'affirme, se donne à voir. En contraste par la couleur forte des toitures, mais aussi en complémentarité, le rouge valorisé par les verts et les bleus, favorise une sensation d'équilibre.
En effet, ces tonalités rouge-vert-bleu en équidistance perceptive sur le cercle chromatique forment une harmonie colorée, génèrant un confort visuel, une sensation de bien être.



// Cercle chromatique de Johannes Itten à 12 tonalités



L'été, le bleu du ciel, pluriel, de soutenu à très pâle, dialogue avec la riche palette de la végétation, du très foncé des résineux, au très clair et acidulé des champs cultivés.

Les bleus-verts aquatiques des lacs et ruisseaux font, au fil de l'eau, la transition chromatique

Ce camaïeu de tons froids façonne un paysage frais, à la fois rythmé et apaisant.





Les matériaux naturels présents sur le territoire sont la base des couleurs de l'architecture traditionnelle : les bois dont on fait les bardages, les pierres et les sables locaux avec lesquels on fabrique les enduits donnent les teintes dominantes des édifices vernaculaires.

Aujourd'hui, de par l'évolution des matériaux industriels, les modes en vigueur, les modèles importés, les possibilités sont infinies en terme de coloration ; d'où la nécessité de s'ouvrir à la modernité, tout en perpétuant une ambiance particulière.

Composé de palettes de teintes et de prescriptions applicables à la construction, ce guide a pour but de conserver l'harmonie des couleurs sur l'ensemble du territoire concerné, en limitant la prolifération des teintes "importées" qui banalisent la construction, érodent les spécificités en modifiant l'ambiance paysagère.

De la nature à la manufacture



LA PALETTE NATURELLE

concerne les couleurs données par les matériaux de construction : tuiles, enduits à la chaux, bardage bois.

C'est la matière, l'élément naturel (sable, terre, bois…) qui donne au produit sa couleur difficile à mesurer, référencer ou reproduire exactement, les éléments de base étant changeants.



LA PALETTE INDUSTRIELLE

concerne les couleurs appliquées aux matériaux : toiture et bardage en métal, peinture.

Le produit final est la rencontre d'un matériau et d'une couleur, prise dans la masse ou ajoutée en surface. Les couleurs sont reproductibles, mesurables, référencées.



Du paysage à la palette

L'analyse du site renseigne sur l'identité colorée de la construction et sert de base à l'élaboration de palettes de teintes légitimes parce que fondées sur l'existant.

Appréciation de la couleur dans le paysage

Simplifiée dans sa lecture globale, et complexe dans sa vision élémentaire, la couleur change selon l'échelle et la distance de perception.
Perçue de loin, une architecture est appréhendée dans l'ensemble global du site dont elle devient un élément constitutif. C'est de cette perception lointaine et globale que dépend la qualité des couleurs du paysage.
A moindre distance, la perception élémentaire amène à une lecture plus détaillée de l'architecture dans laquelle les taches colorées s'affirment et prennent consistance de même qu'apparaissent les textures, matériaux et structures des constructions.

Aussi, pour une juste intégration des constructions dans le paysage, c'est à ces deux niveaux de perception qu'il faut satisfaire. La prise en considération des données environnementales mais également du caractère des édifices alentour apparaît alors indispensable.

Élaboration des palettes

Les propositions de palettes colorées doivent contribuer à une mise en valeur pertinente des paysages dans lesquels les projets s'inscrivent. Cette mise en valeur peut s'appuyer sur la prise en compte de références architecturales présentes sur le territoire, sans verser dans le façadisme ou le mimétisme, et sur une recherche visant à favoriser l'introduction d'une plus grande diversité colorée cohérente avec son environnement.
Du fait de l'infinité de possibilités qu'offre la couleur, c'est d'abord l'observation du paysage, puis le recensement et l'analyse des couleurs dominantes des constructions qui permettent de saisir l'identité colorée du secteur et, par la suite, conditionnent la mise au point de gammes de teintes en adéquation avec les problématiques et la spécificité des lieux.

PHOTOGRAPHIER



MESURER



COLLECTER





Références NCS
Mairie
0510-Y40R

Eglise
2010-Y20R

Les gammes colorées proposées pour chaque typologie sont réparties sous forme de palettes répertoriant les éléments pertinents des constructions :



LA PALETTE GÉNÉRALE

Concerne les surfaces les plus importantes de la construction (celles dont l'impact visuel est le plus fort) :
- les toitures
- les façades (les fonds de façades, les encadrements et modénatures et les soubassements)
- les bardages (bois et métal)

LA PALETTE PONCTUELLE

Est relative aux teintes des éléments secondaires venant rythmer l'ensemble de touches colorées et accompagner harmonieusement la palette générale, tels que :
- les menuiseries : portes, volets, fenêtres, stores...
- les ferronneries

La maison individuelle en bois

MATIÈRE, COULEUR & NEUTRALITÉ



Un point sur **les couleurs existantes**

Dans les années 60-70, la maison pavillonnaire en bois se répand dans le Haut-Jura. Destinée au départ à la résidence secondaire, le développement important de ces constructions symbolise aussi le mouvement du climatisme montagnard et la démocratisation de l'accès aux sports d'hiver.

L'architecture de la maison bois est typique de cette époque : étage en bois et soubassement en maçonnerie, faitage perpendiculaire à la pente, pignon orienté au sud et abrité par un débord de toit important… Toutefois, même si les formes et l'orientation changent de l'habitat traditionnel, l'implantation respectueuse de la pente et l'absence de clôture sont des qualités conservées par ces maisons.

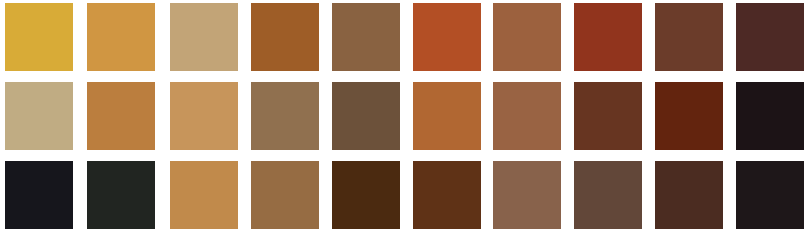
Puis, de résidence secondaire, la maison individuelle en bois devient maison résidentielle.
Le chalet, de bois foncé à l'étage et blanc en soubassement, fait place au fil des décennies à la maison forestière massive et étendue mettant en scène les grandes ouvertures et les éléments de charpente.

Ce modèle récent adopte des teintes très affirmées, évoquant davantage l'orange, le caramel et le jaune que des coloris apparentés aux tonalités du «bois», ce qui peut dénoter dans le paysage naturel.



Des façades de plus en plus vives

Les teintes des façades des maisons en bois s'inscrivent dans une gamme de couleurs chaudes liées aux tonalités du matériau mais dans un dégradé allant du clair au très foncé, du gris du bois non traité au brun noir, passant par jaune, orange, acajou, teintes soutenues qui créent des contrastes notables dans le paysage naturel.
L'évolution des matériaux permet un élargissement des possibilités de couleurs du bardage et s'il se fait souvent discret, il peut autant s'affirmer dans des tons soutenus comme le vert foncé, le bleu...



Couleurs collectées sur site

Des menuiseries colorées qui se décolorent

Concernant les menuiseries, notons trois tendances par rapport aux couleurs de volets, liées à l'époque de la construction :

- les volets sont en bois, ton sur ton sur la façade : plus clairs ou plus foncés
- les volets sont de couleur vive affirmée, apparentée aux familles de rouge (rouge, rose) de vert ou de bleu
- les volets sont neutres (= non colorés), d'abord blancs (stores type volets roulants) et de plus en plus gris anthracite.



Couleurs collectées sur site



Recommandations
couleurs & matériaux

Les palettes de couleurs préconisées pour la maison en bois

Pour votre projet de construction, voici les palettes relatives à la toiture, la façade et les menuiseries parmi lesquelles il est conseillé de faire votre choix de couleurs.

A / La toiture

L'ensemble des couleurs de couvertures, relativement homogène dans le grand paysage, gravite essentiellement et historiquement autour des deux familles de tonalités, des tons chauds et affirmés et des gris de clarté moyenne.
Dans un rapport complémentaire avec le vert naturel omniprésent, les rouges affirment la présence contrastée des constructions dans le paysage, dans la nuance, les gris favorisent une intégration discrète qui équilibre et tempère l'ensemble.
Il n'apparaît pas d'accord systématique entre la typologie bâtie et la couleur de couverture.

A dominante chaude, la palette se compose de 12 tonalités de valeur foncée à moyenne. La gamme des bruns-rouges présents dans l'environnement est reprise et enrichie de tons grisés et bleutés qui peuvent s'insérer dans le paysage en accord avec les constructions existantes.
Dans la réalité, la teinte choisie paraîtra toujours un peu plus claire et moins franche que sur l'échantillon.

T 04	T 08	T 12
T 03	T 07	T 11
T 02	T 06	T 10
T 01	T 05	T 09

Le déroulé du choix des couleurs

A / Toiture → B / Façade → C / Menuiseries

B / La façade

Composée de 12 teintes, la palette de couleurs des façades bois présente une gamme douce et homogène partagée entre des gris chauds peu teintés et une déclinaison de tonalités dérivées du bois, du beige au brun.
Les tons bois sont inspirés des couleurs de bois naturels; les tons gris sont ceux du bois vieilli non traité.

Sur le plan coloré la palette est volontairement restreinte, limitée aux tonalités dérivées du matériau bois, dans l'objectif d'amener à une intégration douce des constructions et au prolongement d'une unité paysagère.

Fb 03	Fb 06	Fb 09	Fb 12
Fb 02	Fb 05	Fb 08	Fb 11
Fb 01	Fb 04	Fb 07	Fb 10

C / Les menuiseries

Destinée aux éléments de l'architecture tels que les portes et les volets (et s'appliquant également aux retours de toit, huisseries et balcon), la palette, présente une gamme de 21 couleurs, se partageant entre les tons chauds du bois, les teintes «historiques» émanant des constructions anciennes / rouge, vert, bleu… et quelques gris neutres, «non-couleurs» de plus en plus présentes sur les constructions : de l'anthracite au gris moyen.

Mb 03	Mb 06	Mb 09	Mb 12	Mb 15	Mb 18	Mb 21
Mb 02	Mb 05	Mb 08	Mb 11	Mb 14	Mb 17	Mb 20
Mb 01	Mb 04	Mb 07	Mb 10	Mb 13	Mb 16	Mb 19

Pour votre projet couleur, il est conseillé de vous rapprocher de l'architecte-conseiller du CAUE du Jura (03 84 24 30 36), celui-ci pourra vous apporter un conseil gratuit.

Dans les palettes proposées, chaque teinte est repérée par un code qui renvoie à une référence de teinte issue du nuancier RAL pour les toitures et NCS pour les façades et menuiseries.

Ce tableau de correspondances est disponible en mairie de votre commune (Bois d'Amont, Lamoura, les Rousses, Prémanon), à la communauté de communes de la Station des Rousses et sur les sites internet du CAUE du Jura et du Parc naturel régional du Haut-Jura.
Les tonalités présentées ici sont données à titre indicatif, il convient de se référer aux nuanciers RAL et NCS pour apprécier au mieux les teintes.



Quelques conseils...

La toiture

Élément d'importance, pour son impact dans le paysage de loin comme de près, la toiture doit être choisie en premier lieu.

Les teintes proposées dans la gamme des bruns-rouges sont recommandées pour les toitures en tuiles. Un soin particulier sera apporté au choix du modèle, les grands formats à emboîtement avec motif seront privilégiés pour les volumes importants.

Les teintes dans la gamme des tons gris moyens sont adaptées pour une couverture en tôle.

L'objectif étant de «prolonger» l'atmosphère générale en concourant à son unité plutôt que risquer de la perdre en créant des contrastes trop marqués, il importe donc d'accorder la toiture :
- avec les toitures des édifices alentour (recherche d'homogénéité)
- avec le fond de façade et/ou les menuiseries (recherche d'unité)

La façade et les menuiseries

L'objectif étant d'éviter les tons trop affirmés, trop jaunes ou orangés, générant des contrastes forts et anachroniques dans le paysage, il s'agit de privilégier les bois non traités afin de conserver leur coloration et leur vieillissement naturel.

En cas de traitement du bois, de lasure ou de teinte apportée dans la masse, se référer aux palettes de couleurs.

Sur des façades claires ou moyennes, les menuiseries seront plutôt «ton sur ton» avec le fond de façade, c'est-à-dire du même bois ou bien de valeur un peu plus claire ou plus foncée, mais pas d'une autre tonalité. Mieux vaut un gris neutre moyen que l'introduction d'une autre couleur de bois.

Sur les façades plutôt foncées des premières maisons bois, les menuiseries peuvent se colorer davantage dans des tons marqués comme rouge ou vert, dans le respect du type et de l'époque de la construction.

Protocole du choix des couleurs

La coloration d'une construction doit s'appréhender élément par élément dans un processus allant du paysage au détail de la construction :

1/ Prise en compte de l'environnement naturel
2/ Prise en compte des teintes des édifices voisins
3/ Choix de la couleur de toiture
4/ Choix de la couleur de façade (et bardage)
5/ Choix de la couleur des menuiseries
6/ Choix de la couleur des autres éléments (ferronnerie, encadrements ...)



La maison type "chalet bois"

Essentiellement caractérisée par la bichromie contrastée du noir de l'étage et du blanc du soubassement, le chalet bois présente des éléments architectoniques graphiques tels que parfois le toit à un pan, des couleurs ponctuelles vives pour les menuiseries : volets rouges, verts…

Dans le respect de la tradition et de la morphologie architecturale, en cas de réhabilitation ou isolation, et concernant la coloration, quelques principes sont à respecter :

- conserver la composition de façade avec une étage bois et un soubassement maçonné dans un esprit «noir et blanc»,
- pour le haut de la construction, se référer aux palettes de la maison pavillonnaire en bois / préférer les tons foncés,
- garder un soubassement clair, plutôt chaud comme blanc cassé ou gris neutre ou peu coloré,
- pour les menuiseries, choisir, à partir de la palette, des volets ton sur ton, dans une nuance plus claire, ou bien dans une couleur affirmée (rouge, vert...).







La maison individuelle en maçonnerie

SOBRIÉTÉ SUR LE FOND & LA FORME



Un point sur **les couleurs existantes**

Des façades dans leur époque

L'habitation individuelle ou pavillonnaire récente, de 1970 à nos jours, souvent située en lotissement, cherche à jouir de son environnement et du paysage, sans se soucier d'une composition villageoise.

Dans les années 70, son faitage est perpendiculaire à la pente, présentant un pignon comme façade principale. Les débords de toiture avec jambages et les balcons avec leur garde-corps lourds en bois, en font une façade épaisse.

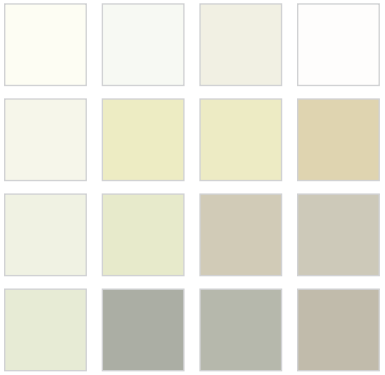
Le plus souvent, les toits sont en tuiles, les façades sont enduites de teintes claires, les bardages bois soulignent parfois les combles sous toiture. Les menuiseries et garde-corps en bois de teinte marron sont très prégnants dans les maisons des années 70 à 80.
Ces maisons pavillonnaires sont désormais récupérées par les enfants et souvent agrandies, posant alors la problématique de l'extension.

Les maisons des années 90 et 2000 sont plus libres de par leurs influences et adoptent davantage de variété dans les formes de toits, les teintes d'enduits et l'utilisation des bardages bois.

Des façades discrètes & affirmées

Dans une ambiance colorée issue de matériaux dorénavant industriels, si les teintes des façades des constructions traditionnelles gravitent autour des gris colorés chauds, celles des maisons individuelles contemporaines peuvent se décliner autour de nouvelles teintes plus «affirmées».
Après le gris chaud des années 70, le blanc cassé s'impose «suivi» par des tons plus solaires (jaune, ocre), avant de faire place à la luminosité du blanc pur, puis, aujourd'hui à la fois à la neutralité du gris, à la fois à des tons plus soutenus tels que jaune, orange, ocre rose.
Sur le plan de la coloration, l'on peut distinguer les grandes tendances, liées à différentes époques de la construction :

Les blancs cassés

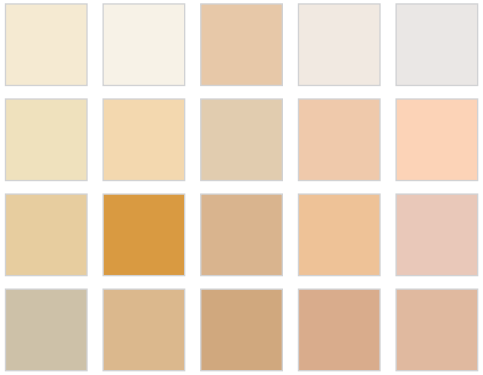


Maisons anciennes (années 70, 80)



La maison blanc cassé ou colorée aux tons pastels, avec des volets parfois colorés mais plutôt bois.

Les orangés

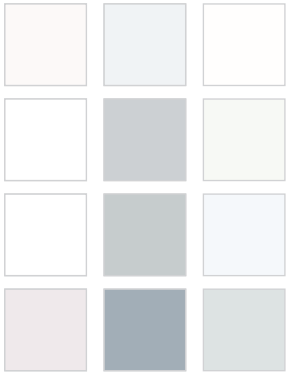


Maisons récentes (années 90, 2000)



La maison colorée aux teintes chaudes affirmées (parfois à 2 tons, "structurant" la construction).

Les gris



Maisons contemporaines



La maison blanche ou gris neutre (= non teinté) avec stores blancs ou anthracite.

Des menuiseries du bois au gris

Concernant les menuiseries, la plupart des façades claires sont associées aux teintes foncées ou vives issues des tonalités du bois. Les façades colorées sont souvent associées aux tons du bois mais également au blanc (générant des contrastes où le fond de façade est plus foncé que les volets).
Avec le PVC, les gris, du clair à l'anthracite investissent peu à peu les menuiseries ; de même des couleurs franches (comme framboise ou vert émeraude) s'imposent sur des façades colorées.



Couleurs collectées sur site





Recommandations
couleurs & matériaux

Quelques conseils...

La toiture

Élément d'importance, pour son impact dans le paysage de loin comme de près, la toiture doit être choisie en premier lieu.

Les teintes proposées dans la gamme des bruns-rouges sont recommandées pour les toitures en tuiles. Un soin particulier sera apporté au choix du modèle, les grands formats à emboîtement avec motif seront privilégiés pour les volumes importants.
Les teintes dans la gamme des tons gris moyens sont adaptées pour une couverture en tôle.

L'objectif étant de «prolonger» l'atmosphère générale en concourant à son unité plutôt que risquer de la perdre en créant des contrastes trop marqués, il importe donc d'accorder la toiture :
- avec les toitures des édifices alentour (recherche d'homogénéité)
- avec le fond de façade et/ou les menuiseries (recherche d'unité)

La façade

La façade peut être relativement colorée, mais l'emploi de tons trop vifs ou trop en contraste avec le paysage environnant reste à éviter. Le choix de la tonalité peut être orienté par la toiture ; la valeur (clarté) doit s'approcher de celle des bâtiments alentour ou du même style.

Si le choix s'oriente vers des tons clairs, le blanc pur, trop lumineux et «artificiel» dans un paysage rural, doit être modéré au profit d'un gris légèrement teinté ou de couleurs claires, adoucies, en accord avec la façade.

Les menuiseries

La couleur des menuiseries peut être choisie pour créer :
- soit une ambiance «ton sur ton», même tonalité que la façade mais plus affirmée sur le plan de l'intensité colorée (par exemple, volets bordeaux sur façade rosée) en ne faisant compter qu'une différence de valeur (plus clair ou plus foncé),
- soit pour produire un contraste doux (volets orangés sur façade jaune).

Il importe de conserver le rapport clair/obscur entre façade et menuiseries en évitant toutefois les contrastes de tonalité trop marqués.
Les tonalités dérivées du bois (du brun au beige du bois clair non traité) sont conseillées ; les couleurs autres (vert, bleu, rouge) seront plutôt foncées, sur de petites surfaces et dans un accord nuancé avec celle du fond de façade (couleur des volets issue de celle de la façade. Exemple : framboise sur rose pâle, marron sur jaune…).
Pour les ouvertures en bois comme en PVC, la teinte doit rester en harmonie entre portes et volets, avec le bardage selon les cas et le caractère de la construction.

Protocole du choix des couleurs

La coloration d'une construction doit d'appréhender élément par élément dans un processus allant du paysage au détail de la construction :

1/ Prise en compte de l'environnement naturel
2/ Prise en compte des teintes des édifices voisins
3/ Choix de la couleur de toiture
4/ Choix de la couleur de façade (et bardage)
5/ Choix de la couleur des menuiseries
6/ Choix de la couleur des autres éléments (ferronnerie, encadrements …)



Les palettes de couleurs préconisées pour la maison en maçonnerie

Pour votre projet de construction, voici les palettes relatives à la toiture, la façade et les menuiseries parmi lesquelles il est conseillé de faire votre choix de couleurs.

A / La toiture

L'ensemble des couleurs de couvertures, relativement homogène dans le grand paysage, gravite essentiellement et historiquement autour des deux familles de tonalités, des tons chauds et affirmés et des gris de clarté moyenne.
Dans un rapport complémentaire avec le vert naturel omniprésent, les rouges affirment la présence contrastée des constructions dans le paysage, dans la nuance, les gris favorisent une intégration discrète qui équilibre et tempère l'ensemble.
Il n'apparaît pas d'accord systématique entre la typologie bâtie et la couleur de couverture.

A dominante chaude, la palette se compose de 12 tonalités de valeur foncée à moyenne. La gamme des bruns-rouges présents dans l'environnement est reprise et enrichie de tons grisés et bleutés qui peuvent s'insérer dans le paysage en accord avec les constructions existantes
Dans la réalité, la teinte choisie paraîtra toujours un peu plus claire et moins franche que sur l'échantillon.



Le déroulé du choix des couleurs

A / Toiture → B / Façade → C / Menuiseries

B / La façade

Composée de 24 teintes, la palette de couleurs des façades, présente des gris chauds peu teintés, des ocres jaunes, ocres, ocres roses plutôt doux associés à quelques couleurs un peu plus vives et lumineuses afin d'amener à une «transition» avec les constructions traditionnelles alentour.

Fe 03	Fe 06	Fe 09	Fe 12	Fe 15	Fe 18	Fe 21	Fe 24
Fe 02	Fe 05	Fe 08	Feb 11	Fe 14	Fe 17	Fe 20	Fe 23
Fe 01	Fe 04	Fe 07	Fe 10	Fe 13	Fe 16	Fe 19	Fe 22

C / Les menuiseries

Destinée aux éléments de l'architecture tels que les portes et les volets (et s'appliquant également, aux retours de toit, huisseries et balcon), la palette, présentant une gamme de 21 couleurs, se partage entre les tons chauds des tonalités du bois, les teintes «historiques» émanant des constructions anciennes, (rouge, vert, bleu…) et des gris neutres, «non-couleurs» de plus en plus présentes sur les constructions, de l'anthracite au gris très clair.

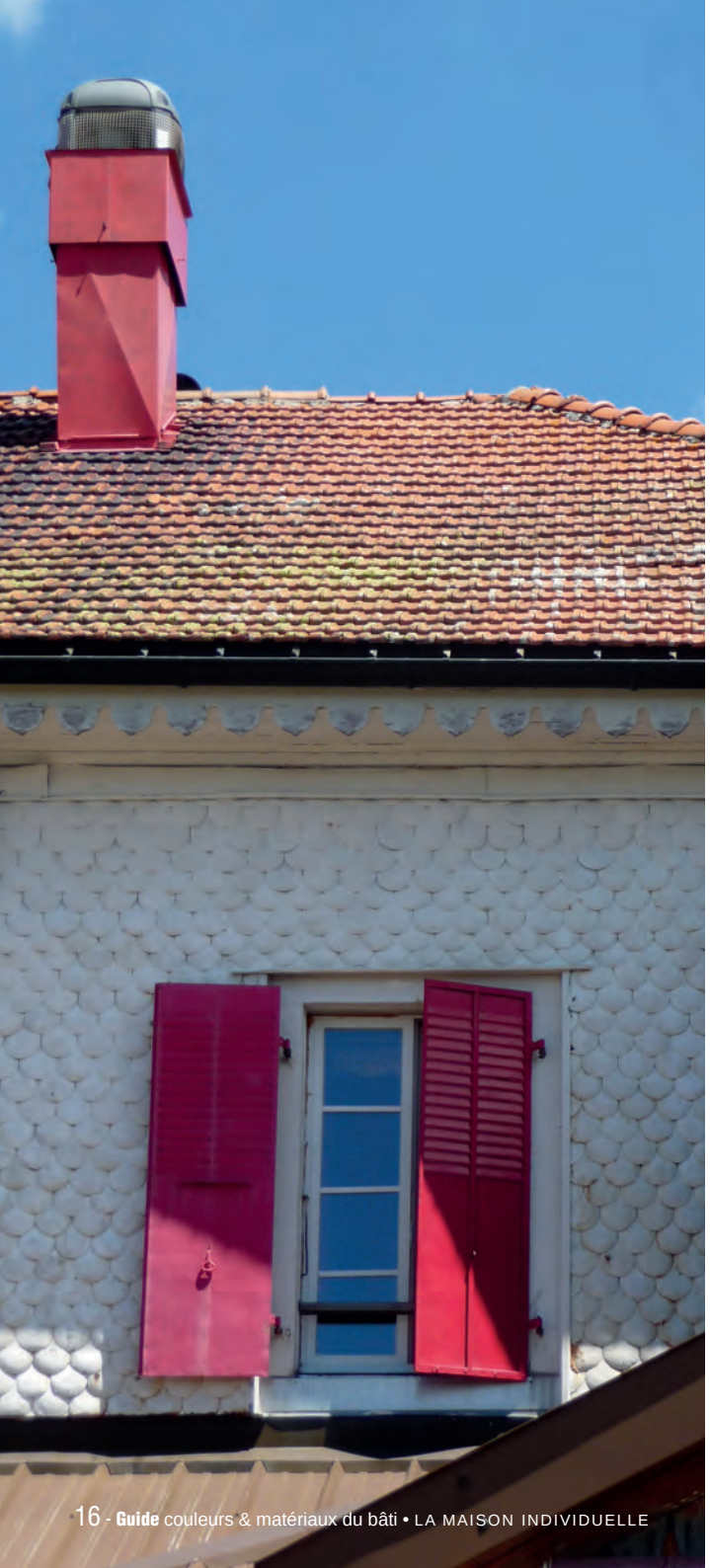
Me 03	Me 06	Me 09	Me 12	Me 15	Me 18	Me 21
Me 02	Me 05	Me 08	Me 11	Me 14	Me 17	Me 20
Me 01	Me 04	Me 07	Me 10	Me 13	Me 16	Me 19

Pour votre projet couleur, il est conseillé de vous rapprocher de l'architecte-conseiller du CAUE du Jura (03 84 24 30 36), celui-ci pourra vous apporter un conseil gratuit.

Dans les palettes proposées, chaque teinte est repérée par un code qui renvoie à une référence de teinte issue du nuancier RAL pour les toitures et NCS pour les façades et menuiseries.

Ce tableau de correspondances est disponible en mairie de votre commune (Bois d'Amont, Lamoura, les Rousses, Prémanon), à la communauté de communes de la Station des Rousses et sur les sites internet du CAUE du Jura et du Parc naturel régional du Haut-Jura.
Les tonalités présentées ici sont données à titre indicatif, il convient de se référer aux nuanciers RAL et NCS pour apprécier au mieux les teintes.





Choisir & appliquer
la couleur

La couleur

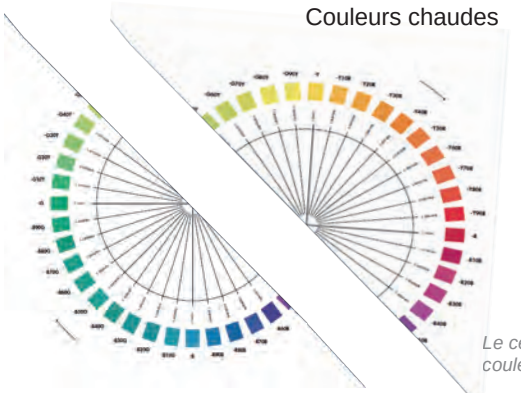
Elle entre pour une large part dans la composition des paysages, ruraux comme urbains.
Vision première du spectateur, elle agit comme :

- un révélateur de l'architecture
- un facteur d'intégration de cette architecture à un environnement

Colorer l'architecture

La coloration de tout bâtiment procédant d'un parti-pris, il s'agit, inspiré par l'ambiance et les accords existants alentour, de composer dans la nuance ou bien en contraste, tout en respectant la nécessité d'un équilibre entre tons clairs et tons foncés.
Une coloration nuancée rassemble des couleurs proches par la tonalité (jaune, brun, beige…) donnant une impression de camaïeu, de continuité colorée.
Toutefois, pour un effet dynamique, il importe de faire jouer la valeur (clarté) et de favoriser un contraste clair-obscur, par exemple avec un fond de façade clair et des volets foncés.

Selon les lois de l'harmonie colorée et des accords colorés à 2 tons, une coloration contrastée associe le plus souvent une couleur chaude et une couleur froide, (le rouge appelle le vert, le jaune, le bleu-violet et l'orangé, le bleu). Toutefois pour éviter un contraste trop marqué, l'une des deux couleurs doit être modérée en saturation (gris coloré), voire même remplacée par un gris.



Le cercle des couleurs NCS

Accords dans la nuance


Camaïeu froid


Camaïeu chaud

Accords en contraste


Contraste chaud/froid


Contraste de tonalité

Il reste préférable de composer avec peu de couleurs et de faire jouer la clarté plutôt que de risquer des accords dissonants en utilisant trop de tonalités différentes et contrastées.

Simulations de coloration de maisons de village

Selon 3 différents principes d'accords de coloration, exemples de mises en couleur des éléments de chacune des 4 façades de la continuité bâtie (fond de façade, menuiseries, soubassement, encadrements).

Continuité bâtie - état existant / 2018



Coloration en **nuance tons chauds**

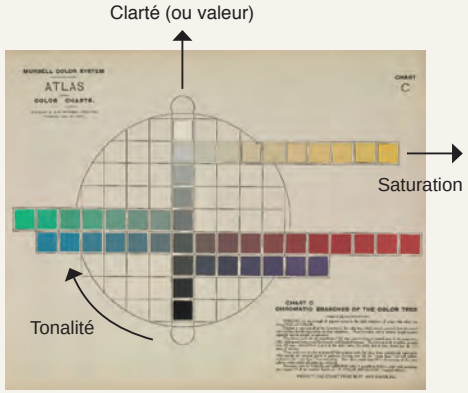


Coloration en **contraste chaud/froid**



Coloration **contrastée**
façade douce, menuiseries affirmées





Extrait de l'Atlas de Munsell

Les 3 paramètres de la couleur (TSC)

LA TONALITÉ
est la qualification pigmentaire de la couleur. Les tonalités de base ou couleurs primaires, sont au nombre de trois: bleu cyan, rouge magenta et jaune. Mélangées deux à deux, elles produisent les trois couleurs secondaires (vert, violet, orange).

LA SATURATION
équivaut à la pureté pigmentaire d'une couleur et se mesure sur une échelle allant de la couleur pure au gris neutre. Plus un ton est vif, plus il est saturé; additionné de gris, il perd en pureté et devient déssaturé.

LA CLARTÉ
ou Valeur, luminosité d'une couleur concerne l'intensité lumineuse et varie du très clair au très foncé. Elle dépend de la quantité de noir ou de blanc ajoutée à la couleur. Plus la valeur est importante, plus la couleur est claire et lumineuse.

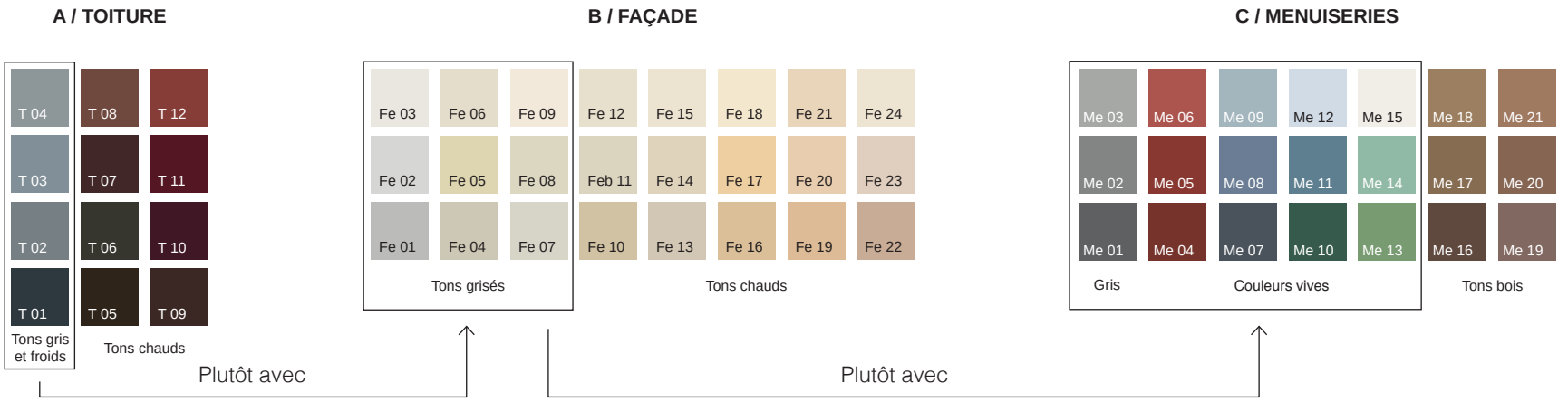
Accorder les éléments de la construction

Les schémas ci-dessous présentent les grands principes de coloration entre les différents éléments de la construction par "familles de couleurs" (les gris, les tons bois, les tons foncés...).

À partir des palettes de couleurs applicables à
la maison en maçonnerie







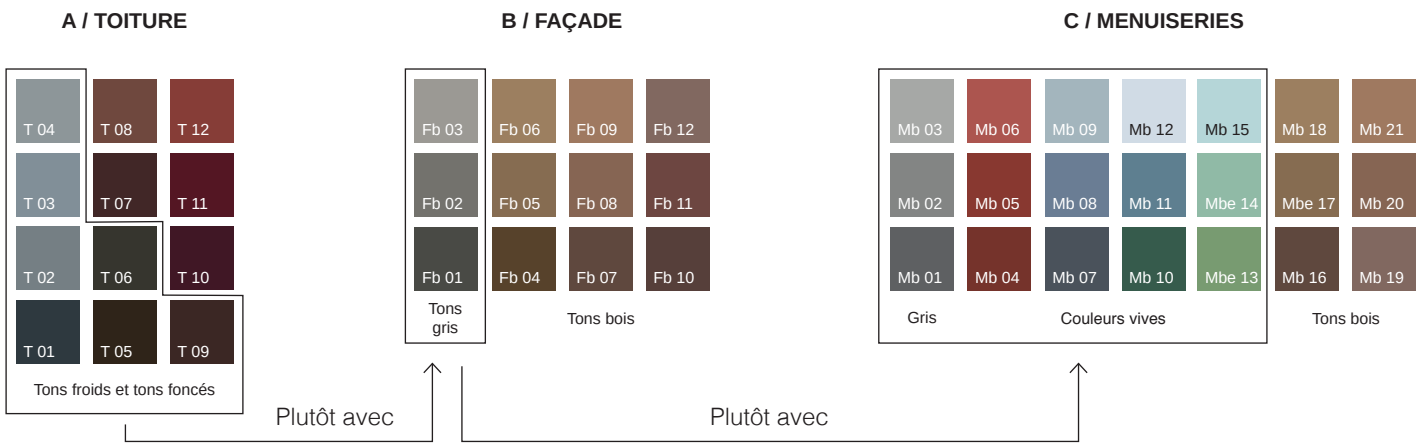
T 04
T 08
T 12
T 03
T 07
T 11
T 02
T 06
T 10
T 01
T 05
T 09
Tons gris et froids
Tons chauds
Fe 03
Fe 06
Fe 09
Fe 12
Fe 15
Fe 18
Fe 21
Fe 24
Fe 02
Fe 05
Fe 08
Feb 11
Fe 14
Fe 17
Fe 20
Fe 23
Fe 01
Fe 04
Fe 07
Fe 10
Fe 13
Fe 16
Fe 19
Fe 22
Tons grisés
Tons chauds
Me 03
Me 06
Me 09
Me 12
Me 15
Me 18
Me 21
Me 02
Me 05
Me 08
Me 11
Me 14
Me 17
Me 20
Me 01
Me 04
Me 07
Me 10
Me 13
Me 16
Me 19
Gris
Couleurs vives
Tons bois
Plutôt avec
Plutôt avec

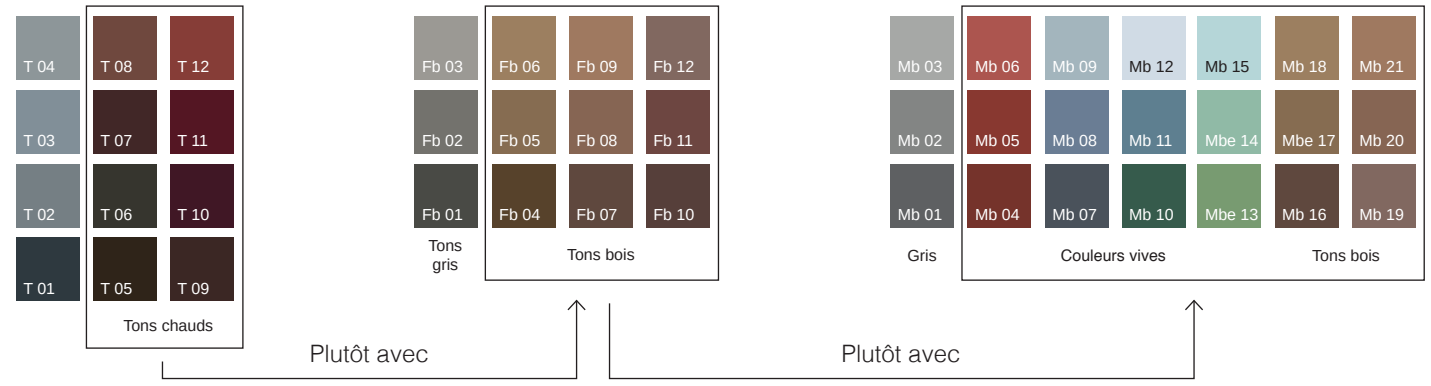
À partir des palettes de couleurs applicables à

la maison en bois









Des architectes conseil au service de votre projet de construction ou de rénovation :

Le CAUE du Jura
Le Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement du Jura apporte des conseils gratuits et indépendants aux particuliers pour les accompagner dans leurs projets de construction, rénovation ou extension d'habitation.
151, rue Regard - 39000 LONS LE SAUNIER
Tél : 03 84 24 30 36 - www.caue39.fr

Le Parc Naturel Régional du Haut-Jura
Le Parc du Haut-Jura s'attache à conserver et transmettre les savoir-faire liés aux ressources du territoire et aux techniques traditionnelles du bâtiment. Il s'engage également sur des problématiques plus contemporaines liées à l'architecture durable : culture constructive locale et insertion de nouvelles constructions, matériaux bio-sourcés, valorisation du bois local dans la construction…
29, le Village - 39310 LAJOUX
Tél : 03 84 34 12 30 - www.parc-haut-jura.fr

Ressources documentaires

- **"Les couleurs de la France"**
  Jean-Philippe Lenclos 1989
- **"Ravalement, rénovation de toiture, aménagement de pièces. Quand devez-vous isoler ?"**
  Clés pour réussir, ADEME, janvier 2018
- **"Guide technique. Enduits et peintures à la chaux du Haut-Jura"**
  Parc Naturel régional du Haut Jura 2006
- **"Guide technique, tavaillons d'épicéa du Haut-Jura"**
  Parc Naturel régional du Haut Jura 2008
- **"L'habitat rural des Hautes Combes"**
  Parc Naturel régional du Haut Jura 1996
- Plaquette **"Enduits et peintures à la chaux dans le Parc Naturel du Haut-Jura - Nuances et textures"**
- Plaquette **"Tavaillonneur - Tavaillons de la forêt à la maison : un savoir-faire du Haut-Jura"**



Ce **"Guide couleurs & matériaux du bâti"** est un outil d'aide à la décision à destination des particuliers. En donnant des orientations sur les couleurs et les matériaux adaptées aux constructions traditionnelles comme la maison ancienne en site isolée et la maison ancienne en village, aux constructions plus contemporaines comme la maison individuelle en bois ou en maçonnerie, l'objectif est de préserver l'harmonie colorée du territoire.



Dans la même collection :

"Guide couleurs et matériaux du bâti, la maison ancienne en site isolé et la maison ancienne en village"

Ce document a été réalisé à partir d'une étude couleur menée par :

- **Sophie Garcia**, coloriste sociologue
  T 06 23 90 02 75 / yello@sophiegarciacoloriste.com
- **Sabine Loup-Ménigoz**, architecte urbaniste
  T 04 79 72 49 56 / sabine@loup-architectes.com

Conception graphique : chapka DESIGN - 06 75 70 09 62
Crédits photos : Sophie Garcia, Sabine Loup-Ménigoz, Muriel Vercez
Mai 2019

Parc naturel régional du Haut-Jura

39 Jura c|a.u.e Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement

Communauté de communes Station des Rousses Haut-Jura

Région Bourgogne Franche Comté

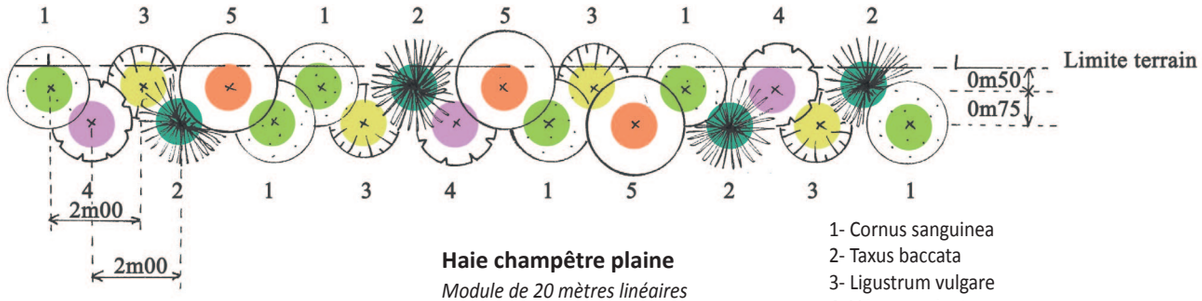


CAUE du JURA
CONSEIL D'ARCHITECTURE D'URBANISME ET DE L'ENVIRONNEMENT DU JURA
151 rue Regard
39000 Lons-le-Saunier
Tel : 03 84 24 30 36
Mail : caue39@caue39.fr
Site : www.caue39.fr

Direction Régionale des Affaires Culturelles de Franche-Comté.

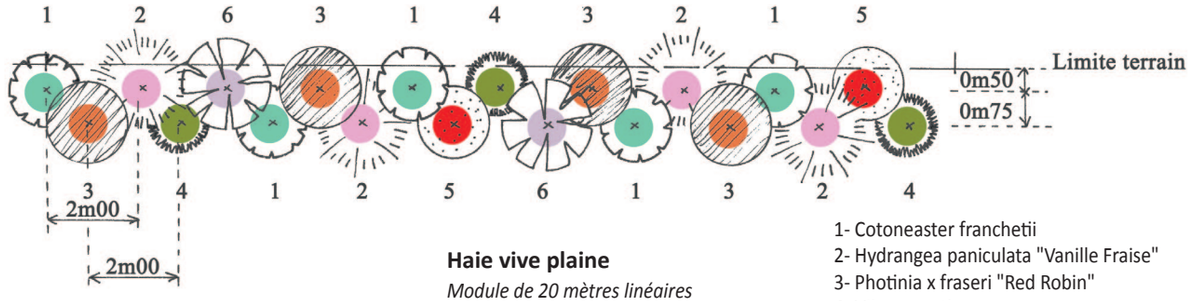
Schémas O. François, pépiniériste-paysagiste

Une haie... comment faire ?



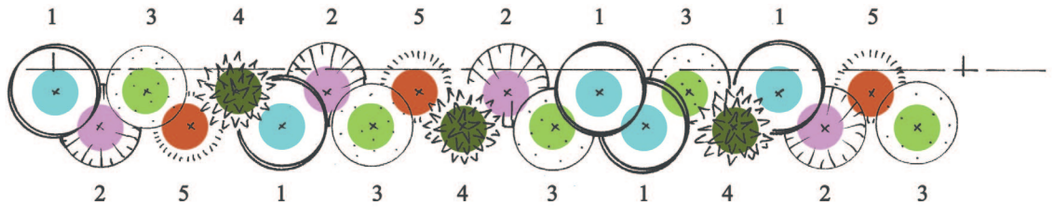
Haie champêtre plaine
Module de 20 mètres linéaires

1- Cornus sanguinea
2- Taxus baccata
3- Ligustrum vulgare
4- Viburnum lantana
5- Acer campestre



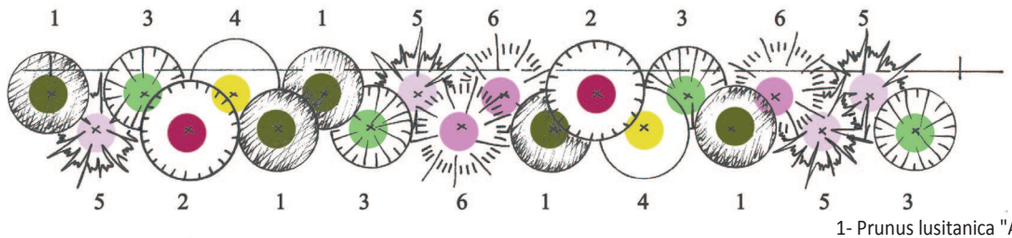
Haie vive plaine
Module de 20 mètres linéaires

1- Cotoneaster franchetii
2- Hydrangea paniculata "Vanille Fraise"
3- Photinia x fraseri "Red Robin"
4- Viburnum tinus
5- Weigela "Red Prince"
6- Deutzia x "Mont Rose"



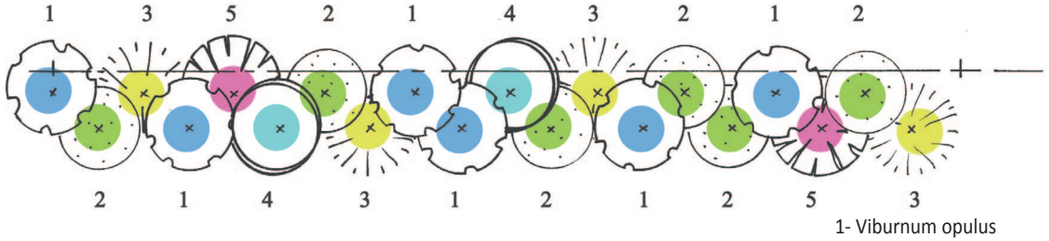
Haie champêtre plateaux
Module de 20 mètres linéaires

1- Carpinus belulus
2- Viburnum lantana
3- Cornus sanguinea
4- Ilex aquifolium
5- Euonymus europaeus



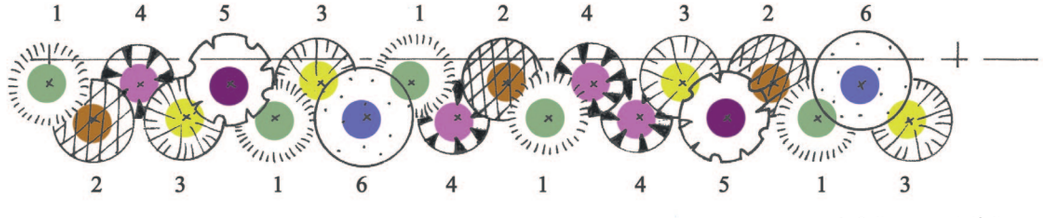
Haie vive plateaux
Module de 20 mètres linéaires

1- Prunus lusitanica "Angustifolia"
2-Malus coccinela
3- Cornus alba "Elegantissima"
4- Forsythia x intermedia "Lynwood"
5- Spiraea arguta
6- Hydrangea paniculata



Haie champêtre Haut-Jura
Module de 20 mètres linéaires

1- Viburnum opulus
2- Cornus sanguinea
3- Rhamnus frangula
4- Carpinus betulus
5- Sambucus racemosa



Haie vive Haut-Jura
Module de 20 mètres linéaires

1- Salix rosmarinifolia
2- Physocarpus opulifolius "Diable d'Or"
3- Cornus alba "Aurea"
4- Rosa rugosa
5- Syringa vulgaris "Charles Joly"
6- Viburnum opulus "Roseum"

PLUi

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL
HAUT-JURA SAINT-CLAUDE

GUIDES APPLICABLES À L'ÉCHELLE DE LA COMMUNE DE SAINT-CLAUDE

Communauté de communes
Haut-Jura Saint-Claude

SAINT CLAUDE

OPERATION FACADES



Petit guide de rénovation des façades

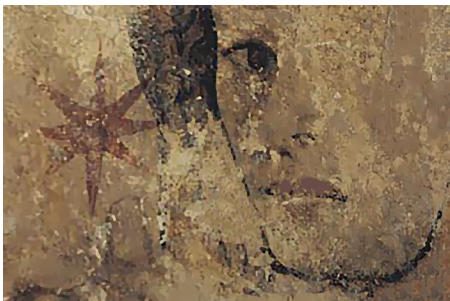
à l'attention des propriétaires de Saint Claude

Ces conseils techniques sont délivrés dans le cadre de l'accompagnement de l'opération façades de Saint Claude.

Ils rappellent les principes à suivre dans chaque projet de réfection de façade, notamment lorsque des éléments structurels doivent être remplacés ou modifiés : enduits extérieurs, menuiseries, volets, etc.

Nous rappelons que les ravalements de façade font l'objet d'une déclaration de travaux, soumise à l'avis de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP) dans le cadre du SPR (secteur patrimonial remarquable) de Saint Claude.

En souhaitant que ces conseils vous aident dans les choix à arbitrer vers une amélioration de votre patrimoine, qui aura un impact sur l'aspect des rues et l'image de la ville.



SOLIHA 39-71 _ Tél. 03 84 86 19 10

(Nota Bene: Les articles en italique sont issus du règlement du SPR)

Les maçonneries de pierre de taille
Les pierres bien appareillées doivent rester ou être rendues apparentes. Elles seront hydrogommées à faible pression et rejointoyées suivant les règles de l'art, au mortier de chaux couleur pierre affleurant le nu du parement.

Les enduits
Les enduits traditionnels à la chaux existants seront conservés ou refaits selon le même procédé. La couche de finition de préférence au mortier de chaux, sera talochée fin. Il ne faut pas rechercher une planéité parfaite mais au contraire suivre le mouvement du gros œuvre.

Les encadrements de baies
De 8 à 18cm de large, les encadrements marquent une différence de teinte avec l'enduit. Les encadrements en pierres non gélives sont nettoyés et rejointoyés. L'enduit doit suivre un contour rectiligne sans suivre le contour des pierres et sans bourrelets mais affleurant.
Les autres encadrements sont teintés dans la masse de l'enduit ou marqués par un badigeon d'une teinte plus claire que la façade jusqu'au blanc cassé, crème ou ton pierre.



Les immeubles soumis à des remontées capillaires d'eaux provenant des multiples sources et caniveaux doivent
être traités avec soins :
> drainage des arrivées d'eau
> ventilation des sous-sols
> joints et enduits des maçonneries traités à la chaux naturelle en excluant les enduits ciments hydrofuges.

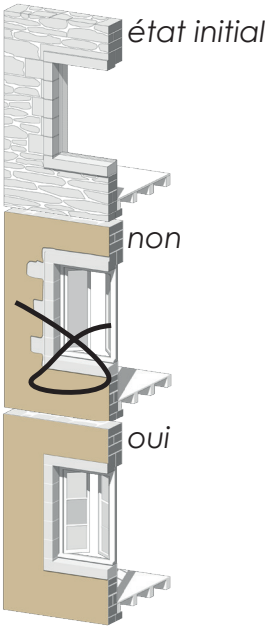
Les bardages métalliques

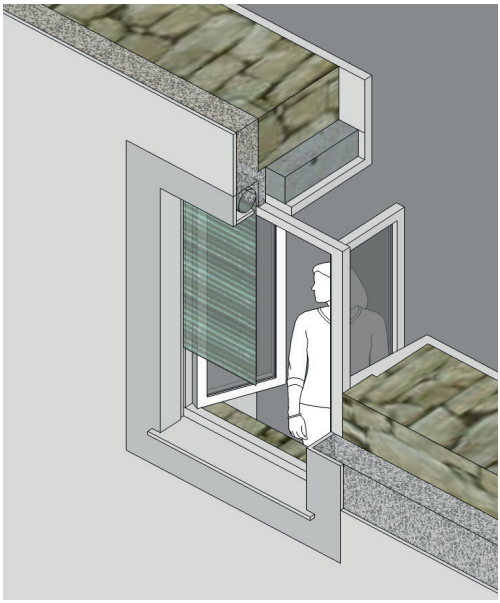
Courant dans le haut jura, ils doivent être de teinte grise non brillante ou peints dans des tons gris-bleu, gris-vert ou rouge-grenat.

Les tavaillons de bois seront conservés ou *remplacés par des bardages métalliques verticaux* ou zinc à joints debouts verticaux.

Les isolations extérieures

Interdite dans le SPR, l'isolation par l'extérieur peut s'envisager pour certains immeubles classés indifférents, sans décors extérieurs, ne participant pas à un alignement **seulement si** celle-ci respecte l'aspect initial de la façade : raccordement au sol et à la toiture, profondeur des tableaux de fenêtres, gestion des éléments en saillies tels balcons, maintien de la perméabilité à la vapeur d'eau par des matériaux biosourcés... Une correction thermique plus fine (4-5cm) en enduit chaux-chanvre est préférable à un complexe épais de 20cm.





Les ornementations

Les ornementations de façade en pierres, encadrements saillants des baies, linteaux, frontons, sculptures, moulures, corniches… doivent être conservés et préservés sans être recouvertes.

Les décors peints sont autorisés sur les enduits s'ils sont nécessaires à la valorisation de la façade.

Les ajouts d'ornement étranger à l'architecture locale sont interdits.

Les ouvertures

Les ouvertures seront restituées dans leurs proportions et état d'origine, respectant la composition d'ensemble de la façade (axes, alignements…)

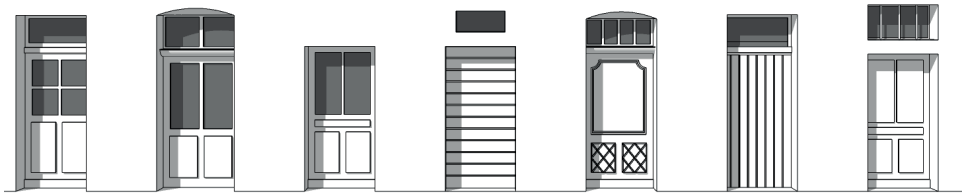
Sont interdits : les modifications sacrifiant les arcs, linteaux ou jambages existants, les masques sur linteaux délardés, chanfreinés, cintrés.

Les portes

Les portes ou portails anciens en bois sculpté ou en métal orné doivent être conservés, ainsi que leurs ferronneries. Les portes d'entrée d'immeuble doivent être peintes en rouge foncé 'sang de bœuf' 'grenat', vert foncé 'sapin', bleu foncé 'marine'.

Les portes d'entrée d'immeubles sont souvent pleines, les impostes seules étant vitrées, mais beaucoup de portes anciennes sont vitrées en partie haute, protégées par des ferronneries ouvragées.

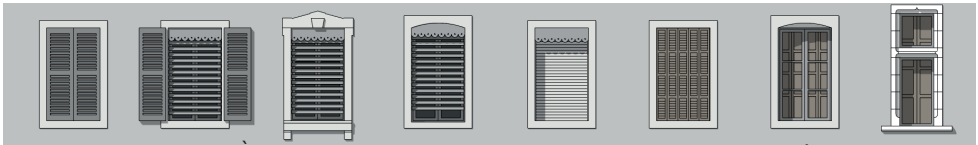
Les portes cochères doivent s'intégrer à la composition de l'immeuble. Elles sont composées de deux ou trois ouvrants en panneaux de bois, peints de la couleur des autres menuiseries de l'immeuble, à lames horizontales ou exceptionnellement à panneaux, sans écharpes obliques ni ferrures ouvragées.



Les menuiseries

Les menuiseries remplacées sont restituées dans leur dessin d'origine, avec ouvrants à la française, petits bois comtois extérieurs qui divisent la hauteur de la fenêtre en deux ou trois parties égales, si les carreaux résultants gardent une proportion plus haute que large.

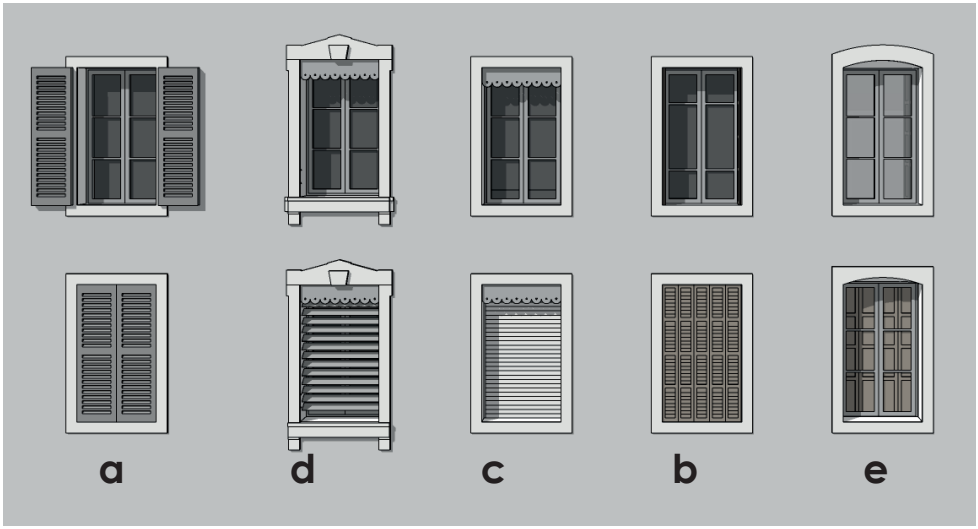
Elles sont de couleurs claires, en bois peint, aluminium laqué ou en pvc.



À Saint Claude, il existe une multitude de situations différentes de baies

Les volets

*Les persiennes existantes à battant ajouré en bois seront, selon leur état, conservées ou remplacées par des éléments identiques. Dans les autres cas, l'occultation des fenêtres se fera en fonction de l'architecture du bâtiment par : (**a**) des persiennes en bois à battant ajouré, (**b**) des persiennes pliantes en bois ou en métal, (**c**) des volets roulants (VR)* (**d**) des brises soleil orientables (BSO) (**e**) des volets intérieurs.



Si un lambrequin est nécessaire pour masquer les coffres des BSO et VR (**d, e**) , il est posé au nu de la façade, éventuellement, en arrière du volet bois d'origine refermé. Ils sont réalisés en métal découpé et laqué, de facture adaptée au contexte. Les coffres et glissières de VR sont de la teinte des menuiseries.

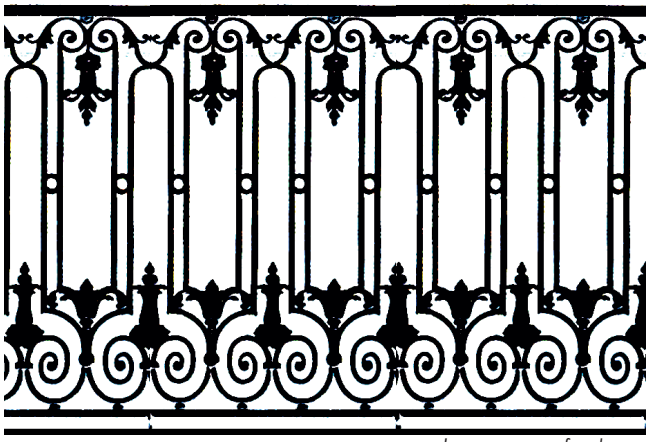
Le volet intérieur peut (e) être utilisé pour palier à une difficulté technique de mise en place ou pour une raison de confort d'utilisation, de sécurité de la part de l'usager (logement en RDC, logement senior).
Sont interdits : les volets battants pleins, les écharpes obliques 'Z', ferrures ouvragées, les finitions lasurées.

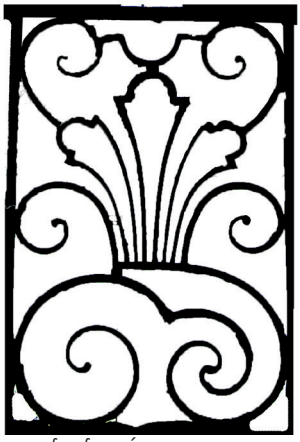
Les balcons, loggias & garde-corps

Très prisés à saint Claude, les bacons sont présents sur une grande partie des immeubles reconstruits au 19ème, après l'incendie de 1799. Participant à l'image de la ville, ils respectent certaines règles, *les garde-corps sont constitués de barreaudage métallique,* sans bois, *les barreaudages en aluminium sont interdits*.

Les loggias sont admises au dernier étage des façades des façades.

Les garde-corps se répartissent en deux grandes familles : les fers forgés de teintes 'canon de fusil' **RAL 7026** et les fontes moulées de couleurs plus variés : 'violet rouge' **RAL 4002**





garde corps en fonte et en fer forgé





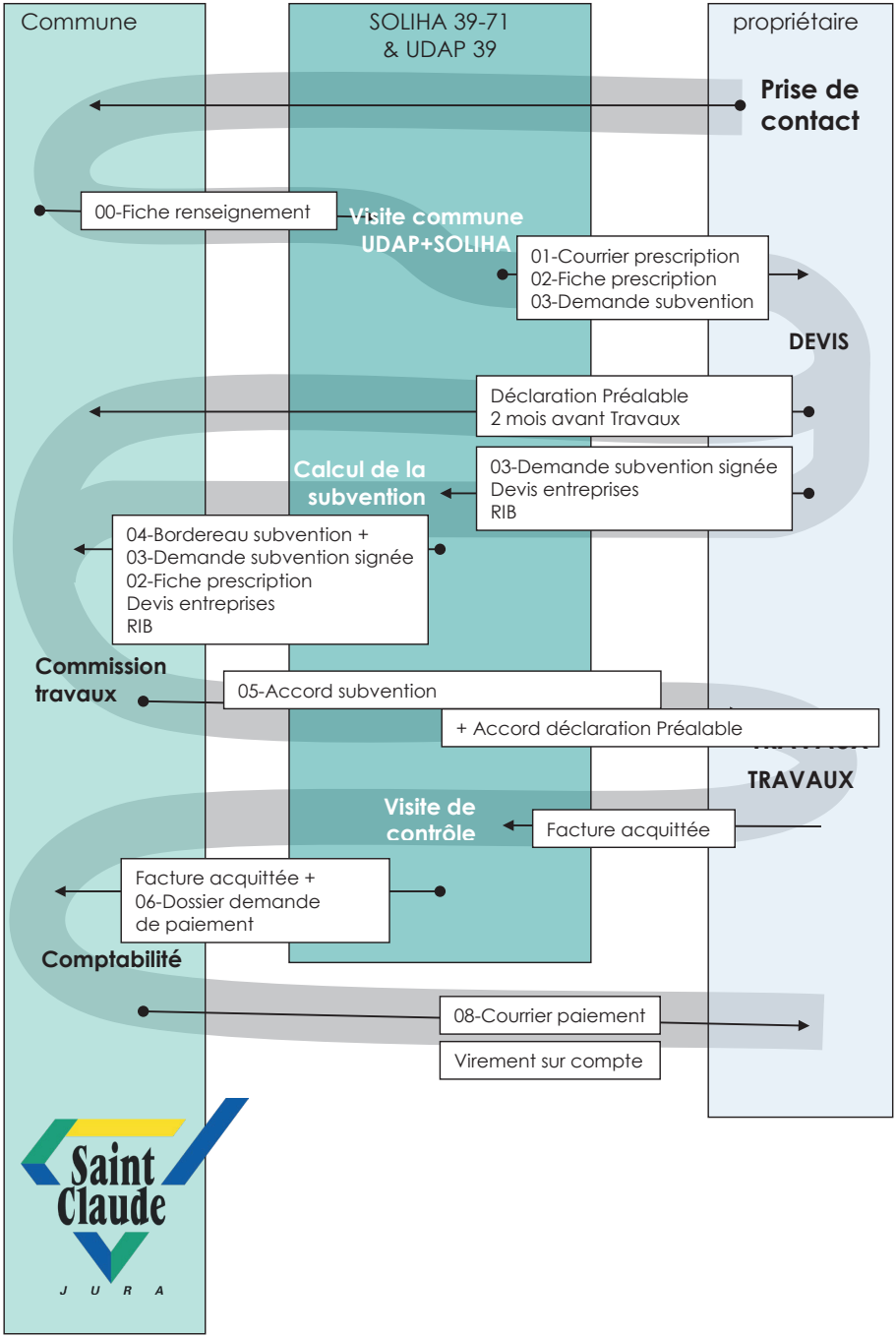


Couleurs

Le nuancier de l'opération définit les teintes autorisées sur les façades *(tons pierre, rosés, orangés, ocrés ou jaunes pâles, l'usage du blanc pur étant interdit sur les sufaces maçonnées)* sur les volets et les menuiseries PVC.



PROCEDURE DOSSIER FACADES VILLE DE SAINT CLAUDE



NUANCIER FACADES SAINT CLAUDE 2025

CRF tollens chromology
RAL

Menuiseries

066-1 pierre de Caen	066-2 pierre de Borie **1015** ivoire clair	066-3 ocre de Sarlat **1001** beige
042-1 fil de lin **1013** blanc perlé	042-2 grège fumé	042-3 sable de delta **7036** gris platine
112-1 gris béton **7035** gris clair	112-2 pierre de Volvic **7038** gris agathe	112-3 gris titane **7039** gris quartz
113-1 blizzard **9002** blanc gris	113-2 gris ciment **7044** gris soie	113-3 gris étain **7030** gris pierre

Façades

024-1 rose de Damas	024-2 Rose Salin	024-3 rose porphyre
061-1 ocre rose	061-2 sable Vaucluse	061-3 Reg
025-1 Rose de Picardie	025-2 Massif Estérel	025-3 brique flamande
063-1 poudre d'albâtre	063-2 topaze	063-3 ocre du jura
046-1 sable Charente	046-2 brique crue	046-3 poudre latérite
068-1 tuffeau	068-2 hourdis rustique	068-3 ocre de Puisay
065-1 sable blond	065-2 pierre dorée	065-3 grès jaune
017-1 rose aven	017-2 rose silex	017-3 gris argilite
059-1 magnésite	059-2 orange d'Apt	059-3 meulière
040-1 silice	040-2 bois lavé	040-3 terre d'adobe
053-1 pierre opale	053-2 pierre cuivrée	053-3 rose baryte
043-1 marbre beige	043-2 pierre de Conques	043-3 roche Aubrac
010-1 Blanc grège	010-2 blanc sable	

Volets

023-1 rose de Tyr	023-2 grès des Vosges	023-3 obsidienne pourpre
032-1 brique pilée	032-2 rouge de Venise	032-3 rouge Espelette
033-1 brique Toulouse	033-2 rouge Bresil	033-3 rouge Falun
071-1 nacre blonde	071-2 Caucase	071-3 savane
072-1 sable landais	072-2 jaune torchis	072-3 jaune de Nice
074-1 jaune de Vérone	074-2 ocre Toscane	074-3 jaune de Colmar
100-1 chaux azurée	100-2 cap Fréhel	100-3 bleu arctique
102-1 bleu de Gênes	102-2 bleu de Lectoure	102-3 bleu basque
103-1 bleu zinc	103-2 bleu zellige	103-3 bleu d'Hendaye
020-1 rose ffumé	020-2 gris toumaline	020-3 coulée de lave
111-1 gris zinc	111-2 gris volcan	111-3 cendre volcan
041-1 beige silex	041-2 étoupe	041-3 rognon de silex

serrurerie / porte entrée

030-1 marne rose	030-2 ttuile écaille **3012** rouge beige	030-3 rouge Pompéi **3031** rouge oriental
029-1 agathe rose	029-2 rose tuileau **3022** rouge saumon	029-3 rouge Bayonne **3016** rouge corail
090-1 vert de Monaco **6019** vert blanc	090-2 vert Lubéron **6021** vert pâle	090-3 vert basque **6028** vert pin
097-1 bleu Orthez	097-2 bleu Aix **6034** turquoise pastel	097-3 bleu Fuenterabia **6033** turquoise menthe
096-1 bleu igloo	096-2 fluorite **6027** vert clair	096-3 bleu de Saxe **5021** bleu d'eau
101-1 cap Horn **5024** bleu pastel	101-2 oxyde de zinc **5014** bleu pigeon	101-3 bleu manganèse **5000** bleu violet
115-1 bourasque **7031** gris bleu	115-2 ardoise noire **7024** gris graphite	115-3 reflets d'onyx **7026** gris granit



PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL
HAUT-JURA SAINT-CLAUDE

4.3 Liste d'essences locales d'arbres et arbustes à privilégier

DOSSIER ARRÊT

Transmis en sous-préfecture en annexe de la délibération du Conseil communautaire en date du 4 mars 2026, arrêtant les dispositions du PLUi Haut-Jura Saint-Claude.

Communauté de communes
Haut-Jura Saint-Claude

Pour la Présidente, Le Vice-Président,

M. Phillipe PASSOT

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES HAUT-JURA SAINT-CLAUDE

Nom commun	Nom latin	Exposition	Sol	Feuillage	Hauteur (m)	Largeur (m)	Faune (Oiseaux/Mellifère)	Comestible
Alisier blanc	*Sorbus aria*	Mi-Ombre / Soleil	Humide	Caduc	12	8	Oui	Non
Amélanchier commun	*Amelanchier ovalis*	Mi-Ombre / Soleil	-	-	22	-	Oui	Oui
Aubépine	*Crataegus monogyna*	Mi-Ombre			4			
Aulne glutineux	*Alnus glutinosa*	Mi-Ombre / Soleil	Humide	Caduc	25	10	Oui	Non
Bouleau pubescent	*Betula pubescens*	Soleil	Humide	Caduc	25	10	Oui	Non
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*	Soleil			15-25			
Bourdaine	*Rhamnus frangula*	Mi-Ombre / Soleil	-	Caduc	3	4	Oui	Oui
Cerisier à grappes	*Prunus padus*	Mi-Ombre / Soleil	-	Caduc	12	15	Oui	Oui
Charme commun	*Carpinus betulus*	Mi-Ombre / Soleil	-	Caduc	25	10	Oui	Non
Cornouiller mâle	*Cornus mas*	Mi-Ombre / Soleil	-	Caduc	3	53	Oui	Oui
Cornoullier sanguin	*Cornus snaguinea*	Mi-Ombre / Soleil			4			
Erable champêtre	*Acer campestre*	Mi-Ombre / Soleil	-	Caduc	5	15	Oui	Non
Erable plane	*Acer platanoides*	Mi-Ombre / Soleil	-	Caduc	25	10	Oui	Non
Fusain d'Europe	*Euonymus europaeus*	Mi-Ombre / Soleil	Humide / Alcalin / Acide	Caduc	3 à 6	52	Oui	Non
Hêtre commun	*Fagus sylvatica*	Mi-Ombre / Soleil	Neutre / Alcalin / Acide	Caduc	12	35	Oui	Non
Houx	*Ilex aquifolium*	Mi-Ombre / Soleil / Ombre	Humide / Neutre / Alcalin	Persistant	5 à 10	64	Oui	Non
Merisier	*Prunus avium*	Soleil	Neutre / Alcalin / Acide	Caduc	15	-	Oui	Oui
Néflier	*Mespilus germanica*	Mi-Ombre / Soleil			4 à 6			
Noisetier	*Corylus avellana*	Mi-Ombre / Soleil	Humide / Neutre / Alcalin	Caduc	5 à 8	66	Oui	Oui
Noyer commun	*Juglans regia*	Soleil	Neutre / Alcalin	Caduc	20	20	Oui	Oui
Pin sylvestre	*Pinus sylvestris*	Soleil		Persistant	25			
Poirier sauvage	*Pyrus pyraster*	Soleil	Neutre / Alcalin	Caduc	7	15	Oui	Oui
Pommier sauvage	*Malus sylvestris*	Soleil	Neutre / Alcalin	Caduc	6	10	Oui	Oui
Prunellier	*Prunus spinosa*	Mi-Ombre / Soleil	Neutre / Alcalin	Caduc	2,5	44	Oui	Oui
Sapin à feuilles d'if	*Abies alba*	Mi-Ombre / Soleil / Ombre		Persistant	40			
Saule blanc	*Salix alba*	Ombre / Soleil	Humide / Neutre / Alcalin	Caduc	20	17	Oui	Non
Saule marsault	*Salix caprea*	Soleil			3 à 5			
Sorbier des oiseleurs	*Sorbus aucuparia*	Ombre / Soleil	Humide / Neutre / Alcalin	Caduc	15	8	Oui	Non
Sureau noir	*Sambucus nigra*	Ombre / Soleil	Humide / Neutre	Caduc	2 à 5	85	Oui	Oui
Tilleul à p. feuilles	*Tilia cordata*	Ombre	Humide / Neutre / Alcalin	Caduc	25	10	Oui	Oui
Tremble	*Populus tremula*	Mi-Ombre / Soleil		Caduc	25			
Viorne mancienne	*Viburnum lantana*	Mi-Ombre / Soleil		Caduc	4 à 5			
Viorne obier	*Viburnum opulus*	Ombre / Soleil	Humide / Neutre / Alcalin	Caduc	3	2	Oui	Non

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL
HAUT-JURA SAINT-CLAUDE

4.4 Liste des espèces envahissantes à proscrire

DOSSIER ARRÊT

Transmis en sous-préfecture en annexe de la délibération du Conseil communautaire en date du 4 mars 2026, arrêtant les dispositions du PLUi Haut-Jura Saint-Claude.

Communauté de communes
Haut-Jura Saint-Claude

Pour la Présidente, Le Vice-Président,
M. Phillipe PASSOT

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES HAUT-JURA SAINT-CLAUDE



RAPPORT SCIENTIFIQUE

CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL FRANCHE-COMTÉ
OBSERVATOIRE RÉGIONAL DES INVERTÉBRÉS

CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL BASSIN PARISIEN
MUSÉUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE

LISTE HIERARCHISEE DES ESPECES VEGETALES EXOTIQUES DE BOURGOGNE - FRANCHE-COMTE



PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ
Liberté
Égalité
Fraternité

RÉGION BOURGOGNE FRANCHE COMTE

Photo(s) de couverture :

• *Amorpha fruticosa* au bord du Doubs à Besançon le 17 septembre 2012 (L. Mischler).

Date de publication : 4 février 2025

Référence bibliographique :

Nicod C. & Planquais E., 2025. *Liste hiérarchisée des espèces végétales exotiques de Bourgogne – Franche-Comté.* Conservatoire botanique national de Franche-Comté – Observatoire régional des invertébrés, Conservatoire botanique national du Bassin parisien, 20 p + annexes.

LISTE HIERARCHISEE DES ESPECES VEGETALES EXOTIQUES DE BOURGOGNE – FRANCHE-COMTE

2024

RÉSUMÉ : Dans le cadre de la déclinaison de la stratégie nationale relative aux espèces exotiques envahissantes en Bourgogne Franche-Comté, ainsi qu'en raison de l'amélioration de la connaissance sur ces espèces, ce travail présente une liste actualisée et hiérarchisée des espèces végétales exotiques en Bourgogne Franche-Comté. Il s'agit de la première liste de ce type réalisée à l'échelle de cette région administrative. En se basant sur les capacités de colonisation et de modification des milieux naturels de ces espèces végétales exotiques, sept catégories d'espèces ont été identifiées et sont présentées dans ce document.

Rédaction : Corentin Nicod, Emmy Planquais

Crédits photos (sauf mention contraire) : Corentin Nicod

Relecture : François Gillet, Marc Vuillemenot, Max André, Olivier Bardet et Yorick Ferrez

Document réalisé par le Conservatoire botanique national de Franche-Comté – Observatoire régional des Invertébrés (CBNFC-ORI) et le Conservatoire botanique national du Bassin parisien (CBNBP)

SOMMAIRE

INTRODUCTION 1
Contexte général 1
Définitions et concepts 1
Exotisme et statut de naturalisation 2
Mécanisme des invasions biologiques 2
Impacts des invasions biologiques 3
METHODE 4
Principes généraux 4
Présentation de la méthode 4
Evaluation du risque d'invasion 7
Evaluation de la capacité à modifier les écosystèmes 7
LISTE HIERARCHISEE DES ESPECES VEGETALES EXOTIQUES 8
Espèces végétales exotiques envahissantes transformatrices majeures 8
Espèces végétales exotiques envahissantes transformatrices émergentes 9
Espèces végétales exotiques envahissantes occasionnellement transformatrices 9
Espèces végétales exotiques envahissantes non transformatrices 10
Espèces végétales exotiques potentiellement envahissantes 10
Espèces végétales exotiques non envahissantes 12
Espèces végétales exotiques insuffisamment documentées 13
CONCLUSION 13
Principales limites de la méthode 14
Préconisations de lutte 14
Evolution de la liste 15
Perspectives de travail 15

BIBLIOGRAPHIE 16

ANNEXES 20



Feuilles et inflorescences de *Reynoutria xbohemica* (Auxelles-Bas le 6 septembre 2023)

INTRODUCTION

CONTEXTE GENERAL

La connaissance et la conservation de la flore sauvage et des habitats naturels et semi-naturels figurent parmi les missions fondamentales des conservatoires botaniques nationaux. Dans ce cadre, les espèces végétales exotiques font l'objet de suivis attentifs. L'évolution parfois rapide de leur distribution et de leur comportement au sein des territoires est activement étudiée afin d'identifier les espèces problématiques pour le patrimoine naturel et nécessitant des actions de lutte. En France métropolitaine, un département est colonisé en moyenne par cinq nouvelles espèces exotiques envahissantes tous les dix ans, faune et flore confondues (Touroult *et al.*, 2016).

En 2014, l'Union européenne a mis en place un règlement européen relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes (règlement n° 1143 de 2014). En 2016, une première liste des espèces préoccupantes pour l'Union européenne a été établie. Elle a été complétée en 2017, 2019 et 2022, portant le nombre d'espèces réglementées à 88 (les taxons réglementés présents en Bourgogne Franche-Comté sont listés en annexe 1). La France a adopté une stratégie nationale relative aux espèces exotiques envahissantes en 2017 (Muller *et al.*, 2017). Cette stratégie est en cours de déclinaison dans les diverses régions administratives du territoire. En Bourgogne Franche-Comté, sa mise en place doit débuter en 2025.

L'élaboration de listes hiérarchisées des espèces végétales exotiques permet d'apporter des éléments pour la mise en place d'une stratégie à l'échelle régionale. En effet, toutes les espèces n'engendrent pas forcément d'impacts significatifs sur la diversité biologique, et encore moins sur la santé humaine et l'économie. Par ailleurs, certaines espèces sont déjà trop répandues pour espérer les contrôler. Plusieurs listes ont déjà été produites en Bourgogne (Bardet, 2015) et en Franche-Comté (Ferrez, 2006 ; Vuillemenot *et al.*, 2016). Depuis, les observations de terrain et les études spécifiques menées par le Conservatoire botanique national de Franche-Comté – Observatoire régional des invertébrés (CBNFC-ORI) et le Conservatoire botanique national du Bassin parisien (CBNBP) ont permis d'améliorer la connaissance sur ces espèces au sein du territoire régional. Le besoin d'une liste actualisée et hiérarchisée des espèces exotiques en Bourgogne Franche-Comté est nécessaire afin d'homogénéiser les travaux à l'échelle de la région administrative. Ainsi, le présent travail actualise et harmonise la connaissance sur les espèces végétales exotiques à l'échelle de la Bourgogne Franche-Comté. Il doit permettre d'aider à identifier les taxons problématiques sur le territoire afin d'orienter la stratégie de lutte régionale. Cette stratégie recouvre de la gestion concrète sur le terrain, en définissant des priorités basées sur la pertinence de la lutte (compte tenu du niveau de présence des taxons au sein de la région et de la faisabilité de la gestion à leur égard) mais également de l'approfondissement de la connaissance à propos de certains taxons ou de certains contextes d'envahissement.

DEFINITIONS ET CONCEPTS

Un travail collectif national proposant des définitions claires et partagées par la communauté scientifique travaillant sur les plantes vasculaires exogènes a été publié en 2024 (Fried *et al.*, 2024). Les définitions présentées dans le cadre de ce document sont celles qui sont données dans cette publication.

Exotisme et statut de naturalisation

La notion d'exotisme par rapport à un territoire donné est importante à définir lorsque l'on s'intéresse aux invasions biologiques. Elle repose principalement sur la notion d'introduction (volontaire ou non) par les activités humaines. Selon Fried *et al.* (2024), un taxon exotique (ou exogène) est « *un taxon dont la présence sur le territoire concerné est due à une intervention humaine directe (qu'elle soit intentionnelle ou accidentelle) ou qui est arrivé sur le territoire concerné sans intervention humaine à partir d'un territoire où ce taxon était déjà exogène (dispersion/propagation secondaire naturelle post-introduction)* ». En Europe, une espèce exotique introduite avant 1500 après J.-C. est identifiée comme archéophyte. Une espèce exotique introduite après cette date est identifiée comme néophyte (Pyšek *et al.*, 2004 ; Stace & Crawley, 2015). Le choix de cette date limite a été fait pour correspondre à la « découverte » des Amériques, et donc aux flux d'introductions de taxons qui en ont suivi. De fait, les espèces exotiques en provenance des Amériques sont toutes identifiées comme néophytes. Les archéophytes sont donc majoritairement des espèces provenant du Bassin méditerranéen, d'Europe et d'Asie. À l'inverse d'un taxon exotique, un taxon indigène est défini par Fried *et al.* (2024) comme « *un taxon dont les populations se sont développées sur le territoire concerné sans intervention humaine, ou qui ont migré sur le territoire concerné sans intervention humaine depuis un territoire voisin où le taxon est considéré comme indigène* ».

La liste des espèces végétales de Bourgogne Franche-Comté, réalisée conjointement par le CBNBP et le CBNFC-ORI en 2022 sous la forme d'un tableur, distingue six statuts d'indigénat :

- Indigène.
- Cultivé (taxon dont les individus font l'objet d'une culture volontaire et ne se développant pas à l'état sauvage).
- Accidentel (taxon exotique dont les populations ne persistent pas durablement à l'état sauvage et dépendent d'introductions répétées pour leur maintien).
- Archéonaturalisé (taxon archéophyte dont au moins une population se maintient à l'état sauvage de manière durable).
- Naturalisé (taxon néophyte dont au moins une population se maintien durablement à l'état sauvage).
- Non déterminé.

Mécanisme des invasions biologiques

Une plante exotique, lorsqu'elle devient abondante et fréquente dans un territoire, peut être qualifiée d'espèce exotique envahissante (ou espèce invasive). Fried *et al.* (2024) définissent un taxon exotique envahissant comme « *un taxon naturalisé qui produit des descendants capables de se reproduire, souvent en très grand nombre, à des distances considérables des plantes mères et ont donc le potentiel de s'étendre de manière rapide sur une aire considérable. La production d'un grand nombre de diaspores se traduit par une forte croissance de l'abondance locale (populations devenant dominantes) et de la fréquence régionale (expansion régionale)* ».

Le mécanisme des invasions biologiques a été conceptualisé pour les espèces végétales par Richardson *et al.* (2000). Cinq barrières doivent être franchies par une espèce exotique avant de devenir envahissante (figure 1). L'introduction de l'espèce par les activités humaines permet de franchir une barrière géographique. L'espèce doit ensuite passer une

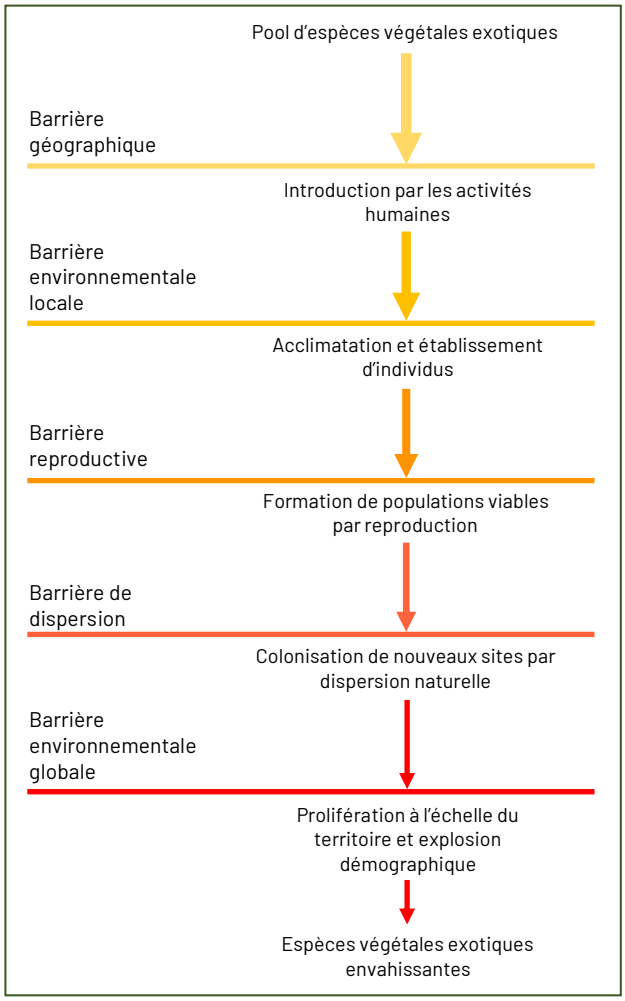


FIGURE 1 – Schéma illustrant les principales barrières limitant la dispersion des espèces végétales exotiques (adapté de Richardson *et al.*, 2000).

barrière environnementale à l'échelle locale, lui permettant de s'établir dans un site donné. Pour cela, elle doit être capable de s'acclimater aux conditions biotiques et abiotiques du milieu d'accueil. Si l'espèce est capable de se reproduire durablement par voie végétative ou sexuée, elle franchit une barrière reproductive. Elle peut ainsi former des populations viables et autonomes (l'espèce se naturalise). Une barrière de dispersion peut être franchie si l'espèce possède des capacités de dispersion lui permettant d'atteindre de nouveaux sites d'accueil. Cette phase de prolifération peut permettre à l'espèce de devenir envahissante si elle est capable de s'acclimater à diverses conditions biotiques et abiotiques dans le territoire considéré. Ainsi, sa dynamique d'expansion géographique peut devenir très rapide.

Impacts des invasions biologiques

Les invasions biologiques sont considérées comme une menace majeure pour la biodiversité à l'échelle mondiale (Maxwell *et al.*, 2016). Il est notamment reconnu que les espèces exotiques envahissantes peuvent avoir des impacts économiques, sanitaires et environnementaux importants.

Impacts économiques

Certaines espèces exotiques envahissantes peuvent occasionner des dommages socio-économiques forts (Bacher *et al.*, 2018), en diminuant la quantité et la qualité de nombreux services écosystémiques (Pejchar & Mooney, 2009 ; Vilà & Hulme, 2017) ou en affectant directement les infrastructures (Booy *et al.*, 2017). Par exemple, certaines espèces colonisant les milieux agricoles entrainent des pertes de rendement des cultures. D'autres, colonisant les canaux, peuvent obstruer des voies de navigation. La mise en place d'actions de lutte contre les espèces exotiques envahissantes nécessite des ressources financières et humaines importantes (Hoffmann & Broadhurst, 2016). Les impacts économiques liés à ces espèces ont été estimés dans le monde à plus de 1000 milliards d'euros en l'espace de 50 ans (Diagne *et al.*, 2021).

Impacts sanitaires

Certaines espèces exotiques envahissantes peuvent induire des impacts sanitaires dans le territoire envahi (Vuillemenot, 2022). À cause de leur caractère invasif, certaines espèces présentent un danger pour la santé publique. C'est le cas de la berce du Caucase, qui peut provoquer de fortes réactions cutanées au contact de sa sève si la peau est ensuite exposée au soleil (Klimaszyk *et al.*, 2014 ; Cuddington *et al.*, 2021). L'ambroisie à feuilles d'armoise, plante au pollen fortement allergisant, pose un véritable problème de santé publique en Europe (D'Amato *et al.*, 2007 ; Gerber *et al.*, 2011).

Impacts environnementaux

Il est reconnu que de nombreuses espèces exotiques envahissantes, lorsqu'elles possèdent des capacités à former des populations denses et à coloniser les milieux naturels, peuvent fortement menacer la biodiversité par divers effets. Certaines d'entre elles modifient la composition des communautés, les interactions biotiques ou le fonctionnement des écosystèmes (Vilà *et al.*, 2011 ; Pyšek *et al.*, 2012 ; Ricciardi *et al.*, 2013 ; Gallardo *et al.*, 2016 ; Schirmel *et al.*, 2016 ; David *et al.*, 2017 ; Vilà & Hulme, 2017).

Questionnements sur les impacts

Un objectif important en biologie des invasions est de pouvoir définir quelles espèces occasionnent des impacts sur l'environnement et les services écosystémiques (Tollington *et al.*, 2015). Cependant, la capacité à prédire et à quantifier l'impact qu'une espèce exotique envahissante peut avoir dans un territoire donné est difficile à cause du manque de méthodologie standardisée et de bases de données sur le sujet (Leung *et al.* 2012). De plus, l'introduction d'une espèce dans un nouvel écosystème peut aboutir à des interactions uniques avec la biodiversité locale qu'il est difficile de prédire (Green *et al.*, 2011). Enfin, l'impact d'une espèce exotique envahissante est souvent difficile à détecter avant qu'elle ne devienne largement répandue dans le territoire envahi (Aikio *et al.*, 2010).

La colonisation d'un milieu par une espèce exotique induit de fait des changements dans les propriétés du système écologique colonisé. La manière dont sont perçus ces changements (positifs ou négatifs) reflète l'incorporation de valeurs humaines et donc d'un jugement subjectif (Bartz & Kowaritz, 2019). D'une manière générale, les méthodes d'évaluation des impacts des espèces exotiques envahissantes sur l'environnement s'intéressent peu aux impacts positifs de ces espèces (Bartz & Kowaritz, 2019), ce qui introduit un biais dans l'appréhension des impacts. Bien que l'impact de certaines espèces soit avéré, seulement une faible proportion des espèces végétales exotiques envahissantes cause des impacts négatifs sur la biodiversité (Simberloff *et al.*, 2011 ; Russell, 2012). De plus, il a pu être montré que certaines espèces natives bénéficient de la présence d'espèces exotiques (Schlaepfer *et al.*, 2011), certaines d'entre elles pouvant également améliorer la provision de services écosystémiques (Riley *et al.*, 2018). Par exemple, les changements des propriétés d'un écosystème induits par le robinier faux acacia ont de nombreuses conséquences sur la composition et la diversité des communautés végétales (Vítková *et al.*, 2017). Cette espèce peut cependant être utilisée pour restaurer les sols (en termes de fertilité et de quantité de matière organique) dans des systèmes de cultures dégradées (Papaioannou *et al.*, 2016).

Compte tenu de la difficulté de disposer de données caractérisant les impacts d'une espèce exotique envahissante, il est communément admis que sa capacité à former des recouvrements denses est représentative des impacts qu'elle peut avoir sur les paramètres abiotiques et les espèces indigènes d'une communauté. Cette approche pose néanmoins deux problèmes principaux. Le déclin d'espèces indigènes peut être attribué à la dégradation d'un habitat dont l'espèce exotique envahissante ne fait que profiter (Barbault & Atramentowicz, 2010). Certaines espèces indigènes peuvent aussi former des recouvrements denses (fougère aigle, ortie, grandes laîches, saules arbustifs, phragmite, etc.). Or, on ne considère pas qu'elles soient problématiques pour la biodiversité. Si l'on appliquait une méthodologie d'évaluation des impacts de ces espèces « expansives » (Axmanová *et al.*, 2024) telle que communément réalisée pour les espèces exotiques envahissantes, elles seraient considérées comme ayant des impacts négatifs forts.

METHODE

PRINCIPES GENERAUX

Le caractère envahissant d'une espèce exotique doit être mesuré par sa capacité de croissance et de propagation, prenant en compte sa rareté dans le territoire envahi. Ainsi, la considération des impacts dans l'évaluation du caractère envahissant d'une espèce exotique se doit d'être remise en question (Fried *et al.*, 2024). L'évaluation des impacts est généralement réalisée dans l'objectif de hiérarchiser les espèces exotiques selon leurs effets négatifs sur l'environnement. Cependant, cette évaluation est généralement subjective pour de nombreux taxons. À l'échelle nationale, le projet CLEVER (classification des impacts environnementaux des espèces végétales exotiques résidentes en France métropolitaine) a pour objectif d'apporter des éléments factuels pour mieux appréhender les impacts de ces espèces. Ce projet propose d'étudier les impacts positifs et négatifs des espèces exotiques par l'utilisation des méthodes EICAT (IUCN, 2020 ; Volery *et al.*, 2020) et EICAT+ (Vimercati *et al.*, 2022), ainsi que leurs impacts socio-économiques par l'emploi de la méthode SEICAT (Bacher *et al.*, 2018).

La présente méthode ne propose pas de lister les différents impacts des espèces exotiques pour leur hiérarchisation. Pour les espèces déjà bien implantées en Bourgogne Franche-Comté ou présentant un risque d'envahissement fort, leur capacité à transformer l'écosystème colonisé est évaluée afin de distinguer les espèces à forts et faibles enjeux de gestion. Pour se faire, l'identification des espèces transformatrices est réalisée. Elles peuvent être définies comme des « *plantes invasives capables de modifier le caractère, l'état, la forme ou la nature des écosystèmes où elles sont présentes, sur une superficie importante par rapport à l'étendue de cet écosystème* » (Fried *et al.*, 2024).

Par ailleurs, la hiérarchisation des espèces exotiques envahissantes en fonction du type de milieu envahi (naturel, semi-naturel ou anthropique) n'est ici pas réalisée. Outre le fait que définir la naturalité d'un habitat ou son degré d'anthropisation n'est pas aisé (étangs gérés par l'homme, formations rocheuses issues d'extractions anciennes), cette évaluation repose principalement sur l'idée qu'un habitat naturel ou semi-naturel présente plus d'intérêt pour la biodiversité qu'un habitat anthropique. De plus, ce type d'évaluation repose également sur le fait qu'un habitat naturel ou semi-naturel est plus difficile à coloniser qu'un habitat anthropique car il est moins sujet aux perturbations. Cependant, certains habitats pouvant être considérés comme naturels (basses vallées alluviales) sont fréquemment perturbés.

PRESENTATION DE LA METHODE

La méthode utilisée pour l'élaboration de la liste hiérarchisée des espèces végétales exotiques de Bourgogne Franche-Comté est présentée par la figure 2. Elle est appliquée aux espèces naturalisées en Bourgogne Franche-Comté ainsi qu'aux espèces exotiques accidentelles ou absentes de ce territoire identifiées comme envahissantes dans un territoire limitrophe (régions françaises adjacentes et Jura Suisse). La notion de rareté régionale des espèces exotiques y est centrale. Elle est déterminée par la fréquence (f) d'apparition des espèces dans le territoire, calculée de la manière suivante : nombre de mailles de 5 km × 5 km de la grille régionale où l'espèce est présente (données ≥ 2004 pour la Franche-Comté et ≥ 2000 pour la Bourgogne) / nombre total de mailles de cette grille. Le référentiel utilisé est le suivant (Ferrez *et al.*, 2013) :

- CCC : extrêmement répandue (f ≥ 90 %)
- CC : très commune (f ≥ 50 % et < 90 %)
- C : commune (f ≥ 25 % et < 50 %)
- AC : assez commune (f ≥ 12,5 % et < 25 %)
- AR : assez rare (f ≥ 5 % et < 12,5 %)
- R : rare (f ≥ 2 % et < 5 %)
- RR : très rare (f < 2 %)
- RRR : exceptionnelle (une seule occurrence)

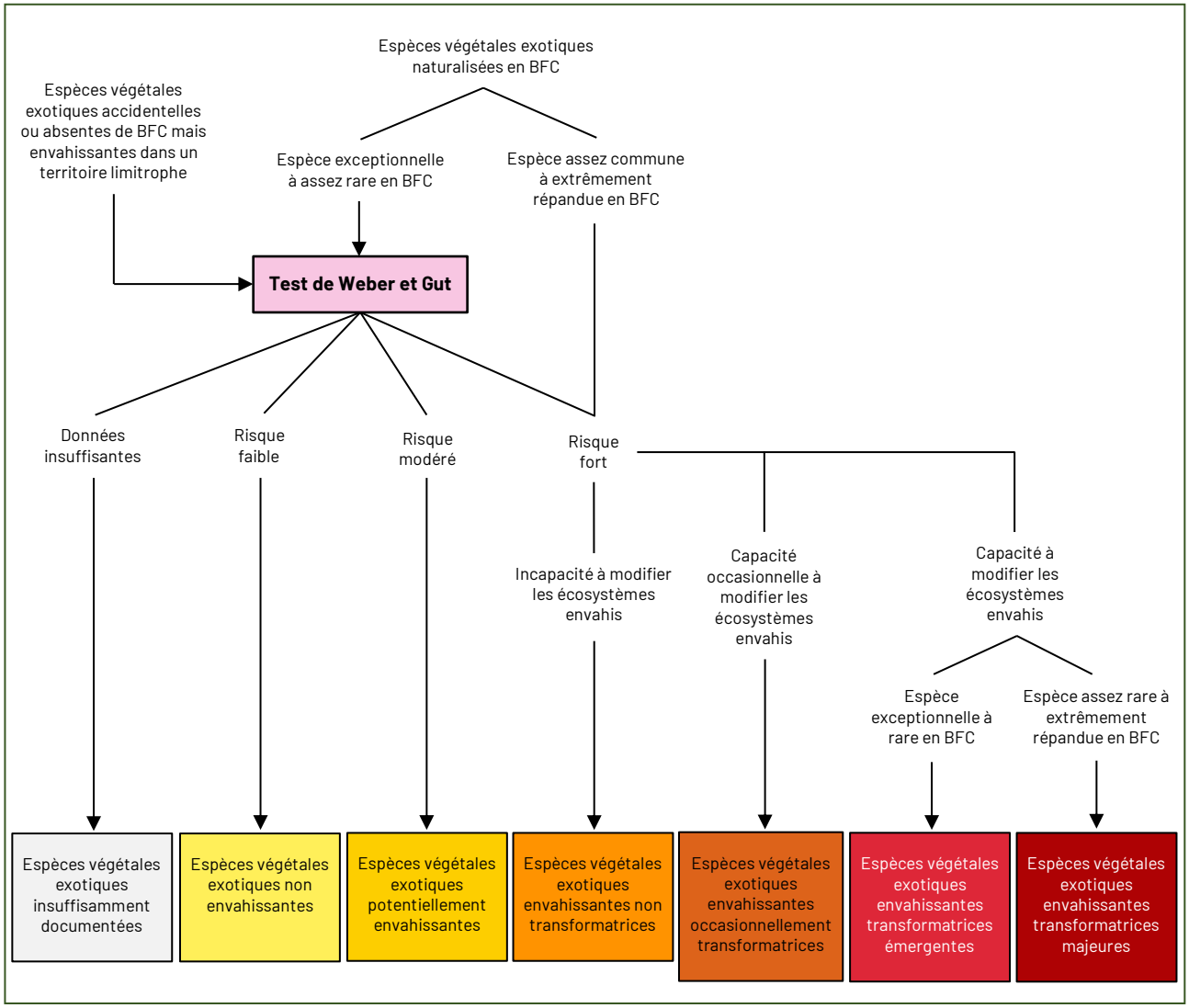


FIGURE 2 – Schéma de la méthode de hiérarchisation des espèces végétales exotiques de Bourgogne Franche-Comté.

Dans un premier temps, le test de Weber et Gut (Weber & Gut, 2004) est appliqué aux espèces exotiques naturalisées en BFC exceptionnelle à assez rare ainsi qu'aux espèces exotiques envahissantes dans un territoire limitrophe mais accidentelles ou encore absentes dans la région. Le test de Weber et Gut permet d'évaluer le risque d'invasion de ces espèces exotiques encore peu voire pas encore représentées au sein du territoire régional. Trois niveaux de risque sont identifiés : faible, modéré ou fort. À partir des résultats de ce test, trois catégories d'espèces végétales exotiques peuvent être définies :

- Les espèces végétales exotiques qui ne sont pas suffisamment documentées pour être évaluées.
- Les espèces végétales exotique jugées non envahissantes (risque faible).
- Les espèces végétales exotiques jugées potentiellement envahissantes (risque modéré).

Les espèces dont le résultat du test de Weber et Gut donne un risque d'invasion fort sont, avec les espèces assez communes à extrêmement répandues en BFC (considérées de fait comme déjà envahissantes), soumises à l'évaluation de leur capacité à modifier l'écosystème colonisé. Quatre catégories d'espèces exotiques sont ainsi identifiées :

- Les espèces végétales exotiques envahissantes non transformatrices.
- Les espèces végétales exotiques envahissantes occasionnellement transformatrices.
- Les espèces végétales exotiques envahissantes transformatrices émergentes (exceptionnelles à rare en BFC).
- Les espèces végétales exotiques envahissantes transformatrices majeures (assez rares à extrêmement répandues en BFC).

Au regard du nombre d'espèces évaluées, il est évident que de nombreuses informations, notamment pour l'évaluation du caractère transformateur des espèces, ne sont pas disponibles.

Tableau I – Questions de l'évaluation du risque d'invasion d'une espèce exotique par le test de Weber et Gut.

Questions	Réponses	Points
1. Correspondance climatique : Est-ce que la répartition géographique de l'espèce inclut au moins une des quatre zones climatiques françaises ?	Non	0
	Oui	2
2. Statut de l'espèce en Europe : Est-ce que l'espèce est native d'Europe ?	Oui	0
	Non	2
3. Distribution géographique en Europe : Dans combien de pays cette espèce est-elle présente ?	0 ou 1	1
	2 à 5	2
	Plus de 5	3
4. Etendue de sa répartition au niveau mondial : Quelle est sa répartition au niveau mondial (indépendamment du statut d'indigénat) ?	Répartition limitée (restreinte à une petite zone sur un continent)	0
	Répartition étendue sur plus de 15° de latitude ou de longitude sur un continent ou couvrant plus d'un continent	3
5. Caractère invasif de l'espèce : Est-ce que l'espèce est identifiée comme exotique envahissante dans d'autres territoires ?	Moins de trois territoires	0
	Au moins trois territoires affectés (à l'exception des zones insulaires)	3
6. Taxonomie : Est-ce que l'espèce appartient à un genre connu comme envahissant ?	Non	0
	Oui	3
7. Viabilité des graines et reproduction : De manière approximative, combien de graines un individu de l'espèce produit-il ?	Moins de 100 graines ou des graines non viables	1
	Plus de 100 graines	3
	Ne sait pas	2
8. Croissance végétative : *Choisir une seule réponse (si plus d'une réponse, sélectionner celle qui donne le plus de points)*	L'espèce n'a pas de croissance végétative	0
	Si c'est un arbre ou un arbuste, l'espèce est capable de drageonner ou de marcotter	2
	L'espèce possède un bulbe ou un tubercule	1
	L'espèce développe des rhizomes et des stolons	4
	L'espèce se fragmente facilement, ses fragments peuvent être dispersés et produire de nouvelles plantes	4
	Autre ou ne sait pas	2
9. Mode de dispersion : *Choisir une seule réponse (si plus d'une réponse, sélectionner celle qui donne le plus de points)*	Fruits charnus d'un diamètre inférieur à 5 cm	2
	Fruits charnus dépassant 10 cm de longueur ou de diamètre	0
	Fruits secs ou graines ayant développés des structures pour une dispersion par le vent sur de longues distances	4
	Fruits secs ou graines ayant développés des structures pour une dispersion par les animaux sur de longues distances	4
	L'espèce assure sa propre dispersion des graines	1
	Autre ou ne sait pas	2
10. Type biologique : Quel est le type biologique de l'espèce ?	Annuelle de petite taille (< 80 cm)	0
	Annuelle de grande taille (> 80 cm)	2
	Ligneuse	4
	Herbacée vivace de petite taille (< 80 cm)	2
	Herbacée vivace de grande taille (> 80 cm)	4
	Aquatique flottante	4
	Autre	2
11. Habitats de l'espèce : *Choisir une seule réponse (si plus d'une réponse, sélectionner celle qui donne le plus de points)*	Lacs, rivières et bords de rivières ou ruisseaux	3
	Tourbières ou marécages	3
	Prairies (humides ou sèches)	3
	Forêts	3
	Dunes côtières et plages de sable	3
	Côtes rocheuses et falaises maritimes	3
	Autre	0
12. Densité de population : Quelle est l'abondance de l'espèce dans ses stations ?	Non documentée	0
	L'espèce apparaît en populations éparses	0
	L'espèce forme occasionnellement des peuplements denses	2
	L'espèce forme de grands peuplements monospécifiques	4

En ce sens, l'évaluation peut se baser sur des avis d'experts pour la hiérarchisation des espèces. Cela représente un biais méthodologique important, qu'il n'est cependant pas possible d'éliminer lors de la mise en place d'une liste hiérarchisée des espèces végétales exotiques à l'échelle d'un territoire. Il est reconnu que les informations disponibles sont souvent limitées en écologie des invasions, et que le temps nécessaire à leur acquisition peut être long (Probert *et al.*, 2020). De fait, la connaissance acquise par un expert sur son territoire, souvent mise de côté par la recherche, est utile et se doit d'être considérée (Drescher *et al.*, 2013). Il convient pour cela de bien expliciter la manière dont ces connaissances sont mobilisées et les incertitudes qui y sont associées (Drescher *et al.* 2013). Se référer à des espèces proches est également utile lorsqu'il manque des informations pour une espèce donnée (Probert *et al.*, 2020).

EVALUATION DU RISQUE D'INVASION

L'évaluation du risque d'invasion d'une espèce exotique est réalisée par le test de Weber et Gut (Weber & Gut, 2004), qui propose une série de douze questions à réponses multiples (tableau I). La somme des scores attribués aux réponses des douze questions permet de définir trois catégories de risque pour un territoire donné :

- Risque faible (3 à 20) : l'espèce ne présente pas de risque d'invasion significatif.
- Risque modéré (21 à 27) : l'espèce présente un risque d'invasion et est à surveiller.
- Risque fort (28 à 38) : l'espèce présente un risque d'invasion fort. Elle peut rapidement devenir envahissante sur le territoire.

L'avantage du test de Weber et Gut est de présenter une méthode avec des questions précises. Cependant, il existe un biais d'interprétation pour certaines questions qu'il est nécessaire d'expliciter. Pour la question n° 5, le choix réalisé est de s'intéresser au fait que l'espèce soit mentionnée comme envahissante dans d'autres régions de France métropolitaine ou d'autres pays. Pour la question n° 6, un genre est évalué comme envahissant si au moins deux espèces de ce genre sont identifiées comme envahissantes dans d'autres territoires en France et en Europe.

EVALUATION DE LA CAPACITE A MODIFIER LES ECOSYSTEMES

L'évaluation de la capacité d'une espèce exotique envahissante à modifier un écosystème n'est pas évidente à hiérarchiser car toute espèce nouvellement introduite y entraine forcément des changements. Du fait d'un manque d'information sur le sujet, l'évaluation du caractère transformateur d'une espèce végétale exotique envahissante introduit forcément une notion de dire d'expert. De plus, la capacité d'une espèce exotique à modifier les écosystèmes est souvent reconnue une fois celle-ci bien implantée et difficilement évaluable au début du processus d'invasion. Certaines espèces peuvent également présenter un caractère transformateur dans des contextes particuliers alors qu'elles ne sont généralement pas transformatrices. La méthode proposée dans le cadre de ce document est présentée par la figure 3.

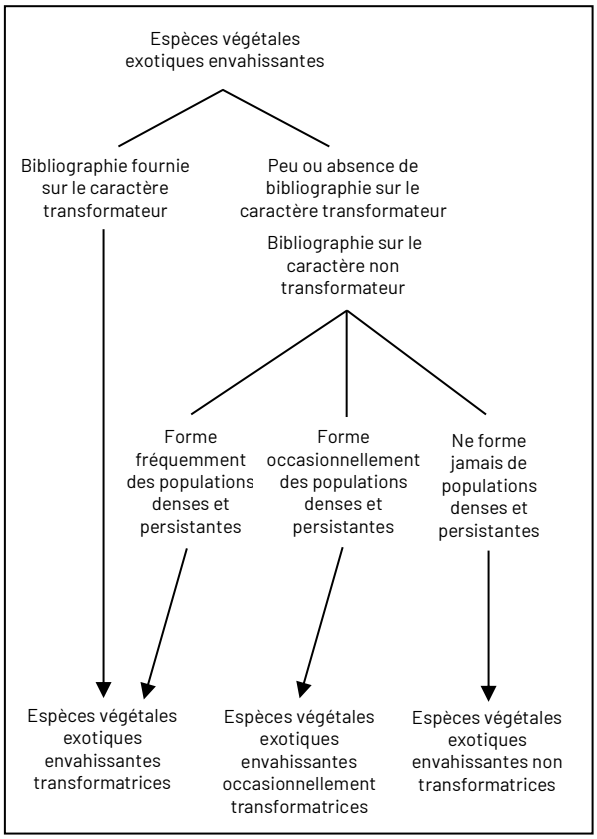


FIGURE 3 – Schéma de la méthode d'identification des espèces végétales exotiques envahissantes non transformatrices et transformatrices.

Dans un premier temps, une recherche bibliographique sur le caractère transformateur est réalisée pour chaque espèce évaluée. Bien que ne concernant généralement que quelques espèces exotiques, de nombreuses études sur le sujet sont présentes dans la littérature. Par exemple, le caractère transformateur de plusieurs espèces exotiques du genre *Reynoutria* (*R. japonica*, *R. sachalinensis* et *R. ×bohemica*) est bien documenté. Ces espèces modifient fortement la disponibilité de la matière organique et des nutriments (N et P) dans le sol (Maurel *et al.*, 2010 ; Lavoie, 2017 ; Gentili *et al.*, 2022). Leur arrivée dans un écosystème entraine une diminution de la diversité des plantes vasculaires, des bactéries du sol, des gastéropodes et de la plupart des groupes d'arthropodes. Elle entraine

également une augmentation de la diversité des champignons et des arthropodes détritivores (Lavoie, 2017). Le robinier faux acacia (*Robinia pseudoacacia*) est aussi reconnu comme espèce transformatrice, remplaçant les essences d'arbres natives (Vítková *et al.*, 2017) et entrainant une disparition de nombreuses espèces végétales herbacées (Nascimbene *et al.*, 2015). Cette essence possède également la capacité à enrichir le sol par association avec des bactéries fixant l'azote (Kleinbauer *et al.*, 2010 ; Lazzaro *et al.*, 2018). Dans les écosystèmes envahis par *R. pseudoacacia*, une augmentation de la richesse des bactéries du sol est observée ainsi qu'une diminution de la richesse des nématodes et microarthropodes (Lazzaro et *al.*, 2018). Le chêne rouge (*Quercus rubra*) possède aussi la capacité à modifier la composition physicochimique du sol par sa litière qui se décompose lentement, entrainant une diminution de la quantité de carbone organique, des quantités de N et P ainsi que de la disponibilité du calcium et du manganèse (Stanek *et al.*, 2020). De plus, la colonisation par *Q. rubra* entraine une diminution de la biomasse microbienne et bactériale du sol, les composés phénoliques produits par cette essence ayant probablement des effets toxiques sur ces communautés (Stanek *et al.*, 2021). Par ailleurs, certaines espèces exotiques pouvant former des recouvrements denses (*Rudbeckia laciniata*, *Solidago gigantea*) ne semblent pas avoir d'effets significatifs sur les propriétés physiques et chimiques des sols (Stefanowicz *et al.*, 2017). Elles possèdent cependant des capacités à modifier les écosystèmes notamment par un bouleversement des interactions biotiques.

Dans un second temps, l'évaluation de la capacité à former fréquemment des populations denses et persistantes est réalisée pour les espèces dont le caractère transformateur n'est pas ou peu documenté. Cette capacité est jugée représentative de l'aptitude des espèces à modifier les écosystèmes envahis. Les définitions retenues pour cette évaluation sont les suivantes :

- Fréquemment : dans au moins un tiers des stations connues de l'espèce.
- Population dense : l'espèce recouvre plus de 50 % de la communauté végétale envahie (codes 4 ou 5 sur l'échelle de Braun-Blanquet).
- Population persistante : l'espèce se maintient à l'état sauvage sans intervention humaine dans ses stations pendant plus de dix ans.

L'évaluation de la capacité à former fréquemment des populations denses et persistantes est réalisée à partir des informations disponibles en bases de données et des observations de terrain. Pour les espèces encore absentes de BFC, l'évaluation est réalisée à dire d'expert à partir de leur comportement dans les territoires limitrophes.

LISTE HIERARCHISEE DES ESPECES VEGETALES EXOTIQUES

Le référentiel utilisé dans la présentation de la liste hiérarchisée est Taxref V16 (Gargominy *et al.*, 2022). Dans un premier temps, la sélection des taxons évalués a été réalisée sur la base des 3905 plantes vasculaires identifiés en Bourgogne Franche-Comté (liste des espèces végétales de Bourgogne Franche-Comté réalisée en 2022 sous la forme d'un tableur). Certains taxons exotiques ne possédant pas de statut d'indigénat harmonisé à l'échelle de la région n'ont pas été pris en compte lors de cette évaluation. Cela concerne des taxons du genre *Vitis* (voir Vuillemenot & Greffier, 2019) ainsi que *Lonicera acuminata*. Après avoir procédé à 33 regroupements de taxons (annexe 2) ainsi qu'à l'élimination de six taxons non revus après 2000 pour la Bourgogne et 2004 pour la Franche-Comté (années à partir desquelles les données sont considérées comme récentes respectivement pour le CBNBP et le CBNFC-ORI au moment de l'application de la méthodologie), 239 taxons naturalisés ou groupes de taxons apparentés ont été retenus pour l'évaluation. Vingt-cinq taxons absents ou de statut accidentel dans la région mais envahissants dans un territoire limitrophe ont été ajoutés, portant le total de taxons évalués à 264. *Polemoniun caeruleum*, espèce protégée sur le territoire national, a été évaluée dans le cadre de ce travail. En effet, il a été reconnu récemment que cette espèce n'est pas indigène en Bourgogne Franche-Comté (André, 2021).

La liste hiérarchisée des espèces végétales exotiques de Bourgogne Franche-Comté est présentée par les tableaux II à VIII. Les catégories d'espèces végétales exotiques définies dans cette liste sont présentées ci-dessous. Les taxons de statut accidentel qui n'ont pas été évalués sont présentés en annexe 3. Les résultats de l'évaluation du risque d'invasion par le test de Weber et Gut sont présentés en annexe 4.

ESPECES VEGETALES EXOTIQUES ENVAHISSANTES TRANSFORMATRICES MAJEURES

Ces espèces sont déjà bien implantées dans la région. Elles possèdent un grand nombre de stations, en raison de l'ancienneté de leur présence sur le territoire ou de leur caractère particulièrement envahissant. Elles possèdent de fortes capacités de modification des

écosystèmes envahis. On dénombre 14 espèces exotiques envahissantes transformatrices majeures en Bourgogne Franche-Comté (tableau II).

Tableau II – Espèces végétales exotiques envahissantes transformatrices majeures.

Nom latin du taxon	Catégorie de rareté en BFC
Acer negundo L., 1753	AC
Ailanthus altissima (Mill.) Swingle, 1916	AR
Elodea canadensis Michx., 1803	AC
Elodea nuttallii (Planch.) H.St.John, 1920	AR
Helianthus tuberosus L., 1753	AR
Impatiens glandulifera Royle, 1833	AC
Quercus rubra L., 1753	AR
Reynoutria japonica Houtt., 1777	C
Reynoutria x bohemica Chrtek & Chrtková, 1983	AR
Robinia pseudoacacia L., 1753	CC
Solidago canadensis L., 1753	AR
Solidago gigantea Aiton, 1789	AC
Symphyotrichum lanceolatum (Willd.) G.L.Nesom, 1995	AR
Symphyotrichum x salignum (Willd.) G.L.Nesom, 1995	AR

ESPECES VEGETALES EXOTIQUES ENVAHISSANTES TRANSFORMATRICES EMERGENTES

Ces espèces ne sont pas encore bien implantées dans la région. Elles possèdent un faible nombre de stations, souvent parce qu'elles sont présentes sur le territoire depuis peu ou qu'elles ne sont pas encore capables de se disperser davantage au-delà de leur lieu d'introduction. Certaines d'entre elles n'ont pas encore été observées en Bourgogne Franche-Comté mais sont déjà bien implantées dans des régions limitrophes où elles sont déjà transformatrices. Ces espèces possèdent de fortes capacités de colonisation et de modification des écosystèmes et peuvent envahir le territoire rapidement. Vingt-quatre espèces exotiques envahissantes transformatrices émergentes ont été identifiées en Bourgogne Franche-Comté (tableau III).

Tableau III – Espèces végétales exotiques envahissantes transformatrices émergentes.

Nom latin du taxon	Catégorie de rareté en BFC
Cabomba caroliniana A.Gray, 1848	RR
Crassula helmsii (Kirk) Cockayne, 1907	absente
Egeria densa Planch., 1849	RR
Elodea callitrichoides (Rich.) Casp., 1857	absente
Heracleum mantegazzianum Sommier & Levier, 1895	R
Hydrocotyle ranunculoides L.f., 1782	absente
Koenigia polystachya (Wall. ex Meisn.) T.M.Schust. & Reveal, 2015	RR
Lagarosiphon major (Ridl.) Moss, 1928	RR
Lonicera japonica Thunb., 1784	absente
Ludwigia grandiflora (Michx.) Greuter & Burdet, 1987	R
Ludwigia peploides (Kunth) P.H.Raven, 1964	RR
Myriophyllum heterophyllum Michx., 1803	RR
Paspalum distichum L., 1759	absente
Prunus serotina Ehrh., 1784 [nom. et typ. cons.]	RR
Pueraria montana (Lour.) Merr., 1935	absente
Reynoutria sachalinensis (F.Schmidt) Nakai, 1922	R
Rhododendron ponticum L., 1762	absente
Rudbeckia laciniata L., 1753	RR
Spiraea alba Du Roi, 1772	RR
Spiraea chamaedryfolia L., 1753	RR
Spiraea douglasii Hook., 1832	RR
Spiraea japonica L.f., 1782	RR
Spiraea x billardii Hérincq, 1857	RR
Vallisneria australis S.W.L.Jacobs & Les, 2008	RR

ESPECES VEGETALES EXOTIQUES ENVAHISSANTES OCCASIONNELLEMENT TRANSFORMATRICES

Ces espèces peuvent être bien implantées, rares ou très rares dans la région mais présenter un risque élevé d'envahissement. Bien qu'elles possèdent de fortes capacités de dispersion et de colonisation, ces espèces ne montrent généralement pas d'aptitude à modifier les écosystèmes de Bourgogne Franche-Comté. Néanmoins, elles peuvent occasionnellement faire preuve d'un caractère transformateur sur des sites ou des habitats particuliers. En BFC, on compte 15 espèces végétales exotiques envahissantes occasionnellement transformatrices (tableau IV).

Tableau IV – Espèces végétales exotiques envahissantes occasionnellement transformatrices.

Nom latin du taxon	Catégorie de rareté en BFC
Acorus calamus L., 1753	R
Artemisia verlotiorum Lamotte, 1877	RR
Azolla filiculoides Lam., 1783	RR
Berberis aquifolium Pursh, 1814	R
Bidens frondosa L., 1753	AC
Buddleja davidii Franch., 1887	AC
Cotoneaster horizontalis Decne., 1879	R
Galega officinalis L., 1753	AR
Glyceria striata (Lam.) Hitchc., 1928	AR
Myriophyllum aquaticum (Vell.) Verdc., 1973	RR
Parthenocissus inserta (A.Kern.) Fritsch, 1922	C
Phyllostachys bambusoides Siebold & Zucc., 1843	RR
Phytolacca americana L., 1753	R
Pinus nigra J.F.Arnold, 1785	AC
Rhus typhina L., 1756	AR

ESPECES VEGETALES EXOTIQUES ENVAHISSANTES NON TRANSFORMATRICES

Ces espèces sont principalement communes dans la région mais certaines peuvent être rares ou très rares mais présenter un fort risque d'envahissement. Ces espèces possèdent de fortes capacités de dispersion et de colonisation mais elles ne sont pas aptes à modifier les écosystèmes de Bourgogne Franche-Comté. On compte 29 espèces végétales exotiques envahissantes non transformatrices en Bourgogne Franche-Comté (tableau V).

Tableau V – Espèces végétales exotiques envahissantes non transformatrices.

Nom latin du taxon	Catégorie de rareté en BFC
Aesculus hippocastanum L., 1753	AC
Amaranthus blitum L., 1753	C
Amaranthus hybridus L., 1753	C
Amaranthus retroflexus L., 1753	C
Ambrosia artemisiifolia L., 1753	C
Amorpha fruticosa L., 1753	RR
Asclepias syriaca L., 1753	RR

Tableau V (suite).

Nom latin du taxon	Catégorie de rareté en BFC
Asparagus officinalis L., 1753	AC
Cuscuta campestris Yunck., 1932	RR
Echinochloa crus-galli (L.) P.Beauv., 1812	CC
Eragrostis minor Host, 1809	AC
Erigeron annuus (L.) Desf., 1804	CC
Erigeron canadensis L., 1753	CC
Euphorbia lathyris L., 1753	C
Galinsoga quadriradiata Ruiz & Pav., 1798	AC
Helianthus x laetiflorus Pers., 1807	RR
Juglans regia L., 1753	CC
Juncus tenuis Willd., 1799	CC
Lathyrus latifolius L., 1753	AC
Matricaria discoidea DC., 1838	CC
Medicago sativa subsp. *sativa* L., 1753	C
Oxalis corniculata L., 1753	AC
Oxalis stricta L., 1753	C
Parthenocissus tricuspidata (Siebold & Zucc.) Planch., 1887	RR
Populus x canadensis Moench, 1785	AR
Prunus domestica L., 1753	C
Scirpus hattorianus Makino, 1933	RR
Symphyotrichum novae-angliae (L.) G.L.Nesom, 1995	RR
Veronica persica Poir., 1808	CC

ESPECES VEGETALES EXOTIQUES POTENTIELLEMENT ENVAHISSANTES

Ces espèces sont encore peu implantées dans la région ou seulement présentes dans une région limitrophe. Elles présentent un risque d'envahissement modéré. Certaines d'entre elles n'ont pas encore fait preuve de leur capacité à coloniser le territoire régional, mais certains facteurs laissent supposer que cette aptitude peut évoluer à plus ou moins long terme. Soixante-dix-neuf espèces végétales exotiques potentiellement envahissantes ont été identifiées en Bourgogne Franche-Comté (tableau VI).

Tableau VI – Espèces végétales exotiques potentiellement envahissantes.

Nom latin du taxon	Catégorie de rareté en BFC
Acer saccharinum L., 1753	RR
Achillea crithmifolia Waldst. & Kit., 1802	absente
Armoracia rusticana G.Gaertn., B.Mey. & Scherb., 1800	RR
Amaranthus powellii S.Watson, 1875	AR
Amaranthus powellii subsp. *bouchonii* (Thell.) Costea & Carretero, 2001	AR
Bidens connata Muhl. ex Willd., 1803	RR
Bothriochloa barbinodis (Lag.) Herter, 1940	RR
Bromopsis inermis (Leyss.) Holub, 1973	R
Bunias orientalis L., 1753	R
Carex vulpinoidea Michx., 1803	RR
Centranthus ruber (L.) DC., 1805	AR
Clematis viticella L., 1753	RR
Cornus sericea L., 1771	RR
Cortaderia selloana (Schult. & Schult.f.) Asch. & Graebn., 1900	RRR
Cota tinctoria (L.) J.Gay ex Guss., 1844	RR
Cota triumfetti (L.) J.Gay ex Guss., 1844	RR
Cyperus eragrostis Lam., 1791	RR
Datura stramonium L., 1753	AR
Dysphania ambrosioides (L.) Mosyakin & Clemants, 2002	RR
Echinochloa muricata (P.Beauv.) Fernald, 1915	RR
Epilobium ciliatum Raf., 1808	AR
Erigeron sumatrensis Retz., 1810	AR
Erythranthe guttata (Fisch. ex DC.) G.L.Nesom, 2012	RR
Erythranthe moschata (Douglas ex Lindl.) G.L.Nesom, 2012	RR
Euphorbia maculata L., 1753	AR
Euphorbia prostrata Aiton, 1789	RR
Euphorbia saratoi Ardoino, 1867	RR
Euphorbia serpens Kunth, 1817	RR
Fraxinus ornus L., 1753	R
Helleborus viridis L., 1753	RR
Hesperis matronalis L., 1753	AR
Hypericum majus (A.Gray) Britton, 1894	RR
Impatiens balfouri Hook.f., 1903	AR
Impatiens capensis Meerb., 1775	RR
Impatiens parviflora DC., 1824	R
Inula helenium L., 1753	R
Lemna minuta Kunth, 1816	R
Lemna turionifera Landolt, 1975	absente
Lindernia dubia (L.) Pennell, 1935	R

Tableau VI (suite).

Nom latin du taxon	Catégorie de rareté en BFC
Lycium barbarum L., 1753	RR
Myrrhis odorata (L.) Scop., 1771	RR
Oenothera biennis L., 1753	AR
Oenothera glazioviana Micheli, 1875	AR
Oenothera parviflora L., 1759	RR
Oxalis dillenii Jacq., 1794	R
Panicum capillare L., 1753	AR
Panicum dichotomiflorum Michx., 1803	AR
Paspalum paucispicatum Vasey, 1893	absente
Phedimus spurius (M.Bieb) 't Hart, 1995	AR
Phedimus stoloniferus (S.G.Gmel.) 't Hart, 1995	absente
Pilosella caespitosa (Dumort.) P.D.Sell & C.West, 1967	AR
Polemonium caeruleum L., 1753	R
Populus alba L., 1753	AR
Populus x canescens (Aiton) Sm., 1804	AR
Potentilla indica (Andrews) Th.Wolf, 1904	R
Potentilla intermedia L., 1767	RR
Prunus cerasifera Ehrh., 1784	RR
Prunus cerasus L., 1753	AR
Prunus laurocerasus L., 1753	R
Pterocarya fraxinifolia (Lam.) Spach, 1834	RR
Rorippa austriaca (Crantz) Besser, 1821	RR
Rosa rugosa Thunb., 1784	RRR
Rubus armeniacus Focke, 1874	RR
Rubus laciniatus (Weston) Willd., 1806	RR
Rubus phoenicolasius Maxim., 1871	absente
Scirpus atrovirens Willd., 1809	RR
Scutellaria altissima L., 1753	RR
Senecio inaequidens DC., 1838	AR
Sicyos angulatus L., 1753	absente
Sorghum halepense (L.) Pers., 1805	RR
Sporobolus indicus (L.) R.Br., 1810	R
Sporobolus vaginiflorus (Torr. ex A.Gray) Alf.Wood, 1861	RR
Symphoricarpos albus (L.) S.F.Blake, 1914	R
Syringa vulgaris L., 1753	AR
Trachycarpus fortunei (Hook.) H.Wendl., 1862	absente
Veronica filiformis Sm., 1791	AR
Veronica peregrina L., 1753	R
Vitis riparia Michx., 1803	RR
Xanthium orientale L., 1763	RR

ESPECES VEGETALES EXOTIQUES NON ENVAHISSANTES

Ces espèces sont peu implantées dans la région. Elles ne font pas preuve de dynamisme et possèdent un faible nombre de stations. Elles présentent un risque d'envahissement faible. On dénombre 99 espèces exotiques non envahissantes en Bourgogne Franche-Comté (tableau VII).

Tableau VII – Espèces végétales exotiques non envahissantes.

Nom latin du taxon	Catégorie de rareté en BFC
Achillea nobilis L., 1753	RR
Amaranthus albus L., 1759	R
Amaranthus blitum subsp. *emarginatus* (Salzm. ex Uline & W.L.Bray) Carretero, Muñoz Garm. & Pedrol, 1987	R
Amaranthus deflexus L., 1771	RR
Amaranthus graecizans L., 1753	R
Anchusa azurea Mill., 1768	RR
Anisantha diandra (Roth) Tutin *ex* Tzvelev, 1963	RR
Antirrhinum majus L., 1753	RR
Arabis caucasica Willd. *ex* Schltdl., 1813	RR
Arabis collina subsp. *rosea* (DC.) Minuto, 1992	RRR
Artemisia annua L., 1753	RR
Arum italicum Mill., 1768	R
Atriplex micrantha Ledeb., 1829	RRR
Avena strigosa Schreb., 1771	RR
Berteroa incana (L.) DC., 1821	R
Calla palustris L., 1753	RR
Carduus acanthoides L., 1753	RR
Carduus pycnocephalus L., 1763	RRR
Centaurea paniculata L., 1753	RR
Cerastium tomentosum L., 1753	R
Ceratochloa cathartica (Vahl) Herter, 1940	RR
Chaiturus marrubiastrum (L.) Ehrh. *ex* Rchb., 1831	RR
Collomia grandiflora Douglas *ex* Lindl., 1828	RR
Cotoneaster franchetii Bois, 1902	RR
Crepis sancta (L.) Bornm., 1913	R
Crepis tectorum L., 1753	RR
Cyclamen hederifolium Aiton, 1789	RR
Cynosurus echinatus L., 1753	RR
Cyperus esculentus L., 1753	R

Tableau VII (suite 1/2).

Nom latin du taxon	Catégorie de rareté en BFC
Dittrichia graveolens (L.) Greuter, 1973	R
Dryopteris affinis subsp. *cambrensis* Fraser-Jenk., 1987	RRR
Dysphania botrys (L.) Mosyakin & Clemants, 2002	RR
Elytrigia campestris subsp. *campestris* (Godr. & Gren.) Kerguélen *ex* Carreras, 1986	RRR
Epilobium brachycarpum C.Presl, 1831	RR
Eragrostis cilianensis (All.) Vignolo *ex* Janch., 1907	RR
Eragrostis pectinacea (Michx.) Nees, 1841	RR
Eragrostis pilosa (L.) P.Beauv., 1812	AR
Eryngium alpinum L., 1753	RR
Erysimum cheiri (L.) Crantz, 1769	R
Erysimum virgatum Roth, 1797	RR
Erythranthe x robertsii (Silverside) G.L.Nesom, 2013	RR
Eschscholzia californica Cham., 1820	RR
Euphorbia humifusa Willd.,1814	RR
Ficus carica L., 1753	RR
Galinsoga parviflora Cav., 1795	RR
Glaucium flavum Crantz, 1763	RR
Hirschfeldia incana (L.) Lagr.-Foss., 1847	RR
Hyssopus officinalis L., 1753	RR
Iris lutescens Lam., 1789	RRR
Isatis tinctoria L., 1753	RR
Lamium galeobdolon subsp. *argentatum* (Smejkal) J.Duvign., 1987	RR
Lapsana communis subsp. *intermedia* (M.Bieb.) Hayek, 1931	RR
Lepidium densiflorum Schrad., 1832	RR
Lepidium didymum L., 1767	RR
Lepidium draba L., 1753	R
Lepidium graminifolium L., 1759	RR
Lepidium ruderale L., 1753	R
Lepidium virginicum L., 1753	AR
Ligustrum ovalifolium Hassk., 1844	RR
Linum usitatissimum subsp. *usitatissimum* L., 1753	RR
Lysimachia europaea (L.) U.Manns & Anderb., 2009	RR
Lysimachia punctata L., 1753	R
Malus domestica (Suckow) Borkh., 1803 [nom. cons.]	AR
Melissa officinalis subsp. *officinalis* L., 1753	AR
Oenothera suaveolens Pers., 1805	RR

Tableau VII (suite 2/2).

Nom latin du taxon	Catégorie de rareté en BFC
Oenothera subterminalis R.R.Gates, 1936	RR
Oenothera x fallax Renner, 1917	RRR
Ononis arvensis L., 1759	RRR
Panicum miliaceum L., 1753	R
Petasites pyrenaicus (L.) G.López, 1986	RRR
Petrorhagia saxifraga (L.) Link, 1829	RR
Phalaris canariensis L., 1753	RR
Physocarpus opulifolius (L.) Maxim., 1879 [nom. cons.]	RR
Platanus x hispanica Mill. *ex* Münchh., 1770	RR
Potentilla norvegica L., 1753	RR
Potentilla recta L., 1753	AR
Pseudofumaria alba (Mill.) Lidén, 1986	RR
Pseudofumaria lutea (L.) Borkh., 1797	AR
Puccinellia distans (Jacq.) Parl., 1848	R
Pyrus communis subsp. *communis* L., 1753	RR
Rhus coriaria L., 1753	RR
Rumex patientia L., 1753	RR
Rumex thyrsiflorus Fingerh., 1829	R
Ruta graveolens L., 1753	RR
Salvia verticillata L., 1753	RR
Sigesbeckia serrata DC., 1836	RR
Silene dichotoma Ehrh., 1792	RRR
Silybum marianum (L.) Gaertn., 1791	R
Sisyrinchium montanum Greene, 1899	RR
Solanum lycopersicum L., 1753	AR
Solanum villosum subsp. *miniatum* (Bernh. ex Willd.) Edmonds, 1984	RR
Sporobolus neglectus Nash, 1895	RRR
Symphytum x uplandicum Nyman, 1855	RR
Tanacetum parthenium (L.) Sch.Bip., 1844	R
Tragus racemosus (L.) All., 1785	R
Verbascum virgatum Stokes, 1787	RR
Vicia grandiflora Scop., 1772	RRR
Vicia pannonica Crantz, 1769	RR
Vinca major L., 1753	R

ESPECES VEGETALES EXOTIQUES INSUFFISAMMENT DOCUMENTEES

Cette catégorie concerne les espèces pour lesquelles le caractère envahissant ne peut être ni totalement écarté, ni clairement établi par manque d'informations. Les espèces pour lesquelles le test de Weber et Gut n'a pu être mis en place sont toutes classées dans cette catégorie. Quatre taxons appartiennent à cette catégorie en Bourgogne Franche-Comté (tableau VIII).

Tableau VIII – Espèces végétales exotiques insuffisamment documentées.

Nom latin du taxon	Catégorie de rareté en BFC
Cornus sanguinea nothosubsp. *hungarica* (Kárpáti) Soó, 1964	RR
Cornus sanguinea subsp. *australis* (C.A.Mey.) Jáv., 1978	RR
Iris germanica L., 1753	RR
Lupinus x regalis Bergmans, 1924	RR

CONCLUSION

Afin d'homogénéiser les connaissances sur les espèces végétales exotiques en Bourgogne Franche-Comté, ce travail présente une liste actualisée et hiérarchisée de ces espèces sur le territoire régional. En se basant sur les capacités de dispersion, de colonisation et de modification des écosystèmes, sept catégories d'espèces végétales exotiques ont été définies :

- Espèces végétales exotiques envahissantes transformatrices majeures (14 espèces).
- Espèces végétales exotiques envahissantes transformatrices émergentes (24 espèces).
- Espèces végétales exotiques envahissantes occasionnellement transformatrices (15 espèces).
- Espèces végétales exotiques envahissantes non transformatrices (29 espèces).
- Espèces végétales exotiques potentiellement envahissantes (79 espèces).
- Espèces végétales exotiques non envahissantes (99 espèces).
- Espèces végétales exotiques insuffisamment documentées (4 espèces).

PRINCIPALES LIMITES DE LA METHODE

Les catégories présentées regroupent de nombreux taxons biologiquement et écologiquement différents. Elles servent principalement à orienter la stratégie de lutte à l'échelle de la Bourgogne Franche-Comté. L'écologie des invasions biologiques est une discipline complexe. La hiérarchisation des espèces exotiques en différentes catégories est toujours schématique et mobilise des connaissances à dire d'expert. Ainsi, de nombreux questionnements scientifiques plus poussés n'ont pas été abordés dans le cadre de ce travail. La capacité d'une espèce exotique à devenir envahissante et à modifier les écosystèmes est fortement liée au climat, aux types de milieux qu'elle peut coloniser, aux activités humaines susceptibles de favoriser sa dispersion ou son installation et à son historique de présence sur le territoire. De plus, il apparaît évident que la capacité d'une espèce à devenir envahissante est fortement dépendante du territoire biogéographique que l'on considère. Ces questionnements doivent faire l'objet d'actions de connaissance dans le futur.

Par exemple, la principale limite de l'évaluation du risque d'invasion par le test de Weber et Gut est que les activités anthropiques, pouvant jouer un rôle majeur dans la propagation de certaines espèces (horticulture, aquariophilie, travaux forestiers, dépôt sauvage de déchets verts, *etc.*), ne sont pas évaluées directement. Étudier l'historique d'apparition d'un taxon exotique doit permettre de mobiliser les connaissances disponibles sur ce sujet. Cependant, au regard du temps nécessaire à y consacrer, ce n'est pas l'objectif de ce travail. De plus, il paraît difficile (voire impossible) d'anticiper l'évolution des pratiques susceptibles de favoriser telle ou telle espèce à court, moyen ou long terme. Par exemple, dans le cas des spirées, il semble que leurs capacités de colonisation soient de nos jours limitées, parce que la mode ornementale liée à ces plantes est ancienne, et parce qu'elles se dispersent principalement par voie végétative depuis leurs lieux d'introduction, volontaire (plantations sur des talus, aux abords de zones humides) ou involontaire (dépôt sauvage de déchets verts). Cependant, certaines revues horticoles proposent toujours ces espèces à la plantation. De la même manière, il n'est pas possible d'affirmer avec certitude que la pratique du dépôt sauvage de déchets verts va continuer de régresser. Ainsi, définir l'importance des activités humaines pour la propagation future des spirées apparaît comme très incertain. Ce type de questionnement se pose également lorsque que l'on s'intéresse à d'autres facteurs environnementaux. L'évaluation du risque d'invasion d'une espèce est également délicate car on ne connaît par exemple pas tous les freins édapho-climatiques et biotiques qui pourraient limiter son expansion (Alpert *et al.*, 2000).

La hiérarchisation des espèces végétales exotiques de Bourgogne Franche-Comté se base donc sur des critères récurrents d'évaluation liés à la biologie et l'écologie des taxons, mais également sur leur degré d'intégration à la végétation du territoire ainsi que leur répartition spatiale. En ce sens, le présent travail fait état des connaissances actuelles sur les espèces exotiques en BFC. Il ne permet en aucun cas d'anticiper ou de prédire l'évolution de la situation des différentes espèces listées dans ce document.

PRECONISATIONS DE LUTTE

Les actions de lutte à l'échelle de la région doivent viser en priorité les espèces transformatrices émergentes (non ou encore peu répandues sur le territoire et pouvant fortement modifier les écosystèmes colonisés). Les espèces qui n'ont pas encore été observées en Bourgogne Franche-Comté mais qui sont déjà fortement envahissantes dans des régions limitrophes doivent faire l'objet d'une surveillance particulière (*Crassula helmsii*, *Elodea callitrichoides*, *Hydrocotyle ranunculoides*, *Lonicera japonica*, *Paspalum distichum*, *Pueraria montana*, *Rhododendron ponticum*). Leur élimination doit être mise en œuvre rapidement si elles sont découvertes en BFC.

Les espèces exotiques transformatrices majeures ne peuvent faire l'objet de plans de lutte à l'échelle régionale car elles sont déjà trop répandues sur le territoire pour espérer les contrôler. En revanche, des actions peuvent être menées si des enjeux environnementaux forts sont identifiés sur des sites particuliers. De plus, la dynamique des espèces pouvant présenter un caractère transformateur occasionnel doit être surveillée. La lutte contre ces espèces peut être envisagée ponctuellement sur des sites à forts enjeux écologiques ou dans le cas d'impacts sur les activités humaines. La lutte contre des espèces exotiques non transformatrices présente peu d'intérêt dans un cadre environnemental mais peut se révéler d'intérêt général dans le cas de problématiques de santé publique ou d'entraves aux activités humaines.

Quelques espèces potentiellement envahissantes sont également à suivre de près, afin de pouvoir détecter d'éventuels changements dans leurs comportements. Certaines d'entre-elles pourraient coloniser certains milieux assez rapidement (étangs pour *Lindernia dubia*, bords de routes pour *Sporobolus indicus* et *Sporobolus vaginiflorus*, pelouses et milieux secs pour *Senecio inaequidens*). De plus, certaines espèces accidentelles en Bourgogne Franche-Comté et de ce fait non évaluées doivent également être surveillées. Certaines d'entre elles pourraient réussir à se naturaliser plus ou moins rapidement au regard des changements globaux (*Cotoneaster divaricatus*, *Paulownia tomentosa*).

EVOLUTION DE LA LISTE

Les résultats de l'évaluation des taxons présentés dans ce document seront actualisés au moins tous les cinq ans, afin de prendre en compte l'évolution de leur répartition au sein du territoire régional. De plus, ces différentes mises à jour permettront, le cas échéant, d'intégrer de nouveaux taxons à l'évaluation. En effet, certains taxons pourraient voir leur statut d'indigénat évoluer d'accidentel à naturalisé alors que d'autres pourraient faire leur apparition en Bourgogne Franche-Comté. Enfin, au regard de l'évolution de nos connaissances sur la flore exotique, l'indigénat de certains taxons pourrait être remis en question, comme c'est le cas pour *Vallisneria spiralis*, dont l'indigénat en France métropolitaine est actuellement débattu.

PERSPECTIVES DE TRAVAIL

Suite à la réalisation de cette première liste hiérarchisée des espèces exotiques de Bourgogne Franche-Comté, plusieurs objectifs d'amélioration de la connaissance sont identifiés. Des missions de recherche et d'inventaire de la flore exotique doivent être poursuivies afin de continuer à actualiser la connaissance sur ces espèces, principalement dans les milieux aquatiques qui sont encore peu étudiés. De plus, il apparaît nécessaire d'identifier les conditions environnementales permettant aux espèces exotiques de faire preuve d'un caractère transformateur, en particulier pour les espèces occasionnellement transformatrices afin de mieux comprendre leur comportement. Enfin, un travail de grande ampleur consisterait, pour certains taxons, à identifier les habitats qu'ils pourraient coloniser au regard des changements globaux. Cela permettrait d'estimer, pour un taxon donné, la surface des habitats pouvant être colonisés dans le futur.

BIBLIOGRAPHIE

- Aikio S., Duncan R. P. & Hulme P. E., 2010. Lag-phases in alien plant invasions: Separating the facts from the artefacts. *Oikos* 119: 370–378.
- Alpert, P., Bone, E. & Holzapfel, C., 2000. Invasiveness, invasibility and the role of environmental stress in the spread of non-native plants. *Perspectives in Plant Ecology, Evolution and Systematics* 3(1): 52–66.
- André M., 2021. *Polemonium caeruleum* L. : quel statut pour le massif jurassien français ? Approche historique. *Les Nouvelles archives de la Flore jurassienne et du nord-est de la France* 18 : 27-40.
- Axmanová I., Chytrý K., Boublík K., Chytrý M., Dřevojan P., Ekrtová E., Fajmon K., Hájková P., Härtel H., Hejda M., Horáková V., Jongepier J. W., Kalníková V., Kaplan Z., Koutecký P., Lustyk P., Pergl J., Prach K., Pyšek P., Sádlo J., Vojík M. & Těšitel J., 2024. Catalogue of expansive plants of the Czech Republic. *Preslia* 96: 299–327.
- Bacher S., Blackburn T. M., Essl F., Genovesi P., Heikkilä J., Jeschke J. M., Jones G., Keller R., Kenis M., Kueffer C., Martinou A. F., Nentwig W., Pergl J., Pyšek P., Rabitsch W., Richardson D. M., Roy H. E., Saul W.-C., Scalera R., Vilà M., Wilson J. R. U. & Kumschick S., 2018. Socio-economic impact classification of alien taxa (SEICAT). *Methods in Ecology and Evolution* 9: 159– 168.
- Barbault R. & Atramentowicz M., 2010. *Les invasions biologiques, une question de natures et de sociétés*. Editions Quae, 179 p.
- Bardet O., 2015. *Stratégie de lutte contre les espèces végétales envahissantes en Bourgogne. Méthodologie et schéma d'action*. Conservatoire botanique national du Bassin parisien. 30 p. + annexes.
- Bartz R. & Kowarik I., 2019. Assessing the environmental impacts of invasive alien plants: a review of assessment approaches. *NeoBiota* 43: 69–99.
- Booy O., Cornwall L., Parrott D., Sutton-Croft M. & Williams F., 2017. *Impact of biological invasions on infrastructure*. In Vilà M., Hulme P.E. (Eds) Impact of biological invasions on ecosystem services. Springer International, Cham, 235–247.
- Cuddington K., Sobek-Swant S., Drake J., Lee W. & Brook M., 2021. Risks of giant hogweed (*Heracleum mantegazzianum*) range increase inf North America). *Biological Invasions* 24: 299-314.
- D'Amato G., Cecchi L., Nunes C., Annesi-Maesano I., Behrendt H., Liccardi G., Popov T. & Van Cauwenberge P., 2007. Allergenic pollen and pollen allergy in Europe. *European Journal of allergy and clinical immunology* 62: 976-990.
- David P., Thebault E., Anneville O., Duyck P. F., Chapuis E. & Loeuille N., 2017. Impacts of invasive species on food webs: a review of empirical data. *Advances in Ecological Research* 56: 1–60.
- Diagne C., Leroy B., Vaissiere A.-C., Gozlan R. E., Roiz D., Jarić I., Salles J.-M., Bradshaw C. J. A. & Courchamp F., 2021. High and rising economic costs of biological invasions worldwide. *Nature* 592: 571-576.
- Drescher M., Perera A. H., Johnson C. J., Buse L. J., Drew C. A. & Burgman M. A., 2013. Toward rigorous use of expert knowledge in ecological research. *Ecosphere* 4 (art. 83).
- Ferrez Y., 2006. *Définition d'une stratégie de lutte contre les espèces invasives en Franche-Comté, proposition d'une liste hiérarchisée*. Conservatoire botanique national de Franche-Comté, DIREN Franche-Comté. 32 p. + annexes.
- Ferrez Y., André M., Gillet F., Juillerat P., Philippe M., Mouly A., Piguet A., Tison J.-M., Vergon-Trivaudey M.-J. & Weidmann J.-C., 2013. Inventaire de la flore vasculaire (Ptéridophytes et Spermaphytes) de Franche-Comté ; indigénats, raretés, menaces, protections. *Les Nouvelles Archives de la Flore jurassienne et du nord-est de la France* 11 : 5-49.
- Fried G., Affre L., Albert A., Antonetti P., Bretagnolle F., Caillon A., Chabrol L., Cottaz C., Dao J., Delangue B., Dortel F., Decocq G., Dommanget F., Geslin J., Girod C., Gourvil J., Kessler F., Molina J., Petit Y., Perriat F., Tison J.-M., Toussaint B., Van Es J., Vuillemenot M., Zech-Matterne V. & Brun C., 2024. Analyse de la terminologie relative aux plantes vasculaires exogènes : application à l'inventaire des archéophytes et néophytes de France métropolitaine. *Naturae* 2024 (4) : 69-97.
- Gallardo B., Clavero M., Sanchez M. I. & Vilà M., 2016. Global ecological impacts of invasive species in aquatic ecosystems. *Global Change Biology* 22: 151–163.

- Gargominy O., Tercerie S., Régnier C., Ramage T., Dupont P., Daszkiewicz P. & Poncet L., 2022. *TAXREF, référentiel taxonomique pour la France : méthodologie, mise en œuvre et diffusion*. Rapport PatriNat (OFB-CNRS-MNHN), Muséum national d'Histoire naturelle, Paris 47 p.
- Gentili R., Ferré C., Carderelli E., Caronni S., Montagnani C., Abu El Khair D., Citterio S. & Comolli R., 2022. Performing as a transformer species? The invasive alien *Reynoutria bohemica* changes ecosystem properties in a riparian woodland. *Weed Research* 62: 446-456.
- Gerber E., Schaffner U., Gassman A., Hinz H. L., Seier M. & Müller-Schärer H., 2011. Prospects for biological control of *Ambrosia artemisiifolia* in Europe: learning from the past. *Weed Research* 51: 559-573.
- Green P. T., O'Dowd D. J., Abbott K. L., Jeffery M., Retallick K. & Mac Nally R., 2011. Invasional meltdown: Invader–invader mutualism facilitates a secondary invasion. *Ecology* 92: 1758–1768.
- Hoffmann B. D. & Broadhurst L. M., 2016. The economic cost of managing invasive species in Australia. *Neobiota* 31: 1–18.
- IUCN 2020. *EICAT categories and criteria: the environmental impact classification for alien taxa (EICAT): first edition*. 22 p.
- Kleinbauer I., Dullinger S., Peterseil J. & Essl F., 2010. Climate change might drive the invasive tree Robinia pseudacacia into nature reserves and endangered habitats. *Biological Conservation* 143: 382-390.
- Klimaszyk P., Klimaszyk D., Piotrowiak M. & Popiołek A., 2014. Unusual complications after occupational exposure to giant hogweed (*Heracleum mantegazzianum*): A case report. *International Journal of Occupational Medicine and Environmental Health* 24: 141-144.
- Lavoie C., 2017. The impact of invasive knotweed species (*Reynoutria* spp.) on the environment: review and research perspectives. *Biological invasions* 19: 2319-2337.
- Lazzaro L., Mazza G., d'Errico G., Fabiani A., Giuliani C., Inghilesi A. F., Lagomarsino A., Landi S., Lastrucci L., Pastorelli R., Roversi P. F., Torrini G., Tricarico E. & Foggi B., 2018. How ecosystems change following invasion by Robinia pseudoacacia: Insights from soil chemical properties and soil microbial, nematode, microarthropod and plant communities. *Science of the Total Environment* 622-623: 1509-1518.
- Leung B., *et al.* 2012. TEASIng apart alien species risk assessments: A frame- work for best practices. *Ecology Letters* 15: 1475–1493.
- Maurel N., Salmon S., Ponge J.-F., Machon N., Moret J. & Muratet A., 2010. Does the invasive species *Reynoutria japonica* have an impact on soil and flora in urban wasteland? *Biological invasions* 12: 1709-1719.
- Maxwell F. R., Brooks T. & Watson J., 2016. Biodiversity: The ravages of guns, nets, and bulldozers. *Nature* 536: 143–145.
- Muller (coord.) *et al.*, 2017. *Stratégie nationale relative aux espèces exotiques envahissantes*. Paris : Museum national d'histoire naturelle ; ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer. 43 p.
- Nascimbene J., Lazzaro L. & Benesperi R., 2015. Patterns of β-diversity and similarity reveal biotic homogenization of epiphytic lichen communities associated with the spread of black locust forests. *Fungal Ecology* 14: 1-7.
- Papaioannou A., Chatzistathis T., Papaioannou E. & Papadopoulos G., 2016. *Robinia pseudoacacia* as a valuable invasive species for the restoration of degraded croplands. *Catena* 137: 310-317.
- Pejchar L. & Mooney H. A., 2009. Invasive species, ecosystem services and human well-being. *Trends in Ecology and Evolution* 24: 497–504.
- Pyšek P., Richardson D. M., Rejmánek M., Webster G. L., Williamson M. & Kirschner J. 2004. Alien plants in checklists and floras: towards better communication between taxonomists and ecologists. *Taxon* 53 (1): 131-143.
- Pyšek P., Jarošík V., Hulme P. E., Pergl J., Hejda M., Schaffner U. & Vilà M., 2012. A global assessment of alien invasive plant impacts on resident species, communities and ecosystems: the interaction of impact measures, invading species' traits and environment. *Global Change Biology* 18: 1725–1737.
- Probert A. F., Ward D. F., Beggs J. R., Lin S.-L. & Stanley M. C., 2020. Conceptual risk framework: integrating ecological risk of introduced species with recipient ecosystems. *BioScience* 70: 71-79.

- Ricciardi A., Hoopes M. F., Marchetti M. P. & Lockwood J. L., 2013. Progress toward understanding the ecological impacts of non-native species. *Ecological Monographs* 83: 263–282.
- Richardson D. M., Pyšek P., Rejmánek M., Barbour M. G., Peretta F. D. & West C. J., 2000. Naturalization and invasion of alien plants: concepts and definition. *Diversity and Distributions* 6: 93-107.
- Riley C. B., Herms D. A. & Gardiner M. M., 2018. Exotic trees contribute to urban forest diversity and ecosystem services in inner-city Cleveland, OH. *Urban Forestry and Urban Greening* 29: 367–376.
- Russel J. C., 2012. Do invasive species cause damage? Yes. *BioScience* 62: 217–217.
- Schirmel J., Bundschuh M., Entling M. H., Kowarik I. & Buchholz S., 2016. Impacts of invasive plants on resident animals across ecosystems, taxa, and feeding types. A global assessment. *Global Change Biology* 22: 594–603.
- Schlaepfer M., Sax D. F. & Olden J. D., 2011. The potential conservation value of non-native species. *Conservation Biology* 25: 428–437.
- Simberloff D., *et al*. 2011. Non-natives: 141 scientists object. *Nature* 475: 36.
- Stace C. A. & Crawley M. J. 2015. *Alien plants*. HarperCollins UK, London, 626 p.
- Stanek M., Piechnik L. & Stefanowicz A. M., 2020. Invasive red oak (*Quercus rubra* L.) modifies soil physicochemical properties and forest understory vegetation. *Forest Ecology and Management* 472: 118253.
- Stanek M., Zubek S. & Stefanowicz A. M., 2021. Differences in phenolics produced by invasive *Quercus rubra* and native plant communities induced changes in soil microbial properties and enzymatic activity. *Forest Ecology and Management* 482: 118901.
- Stefanowicz A. M., Stanek M., Nobis M. & Zubek S., 2017. Few effects of invasive plants *Reynoutria japonica*, *Rudbeckia laciniata* and *Solidago gigantea* on soil physical and chemical properties. *Science of the Total Environment* 574: 938-946.
- Tollington S., Turbe A., Rabitsch W., Groombridge J. J., Scalera R., Essl F. & Shwartz A., 2015. Making the EU legislation on invasive species a conservation success. *Conservation Letters* 10: 112–120.
- Touroult J., Witté I. & Thévenot J., 2016. *Construction d'un indicateur d'évolution de la distribution des espèces exotiques envahissantes en France métropolitaine*. Rapports SPN 2016-90. Paris : Museum national d'histoire naturelle. 20 p.
- Vilà M., Espinar J. L., Hejda M., Hulme P. E., Jarosik V., Maron J. L., Pergl J., Schaffner U., Sun Y. & Pyšek P., 2011. Ecological impacts of invasive alien plants: a meta-analysis of their effects on species, communities and ecosystems. *Ecology Letters* 14: 702–708.
- Vilà M. & Hulme P. E., 2017. *Impact of biological invasions on ecosystem services*. Springer International (Cham): 1–359.
- Vimercati G, Probert A. F., Volery L., Bernardo-Madrid R., Bertolino S., Céspedes V., *et al.*, 2022. The EICAT+ framework enables classification of positive impacts of alien taxa on native biodiversity. *PLoS Biol*ogy 20(8): e3001729.
- Vítková M., Müllerová J., Sádlo J., Pergl J. & Pyšek P., 2017. Black locust (Robinia pseudoacacia) beloved and despised: A Story of an invasive tree in Central Europe. *Forest Ecology and Management* 384: 287-302.
- Volery L., Blackburn T. M., Bertolino S., Evans T., Genovesi P., Kumschick S., Roy H. E., Smith K. G. & Bacher S., 2020. Improving the environmental classification for alien taxa (EICAT): a summary of revisions to the framework and guidelines. *NeoBiota* 62: 547-567.
- Vuillemenot M., Ferrez Y., André M., Gillet F., Hendoux F., Mouly A., Thiery F., Tison J.-M. & Vadam J.-C., 2016. *Liste hiérarchisée des espèces végétales exotiques envahissantes et potentiellement envahissantes en Franche-Comté et préconisations d'actions, 2016*. Conservatoire botanique national de Franche-Comté – Observatoire régional des invertébrés. 32 p. + annexes.
- Vuillemenot M. & Greffier B., 2019. Les trachéophytes exotiques, envahissantes et non envahissantes, en Franche-Comté : analyse de leur distribution géographique et de leurs répartition par milieux naturels et perspectives en termes de connaissance et de gestion. *Les Nouvelles Archives de la Flore jurassienne et du nord-est de la France* 17 : 3-36.

- Vuillemenot M., 2022. *État des lieux des espèces végétales exotiques envahissantes ou potentiellement envahissantes problématiques pour la santé humaine en Franche-Comté (hors ambroisies).* Conservatoire botanique national de Franche-Comté – Observatoire régional des invertébrés. 27 p. + annexes.
- Weber E. & Gut D., 2004. Assessing the risk of potentially invasive plant species in central Europe. *Journal for Nature Conservation* 12: 171-179.

ANNEXES

- Annexe 1 : Taxons réglementés par l'Union européenne présents en Bourgogne Franche-Comté
- Annexe 2 : Regroupements de taxons effectués pour l'évaluation
- Annexe 3 : Taxons de statut accidentel en Bourgogne Franche-Comté
- Annexe 4 : Résultats de l'évaluation du risque d'invasion par le test de Weber et Gut

Annexe 1 : Taxons réglementés par l'Union européenne présents en Bourgogne Franche-Comté

Taxon réglementé	Année
Ailanthus altissima (Mill.) Swingle, 1916	2019
Asclepias syriaca L., 1753	2017
Baccharis halimifolia L., 1753	2016
Cabomba caroliniana A.Gray, 1848	2016
Elodea nuttallii (Planch.) H.St.John, 1920	2017
Heracleum mantegazzianum Sommier & Levier, 1895	2017
Impatiens glandulifera Royle, 1833	2017
Koenigia polystachya (Wall. ex Meisn.) T.M.Schust. & Reveal, 2015	2022
Lagarosiphon major (Ridl.) Moss, 1928	2016
Ludwigia grandiflora (Michx.) Greuter & Burdet, 1987	2016
Ludwigia peploides (Kunth) P.H.Raven, 1964	2016
Myriophyllum aquaticum (Vell.) Verdc., 1973	2016
Myriophyllum heterophyllum Michx., 1803	2017

Annexe 2 : Regroupements de taxons effectués pour l'évaluation

Taxon évalué	Taxon(s) inclus(s)
Achillea nobilis L., 1753	*Achillea nobilis* subsp. *nobilis* L., 1753
Amaranthus blitum L., 1753	*Amaranthus blitum* subsp. *blitum* L., 1753
	Amaranthus blitum var. *blitum* L., 1753
Amaranthus graecizans L., 1753	*Amaranthus graecizans* subsp. *silvestris* (Vill.) Brenan, 1961
Amaranthus hybridus L., 1753	*Amaranthus hybridus* subsp. *hybridus* L., 1753
Asparagus officinalis L., 1753	*Asparagus officinalis* subsp. *officinalis* L., 1753
Bromopsis inermis (Leyss.) Holub, 1973	*Bromopsis inermis* subsp. *inermis* (Leyss.) Holub, 1973
Carduus pycnocephalus L., 1763	*Carduus pycnocephalus* subsp. *pycnocephalus* L., 1763
Centaurea paniculata L., 1753	*Centaurea paniculata* subsp. *paniculata* L., 1753
Centranthus ruber (L.) DC., 1805	*Centranthus ruber* subsp. *ruber* (L.) DC., 1805
Cyperus esculentus L., 1753	*Cyperus esculentus* var. *esculentus* L., 1753
Echinochloa muricata (P.Beauv.) Fernald, 1915	*Echinochloa muricata* var. *microstachya* Wiegand, 1921
	Echinochloa muricata var. *muricata* (P.Beauv.) Fernald, 1915
Fraxinus ornus L., 1753	*Fraxinus ornus* subsp. *ornus* L., 1753
Hesperis matronalis L., 1753	*Hesperis matronalis* subsp. *matronalis* L., 1753
Juncus tenuis Willd., 1799	*Juncus tenuis* subsp. *tenuis* Willd., 1799
Lathyrus latifolius L., 1753	*Lathyrus latifolius* var. *latifolius* L., 1753
Ludwigia grandiflora (Michx.) Greuter & Burdet, 1987	*Ludwigia grandiflora* subsp. *hexapetala* (Hook. & Arn.) G.L.Nesom & Kartesz, 2000
Ononis arvensis L., 1759	*Ononis arvensis* subsp. *arvensis* L., 1759
Petrorhagia saxifraga (L.) Link, 1829	*Petrorhagia saxifraga* subsp. *saxifraga* (L.) Link, 1829
Pinus nigra J.F.Arnold, 1785	*Pinus nigra* subsp. *nigra* J.F.Arnold, 1785
Prunus cerasifera Ehrh., 1784	*Prunus cerasifera* f. *cerasifera* Ehrh., 1784
Prunus cerasus L., 1753	*Prunus cerasus* var. *cerasus* L., 1753
Prunus domestica L., 1753	*Prunus domestica* var. *domestica* L., 1753
	Prunus domestica var. *insititia* (L.) Fiori & Paol., 1898
Pseudofumaria alba (Mill.) Lidén, 1986	*Pseudofumaria alba* subsp. *alba* (Mill.) Lidén, 1986
Puccinellia distans (Jacq.) Parl., 1848	*Puccinellia distans* subsp. *distans* (Jacq.) Parl., 1848
Salvia verticillata L., 1753	*Salvia verticillata* subsp. *verticillata* L., 1753
Spiraea chamaedryfolia L., 1753	*Spiraea chamaedryfolia* subsp. *ulmifolia* (Scop.) J.Duvign., 1975
Symphoricarpos albus (L.) S.F.Blake, 1914	*Symphoricarpos albus* var. *laevigatus* (Fernald) S.F.Blake, 1914
Xanthium orientale L., 1763	*Xanthium orientale* subsp. *italicum* (Moretti) Greuter, 2003
	Xanthium orientale subsp. *orientale* L., 1763
	Xanthium orientale subsp. *saccharatum* (Wallr.) B.Bock, 2012

Annexe 3 : Taxons de statut accidentel en Bourgogne Franche-Comté

Taxons accidentels non évalués	
Abutilon theophrasti Medik., 1787	*Atriplex hortensis* L., 1753
Achillea ageratum L., 1753	*Atriplex laciniata* L., 1753
Achillea nana L., 1753	*Atriplex rosea* L., 1763
Aegilops biuncialis Vis., 1842	*Aurinia saxatilis* (L.) Desv., 1815
Aegilops cylindrica Host, 1802	*Avena barbata* Pott *ex* Link, 1799
Aegilops geniculata Roth, 1797	Avena sativa L., 1753
Aegilops triuncialis L., 1753	*Baccharis halimifolia* L., 1753
Aegilops ventricosa Tausch, 1837	*Beta trigyna* Waldst. & Kit., 1802
Agrostis curtisii Kerguélen, 1976	*Beta vulgaris* subsp. *maritima* (L.) Arcang., 1882
Aira elegantissima Schur, 1853	*Bidens aurea* (Aiton) Sherff, 1915
Alcea rosea L., 1753	*Bidens tripartita* subsp. *comosa* (A.Gray) A.Haines, 2010
Alkanna lutea Moris, 1845	*Bifora testiculata* (L.) Spreng., 1820
Allium ampeloprasum L., 1753	*Biscutella lima* Rchb., 1832
Allium longispathum Redouté, 1811	*Bituminaria bituminosa* (L.) C.H.Stirt., 1981
Alnus cordata (Loisel.) Duby, 1828	*Borago officinalis* L., 1753
Althaea cannabina L., 1753	*Brachypodium distachyon* (L.) P.Beauv., 1812
Alyssum simplex Rudolphi, 1799	*Brassica elongata* Ehrh., 1792
Amaranthus blitoides S.Watson, 1877	*Brassica elongata* subsp. *elongata* Ehrh., 1792
Amaranthus caudatus L., 1753	*Brassica elongata* subsp. *integrifolia* (Boiss.) Breistr., 1942
Amaranthus crispus (Lesp. & Thévenau) A.Braun *ex* J.M.Coult. & S.Watson, 1890	*Brassica napus* L., 1753
Amaranthus cruentus L., 1759	*Bromus lanceolatus* Roth, 1797
Amaranthus viridis L., 1763	*Bunias erucago* L., 1753
Ambrosia psilostachya DC., 1836	*Calendula officinalis* L., 1753
Ambrosia tenuifolia Spreng., 1826	*Calendula stellata* Cav., 1791
Ambrosia trifida L., 1753	*Camelina sativa* (L.) Crantz, 1762
Amelanchier spicata (Lam.) K.Koch, 1869	*Cannabis sativa* L., 1753
Amsinckia calycina (Moris) Chater, 1971	*Cardamine resedifolia* L., 1753
Anacyclus clavatus (Desf.) Pers., 1807	*Carthamus tinctorius* L., 1753
Anacyclus radiatus Loisel., 1828	*Catapodium marinum* (L.) C.E.Hubb., 1955
Anemone rubra Lam., 1783	*Cenchrus longisetus* M.C.Johnst., 1963
Anethum graveolens L., 1753	*Cenchrus setaceus* (Forssk.) Morrone, 2010
Anisantha madritensis (L.) Nevski, 1934	*Centaurea benedicta* (L.) L., 1763
Anisantha rigida (Roth) Hyl., 1945	*Centaurea collina* L., 1753
Anisantha rubens (L.) Nevski, 1934	*Centaurea melitensis* L., 1753
Anthriscus cerefolium (L.) Hoffm., 1814	*Centaurea napifolia* L., 1753
Antinoria agrostidea (DC.) Parl., 1845	*Centranthus calcitrapae* (L.) Dufr., 1811
Apios americana Medik., 1787	*Centranthus trinervis* (Viv.) Bég., 1903
Apium graveolens L., 1753	*Cephalaria syriaca* (L.) Schrad. *ex* Roem. & Schult., 1818
Arenaria controversa Boiss., 1840	*Cephalaria transylvanica* (L.) Schrad. *ex* Roem. & Schult., 1818
Arenaria montana L., 1755	*Cerastium ligusticum* subsp. *ligusticum* Viv., 1802
Arenaria montana subsp. *montana* L., 1755	*Cerastium ligusticum* Viv., 1802
Artemisia caerulescens L., 1753	*Ceratochloa sitchensis* (Trin.) Cope & Ryves, 1996
Artemisia caerulescens subsp. *gallica* (Willd.) K.Perss., 1974	*Cercis siliquastrum* L., 1753
Artemisia pontica L., 1753	*Cerinthe glabra* Mill., 1768
Arundo donax L., 1753	*Cerinthe glabra* subsp. *glabra* Mill., 1768
Asparagus acutifolius L., 1753	*Cerinthe minor* L., 1753
Asperugo procumbens L., 1753	*Chaerophyllum bulbosum* L., 1753
Asphodelus albus Mill., 1768	*Chenopodium leptophyllum* (Moq.) Nutt. *ex* S.Watson, 1874
Astrantia minor L., 1753	*Chenopodium strictum* Roth, 1821
Atriplex glabriuscula Edmondston, 1845	*Chloris virgata* Sw., 1797

Cistus salviifolius L., 1753	*Euphorbia hypericifolia* L., 1753
Cistus umbellatus L., 1753	*Euphorbia marginata* Pursh, 1814
Cistus umbellatus subsp. *umbellatus* L., 1753	*Euphorbia nicaeensis* All., 1785
Claytonia perfoliata Donn *ex* Willd., 1798	*Euphorbia nutans* Lag., 1816
Clematis flammula L., 1753	*Euphorbia segetalis* L., 1753
Clematis recta L., 1753	*Fallopia baldschuanica* (Regel) Holub, 1971
Clinopodium nepeta subsp. *nepeta* (L.) Kuntze, 1891	*Fibigia clypeata* (L.) Medik., 1792
Coleostephus myconis (L.) Cass. *ex* Rchb.f., 1854	*Filipendula ulmaria* var. *denudata* (J.Presl & C.Presl) Maxim., 1879
Convolvulus dubius J.L.Gilbert, 1963	*Foeniculum vulgare* Mill., 1768
Coriandrum sativum L., 1753	*Foeniculum vulgare* subsp. *vulgare* Mill., 1768
Coronilla scorpioides (L.) W.D.J.Koch, 1837	*Fraxinus americana* L., 1753
Cosmos bipinnatus Cav., 1791	*Galium verrucosum* Huds., 1767
Cosmos sulphureus Cav., 1791	*Geranium argenteum* L., 1756
Cotinus coggygria Scop., 1771	*Geranium endressii* J.Gay, 1832
Cotoneaster divaricatus Rehder & E.H.Wilson, 1912	*Geranium macrorrhizum* L., 1753
Cotoneaster salicifolius Franch., 1885	*Geranium x oxonianum* Yeo, 1985
Cotoneaster x suecicus G.Klotz, 1982	*Glaucium corniculatum* (L.) Rudolph, 1781
Crataegus crus-galli L., 1753	*Glebionis coronaria* (L.) Cass. *ex* Spach, 1841
Crepis bursifolia L., 1753	*Guizotia abyssinica* (L.f.) Cass., 1829
Crepis nicaeensis Balb., 1807	*Gypsophila repens* L., 1753
Crupina vulgaris Cass., 1817	*Helianthus annuus* L., 1753
Cucumis melo L., 1753	*Hemerocallis fulva* (L.) L., 1762
Cuscuta planiflora Ten., 1829	*Hemerocallis lilioasphodelus* L., 1753
Cuscuta suaveolens Ser., 1840	*Hibiscus trionum* L., 1753
Cynosurus effusus Link, 1799	*Hieracium subhirsutum* Jord. *ex* Boreau, 1857
Cytisophyllum sessilifolium (L.) O.Lang, 1843	*Hippophae rhamnoides* L., 1753
Cytisus cantabricus (Willk.) Rchb.f. & Beck, 1903	*Hippophae rhamnoides* subsp. *fluviatilis* Soest, 1952
Dasiphora fruticosa (L.) Rydb., 1898	*Hordeum jubatum* L., 1753
Delphinium ajacis L., 1753	*Hordeum murinum* subsp. *glaucum* (Steud.) Tzvelev, 1972
Diplotaxis erucoides (L.) DC., 1821	*Hordeum vulgare* L., 1753
Dipsacus ferox Loisel., 1807	*Hordeum vulgare* subsp. *distichon* (L.) Körn., 1882
Dysphania multifida (L.) Mosyakin & Clemants, 2002	*Hordeum vulgare* subsp. *vulgare* L., 1753
Ecballium elaterium (L.) A.Rich., 1824	*Hyacinthoides x massartiana* Geerinck, 1996
Ecballium elaterium var. *elaterium* (L.) A.Rich., 1824	*Hyacinthus orientalis* L., 1753
Echinops sphaerocephalus L., 1753	*Hyoscyamus albus* L., 1753
Elaeagnus angustifolia L., 1753	*Hypericum calycinum* L., 1767
Elaeagnus multiflora Thunb., 1784	*Iberis semperflorens* L., 1753
Eleusine indica (L.) Gaertn., 1788	*Iberis umbellata* L., 1753
Epilobium tetragonum subsp. *tournefortii* (Michalet) H.Lév., 1896	*Ipomoea purpurea* (L.) Roth, 1787
Eragrostis mexicana (Hornem.) Link, 1827	*Iva xanthiifolia* Nutt., 1818
Eragrostis virescens J.Presl, 1830	*Juglans nigra* L., 1753
Eranthis hyemalis (L.) Salisb., 1807	*Juncus gerardi* Loisel., 1809
Erigeron bonariensis L., 1753	*Juncus hybridus* Brot., 1804
Erodium ciconium (L.) L'Hér., 1789	*Lagurus ovatus* L., 1753
Erodium malacoides (L.) L'Hér., 1789	*Lagurus ovatus* subsp. *ovatus* L., 1753
Erodium moschatum (L.) L'Hér., 1789	*Lathyrus cicera* L., 1753
Erucastrum varium (Durieu) Durieu, 1849	*Lathyrus ochrus* (L.) DC., 1805
Ervilia monanthos (L.) Opiz, 1852	*Lathyrus sativus* L., 1753
Ervilia sativa Link, 1822	*Lepidium hirtum* (L.) Sm., 1818
Erysimum nevadense Reut., 1855	*Lepidium latifolium* L., 1753
Erysimum nevadense subsp. *collisparsum* (Jord.) P.W.Ball, 1990	*Lepidium perfoliatum* L., 1753
Erysimum repandum L., 1753	*Lepidium sativum* L., 1753
Euclidium syriacum (L.) W.T.Aiton, 1812	*Ligustrum lucidum* W.T.Aiton, 1810
Eudianthe coelirosa (L.) Rchb., 1844	*Lobelia erinus* L., 1753
Euphorbia chamaesyce L., 1753	*Loeflingia hispanica* L., 1753
Euphorbia chamaesyce subsp. *chamaesyce* L., 1753	*Lolium remotum* Schrank, 1789
Euphorbia dentata Michx., 1803	*Lolium rigidum* subsp. *rigidum* Gaudin, 1811
Euphorbia graminifolia Vill., 1786	*Lonicera nitida* E.H.Wilson, 1911

Lotus dorycnium L., 1753	*Phleum paniculatum* Huds., 1762
Lotus edulis L., 1753	*Physalis alkekengi* var. *franchetii* (Mast.) Makino, 1908
Lotus hirsutus L., 1753	*Physalis peruviana* L., 1763
Lunaria annua L., 1753	*Phytolacca acinosa* Roxb., 1832
Lychnis coronaria (L.) Desr., 1792	*Pilosella flagellaris* (Willd.) P.D.Sell & C.West, 1967
Lycium chinense Mill., 1768	*Plantago afra* L., 1762
Malcolmia maritima (L.) W.T.Aiton, 1812	*Plantago bellardii* All., 1785
Malva nicaeensis All., 1785	*Plantago bellardii* subsp. *bellardii* All., 1785
Malva parviflora L., 1753	*Plantago capitellata* Ramond *ex* DC., 1805
Malva pusilla Sm., 1795	*Plantago ovata* Forssk., 1775
Malva verticillata L., 1753	*Polycarpon tetraphyllum* (L.) L., 1759
Matthiola incana (L.) W.T.Aiton, 1812	*Polycarpon tetraphyllum* subsp. *tetraphyllum* (L.) L., 1759
Matthiola incana subsp. *incana* (L.) W.T.Aiton, 1812	*Polygonum scoparium* Req. *ex* Loisel., 1827
Medicago murex Willd., 1802	*Polypogon maritimus* Willd., 1801
Medicago polymorpha var. *denticulata* (Willd.) Kerguélen, 1993	*Polypogon monspeliensis* (L.) Desf., 1798
Medicago scutellata (L.) Mill., 1768	*Pontederia cordata* L., 1753
Medicago turbinata (L.) All., 1785	*Potentilla inaperta* Jord., 1849
Melica altissima L., 1753	*Potentilla pensylvanica* L., 1767
Melica ciliata subsp. *magnolii* (Godr. & Gren.) K.Richt., 1890	*Prunus cerasifera* f. *atropurpurea* Diffel, 1893
Melilotus caeruleus (L.) Desr., 1798	*Pyracantha coccinea* M.Roem., 1847
Melilotus indicus (L.) All., 1785	*Rapistrum perenne* (L.) All., 1785
Melilotus sulcatus Desf., 1799	*Rapistrum rugosum* (L.) All., 1785
Melissa officinalis L., 1753	*Rapistrum rugosum* subsp. *orientale* (L.) Arcang., 1882
Mentha cervina L., 1753	*Reichardia picroides* (L.) Roth, 1787
Mentha x gentilis L., 1753	*Reseda alba* L., 1753
Mentha x rotundifolia (L.) Huds., 1762	*Rhamnus alaternus* L., 1753
Mentha x smithiana R.A.Graham, 1949	*Roemeria hybrida* (L.) DC., 1821
Mercurialis ambigua L.f., 1762	*Roemeria hybrida* subsp. *hybrida* (L.) DC., 1821
Muscari armeniacum Leichtlin *ex* Baker, 1878	*Rostraria cristata* (L.) Tzvelev, 1971
Nicandra physalodes (L.) Gaertn., 1791	*Rostraria pubescens* (Lam.) Trin., 1820
Nigella damascena L., 1753	*Rubia tinctorum* L., 1753
Noccaea brachypetala (Jord.) F.K.Mey., 1973	*Rudbeckia hirta* L., 1753
Nonea lutea (Desr.) A.DC., 1846	*Rumex bucephalophorus* L., 1753
Nymphaea x marliacea Lat.-Marl., 1888	*Rumex triangulivalvis* (Danser) Rech.f., 1937
Oenothera ammophila Focke, 1905	*Salix daphnoides* Vill., 1779
Oenothera longiflora L., 1771	*Salsola kali* L., 1753
Oenothera oehlkersii Kappus, 1966	*Salsola tragus* L., 1756
Oenothera rosea L'Hér. ex Aiton, 1789	*Salvia aethiopis* L., 1753
Oenothera rubricaulis Kleb., 1914	*Salvia reflexa* Hornem., 1807
Oenothera villosa Thunb., 1794	*Salvia sclarea* L., 1753
Oenothera x braunii Döll, 1862	*Salvia x sylvestris* L., 1753
Omphalodes verna Moench, 1794	*Saxifraga stolonifera* Curtis, 1774
Ornithopus compressus L., 1753	*Sclerochloa dura* (L.) P.Beauv., 1812
Oxybasis urbica (L.) S.Fuentes, Uotila & Borsch, 2012	*Scolymus hispanicus* L., 1753
Panicum virgatum L., 1753	*Scorpiurus subvillosus* L., 1753
Papaver apulum Ten., 1826	*Scorzonera hispanica* L., 1753
Papaver somniferum L., 1753	*Scrophularia vernalis* L., 1753
Paulownia tomentosa (Thunb.) Steud., 1841	*Sedum sediforme* (Jacq.) Pau, 1909
Pentaglottis sempervirens (L.) Tausch *ex* L.H.Bailey, 1949	*Senecio doria* L., 1759
Petroselinum crispum (Mill.) Fuss, 1866	*Senecio vernalis* Waldst. & Kit., 1802
Phalaris aquatica L., 1755	*Silene colorata* Poir., 1789
Phalaris brachystachys Link, 1806	*Silene fuscata* Link *ex* Brot., 1804
Phalaris coerulescens Desf., 1798	*Silene muscipula* L., 1753
Phalaris minor Retz., 1783	*Silene nocturna* L., 1753
Phalaris paradoxa L., 1763	*Sinapis alba* L., 1753
Phelipanche mutelii (Reut.) Pomel, 1874	*Sisymbrium altissimum* L., 1753
Phelipanche ramosa (L.) Pomel, 1874	*Sisymbrium irio* L., 1753
Philadelphus coronarius L., 1753	*Sisymbrium loeselii* L., 1755

Sisymbrium orientale L., 1756	*Trifolium repens* var. *biasolettii* (Steud. & Hochst.) Asch. & Graebn., 1907
Sisymbrium orientale subsp. *orientale* L., 1756	*Trifolium resupinatum* L., 1753
Solanum nigrum subsp. *schultesii* (Opiz) Wessely, 1961	*Trifolium resupinatum* var. *resupinatum* L., 1753
Solanum physalifolium Rusby, 1895	*Trifolium squarrosum* L., 1753
Solanum sarrachoides Sendtn., 1846	*Trifolium stellatum* L., 1753
Solanum villosum Mill., 1768	*Trifolium sylvaticum* Gérard *ex* Loisel., 1809
Solanum villosum subsp. *villosum* Mill., 1768	*Tripodion tetraphyllum* (L.) Fourr., 1868
Spartium junceum L., 1753	*Triticum turgidum* subsp. *dicoccon* (Schrank) Thell., 1918
Spergula bocconii (Scheele) Pedersen, 1984	*Triticum turgidum* subsp. *durum* (Desf.) Husn., 1899
Spergula media (L.) Bartl. & H.L.Wendl., 1825	*Tropaeolum majus* L., 1753
Spiraea x arguta Zabel, 1884	*Ulex gallii* Planch., 1849
Spiraea x vanhouttei (Briot) Carrière, 1876	*Valantia muralis* L., 1753
Stachys byzantina K.Koch, 1848	*Valerianella coronata* (L.) DC., 1805
Stachys ocymastrum (L.) Briq., 1893	*Verbascum sinuatum* L., 1753
Staphylea pinnata L., 1753	*Verbena bonariensis* L., 1753
Symphoricarpos x chenaultii Rehder, 1921	*Veronica longifolia* L., 1753
Symphoricarpos x doorenbosii Krüssm.	*Viburnum rhytidophyllum* Hemsl., 1888
Symphyotrichum pilosum (Willd.) G.L.Nesom, 1995	*Vicia bithynica* (L.) L., 1759
Symphyotrichum x tardiflorum (L.) Greuter, M.V.Agab. & Wagenitz, 2005	*Vicia disperma* DC., 1813
Symphytum asperum Lepech., 1805	*Vicia hybrida* L., 1753
Syringa x persica L., 1753	*Vicia macrocarpa* (Moris) Bertol., 1850
Tanacetum balsamita L., 1753	*Vicia narbonensis* L., 1753
Tarenaya hassleriana (Chodat) Iltis, 2007	*Vicia peregrina* L., 1753
Thymus vulgaris L., 1753	*Vicia sativa* L., 1753
Torilis arvensis subsp. *neglecta* (Rouy & E.G.Camus) Thell., 1912	*Viola kitaibeliana* Schult., 1819
Torilis leptophylla (L.) Rchb.f., 1867	*Visnaga daucoides* Gaertn., 1788
Torilis nodosa subsp. *nodosa* (L.) Gaertn., 1788	*Vitis rupestris* Scheele, 1848
Toxicodendron radicans (L.) Kuntze, 1891	*Vitis vinifera* subsp. *vinifera* L., 1753
Trifolium alexandrinum L., 1755	*Vulpia geniculata* (L.) Link, 1827
Trifolium angustifolium L., 1753	*Vulpia ligustica* (All.) Link, 1827
Trifolium hybridum var. *hybridum* L., 1753	*Wisteria sinensis* (Sims) Sweet, 1826
Trifolium nigrescens Viv., 1808	*Xanthium spinosum* L., 1753
Trifolium pannonicum Jacq., 1767	*Xeranthemum inapertum* (L.) Mill., 1768

Annexe 4 : Résultats de l'évaluation du risque d'invasion par le test de Weber et Gut.

Taxon évalué	Statut BFC	Rareté BFC	Score W&G	Risque d'invasion
Acer saccharinum L., 1753	Naturalisé	RR	26	Modéré
Achillea crithmifolia Waldst. & Kit., 1802	Absent		26	Modéré
Achillea nobilis subsp. *nobilis* L., 1753	Naturalisé	RR	19	Faible
Acorus calamus L., 1753	Naturalisé	R	28	Fort
Ailanthus altissima (Mill.) Swingle, 1916	Naturalisé	AR	33	Fort
Amaranthus powellii S.Watson, 1875	Naturalisé	AR	22	Modéré
Amaranthus powellii subsp. *bouchonii* (Thell.) Costea & Carretero, 2001	Naturalisé	AR	22	Modéré
Amaranthus albus L., 1759	Naturalisé	R	20	Faible
Amaranthus blitum subsp. *emarginatus* (Salzm. *ex* Uline & W.L.Bray) Carretero, Muñoz Garm. & Pedrol, 1987	Naturalisé	R	20	Faible
Amaranthus deflexus L., 1771	Naturalisé	RR	17	Faible
Amaranthus graecizans L., 1753	Naturalisé	R	15	Faible
Amorpha fruticosa L., 1753	Naturalisé	RR	28	Fort
Anchusa azurea Mill., 1768	Naturalisé	RR	17	Faible
Anisantha diandra (Roth) Tutin *ex* Tzvelev, 1963	Naturalisé	RR	19	Faible
Antirrhinum majus L., 1753	Naturalisé	RR	14	Faible
Arabis caucasica Willd. *ex* Schltdl., 1813	Naturalisé	RR	16	Faible
Arabis collina subsp. *rosea* (DC.) Minuto, 1992	Naturalisé	RRR	10	Faible
Armoracia rusticana G.Gaertn., B.Mey. & Scherb., 1800	Naturalisé	RR	21	Modéré
Artemisia annua L., 1753	Accidentel	RR	20	Faible
Artemisia verlotiorum Lamotte, 1877	Naturalisé	RR	32	Fort
Arum italicum Mill., 1768	Naturalisé	R	17	Faible
Asclepias syriaca L., 1753	Naturalisé	RR	30	Fort
Atriplex micrantha Ledeb., 1829	Naturalisé	RRR	16	Faible
Avena strigosa Schreb., 1771	Naturalisé	RR	17	Faible
Azolla filiculoides Lam., 1783	Naturalisé	RR	28	Fort
Berberis aquifolium Pursh, 1814	Naturalisé	R	28	Fort
Berteroa incana (L.) DC., 1821	Naturalisé	R	15	Faible
Bidens connata Muhl. *ex* Willd., 1803	Naturalisé	RR	24	Modéré
Bothriochloa barbinodis (Lag.) Herter, 1940	Naturalisé	RR	24	Modéré
Bromopsis inermis subsp. *inermis* (Leyss.) Holub, 1973	Naturalisé	R	21	Modéré
Bunias orientalis L., 1753	Naturalisé	R	27	Modéré
Cabomba caroliniana A.Gray, 1848	Naturalisé	RR	31	Fort
Calla palustris L., 1753	Naturalisé	RR	19	Faible
Carduus acanthoides L., 1753	Naturalisé	RR	18	Faible
Carduus pycnocephalus subsp. *pycnocephalus* L., 1763	Naturalisé	RRR	17	Faible
Carex vulpinoidea Michx., 1803	Naturalisé	RR	23	Modéré
Centaurea paniculata L., 1753	Naturalisé	RR	17	Faible
Centranthus ruber (L.) DC., 1805	Naturalisé	AR	21	Modéré
Cerastium tomentosum L., 1753	Naturalisé	R	18	Faible
Ceratochloa cathartica (Vahl) Herter, 1940	Naturalisé	RR	16	Faible
Chaiturus marrubiastrum (L.) Ehrh. *ex* Rchb., 1831	Naturalisé	RR	19	Faible
Clematis viticella L., 1753	Accidentel	RR	24	Modéré
Collomia grandiflora Douglas *ex* Lindl., 1828	Naturalisé	RR	16	Faible
Cornus sanguinea nothosubsp. *hungarica* (Kárpáti) Soó, 1964	Naturalisé	RR	DD	Non évalué
Cornus sanguinea subsp. *australis* (C.A.Mey.) Jáv., 1978	Naturalisé	RR	DD	Non évalué
Cornus sericea L., 1771	Naturalisé	RR	21	Modéré
Cortaderia selloana (Schult. & Schult.f.) Asch. & Graebn., 1900	Cultivé	RRR	24	Modéré
Cota tinctoria (L.) J.Gay *ex* Guss., 1844	Naturalisé	RR	25	Modéré
Cota triumfetti (L.) J.Gay *ex* Guss., 1844	Naturalisé	RR	25	Modéré
Cotoneaster franchetii Bois, 1902	Naturalisé	RR	24	Modéré
Cotoneaster horizontalis Decne., 1879	Naturalisé	R	33	Fort
Crassula helmsii (Kirk) Cockayne, 1907	Absent		36	Fort
Crepis sancta (L.) Bornm., 1913	Naturalisé	R	12	Faible
Crepis tectorum L., 1753	Naturalisé	RR	15	Faible
Cuscuta campestris Yunck., 1932	Naturalisé	RR	32	Fort
Cyclamen hederifolium Aiton, 1789	Naturalisé	RR	19	Faible
Cynosurus echinatus L., 1753	Naturalisé	RR	15	Faible
Cyperus eragrostis Lam., 1791	Naturalisé	RR	27	Modéré
Cyperus esculentus L., 1753	Naturalisé	R	18	Faible

Datura stramonium L., 1753	Naturalisé	AR	25	Modéré
Dittrichia graveolens (L.) Greuter, 1973	Naturalisé	R	18	Faible
Dryopteris affinis subsp. *cambrensis* Fraser-Jenk., 1987	Naturalisé	RRR	15	Faible
Dysphania ambrosioides (L.) Mosyakin & Clemants, 2002	Naturalisé	RR	24	Modéré
Dysphania botrys (L.) Mosyakin & Clemants, 2002	Naturalisé	RR	19	Faible
Echinochloa muricata (P.Beauv.) Fernald, 1915	Naturalisé	RR	24	Modéré
Egeria densa Planch., 1849	Accidentel	RR	31	Fort
Elodea callitrichoides (Rich.) Casp., 1857	Absent		28	Fort
Elodea nuttallii (Planch.) H.St.John, 1920	Naturalisé	AR	34	Fort
Elytrigia campestris subsp. *campestris* (Godr. & Gren.) Kerguélen *ex* Carreras, 1986	Naturalisé	RRR	18	Faible
Epilobium brachycarpum C.Presl, 1831	Naturalisé	RR	19	Faible
Epilobium ciliatum Raf., 1808	Naturalisé	AR	21	Modéré
Eragrostis cilianensis (All.) Vignolo *ex* Janch., 1907	Naturalisé	RR	12	Faible
Eragrostis pectinacea (Michx.) Nees, 1841	Naturalisé	RR	19	Faible
Eragrostis pilosa (L.) P.Beauv., 1812	Naturalisé	AR	17	Faible
Erigeron sumatrensis Retz., 1810	Naturalisé	AR	24	Modéré
Eryngium alpinum L., 1753	Naturalisé	RR	19	Faible
Erysimum cheiri (L.) Crantz, 1769	Naturalisé	R	16	Faible
Erysimum virgatum Roth, 1797	Naturalisé	RR	17	Faible
Erythranthe guttata (Fisch. ex DC.) G.L.Nesom, 2012	Naturalisé	RR	26	Modéré
Erythranthe moschata (Douglas ex Lindl.) G.L.Nesom, 2012	Naturalisé	RR	27	Modéré
Erythranthe x robertsii (Silverside) G.L.Nesom, 2013	Naturalisé	RR	18	Faible
Eschscholzia californica Cham., 1820	Naturalisé	RR	17	Faible
Euphorbia humifusa Willd.,1814	Naturalisé	RR	16	Faible
Euphorbia maculata L., 1753	Naturalisé	AR	22	Modéré
Euphorbia prostrata Aiton, 1789	Naturalisé	RR	21	Modéré
Euphorbia saratoi Ardoino, 1867	Naturalisé	RR	26	Modéré
Euphorbia serpens Kunth, 1817	Naturalisé	RR	21	Modéré
Ficus carica L., 1753	Naturalisé	RR	16	Faible
Fraxinus ornus subsp. *ornus* L., 1753	Naturalisé	R	21	Modéré
Galega officinalis L., 1753	Naturalisé	AR	29	Fort
Galinsoga parviflora Cav., 1795	Naturalisé	RR	19	Faible
Glaucium flavum Crantz, 1763	Naturalisé	RR	15	Faible
Glyceria striata (Lam.) Hitchc., 1928	Naturalisé	AR	32	Fort
Helianthus tuberosus L., 1753	Naturalisé	AR	32	Fort
Helianthus x laetiflorus Pers., 1807	Naturalisé	RR	32	Fort
Helleborus viridis L., 1753	Naturalisé	RR	21	Modéré
Heracleum mantegazzianum Sommier & Levier, 1895	Naturalisé	R	28	Fort
Hesperis matronalis L., 1753	Naturalisé	AR	21	Modéré
Hirschfeldia incana (L.) Lagr.-Foss., 1847	Naturalisé	RR	14	Faible
Hydrocotyle ranunculoides L.f., 1782	Absent		31	Fort
Hypericum majus (A.Gray) Britton, 1894	Naturalisé	RR	21	Modéré
Hyssopus officinalis L., 1753	Naturalisé	RR	16	Faible
Impatiens balfouri Hook.f., 1903	Accidentel	AR	23	Modéré
Impatiens capensis Meerb., 1775	Naturalisé	RR	26	Modéré
Impatiens parviflora DC., 1824	Naturalisé	R	23	Modéré
Inula helenium L., 1753	Naturalisé	R	22	Modéré
Iris germanica L., 1753	Naturalisé	RR	DD	Non évalué
Iris lutescens Lam., 1789	Naturalisé	RRR	19	Faible
Isatis tinctoria L., 1753	Naturalisé	RR	16	Faible
Koenigia polystachya (Wall. *ex* Meisn.) T.M.Schust. & Reveal, 2015	Naturalisé	RR	32	Fort
Lagarosiphon major (Ridl.) Moss, 1928	Accidentel	RR	31	Fort
Lamium galeobdolon subsp. *argentatum* (Smejkal) J.Duvign., 1987	Naturalisé	RR	20	Faible
Lapsana communis subsp. *intermedia* (M.Bieb.) Hayek, 1931	Naturalisé	RR	17	Faible
Lemna minuta Kunth, 1816	Naturalisé	R	25	Modéré
Lemna turionifera Landolt, 1975	Absent		24	Modéré
Lepidium densiflorum Schrad., 1832	Naturalisé	RR	18	Faible
Lepidium didymum L., 1767	Naturalisé	RR	14	Faible
Lepidium draba L., 1753	Naturalisé	R	20	Faible
Lepidium graminifolium L., 1759	Naturalisé	RR	18	Faible
Lepidium ruderale L., 1753	Naturalisé	R	12	Faible
Lepidium virginicum L., 1753	Naturalisé	AR	18	Faible
Ligustrum ovalifolium Hassk., 1844	Naturalisé	RR	15	Faible

Lindernia dubia (L.) Pennell, 1935	Naturalisé	R	25	Modéré
Linum usitatissimum subsp. *usitatissimum* L., 1753	Naturalisé	RR	8	Faible
Lonicera japonica Thunb., 1784	Absent		33	Fort
Ludwigia grandiflora subsp. *hexapetala* (Hook. & Arn.) G.L.Nesom & Kartesz, 2000	Naturalisé	R	36	Fort
Ludwigia peploides (Kunth) P.H.Raven, 1964	Naturalisé	RR	36	Fort
Lupinus x regalis Bergmans, 1924	Naturalisé	RR	DD	Non évalué
Lycium barbarum L., 1753	Accidentel	RR	27	Modéré
Lysimachia europaea (L.) U.Manns & Anderb., 2009	Naturalisé	RR	20	Faible
Lysimachia punctata L., 1753	Naturalisé	R	16	Faible
Malus domestica (Suckow) Borkh., 1803 [nom. cons.]	Naturalisé	AR	17	Faible
Melissa officinalis subsp. *officinalis* L., 1753	Naturalisé	AR	16	Faible
Myriophyllum aquaticum (Vell.) Verdc., 1973	Naturalisé	RR	33	Fort
Myriophyllum heterophyllum Michx., 1803	Naturalisé	RR	33	Fort
Myrrhis odorata (L.) Scop., 1771	Naturalisé	RR	21	Modéré
Oenothera biennis L., 1753	Naturalisé	AR	21	Modéré
Oenothera glazioviana Micheli, 1875	Naturalisé	AR	21	Modéré
Oenothera parviflora L., 1759	Naturalisé	RR	24	Modéré
Oenothera suaveolens Pers., 1805	Naturalisé	RR	18	Faible
Oenothera subterminalis R.R.Gates, 1936	Naturalisé	RR	18	Faible
Oenothera x fallax Renner, 1917	Naturalisé	RRR	18	Faible
Ononis arvensis subsp. *arvensis* L., 1759	Naturalisé	RRR	18	Faible
Oxalis dillenii Jacq., 1794	Naturalisé	R	25	Modéré
Panicum capillare L., 1753	Naturalisé	AR	23	Modéré
Panicum dichotomiflorum Michx., 1803	Naturalisé	AR	23	Modéré
Panicum miliaceum L., 1753	Naturalisé	R	16	Faible
Parthenocissus tricuspidata (Siebold & Zucc.) Planch., 1887	Accidentel	RR	30	Fort
Paspalum distichum L., 1759	Absent		32	Fort
Paspalum paucispicatum Vasey, 1893	Absent		23	Modéré
Petasites pyrenaicus (L.) G.López, 1986	Naturalisé	RRR	18	Faible
Petrorhagia saxifraga subsp. *saxifraga* (L.) Link, 1829	Naturalisé	RR	17	Faible
Phalaris canariensis L., 1753	Naturalisé	RR	19	Faible
Phedimus spurius (M.Bieb) 't Hart, 1995	Naturalisé	AR	23	Modéré
Phedimus stoloniferus (S.G.Gmel.) 't Hart, 1995	Absent		24	Modéré
Phyllostachys bambusoides Siebold & Zucc., 1843	Naturalisé	RR	30	Fort
Physocarpus opulifolius (L.) Maxim., 1879 [nom. cons.]	Naturalisé	RR	18	Faible
Phytolacca americana L., 1753	Naturalisé	R	32	Fort
Pilosella caespitosa (Dumort.) P.D.Sell & C.West, 1967	Naturalisé	AR	23	Modéré
Platanus x hispanica Mill. *ex* Münchh., 1770	Naturalisé	RR	18	Faible
Poa molinerii Balb., 1801	Naturalisé	RRR	19	Faible
Polemonium caeruleum L., 1753	Naturalisé	R	23	Modéré
Populus alba L., 1753	Naturalisé	AR	25	Modéré
Populus x canadensis Moench, 1785	Naturalisé	AR	30	Fort
Populus x canescens (Aiton) Sm., 1804	Naturalisé	AR	24	Modéré
Potentilla indica (Andrews) Th.Wolf, 1904	Naturalisé	R	24	Modéré
Potentilla intermedia L., 1767	Naturalisé	RR	21	Modéré
Potentilla norvegica L., 1753	Naturalisé	RR	19	Faible
Potentilla recta L., 1753	Naturalisé	AR	18	Faible
Prunus cerasifera Ehrh., 1784	Naturalisé	RR	26	Modéré
Prunus cerasus L., 1753	Naturalisé	AR	23	Modéré
Prunus laurocerasus L., 1753	Naturalisé	R	25	Modéré
Prunus serotina Ehrh., 1784 [nom. et typ. cons.]	Naturalisé	RR	28	Fort
Pseudofumaria alba (Mill.) Lidén, 1986	Naturalisé	RR	19	Faible
Pseudofumaria lutea (L.) Borkh., 1797	Naturalisé	AR	14	Faible
Pterocarya fraxinifolia (Lam.) Spach, 1834	Naturalisé	RR	26	Modéré
Puccinellia distans subsp. *distans* (Jacq.) Parl., 1848	Naturalisé	R	14	Faible
Pueraria montana (Lour.) Merr., 1935	Absent		28	Fort
Pyrus communis subsp. *communis* L., 1753	Naturalisé	RR	17	Faible
Quercus rubra L., 1753	Naturalisé	AR	28	Fort
Reynoutria sachalinensis (F.Schmidt) Nakai, 1922	Naturalisé	R	35	Fort
Reynoutria x bohemica Chrtek & Chrtková, 1983	Naturalisé	AR	35	Fort
Rhododendron ponticum L., 1762	Absent		29	Fort
Rhus coriaria L., 1753	Naturalisé	RR	16	Faible
Rhus typhina L., 1756	Naturalisé	AR	28	Fort

Rorippa austriaca (Crantz) Besser, 1821	Naturalisé	RR	21	Modéré
Rosa rugosa Thunb., 1784	Accidentel	RRR	25	Modéré
Rubus armeniacus Focke, 1874	Naturalisé	RR	27	Modéré
Rubus laciniatus (Weston) Willd., 1806	Naturalisé	RR	26	Modéré
Rubus phoenicolasius Maxim., 1871	Absent		25	Modéré
Rudbeckia laciniata L., 1753	Naturalisé	RR	30	Fort
Rumex patientia L., 1753	Naturalisé	RR	17	Faible
Rumex thyrsiflorus Fingerh., 1829	Naturalisé	R	19	Faible
Ruta graveolens L., 1753	Naturalisé	RR	19	Faible
Salvia verticillata subsp. *verticillata* L., 1753	Naturalisé	RR	18	Faible
Scirpus atrovirens Willd., 1809	Naturalisé	RR	24	Modéré
Scirpus hattorianus Makino, 1933	Naturalisé	RR	29	Fort
Scutellaria altissima L., 1753	Naturalisé	RR	21	Modéré
Senecio inaequidens DC., 1838	Naturalisé	AR	26	Modéré
Sicyos angulatus L., 1753	Absent		22	Modéré
Sigesbeckia serrata DC., 1836	Naturalisé	RR	16	Faible
Silene dichotoma Ehrh., 1792	Naturalisé	RRR	12	Faible
Silybum marianum (L.) Gaertn., 1791	Naturalisé	R	19	Faible
Sisyrinchium montanum Greene, 1899	Naturalisé	RR	18	Faible
Solanum lycopersicum L., 1753	Naturalisé	AR	17	Faible
Solanum villosum subsp. *miniatum* (Bernh. *ex* Willd.) Edmonds, 1984	Naturalisé	RR	10	Faible
Solidago canadensis L., 1753	Naturalisé	AR	38	Fort
Sorghum halepense (L.) Pers., 1805	Naturalisé	RR	24	Modéré
Spiraea alba Du Roi, 1772	Naturalisé	RR	33	Fort
Spiraea chamaedryfolia L., 1753	Naturalisé	RR	31	Fort
Spiraea douglasii Hook., 1832	Naturalisé	RR	33	Fort
Spiraea japonica L.f., 1782	Accidentel	RR	33	Fort
Spiraea x billardii Hérincq, 1857	Naturalisé	RR	29	Fort
Sporobolus indicus (L.) R.Br., 1810	Naturalisé	R	25	Modéré
Sporobolus neglectus Nash, 1895	Naturalisé	RRR	18	Faible
Sporobolus vaginiflorus (Torr. *ex* A.Gray) Alf.Wood, 1861	Naturalisé	RR	21	Modéré
Symphoricarpos albus (L.) S.F.Blake, 1914	Naturalisé	R	23	Modéré
Symphyotrichum lanceolatum (Willd.) G.L.Nesom, 1995	Naturalisé	AR	38	Fort
Symphyotrichum novae-angliae (L.) G.L.Nesom, 1995	Naturalisé	RR	31	Fort
Symphyotrichum x salignum (Willd.) G.L.Nesom, 1995	Naturalisé	AR	38	Fort
Symphytum x uplandicum Nyman, 1855	Naturalisé	RR	18	Faible
Syringa vulgaris L., 1753	Naturalisé	AR	26	Modéré
Tanacetum parthenium (L.) Sch.Bip., 1844	Naturalisé	R	15	Faible
Trachycarpus fortunei (Hook.) H.Wendl., 1862	Absent		22	Modéré
Tragus racemosus (L.) All., 1785	Naturalisé	R	16	Faible
Vallisneria australis S.W.L.Jacobs & Les, 2008	Naturalisé	RR	34	Fort
Verbascum virgatum Stokes, 1787	Naturalisé	RR	16	Faible
Veronica filiformis Sm., 1791	Naturalisé	AR	22	Modéré
Veronica peregrina L., 1753	Naturalisé	R	24	Modéré
Vicia grandiflora Scop., 1772	Naturalisé	RRR	14	Faible
Vicia pannonica Crantz, 1769	Naturalisé	RR	12	Faible
Vinca major L., 1753	Accidentel	R	18	Faible
Vitis riparia Michx., 1803	Naturalisé	RR	25	Modéré
Xanthium orientale L., 1763	Naturalisé	RR	26	Modéré

CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL FRANCHE-COMTÉ
OBSERVATOIRE RÉGIONAL DES INVERTÉBRÉS

CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL BASSIN PARISIEN
MUSÉUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE

CONTACTS

CBNFC-ORI

9 rue Jacquard - BP 61738

25043 BESANÇON CEDEX

03.81.83.03.58

CBNBP Délégation Bourgogne

Maison du Parc

58230 SAINT-BRISSON

03.86.78.79.60